

Un organisme de gestion collective d'actifs irlandais constitué sous forme de fonds à compartiments multiples avec passif distinct entre les Compartiments, sous le numéro d'inscription C174793 et agréé par la Banque centrale d'Irlande en vertu de la Réglementation des Communautés européennes (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) de 2011, dans leur version révisée.

# Prospectus



Les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin le Prospectus (le « Prospectus ») et le(s) Supplément(s) approprié(s) dans leur intégralité et, avant de prendre une quelconque décision d'investissement dans le Fonds, ils doivent consulter un courtier, un conseiller bancaire, un avocat, un comptable ou autre conseiller financier pour obtenir des conseils indépendants par rapport : (a) aux exigences légales applicables dans leurs propres pays à l'achat, la détention, l'échange, le rachat ou la cession des Actions ; (b) à toute restriction de change à laquelle ils sont soumis dans leurs propres pays concernant l'achat, la détention, l'échange, le rachat ou la cession des Actions ; (c) aux conséquences légales, fiscales, financières ou autres d'un achat, souscription, détention, échange, rachat ou cession des Actions ; et (d) aux dispositions du présent Prospectus et des Supplément(s) appropriés.

## FIDELITY UCITS II ICAV

Un organisme de gestion collective d'actifs irlandais constitué sous forme de fonds à compartiments multiples avec passif distinct entre les Compartiments, sous le numéro d'inscription C174793 et agréé par la Banque centrale d'Irlande en vertu de la Réglementation des Communautés européennes (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) de 2011, dans leur version révisée.

## PROSPECTUS

15 mars 2019

Les administrateurs (les « **Administrateurs** ») de Fidelity UCITS II ICAV (le « **Fonds** ») dont les noms apparaissent dans la section « *Gestion* » reconnaissent être responsables des informations contenues dans le présent document. Pour autant que les Administrateurs le sachent et l'estiment (ayant pris toutes les dispositions raisonnables pour s'assurer que tel est le cas), les informations contenues dans ce document correspondent à la réalité et n'omettent aucun élément de nature à affecter l'exactitude de ces informations. Les Administrateurs en assument la responsabilité en conséquence.

## **INFORMATIONS IMPORTANTES**

Personne n'a été autorisée à fournir des informations ou à faire des déclarations autres que celles contenues dans le présent Prospectus par rapport à l'offre des Actions de chaque Compartiment et, si elles sont fournies ou faites, ces informations ou déclarations ne doivent pas être considérées comme ayant été autorisées par le Fonds. La distribution du présent Prospectus ou de tout Supplément approprié et toute vente des Actions ne doit en aucun cas impliquer que les informations des présentes sont correctes à une date ultérieure à celle du présent Prospectus.

Le document d'informations clé pour l'investisseur (« DICI ») de chaque Compartiment fournit des informations importantes sur le Compartiment concerné, notamment l'indicateur synthétique de risque / rendement applicable, les frais et, le cas échéant, la performance historique associée au Compartiment. Avant de souscrire des Actions, chaque investisseur devra confirmer avoir reçu le DICI approprié.

Les investisseurs doivent savoir que le prix des Actions peut varier à la baisse comme à la hausse, et qu'ils peuvent ne pas récupérer le capital investi. Le Fonds peut également imputer des frais de souscription à hauteur de 5 % et des frais de rachat à hauteur de 3 %. Au vu de la différence à tout moment entre le prix de souscription et le prix de rachat des Actions, un investissement dans un Compartiment doit être considéré comme un placement de moyen à long terme. Les facteurs de risque dont tous les investisseurs doivent tenir compte sont expliqués dans la section « *Informations sur les risques* ».

L'agrément accordé au Fonds par la Banque centrale ne constitue pas un aval ou une garantie de cette dernière, et la Banque centrale n'est pas responsable du contenu du présent Prospectus. L'agrément accordé au Fonds par la Banque centrale ne garantit pas la performance du Fonds et la Banque centrale ne doit pas être tenue pour responsable des résultats favorables ou défavorables du Fonds.

Les Actionnaires doivent savoir que les Administrateurs peuvent déclarer des distributions sur le capital au titre des Catégories d'actions de distribution des Compartiments à gestion active et que le cas échéant, le capital de ces Actions sera érodé, et ces distributions seront réalisées en renonçant au potentiel de croissance future du capital et que ce cycle peut se poursuivre jusqu'à épuisement de tout le capital relatif aux Actions. Les investisseurs dans les Catégories d'actions de distribution des Compartiments à gestion active doivent également savoir que le versement de distributions sur le capital peut avoir des implications fiscales qui sont différentes de celles appliquées aux distributions sur le revenu et il est donc recommandé de consulter un conseiller fiscal à cet égard. Les distributions sur le capital diminueront probablement la valeur des rendements futurs et peuvent être considérées comme un remboursement de capital.

Les Actions ne sont pas et ne peuvent pas être proposées, vendues ou remises, directement ou indirectement, aux États-Unis d'Amérique, sur ses territoires ou possessions, ni dans aucun État ou dans le District de Columbia (les « États-Unis ») ou à ou pour le compte d'une Personne des États-Unis, telle que définie dans l'Annexe I des présentes. Les Actions ne sont pas et ne seront pas enregistrées au titre de la loi américaine sur les valeurs mobilières (« U.S. Securities Act ») de 1933, dans sa version révisée, ou des lois applicables aux valeurs mobilières de l'un des États des États-Unis, et le Fonds ne sera pas enregistré au titre de la loi américaine sur les sociétés d'investissement (« U.S. Investment Company Act ») de 1940, dans sa version révisée. Toute nouvelle offre ou revente d'une Action aux États-Unis ou à des Personnes des États-Unis peut constituer une infraction au droit américain.

---

---

**TABLE DES MATIERES**

---

---

<b>RÉPERTOIRE .....</b>	<b>4</b>
<b>INFORMATIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>5</b>
<b>OBJECTIFS ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENT .....</b>	<b>9</b>
<b>RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT .....</b>	<b>18</b>
<b>INFORMATIONS SUR LES RISQUES.....</b>	<b>24</b>
<b>INFORMATION SUR L'ACHAT ET LA VENTE .....</b>	<b>41</b>
<b>DÉTERMINATION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE.....</b>	<b>48</b>
<b>DISTRIBUTIONS.....</b>	<b>52</b>
<b>FRAIS ET DÉPENSES.....</b>	<b>53</b>
<b>INFORMATIONS FISCALES .....</b>	<b>54</b>
<b>GESTION .....</b>	<b>64</b>
<b>ANNEXE I – DÉFINITIONS.....</b>	<b>70</b>
<b>ANNEXE II – MARCHÉS RECONNUS.....</b>	<b>75</b>

---

## RÉPERTOIRE

---

**FIDELITY UCITS II ICAV  
GEORGE'S QUAY HOUSE  
43 TOWNSEND STREET  
DUBLIN 2 D02 VK65**

**Administrateurs :**

Catherine Fitzsimons  
David Greco  
Nick King  
Denise Kinsella  
Éimhín Ní Mhuircheartaigh

**Gérant et Secrétaire :**

FIL Fund Management (Ireland) Limited  
George's Quay House  
43 Townsend Street  
Dublin 2  
Irlande

**Agent administratif :**

Brown Brothers Harriman Fund Administration  
Services  
(Ireland) Limited  
30 Herbert Street  
Dublin 2  
Irlande

**Dépositaire :**

Brown Brothers Harriman Trustee Services (Ireland)  
Limited  
30 Herbert Street  
Dublin 2  
Irlande

**Conseillers juridiques :**

Matheson  
70 Sir John Rogerson's Quay  
Dublin 2  
Irlande

**Commissaires aux comptes :**

PricewaterhouseCoopers  
One Spencer Dock  
North Wall Quay  
Dublin 1  
Irlande

**Distributeur Général :**

FIL Distributors  
Pembroke Hall  
42 Crow Lane  
Pembroke HM19  
Bermudes

---

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

---

La présente section constitue l'introduction de ce Prospectus. Toute décision d'investir dans les Actions doit s'appuyer sur la lecture du Prospectus dans son intégralité, y compris des Suppléments appropriés. Dans le présent Prospectus, les mots commençant par une majuscule sont définis dans l'Annexe I des présentes.

**Informations sur le Fonds.** Le Fonds a été enregistré en Irlande sous le numéro C174793 et agréé par la Banque centrale sous forme d'OPCVM conformément à la loi irlandaise sur les organismes de gestion collective d'actifs de 2015 (« Irish Collective Asset-management Vehicles Act ») datée du 14 novembre 2017. Le Fonds a pour objet le placement collectif dans des valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides des capitaux recueillis auprès du public, en s'appuyant sur le principe de la répartition des risques, conformément aux Réglementations OPCVM. Sa structure est celle d'un fonds à compartiments multiples avec passif distinct entre les Compartiments. En effet, sous réserve de l'approbation préalable de la Banque centrale, les Administrateurs peuvent à tout moment créer différentes séries d'Actions, en respectant les exigences de la Banque centrale, qui se présenteront comme des portefeuilles d'actifs séparés, chaque série de cette nature constituant un Compartiment. Chaque Compartiment supporte son propre passif et, au titre du droit irlandais, le Fonds, un des prestataires de services désignés par le Fonds, les Administrateurs, un administrateur judiciaire, un inspecteur ou un liquidateur ou toute autre personne ne pourra pas avoir recours aux actifs d'un Compartiment afin de couvrir un passif d'un autre Compartiment. Les informations détaillées sur le promoteur sont disponibles sous l'intitulé « *Le Gérant* » de la section « *Gestion* ».

Constitué en Irlande, le Fonds est en conséquence soumis à la Loi et doit respecter les exigences de gouvernance d'entreprise imposées par les Réglementations OPCVM. Les Administrateurs se sont engagés à maintenir des normes élevées de gouvernance d'entreprise et s'efforceront de respecter la Loi, les Réglementations OPCVM et les exigences de la Banque centrale concernant les OPCVM.

**Compartiments.** Le portefeuille d'actifs maintenu pour chaque série d'Actions qui constitue un Compartiment est investi conformément aux objectifs et politiques d'investissement applicables à ce Compartiment, tels que précisés dans le Supplément approprié. Les Actions peuvent être divisées en différentes Catégories pour prévoir, entre autres, différents frais, politiques de dividendes, devises, accords de commission (y compris, des ratios du coût total) ou pour prévoir une couverture de change en accord avec les politiques et exigences alors en vigueur de la Banque centrale.

Au titre des Statuts, les Administrateurs doivent créer un Compartiment distinct et des registres séparés de la manière suivante :

- (a) le Fonds tiendra des livres et registres comptables séparés pour chaque Compartiment. Les produits de l'émission d'Actions relatives à un Compartiment seront appliqués à ce Compartiment, et l'actif, le passif, les revenus et les dépenses attribuables à celui-ci seront appliqués à ce Compartiment ;
- (b) tout actif découlant d'un autre actif appartenant à un Compartiment sera attribué au même Compartiment que l'actif dont il découle, et toute augmentation ou diminution de la valeur d'un tel actif sera attribuée au Compartiment concerné ;
- (c) dans le cas d'un actif que les Administrateurs jugent impossible à attribuer à un ou plusieurs Compartiments donnés, les Administrateurs ont toute discrétion pour déterminer, de manière juste et équitable et avec l'autorisation du Dépositaire, la méthode de répartition de cet actif entre les Compartiments, et les Administrateurs doivent avoir le pouvoir de modifier cette méthode à tout moment ;
- (d) tout passif sera attribué à un ou plusieurs Compartiments auxquels, de l'avis des Administrateurs, il se rapporte, ou si ce passif est impossible à attribuer à un Compartiment particulier, les Administrateurs auront toute discrétion pour déterminer, de manière juste et équitable et sous réserve de l'autorisation du Dépositaire, les principes selon lesquels un passif sera réparti entre les Compartiments, et les Administrateurs pourront, sous réserve de l'autorisation du Dépositaire, modifier ces principes à tout moment ;
- (e) au cas où les actifs attribuables à un Compartiment seraient utilisés pour régler un passif non attribuable à ce Compartiment et tant que ces actifs ou dédommagement associé ne pourront pas être rendus de toute autre manière au Compartiment affecté, les Administrateurs devront certifier ou faire certifier, avec l'autorisation du

Dépositaire, la valeur des actifs perdus par le Compartiment affecté et transférer ou payer sur les actifs du ou des Compartiments auxquels le passif était attribué, en priorité avant toutes les autres dettes de ce ou ces Compartiments, les sommes ou actifs suffisants pour rendre au Compartiment affecté la valeur des actifs ou sommes qu'il a perdues ;

- (f) quand les actifs (éventuels) du Fonds attribuables aux Actions de Souscripteur donnent lieu à un bénéfice net, les Administrateurs peuvent attribuer, de manière juste et équitable, les actifs représentant ces bénéfices nets au ou aux Compartiments, ainsi qu'ils le jugent approprié ; et
- (g) sous réserve de toute autre disposition des Statuts, les actifs détenus pour le compte de chaque Compartiment doivent être appliqués uniquement par rapport aux Actions auxquelles ce Compartiment est rattaché et doivent appartenir exclusivement au Compartiment approprié et ne doivent pas être utilisés pour acquitter directement ou indirectement le passif ou les dettes de tout autre Compartiment et ne doivent pas être mis à disposition pour toute raison de cette nature.

Chaque Action (autres que les Actions de souscripteur) permet à l'Actionnaire de prétendre proportionnellement et à parts égales aux dividendes et aux actifs nets du Compartiment par rapport auquel elle est émise, sauf pour les dividendes déclarés avant qu'il ne devienne Actionnaire. Les Actions de souscripteur permettent aux Actionnaires les détenant de participer et de voter à toutes les assemblées du Compartiment, mais ne leur permettent pas de prétendre aux dividendes ou aux actifs nets d'un Compartiment.

À la date de ce Prospectus, le Fonds comprend les Compartiments suivants :

Fidelity Alternative Listed Equity Fund	Fidelity MSCI Europe Index Fund
Fidelity Asia Pacific ex-Japan Equity Fund	Fidelity MSCI Eurozone Index Fund
Fidelity Enhanced Reserve Fund	Fidelity MSCI Japan Index Fund
Fidelity Europe ex-UK Equity Fund	Fidelity MSCI Pacific ex-Japan Index Fund
Fidelity Global Aggregate Bond Fund	Fidelity MSCI UK Index Fund
Fidelity Global Emerging Markets Equity Fund	Fidelity MSCI World Index Fund
Fidelity Global Equity Fund	Fidelity North America Equity Fund
Fidelity Global Sub-IG Fixed Income Fund	Fidelity S&P 500 Index Fund
Fidelity Japan Equity Fund	Fidelity TopZins Plus 2022 Fund
Fidelity MSCI Emerging Markets Index Fund	Fidelity UK Equity Fund

**Rapports et comptes.** Sauf indication contraire dans le Supplément approprié, l'exercice financier de chaque Compartiment se terminera le 31 janvier. Chaque Compartiment publiera un rapport et des comptes annuels audités dans les quatre (4) mois qui suivront la fin de l'exercice auquel ils se rapportent. Les premiers comptes et rapport annuels du Fonds seront préparés pour la période close le 31 janvier 2019. Sauf indication contraire dans le Supplément approprié, le rapport et les comptes semestriels de chaque Compartiment seront préparés pour la période close le 31 juillet. Chaque Compartiment publiera un rapport et des comptes semestriels non audités dans les deux (2) mois qui suivront la fin de l'exercice auquel ils se rapportent. Le rapport annuel et le rapport semestriel seront mis à disposition sur le site Web et pourront être envoyés aux Actionnaires par courrier électronique ou autre moyen de communication électronique, bien que les Actionnaires et les investisseurs potentiels puissent également recevoir sur demande et par courrier des rapports papier.

**Assemblée générale annuelle.** En vertu de la Loi, les Administrateurs ont choisi de renoncer à la tenue d'assemblées générales annuelles. Nonobstant ce choix, un ou plusieurs Actionnaires détenant seul ou en commun au moins 10 % des droits de vote du Fonds ou les Commissaires aux comptes du Fonds peuvent exiger de ce dernier qu'il organise une assemblée générale annuelle au cours d'une année donnée, par le biais d'un préavis écrit au Fonds envoyé pendant l'année précédente et au moins un mois avant la fin de cette année, et le Fonds doit tenir l'assemblée requise.

**Statuts.** Les Actionnaires peuvent bénéficier de, sont liés par et sont considérés comme ayant connaissance des dispositions des Statuts, dont des copies sont disponibles comme indiqué sous l'intitulé « *Informations supplémentaires* ».

**Capital social.** Le capital social autorisé du Fonds s'élève à 500 000 000 002 Actions sans valeur nominale, divisées en 2 Actions de souscripteur sans valeur nominale et 500 000 000 000 actions sans valeur nominale. Les Administrateurs ont le pouvoir d'émettre toutes les Actions du Fonds selon les conditions qu'ils jugent appropriées. Les Actions de souscripteur donnent droit à leurs détenteurs d'assister et de voter à toutes les assemblées générales du Fonds, mais elles ne leur permettent pas de prétendre aux bénéfices ou aux actifs du Fonds, mais uniquement au remboursement du capital lors d'une liquidation. En vue de respecter les exigences de capital initial minimum, le Fonds a émis 2 Actions de souscripteur sans valeur nominale de 1,00 € chacune. Ces Actions donnent droit à leurs détenteurs d'assister et de voter aux assemblées générales du Fonds et (autres que les Actions de souscripteur) de participer à parts égales aux bénéfices et actifs du Compartiment auquel les Actions sont rattachées, sous réserve de toute différence de frais et dépenses applicables aux différentes Catégories. Le Fonds peut à tout moment et par le biais d'une résolution ordinaire augmenter son capital, fusionner les Actions ou l'une d'entre elles en un nombre d'actions inférieur, scinder ses Actions ou l'une d'entre elles en un nombre d'actions supérieur, ou annuler des Actions non détenues ou acceptées d'être prises par une personne quelconque. Le Fonds peut, par le biais d'une résolution spéciale, réduire à tout moment son capital social selon les méthodes autorisées par la loi. Lors d'un vote à main levée à une assemblée des Actionnaires, chaque Actionnaire doit avoir droit à un vote et, lors d'un scrutin, chaque Actionnaire doit avoir un vote pour chaque Action entière détenue.

**Restrictions sur la distribution et la vente.** La diffusion du présent Prospectus, ainsi que l'offre ou l'achat des Actions, peuvent être limitées dans certaines juridictions. Le présent Prospectus ne constitue pas et ne peut pas être traité comme une offre de souscription ou une sollicitation par ou à quelque personne que ce soit dans une juridiction dans laquelle une telle offre ou sollicitation n'est pas légale ou dans laquelle la personne faisant cette offre ou sollicitation ne serait pas habilitée, ou à une personne à laquelle il est illégal d'adresser une telle offre ou sollicitation. Il incombe à toute personne en possession de ce Prospectus et à toute personne désirant acheter des Actions conformément au présent Prospectus de s'informer et de respecter l'ensemble des lois et réglementations applicables dans la juridiction appropriée.

Les Actions sont proposées uniquement sur la base des informations figurant dans le présent Prospectus. Toute information ou déclaration supplémentaire donnée ou réalisée par un négociant, courtier ou autre personne doit être ignorée et, en conséquence, ne doit pas être considérée comme fiable. Aucune personne n'est autorisée à fournir des informations ou à faire des déclarations liées à l'offre des Actions, hormis celles mentionnées dans le présent Prospectus ; si elles sont fournies, ces informations ou déclarations ne doivent pas être considérées comme ayant été autorisées par le Fonds, les Administrateurs ou le Gestionnaire des investissements. Les déclarations contenues dans le présent Prospectus sont conformes au droit et à la pratique en vigueur en Irlande à la date de ce document et peuvent changer. La remise de ce Prospectus et l'émission des Actions ne doivent en aucun cas laisser penser ou constituer une déclaration du fait que la situation du Fonds n'a pas évolué depuis la date de sa rédaction.

Le présent Prospectus peut également être traduit dans d'autres langues. Une telle traduction doit contenir uniquement les informations identiques et avoir la même signification que le Prospectus en langue anglaise. En cas d'incohérence entre le Prospectus en anglais et le Prospectus traduit, le Prospectus en anglais doit prévaloir, à moins que, lorsque la loi d'une juridiction dans laquelle les Actions sont vendues exige un Prospectus dans une autre langue et qu'une action est intentée sur la base des déclarations contenues dans le présent Prospectus, la langue de ce Prospectus sur la base duquel cette action est intentée doit faire autorité. Tous les litiges relatifs au contenu du présent Prospectus doivent être régis par le droit d'Irlande.

**Liquidation.** Conformément à la Loi, si le Fonds est liquidé, un liquidateur sera désigné pour régler les dettes en cours et distribuer les actifs restants du Fonds. Le liquidateur utilisera les actifs du Fonds pour satisfaire les demandes des créanciers. Par la suite, le liquidateur répartira les actifs restants entre les Actionnaires. Les Statuts contiennent certaines dispositions qui exigent, en premier lieu, la répartition des actifs aux Actionnaires de chaque Compartiment après règlement du passif de ce Compartiment et, par la suite, la distribution aux porteurs des Actions de souscripteur du montant nominal payé par rapport à ces Actions de souscripteur. Lorsque, au moment d'une liquidation, des distributions sont réalisées en espèces, un Actionnaire peut demander que tout ou partie des actifs qui lui reviennent soit vendu à ses frais et choisir de recevoir les espèces au lieu de cette vente.

**Fonctionnement des comptes de trésorerie généraux.** Le Fonds a établi un ou plusieurs comptes de trésorerie au nom du Fonds (chacun, un « **Compte de trésorerie général** ») sans créer un tel compte pour chaque Compartiment. Toutes les souscriptions (y compris les souscriptions reçues avant l'émission des Actions) attribuables à, et tous les

rachats, dividendes ou distributions d'espèces à payer sur, un Compartiment seront acheminées et gérées par le biais d'un Compte de trésorerie général.

Les sommes d'argent présentes sur un Compte de trésorerie général, y compris les montants de souscription reçus par rapport à un Compartiment avant l'Heure limite de négociation, ne seront pas soumises à la loi sur la supervision et l'application de la Banque centrale [« Central Bank (Supervision and Enforcement) Act 2013 (Section 48(1)) Investor Money Regulations 2015 for Fund Service Providers »]. Dans l'attente de l'émission d'Actions ou du versement des produits de rachat ou des distributions, l'investisseur concerné sera considéré comme un créancier non garanti du Compartiment par rapport aux montants payés par celui-ci ou qui lui sont dus.

Les montants des souscriptions versés sur un Compte de trésorerie général seront versés sur un compte ouvert au nom du Dépositaire pour le compte du Compartiment concerné à la date de règlement contractuel. Lorsque les montants de souscription parviennent sur un Compte de trésorerie général sans qu'une documentation suffisante ne permette d'identifier l'investisseur ou le Compartiment concerné, ces fonds doivent, sous réserve de respecter les exigences applicables de la législation sur le blanchiment d'argent, être retournés à l'investisseur concerné dans les délais et comme précisé dans la procédure opérationnelle associée au Compte de trésorerie général.

Les rachats et distributions, y compris les rachats ou distributions bloqués, seront conservés sur un Compte de trésorerie général jusqu'à la date d'échéance des paiements (ou toute autre date ultérieure à laquelle le versement des paiements bloqués sera autorisé) et seront ensuite payés à l'Actionnaire concerné. Les rachats et distributions bloqués seront détenus sur un Compte de trésorerie général distinct jusqu'à la date à laquelle le versement de ces paiements bloqués sera autorisé et qu'ils seront alors payés à l'Actionnaire concerné.

L'investisseur supporte seul le risque de la non-transmission d'une documentation complète et précise par rapport aux souscriptions, aux rachats ou aux dividendes.

Un ou plusieurs Comptes de trésorerie généraux ont été ouverts au nom du Fonds. Le Dépositaire est chargé de la garde et de la supervision des sommes présentes sur chaque Compte de trésorerie général et de veiller à attribuer les montants d'un Compte de trésorerie général aux Compartiments appropriés.

Le Gérant et le Dépositaire ont convenu d'une procédure opérationnelle pour les Comptes de trésorerie généraux, qui identifie les Compartiments participants, les procédures et protocoles à respecter pour transférer des fonds depuis les Comptes de trésorerie généraux, les procédures de rapprochement quotidien et les procédures à suivre en cas de déficit découlant du paiement tardif des souscriptions d'un Compartiment, et/ou des transferts vers un Compartiment de sommes attribuables à un autre en raison d'écarts temporaires.

**Informations supplémentaires.** Des copies des documents suivants peuvent être examinées pendant les heures d'ouverture normales d'un Jour de négociation au siège social du Gestionnaire des investissements, à l'adresse indiquée dans la section « Répertoire » :

- (a) les Statuts ; et
- (b) les Réglementations OPCVM et les Réglementations OPCVM de la Banque centrale.

De plus, il est possible d'obtenir gratuitement ou de consulter les Statuts et tous les rapports annuels et semestriels au siège social de l'Agent administratif pendant les heures d'ouverture normales d'un Jour de négociation.

**Aucune personne n'est autorisée à fournir des informations ou à faire des déclarations, autres que celles contenues dans le présent Prospectus, en rapport avec l'offre des Actions de chaque Compartiment et, si elles sont fournies, ces informations ou déclarations ne doivent pas être considérées comme ayant été autorisées par le Fonds. La diffusion du présent Prospectus ou de tout Supplément approprié, et toute vente des Actions ne doivent en aucun cas impliquer que les informations des présentes sont correctes à une date ultérieure à celle de ce Prospectus.**

---

## OBJECTIFS ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

---

**Objectif et stratégie d'investissement d'un Compartiment.** Le Fonds a pour objet d'investir dans des valeurs mobilières en accord avec les Réglementations OPCVM. Les objectifs, stratégies et politiques d'investissement spécifiques à chaque Compartiment sont définis dans le Supplément approprié.

Les actifs de chaque Compartiment sont investis conformément aux restrictions d'investissement contenues dans les Réglementations OPCVM, qui sont synthétisées dans la section « *Restrictions d'investissement* », et toute restriction d'investissement supplémentaire éventuelle que les Administrateurs peuvent adopter par rapport à un Compartiment et expliquer dans le Supplément approprié. Les Administrateurs peuvent établir des Compartiments dont l'objectif est de suivre un Indice (« **Compartiments indiciel** ») ou qui font l'objet d'une gestion active de la part du Gestionnaire des investissements dans le but d'atteindre un objectif d'investissement particulier, notamment le dépassement d'un Indice (« **Compartiments à gestion active** »).

Les informations relatives aux objectifs d'investissement et types d'instruments ou titres dans lesquels le Compartiment concerné investit sont précisées dans le Supplément approprié.

**Compartiments indiciels.** Les Compartiments indiciels cherchent à suivre les performances d'un Indice tout en tentant de réduire autant que possible la tracking error entre la performance du Compartiment et celle de l'Indice employé. Ces Compartiments cherchent à atteindre cet objectif à l'aide d'une stratégie de réplication, d'optimisation ou d'échantillonnage stratifié. Le Gestionnaire des investissements détermine la stratégie la plus appropriée au Compartiment concerné au moment pertinent. Le Supplément approprié précise et décrit la stratégie que le Compartiment emploie et explique en détail comment obtenir des informations sur l'Indice suivi par ce Compartiment.

- **Fonds de réplication.** Les Fonds de réplication cherchent à répliquer au plus près l'Indice en détenant physiquement tous les titres de l'Indice dans des proportions aussi proches que possible de leurs pondérations dans l'Indice.
- **Fonds de non-réplication.** Dans certains cas, le Gestionnaire des investissements peut estimer qu'il n'est pas dans le meilleur intérêt des investisseurs ou qu'il est impossible pour un Compartiment d'obtenir une exposition sur tous les Titres de l'Indice respectif dans des proportions similaires, ou simplement de les acheter pour différentes raisons, notamment les coûts et dépenses impliqués et les limites de concentration imposées dans le présent Prospectus. Dans ce cas, le Gestionnaire des investissements peut choisir, afin de suivre l'indice, de détenir un échantillon représentatif des titres composant l'Indice.

Le Gestionnaire des investissements peut avoir recours à différentes techniques de sélection de ces Titres de l'Indice qui produiront l'échantillon représentatif qui suivra autant que possible la performance de l'Indice, notamment des techniques d'optimisation et d'échantillonnage stratifié.

L'optimisation des Compartiments qui investissent dans des actions vise à minimiser la tracking error par le biais d'une analyse de portefeuille quantitative interne. Cette analyse peut tenir compte de certains éléments, notamment de l'évolution du prix d'un titre par rapport à un autre au fil du temps, d'une analyse de scénarios (qui implique d'évaluer l'évolution de la valeur d'un portefeuille de placement par rapport à une évolution majeure des principaux facteurs de risque) et des tests de solidité financière. La procédure d'optimisation analyse les pondérations du portefeuille, les pondérations de référence et les données du modèle de risque, puis calcule le portefeuille optimal. Les frais de transaction à payer pour obtenir le portefeuille ciblé font également l'objet d'une analyse avant de construire le portefeuille du Compartiment. Les contraintes d'investissement caractéristiques comprennent le nombre d'avoirs (pour les univers des grands indices) et les pondérations relatives maximales sur les titres, secteurs et régions. L'utilisation d'une optimisation n'engendre pas toujours la réduction ciblée de la tracking error.

L'échantillonnage stratifié vise à minimiser la tracking error en répartissant les composantes de l'Indice concerné dans différents groupes de risques distincts dénommés strates qui ne se recoupent pas, et de sélectionner les titres de l'Indice qui correspondent aux caractéristiques de risque de ces groupes. Ces strates pourraient comprendre, sans pour autant s'y limiter, la capitalisation de marché des sociétés, les devises, les pays, les secteurs industriels, la qualité de crédit, la durée des principaux taux, la convexité (qui mesure l'impact de l'évolution des taux d'intérêt sur la duration d'une obligation), la structure des capitaux et les garanties spécifiques des obligations, à savoir une clause juridiquement contraignante d'un accord entre un émetteur d'obligations et un détenteur d'obligations.

L'étendue de l'échantillonnage utilisé dans un Compartiment est déterminée par la nature des Titres de l'Indice, en tenant compte de certains facteurs tels que la corrélation, la diversification et la pondération de marché. Certains Compartiments peuvent faire appel plus fortement à un échantillonnage. Quel que soit le degré d'échantillonnage, les investisseurs sont exposés à la performance des titres sous-jacents qui composent l'Indice. Les Compartiments peuvent également détenir certains titres qui présentent des caractéristiques de risque et de performance similaires à certains titres de l'Indice, même si ces titres ne sont pas des Titres de l'Indice, lorsque le Gestionnaire des investissements pense que cette méthode convient mieux à l'objectif, aux restrictions d'investissement ou autre du Compartiment.

De plus, la méthodologie de réplication utilisée pour un Compartiment peut évoluer au fil du temps. Un Compartiment récemment lancé peut notamment ne pas posséder un volume approprié d'actifs sous gestion pour exploiter efficacement la stratégie de réplication. Il peut donc utiliser en premier lieu la stratégie d'optimisation ou d'échantillonnage stratifié, puis glisser progressivement vers une réplication totale au fil du temps. De même, un Compartiment ayant recours à la stratégie de réplication peut ne plus être en mesure d'acquiescer toutes les composantes d'un Indice à cause des modifications de cet Indice ou du marché sous-jacent, avec pour conséquence une incapacité à répliquer parfaitement l'Indice ou à le faire efficacement, et une obligation de se tourner vers la technique d'optimisation ou d'échantillonnage stratifié.

L'évolution de la composition et/ou de la pondération des Titres de l'Indice imposent habituellement des ajustements correspondants du portefeuille du Compartiment afin de continuer à suivre l'Indice. À tout moment, le Gestionnaire des investissements cherche en conséquence à rééquilibrer la composition et/ou la pondération des titres d'un Compartiment ou sur lesquels un Compartiment est exposé dans la mesure du possible, afin de respecter l'évolution de la composition et/ou de la pondération de l'Indice. D'autres méthodes de rééquilibrage peuvent être adoptées à tout moment afin de maintenir des performances correspondantes entre un Compartiment et l'Indice. Par exemple, si la pondération d'une composante spécifique de l'Indice est supérieure à la limite autorisée par les restrictions d'investissement, le Fonds devra faire de la vente des avoirs de cette composante une priorité afin de palier à la situation en prenant en compte l'intérêt des Actionnaires. Pour de plus amples informations sur les facteurs susceptibles de limiter la capacité d'un Compartiment à suivre exactement la performance d'un Indice, les investisseurs doivent également lire l'avertissement sur les risques intitulé « *Risque lié au suivi de l'Indice* » dans la section « *Informations sur les risques* ». Les informations relatives au niveau anticipé de la tracking error d'un Compartiment, ainsi qu'à la fréquence de rééquilibrage de l'Indice sont disponibles dans le Supplément approprié, et les informations sur le niveau de la tracking error rencontrée par un Compartiment sont présentées dans les derniers comptes publiés par le Fonds.

Dans certaines situations, la détention des Titres de l'Indice peut être interdite par la loi ou contraire aux intérêts des investisseurs. Ces situations comprennent, sans que cette liste soit exhaustive :

- (i) le respect des Réglementations OPCVM peut imposer des restrictions quant au pourcentage de la valeur que chaque Compartiment peut investir dans des titres individuels ;
- (ii) face aux fluctuations des Titres de l'Indice, le Gestionnaire des investissements peut décider qu'il est préférable d'utiliser des stratégies d'investissement différentes afin d'atteindre une performance similaire ou un profil de risque similaires à ceux de l'Indice ;
- (iii) les Titres de l'Indice ne sont pas disponibles ou aucun marché n'existe pour ces titres. Dans ce cas, un Compartiment peut détenir en lieu et place des certificats de titres en dépôt associés à ces titres (ex. : certificats américains et mondiaux de dépôt d'actions [American Depositary Receipt – « **ADR** » et Global Depositary Receipt - « **GDR** »]) ou peut acheter des IFD pour profiter de la performance de ces titres ;
- (iv) les sociétés agissent par rapport aux Titres de l'Indice. Dans ce cas, le Gestionnaire des investissements a toute discrétion pour gérer ces événements le plus efficacement possible ;
- (v) un Compartiment détient des actifs liquides accessoires et/ou des sommes à recevoir. Dans ce cas, le Gestionnaire des investissements peut acheter des IFD, à des fins d'investissement direct, pour obtenir un rendement similaire au rendement de l'Indice ;
- (vi) les Titres de l'Indice présents dans un Compartiment perdent leur caractère liquide ou sont difficiles à obtenir à une juste valeur. Dans ce cas, le Gestionnaire des investissements peut recourir à différentes techniques, y compris l'achat de titres dont les revenus collectifs ou individuels sont considérés comme bien corrélés avec les composantes désirées de l'Indice ou l'achat d'un échantillon d'actions de l'Indice ;

- (vii) après prise en compte des coûts relatifs à une transaction de portefeuille proposée, le Gestionnaire des investissements pense que l'exécution des transactions visant à aligner parfaitement et constamment le Compartiment avec l'Indice n'est pas efficace ; et
- (viii) un Compartiment vend les Titres de l'Indice en prévision de leur suppression de l'Indice, ou achète des titres qui ne sont pas actuellement représentés dans l'Indice considéré, en prévision de leur entrée dans l'Indice.

Le Gestionnaire des investissements s'appuie uniquement sur chaque Fournisseur d'indices pour obtenir des informations sur la composition et/ou la pondération des Titres de l'Indice. Si le Gestionnaire des investissements ne parvient pas à obtenir ou à traiter les informations associées à un Indice au cours d'un Jour ouvrable, alors les dernières données publiées sur la composition et/ou la pondération de cet Indice seront utilisées pour tous les ajustements.

**Évolution de l'Indice.** Les Administrateurs peuvent, à leur entière discrétion, choisir, s'ils le jugent dans l'intérêt d'un Compartiment, de modifier ou de remplacer l'Indice associé à un Compartiment. Le Conseil d'administration peut, par exemple, décider de remplacer un Indice dans les circonstances suivantes :

- (a) les valeurs mobilières ou autres techniques ou instruments décrits dans la section « *Restrictions d'investissement* », qui sont nécessaires à la mise en œuvre de l'objectif d'investissement du Compartiment concerné, cessent d'être suffisamment liquides ou autrement disponibles à l'investissement d'une manière jugée acceptable par les Administrateurs ;
- (b) la qualité, l'exactitude et la disponibilité des données d'un Indice particulier se sont dégradées ;
- (c) les composantes de l'Indice applicable provoqueraient un dépassement des limites imposées dans la section « *Restrictions d'investissement* » et/ou affecteraient fortement l'imposition ou le traitement fiscal du Fonds ou de l'un de ses investisseurs ;
- (d) l'Indice particulier cesse d'exister ou, de l'avis des Administrateurs, la formule ou la méthode de calcul de l'Indice ou d'une composante de l'Indice change ou devrait changer fortement, ou l'Indice ou une composante de l'Indice évolue ou devrait évoluer fortement ;
- (e) le Fournisseur d'indices augmente ses frais de licence à un niveau jugé excessif par les Administrateurs ou il modifie ses conditions générales de telle manière que le suivi de l'Indice n'est plus jugé comme étant dans l'intérêt du Compartiment concerné et de ses Actionnaires ;
- (f) la structure de propriété du Fournisseur d'indices approprié tombe entre les mains d'une entité considérée inacceptable par les Administrateurs et/ou l'Indice concerné change de nom ; ou
- (g) un nouvel indice disponible sur le marché est considéré comme plus bénéfique aux investisseurs que l'Indice existant.

La liste précédente est fournie uniquement à titre indicatif et ne saurait être interprétée comme étant exhaustive étant donné que les Administrateurs ont la capacité de modifier l'Indice de manière appropriée dans tous les autres cas. Le Prospectus et tout Supplément approprié seront actualisés en cas de remplacement par un autre Indice ou de modification de l'Indice suivi par un Compartiment.

Toute proposition de changement d'un Indice par les Administrateurs doit être soumise à l'approbation préalable des Actionnaires du Compartiment concerné par le biais d'une résolution ordinaire, uniquement si cette proposition est considérée comme un changement de l'objectif d'investissement ou une modification importante de la politique d'investissement du Compartiment. Dans tous les autres cas, les Actionnaires recevront un préavis raisonnable de la proposition de changement en accord avec les exigences de la Banque centrale.

Lorsqu'un changement d'Indice se répercute sur le nom d'un Compartiment, les Administrateurs modifieront comme il se doit la dénomination du Compartiment. Tout changement du nom d'un Compartiment sera approuvé au préalable par la Banque centrale et la documentation appropriée sera actualisée.

**Compartiments à gestion active.** Les investissements d'un Compartiment à gestion active seront gérés activement par le Gestionnaire des investissements ou ses délégués pour tenter d'atteindre l'objectif d'investissement stipulé dans le Supplément approprié.

**Techniques d'investissement générales.** Dans le cadre de la gestion des liquidités, un Compartiment peut détenir des liquidités, des billets de trésorerie (c.-à-d. des titres à court terme émis par des établissements de crédit) et des titres gouvernementaux à court terme (c.-à-d. des titres à court terme émis par des gouvernements).

Conformément aux exigences de la Banque centrale, un Compartiment peut également investir dans d'autres organismes de placement collectif, y compris ceux gérés par le Gérant, le Gestionnaire des investissements ou leurs sociétés affiliées respectives et y compris des fonds négociés en bourse et des fonds du marché monétaire, lorsque les objectifs de ces fonds sont compatibles avec l'objectif du Compartiment. Sauf mention contraire dans le Supplément approprié et en dépit de l'alinéa 3.1 de la section « *Restrictions d'investissement* », les investissements d'un Compartiment dans d'autres organismes de placement collectif seront limités à 10 % de la Valeur liquidative.

Les organismes de placement collectif dans lesquels le Compartiment peut investir sont des organismes de placement collectifs éligibles, en accord avec les règles de la Banque centrale, qui peuvent être domiciliés dans les États membres de l'EEE, à Jersey, Guernesey, l'île de Man ou les États-Unis d'Amérique, et qui sont réglementés par l'autorité de réglementation de leur état d'origine en tant que (i) OPCVM ou (ii) fonds d'investissement alternatifs qui respectent à tous les égards les dispositions des Réglementations OPCVM. Ces organismes de placement collectif peuvent être gérés ou pas par le Gérant, le Gestionnaire des investissements ou leurs sociétés affiliées respectives, et respecteront les exigences des Réglementations OPCVM par rapport à ces investissements. Les organismes de placement collectif dans lesquels le Compartiment investit peuvent faire l'objet d'un effet de levier, mais ces organismes de placement collectif ne seront, en général, pas endettés : (i) à plus de 100 % de leur valeur liquidative ; ou (ii) de manière à ce que leur valeur à risque absolue à 1 mois dépasse 20 % de leur valeur liquidative avec un degré de confiance de 99 % ; ou (iii) afin que leur valeur à risque relative à 1 mois dépasse deux fois la valeur à risque d'un portefeuille de référence comparable avec un degré de confiance de 99 %, en fonction de la méthode employée par ces organismes de placement collectif pour évaluer leur exposition globale. Lorsque la valeur à risque est utilisée pour évaluer l'exposition globale, les facteurs de risque doivent reposer sur des données d'observation historiques sur une période d'au moins 1 an (250 jours ouvrables) et les paramètres utilisés dans le modèle doivent être mis à jour au moins une fois par trimestre.

**Couverture de change au niveau du portefeuille.** Un Compartiment peut conclure des transactions dans le but de couvrir l'exposition de change des titres sous-jacents contre la Devise de référence appropriée. Des IFD, tels que des contrats de change à terme peuvent être employés si le Compartiment met en œuvre des techniques de couverture.

**Catégories d'Actions couvertes en devise.** Un Compartiment peut utiliser des IFD, y compris des contrats de change à terme, pour une Catégorie spécifique pour couvrir tout ou partie du risque de change de cette Catégorie. Lorsque des Catégories libellées dans des devises différentes sont créées au sein d'un Compartiment et que des opérations de couverture de change sont conclues pour couvrir une exposition de change appropriée, chacune de ces transactions est clairement attribuée à la Catégorie spécifique et tous les coûts doivent être portés au compte de cette Catégorie. En conséquence, tous les coûts de cette nature, ainsi que les dettes et/ou bénéfices associés, sont reflétés dans la Valeur liquidative par Action de cette Catégorie. Des couvertures peuvent s'avérer excessives ou insuffisantes par accident en raison de facteurs hors du contrôle du Gestionnaire des investissements. Les positions couvertes sont surveillées afin de veiller à ce que les positions excessivement couvertes ne dépassent pas 105 % de la Valeur liquidative de la Catégorie concernée et que (ii) les positions insuffisamment couvertes sont au moins égales à 95 % de la partie de la Valeur liquidative de la Catégorie concernée à couvrir. Cette analyse comprend également une procédure permettant de garantir que les positions nettement supérieures à 100 % de la Valeur liquidative de la Catégorie concernée et les positions insuffisamment couvertes, inférieures au pourcentage précité, ne soient pas reportées d'un mois à l'autre. En fonction du succès de la couverture, la performance de la Catégorie concernée devrait évoluer à l'instar des actifs sous-jacents. Le recours à une Catégorie couverte en devise peut substantiellement limiter les gains des détenteurs de la Catégorie concernée si la devise de chacune de ces Catégories chute par rapport à la Devise de référence et/ou à la devise dans laquelle les actifs du Compartiment sont libellés.

**Modifications de l'Objectif et des Politiques d'investissement d'un Compartiment.** Toute modification des objectifs d'investissement ou toute altération importante des politiques d'investissement d'un Compartiment est soumise à l'approbation préalable des Actionnaires de ce Compartiment par le biais d'une résolution ordinaire. Un changement peu

important de la politique d'investissement n'exige pas l'approbation des Actionnaires. Une période de préavis raisonnable sera prévue par le Compartiment avant l'application d'une modification des objectifs d'investissement et de toute altération importante des politiques d'investissement. Ainsi, les Actionnaires pourront demander le rachat de leurs Actions avant l'entrée en vigueur de cette modification.

**Prêt de titres.** Un Compartiment peut conclure des accords de prêt de titres, si ces opérations sont stipulées dans le Supplément approprié, sous réserve des conditions et dans les limites établies dans les Réglementations OPCVM de la Banque centrale. De tels accords de prêt de titres peuvent être employés uniquement aux fins de la gestion efficace du portefeuille.

Dans le cadre d'une transaction de prêt de titres, le Compartiment prête les titres qu'il détient à un emprunteur selon des conditions qui imposent à l'emprunteur de rendre des titres équivalents au Compartiment en respectant une période spécifique et en payant une commission au Compartiment en échange de l'usage de ces titres pendant la durée du prêt. Le Compartiment veillera à pouvoir récupérer à tout moment un titre prêté ou résilier un accord de prêt de titres qu'il a conclu.

Le Compartiment peut prêter les titres de son portefeuille, par le biais du programme de prêt de titres d'un agent de prêt de titres désigné, à des courtiers, négociants et autres établissements financiers désireux d'emprunter des titres en vue de réaliser des transactions et autres objectifs. Conformément aux dispositions de l'accord approprié de prêt de titres, l'agent de prêt désigné aura le droit de retenir un pourcentage des revenus du prêt de titres pour couvrir les frais et coûts associés à l'activité de prêt de titres, notamment la livraison des prêts, la gestion des garanties et la réserve d'une indemnité de prêt de titres, et ces frais payés seront aux taux commerciaux normaux. Toutefois, le Gérant doit veiller à ce que tous les revenus issus des prêts de titres, nets des coûts et frais opérationnels directs et indirects, seront remboursés au Compartiment. Tout agent de prêt de titres désigné peut être une société affiliée du Dépositaire ou du Gérant.

**Mise et de prise en pension.** Un Compartiment peut conclure des mises et prises en pension, si ces opérations sont stipulées dans le Supplément approprié, sous réserve des conditions et dans les limites établies dans les Réglementations OPCVM de la Banque centrale. Tout accord de cette nature peut être utilisé uniquement aux fins de la gestion efficace du portefeuille et les types d'actifs employés pour ces accords seront précisés dans le Supplément approprié.

Au titre d'une mise en pension, un Compartiment acquiert des titres auprès d'une contrepartie qui convient, au moment de la vente, de racheter le titre à une date et à un prix convenus entre les deux parties, déterminant ainsi le rendement pour le Compartiment concerné pendant la durée de l'accord. Le prix de revente correspond au prix d'achat majoré du taux d'intérêt du marché convenu entre les deux parties, qui n'a aucun rapport avec le taux du coupon ou l'échéance du titre acheté. Un Compartiment peut conclure des prises en pension au titre desquelles il vend un titre et accepte de le racheter à une date et à un prix convenus entre les deux parties.

Lorsqu'un Compartiment conclut une prise en pension, il doit pouvoir récupérer à tout moment le montant total des liquidités ou résilier l'accord de prise en pension sur une base cumulée ou au prix du marché. Lorsque des liquidités sont récupérées à tout moment au prix du marché, cette évaluation au prix du marché de la prise en pension doit être utilisée pour calculer la Valeur liquidative du Compartiment concerné.

Lorsqu'un Compartiment conclut une mise en pension, il doit pouvoir récupérer le montant total des liquidités ou résilier la mise en pension à tout moment. Les mises en pension à durée déterminée, inférieures à sept jours, doivent être jugées conformes à la présente exigence.

Des coûts et frais d'exploitation directs et indirects peuvent être versés à la contrepartie concernée et le Gérant doit s'assurer que tous les revenus issus des mises et prises en pension, nets des coûts et frais d'exploitation directs et indirects, seront versés au Compartiment. Les mises et prises en pension ne constituent pas des emprunts ou des prêts aux fins des Réglementations OPCVM.

**Contreparties aux prêts de titres, mises en pension, prises en pension et swaps.** Le Compartiment conclue des prêts de titres, des mises en pension, des prises en pension et des swaps avec des contreparties qui ont fait l'objet d'une évaluation du crédit. Lorsque la contrepartie est soumise à une notation d'une agence enregistrée et supervisée par l'Autorité européenne des marchés financiers (« AEMF »), cette notation doit être prise en compte dans l'évaluation du crédit. Lorsque la notation d'une contrepartie descend au niveau A2 ou moins (ou une notation comparable) d'une telle agence de notation, une nouvelle évaluation du crédit de cette contrepartie doit être réalisée immédiatement.

Ces contreparties seront en général des établissements soumis à la supervision prudentielle et appartenant aux catégories approuvées par la Banque centrale, qui ne seront pas toujours situés dans des pays de l'OCDE, et qui pourront être affiliés au Gérant ou au Dépositaire. Les investisseurs doivent également lire les avertissements sur les risques intitulés « *Prêt de titres* », « *Risque lié aux prises en pension et aux mises en pension* » et les « *Risques associés aux instruments dérivés spécifiques ; contrats de swap* » dans la section « *Informations sur les risques* ».

**Utilisation des instruments financiers dérivés.** L'utilisation des IFD par un Compartiment aux fins d'investissement ou de gestion efficace du portefeuille est décrite dans le Supplément approprié. Dans ce contexte, la gestion efficace du portefeuille signifie la réduction des risques, y compris le risque de tracking error entre la performance d'un Compartiment et la performance de l'Indice suivi par le Compartiment concerné, la réduction des coûts pour le Fonds, la création d'un capital ou revenu supplémentaire pour le Fonds et la couverture contre les variations du marché, les risques de change ou de taux d'intérêt, sous réserve des restrictions générales précisées dans la section « *Restrictions d'investissement* ». Dans la mesure où un Compartiment emploie des IFD, il est possible que la volatilité de la Valeur liquidative du Compartiment augmente. Veuillez consulter la section « *Informations sur les risques* » pour obtenir de plus amples informations sur les risques associés à l'emploi des IFD.

Le texte qui suit est une description synthétisée de chaque type d'IFD qui peut être utilisé par un Compartiment aux fins d'investissement ou pour la gestion efficace du portefeuille. Le Supplément approprié contient des informations supplémentaires sur les types d'IFD utilisés par chaque Compartiment, comme il convient.

- **Contrats à terme.** Les contrats à terme standardisés sont des accords d'achat ou de vente d'un montant fixe d'un indice, d'une action, d'une obligation ou d'une devise à une date future déterminée. Les contrats à terme standardisés sont des instruments négociés en bourse et leur négociation est soumise aux règles des bourses sur lesquelles ils sont négociés.
- **Contrats de change à terme.** Au titre d'un contrat de change à terme, des parties conviennent d'échanger des montants fixes de devises différentes à un taux de change convenu à une date future déterminée. Les contrats de change à terme sont similaires aux contrats à terme sur devises, sauf qu'ils ne peuvent pas être négociés en bourse, mais sont négociés de gré à gré. Les Contrats de change à terme peuvent être utilisés pour gérer les expositions de change représentées dans le Compartiment. Des contrats de change à terme non livrables peuvent être utilisés pour les mêmes raisons. Ils diffèrent des contrats de change à terme standard du fait qu'il est interdit de livrer une des devises de la transaction au moins lors du règlement d'un profit ou d'une perte résultant de la transaction.
- **Options.** Au titre d'une option, le vendeur promet à l'acheteur du contrat que l'acheteur a le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un certain indice, action, obligation ou devise à un certain prix (le prix d'exercice) au plus tard à une date d'expiration donnée (ou date d'exercice). Une option d'achat offre à l'acheteur le droit d'acheter à un certain prix tandis qu'une option de vente lui donne le droit de vendre. Un Compartiment peut acheter et vendre des options d'achat et de vente sur des titres (y compris des opérations liées), des indices boursiers et des devises, utiliser des options sur contrats à terme (y compris des opérations liées) et des accords de swap et/ou de couverture contre les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change ou des prix des titres. Un Compartiment peut également employer des options comme solutions de substitution pour adopter une position sur d'autres titres et fonds et/ou adopter une exposition dans les limites établies par la Banque centrale.
- **Swaps.** Un swap est un contrat en vertu duquel une partie accepte de fournir à l'autre partie quelque chose, par exemple un paiement à un taux convenu, en contrepartie de quelque chose fourni par l'autre partie, par exemple la performance d'un actif ou d'un panier d'actifs donné. Lorsque cela est spécifié dans le Supplément approprié, un Compartiment peut conclure des contrats de swaps (y compris des swaps de rendement total, des contrats sur différence et des swaps de défaut de crédit (« **CDS** »)) portant sur divers sous-jacents, y compris des devises, des taux d'intérêt, des titres, des organismes de placement collectif et des indices. Un Compartiment peut utiliser ces techniques pour se protéger contre les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change. Un Compartiment peut également utiliser ces techniques pour prendre des positions sur ou se protéger contre les variations des indices boursiers et des cours de certains titres. Lorsqu'un Compartiment conclut des swaps de rendement total (ou investit dans d'autres instruments financiers dérivés présentant les mêmes caractéristiques), des coûts et frais d'exploitation directs et indirects peuvent être versés à la contrepartie concernée et tous les revenus issus des mises et prises en pension, nets des coûts et frais d'exploitation directs et indirects, seront versés au Compartiment.

Un CDS est un swap utilisé pour transférer le risque de défaut sur un titre sous-jacent du détenteur du titre au vendeur du swap. Par exemple, si un Compartiment achète un CDS (qui pourrait être de prendre une position courte à l'égard du crédit de l'émetteur de la valeur mobilière ou de couvrir un investissement dans la valeur mobilière concernée), il aura le droit de recevoir la valeur du titre du vendeur du CDS si l'émetteur du titre manque à ses obligations de paiement par rapport au titre en question. Lorsqu'un Compartiment vend un CDS (qui prend une position longue sur le crédit de l'émetteur du titre), il recevra une commission de l'acheteur et espèrera bénéficier de cette commission dans le cas où l'émetteur du titre concerné ne manque pas à ses obligations de paiement.

- **Warrants.** Un warrant confère le droit d'acquérir un titre sous-jacent de l'émetteur (par opposition à une option dans laquelle une tierce partie accorde un droit d'acquérir un titre sous-jacent comme décrit précédemment) à un prix fixe. Un Compartiment peut détenir des warrants sur des titres comme solutions de substitution à l'adoption d'une position sur un titre sous-jacent et/ou l'adoption d'une exposition dans les limites établies par la Banque centrale.

Au cas où un Compartiment investit dans un IFD partiellement financé, le Compartiment peut investir (i) des liquidités à hauteur du montant notionnel de cet IFD, minoré des paiements de la marge (éventuelle), et (ii) toute garantie en espèces reçue par rapport à cet IFD pour couvrir la marge de variation (conjointement, les « **Avoirs liquides des IFD** ») dans un ou plusieurs organismes de placement collectif du marché monétaire négociés quotidiennement. Pour de plus amples informations, veuillez consulter les sections ci-après intitulées « *Garantie* » et « *Réinvestissement des garanties* ».

Lorsque cela est indiqué dans le Supplément approprié, un Compartiment peut également investir dans des obligations convertibles, des obligations convertibles conditionnelles, des produits adossés à des actifs, tels que des titres adossés à des actifs, des titres adossés à des créances hypothécaires, ainsi que des obligations adossées à des prêts, chacun pouvant intégrer un IFD des types décrits ci-dessus et, par conséquent, un effet de levier. Cet effet de levier sera inclus dans les calculs de l'exposition globale.

Les Compartiments n'investiront pas dans des IFD entièrement financés.

**Garantie.** Tous les actifs reçus par rapport à un Compartiment dans le cadre des IFD de gré à gré ou des prêts de titres, mises en pension et prises en pension seront considérés comme une garantie aux fins des Réglementations OPCVM de la Banque centrale et respecteront les critères ci-après. Grâce à des procédures de gestion du risque, le Fonds cherche à identifier et à atténuer les risques associés à la gestion des garanties, y compris les risques opérationnels et juridiques. Toute garantie reçue par un Compartiment respecte à tout moment les critères suivants :

- **Liquidité.** Une garantie (autre que des liquidités) doit être extrêmement liquide et négociée sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation dont les prix sont ouvertement affichés afin de pouvoir être vendue rapidement à un prix proche de l'évaluation établie avant la vente. Une garantie doit respecter les dispositions de l'article 74 des Réglementations OPCVM et doit être utilisée en accord avec les exigences du présent Prospectus et des Réglementations OPCVM.
- **Évaluation.** Une garantie doit être évaluée quotidiennement, et les actifs dont les prix souffrent d'une volatilité élevée ne doivent pas être acceptés en tant que garantie sauf si des marges de sécurité conservatrices appropriées sont en place.
- **Qualité de crédit de l'émetteur.** Une garantie doit être d'une qualité élevée. Un Compartiment doit s'assurer que, lorsqu'une ou plusieurs agences de notation, enregistrée et supervisée par l'AEMF ont accordé une notation à l'émetteur, la procédure d'évaluation de la qualité du crédit employée pour le compte du Compartiment tient compte, entre autres, de ces notations. En dépit de l'absence de dépendance mécanique envers ces notations externes, une baisse de notation sous les deux notations de crédit à court terme les plus élevées qu'une agence enregistrée et supervisée par l'AEMF ayant noté l'émetteur peut accorder, doit entraîner une nouvelle évaluation de la qualité du crédit de l'émetteur pour s'assurer de la haute qualité constante de la garantie.
- **Corrélation.** Une garantie doit être émise par une entité indépendante de la contrepartie et ne doit pas présenter une corrélation importante avec la performance de la contrepartie.
- **Diversification.** Une garantie doit présenter une diversification suffisante en termes de régions, de marchés et d'émetteurs. Une garantie non liquide sera considérée comme suffisamment diversifiée si le Compartiment concerné

reçoit de la contrepartie un panier de garanties dont l'exposition maximale sur un seul émetteur ne dépasse pas 20 % de la Valeur liquidative du Compartiment. Quand le Compartiment est exposé à un éventail de contreparties différentes, les différents paniers de garanties sont cumulés pour s'assurer que l'exposition sur un seul émetteur ne dépasse pas 20 % de la Valeur liquidative.

Pour déroger à l'alinéa qui précède, un Compartiment peut être entièrement garanti dans différentes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État membre, une ou plusieurs de ses agences locales, un pays tiers ou un organisme public international dont un ou plusieurs États membres sont membres. Un tel Compartiment recevra des titres d'au moins six émissions différentes et les titres d'une seule émission seront limités à 30 % de la Valeur liquidative du Compartiment. Les Compartiments qui cherchent à être entièrement garantis par des titres émis ou garantis par un État membre préciseront ce point dans le Supplément approprié et identifieront également les États membres, les autorités locales, le pays tiers ou les organismes publics internationaux qui émettront ou garantiront les titres qu'ils pourront accepter comme garanties au-delà de 20 % de leur Valeur liquidative.

Il est proposé que chaque Compartiment puisse accepter uniquement les types de garantie suivantes :

- des liquidités ;
- des titres gouvernementaux ou d'autres organismes publics ;
- des certificats de dépôt émis par des Institutions compétentes ;
- des lettres de crédit dont l'échéance résiduelle est égale ou inférieure à trois mois, qui sont inconditionnelles et irrévocables, et qui sont émises par les institutions compétentes ;
- des actions négociées sur une bourse de l'EEE, de la Suisse, du Canada, du Japon, des États-Unis, de Jersey, de Guernesey, de l'île de Man, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Taïwan, de Singapour et de Hong Kong ; et
- des obligations / effets de commerce émis par des Institutions compétentes ou par des émetteurs non bancaires

Le Fonds a mis en œuvre une politique de marges de sécurité par rapport à chaque catégorie d'actifs devant être reçus à titre de garantie. La politique appliquée à la garantie sera négociée au cas par cas avec chaque contrepartie et changera en fonction de la catégorie d'actifs reçue par le Fonds, en prenant en compte les caractéristiques de la catégorie d'actifs, la situation financière de l'émetteur de la garantie, la volatilité des prix de la garantie et les résultats des tests de solidité financière qui peuvent être réalisés en accord avec la politique sur les tests de solidité financière. La garantie obtenue au titre d'un tel accord : (a) doit être calculée chaque jour au prix du marché ; et (b) doit présenter à tout moment une valeur égale ou supérieure à l'exposition à la contrepartie concernée, en prenant en compte les limites d'exposition des contreparties appropriées au titre des Réglementations OPCVM.

La garantie (y compris tous les actifs soumis à des prêts de titres, mises en pension, prises en pension et swaps) doit être détenue par le Dépositaire ou son représentant (en cas de transfert de propriété). Cette obligation ne s'applique pas en l'absence de transfert de propriété. Dans un tel cas, la garantie peut être détenue par un dépositaire tiers, qui est soumis à une supervision prudentielle et qui n'a aucun lien avec le fournisseur de la garantie.

Tout Compartiment qui reçoit une garantie représentant au moins 30 % de ses actifs fera l'objet de tests de solidité financière réguliers en accord avec la politique du Fonds en matière de vérification de la solidité financière des émetteurs afin d'évaluer le risque de liquidité associé à la garantie reçue.

**Réinvestissement de la garantie.** Une garantie non liquide ne peut pas être vendue, gagée ou réinvestie par le Fonds. Les espèces reçues à titre de garantie ne peuvent pas être investies ou employées de toute autre manière que celles indiquées ci-dessous :

- placées en dépôt ou investies dans des certificats de dépôt émis par les Institutions compétentes ;
- investies dans des obligations gouvernementales de haute qualité ; ou
- investies dans un Fonds du marché monétaire à court terme, tel que défini dans les lignes directrices de l'AEMF sur une définition commune des fonds européens du marché monétaire (réf : CESR/10-049).

Une garantie en espèces réinvestie est diversifiée conformément aux exigences de diversification qui s'appliquent à une garantie non liquide. Lorsqu'une garantie en espèces est réinvestie, le Fonds est exposé au risque de défaillance ou de manquement de l'émetteur du titre concerné dans lequel la garantie en espèces a été investie. Par ailleurs, le réinvestissement pourrait également entraîner une diminution de la valeur de la garantie (en raison des baisses de valeur de l'investissement). En conséquence, le Fonds pourrait subir des pertes en retour car il a l'obligation de rendre une garantie équivalente à la valeur du titre retourné. Afin de gérer un tel risque, le Fonds réinvestit la garantie en espèces en accord avec les restrictions mentionnées précédemment. En outre, une garantie liquide investie ne peut pas être placée en dépôt auprès de, ou investie dans des titres émis par, la contrepartie ou une entité associée.

**Gestion des risques.** L'emploi des techniques de gestion efficace du portefeuille, autres que celles décrites précédemment, par un Compartiment particulier est précisé dans ses politiques d'investissement. Toute utilisation des techniques de gestion efficace du portefeuille par un Compartiment ne doit en rien modifier l'objectif d'investissement du Fonds, ni augmenter fortement le profil de risque du Compartiment.

Sauf mention contraire dans le Supplément approprié, l'ensemble de l'exposition et du levier du Compartiment est calculé par l'approche des engagements, et l'exposition globale du Compartiment ne dépassera pas 100 % de sa Valeur liquidative. Au titre de l'approche par les engagements, les positions en IFD de chaque Compartiment sont converties en positions équivalentes dans les actifs sous-jacents, et tous les « engagements » futurs auxquels la détention d'IFD peut (ou pourrait) contraindre le Compartiment sont surveillés.

Le Gestionnaire des investissements emploie une procédure de gestion des risques pour chaque Compartiment qui lui permet de mesurer, de contrôler et de gérer avec précision les différents risques associés aux IFD, l'utilisation des techniques de gestion efficace du portefeuille et la gestion de la garantie. Le Gestionnaire des investissements emploie uniquement des IFD qui sont couverts par la procédure de gestion des risques du Fonds, telle que modifiée à tout moment. Une déclaration de cette procédure de gestion des risques a été transmise à la Banque centrale qui l'a approuvée. Si un Compartiment se propose d'utiliser d'autres types d'IFD, la procédure de gestion des risques et le Supplément approprié seront modifiés à cet égard. Le Compartiment n'utilisera pas ces nouveaux IFD avant que la procédure de gestion des risques mise en œuvre pour couvrir cette utilisation ait été communiquée à la Banque centrale et approuvée par celle-ci. Le Fonds fournit sur demande aux Actionnaires les informations supplémentaires relatives aux méthodes utilisées pour la gestion du risque, notamment les limites quantitatives qui sont appliquées, et à tout changement récent des caractéristiques de risque et de rendement des principales catégories d'investissement.

**Emprunt d'argent.** Chaque Compartiment peut emprunter de l'argent auprès d'une banque à hauteur de 10 % de sa Valeur liquidative, mais uniquement à titre temporaire. Un Compartiment peut acquérir des devises étrangères par le biais d'un prêt face à face. Les devises étrangères obtenues ainsi ne sont pas classées comme des emprunts au titre de l'article 103(1) des Réglementations OPCVM, à condition que le dépôt compensatoire (a) soit libellé dans la Devise de référence du Compartiment et (b) corresponde ou dépasse la valeur du prêt en devises en cours. Des risques de change peuvent apparaître quand le solde compensatoire n'est pas libellé dans la Devise de référence du Compartiment. Le Gérant s'assurera que, lorsque les emprunts en devises dépassent la valeur d'un dépôt en face à face, l'excédent soit traité comme un emprunt pour les besoins de l'article 103(1) des Réglementations OPCVM.

**Investissements croisés.** Sous réserve de l'article 10 des Réglementations OPCVM de la Banque centrale, un Compartiment (le « **Fonds investisseur** ») peut investir dans un autre Compartiment (le « **Second Fonds** »), toujours à condition que : (i) le Second Fonds ne puisse pas appliquer des frais de souscription, de rachat ou d'échange par rapport à cet investissement ; (ii) le Second Fonds ne détienne par lui-même des Actions d'un autre Compartiment ; et que (iii) le taux de la commission de gestion annuelle ou de la commission de gestion d'investissement imputée aux investisseurs du Fonds investisseur sur la partie des actifs du Fonds investisseur qui est investie dans le Second Fonds (que cette commission soit payée directement au Fonds investisseur, indirectement au niveau du Second Fonds, ou une solution hybride) ne dépasse pas le taux maximum de la commission de gestion annuelle qui peut être imputé aux investisseurs du Fonds investisseur sur le solde des actifs du Fonds investisseur, afin que la commission de gestion annuelle ou la commission de gestion d'investissement ne soit pas imputée deux fois au Fonds investisseur du fait de ses placements dans le Second Fonds.

## RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT

Les actifs de chaque Compartiment sont investis conformément aux restrictions d'investissement des Réglementations OPCVM, qui sont synthétisées ci-après et à toutes les restrictions d'investissement supplémentaires que les Administrateurs pourraient éventuellement adopter. Les informations à cet égard sont présentées ci-après et/ou dans le Supplément approprié.

<b>1</b>	<b>Investissements autorisés</b>
	Les investissements d'un OPCVM sont limités :
<b>1.1</b>	aux valeurs mobilières et instruments du marché monétaire, qui sont soit admis à la cote officielle d'une bourse dans un État Membre ou non membre, soit négociés sur un marché qui est réglementé, fonctionne régulièrement, reconnu et ouvert au public dans un État Membre ou non membre.
<b>1.2</b>	aux valeurs mobilières récemment émises, qui seront admises à la cote officielle d'une bourse ou autre marché (tel que décrit précédemment) dans un délai d'un an.
<b>1.3</b>	aux instruments du marché monétaire, autres que ceux négociés sur un marché réglementé.
<b>1.4</b>	aux parts d'un OPCVM.
<b>1.5</b>	parts des fonds d'investissement alternatifs.
<b>1.6</b>	aux dépôts auprès des établissements de crédit.
<b>1.7</b>	aux instruments financiers dérivés.
<b>2</b>	<b>Limites d'investissement</b>
<b>2.1</b>	Un OPCVM ne peut investir plus de 10 % de ses actifs nets en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire autres que ceux mentionnés dans le paragraphe 1.
<b>2.2</b>	(1) Sous réserve du paragraphe (2), un OPCVM ne doit pas investir plus de 10 % de ses actifs dans des titres du type auquel l'article 68(1)(d) des Réglementations OPCVM s'appliquent.  (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un investissement dans les titres qui sont des Titres américains dénommés « Titres 144A » à condition que :  (a) les titres concernés aient été émis par un organisme qui a l'obligation d'enregistrer ces titres auprès de la SEC (commission de bourse américaine) dans l'année qui suit leur émission ; et  (b) ces titres soient des titres liquides, c'est-à-dire qu'ils puissent être réalisés par l'OPCVM dans les 7 jours au prix exact ou le plus proche de celui auquel ils sont évalués par l'OPCVM.
<b>2.3</b>	Un OPCVM ne peut investir plus de 10 % de ses actifs nets dans des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire émis par le même organisme, à condition que la valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire de ces organismes émetteurs soit supérieure à 5 % et inférieure à 40 % pour chacun des organismes dans lequel il investit.
<b>2.4</b>	Sous réserve de l'approbation préalable de la Banque centrale, la limite de 10 % (paragraphe 2.3) peut être relevée à 25 % pour les obligations émises par un établissement de crédit dont le siège social est situé dans un État membre et qui est soumis par la loi à une supervision publique spéciale, destinée à protéger les porteurs d'obligations. Si un Compartiment investit plus de 5 % de ses actifs nets dans ce type d'obligations d'un seul émetteur, la valeur totale de ces investissements pour tous les émetteurs ne peut pas dépasser 80 % de la valeur liquidative de l'OPCVM.
<b>2.5</b>	La limite de 10 % (du paragraphe 2.3) est relevée à 35 % si les valeurs mobilières ou les instruments du marché monétaire sont émis ou garantis par un État Membre ou ses agences locales ou par un État non membre ou un organisme public international dont un ou plusieurs États Membres sont membres.

<b>2.6</b>	Les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire mentionnés dans les paragraphes 2.4 et 2.5 ne doivent pas être pris en compte pour l'application de la limite de 40 % indiquée au paragraphe 2.3.
<b>2.7</b>	La trésorerie comptabilisée dans les comptes et détenue à titre de liquidités accessoires ne doit pas dépasser : (a) 10 % de la Valeur liquidative de l'OPCVM ; ou (b) lorsque le dépôt est fait auprès du Dépositaire, 20 % des actifs nets de l'OPCVM.
<b>2.8</b>	L'exposition au risque d'un OPCVM par rapport à une contrepartie à un instrument dérivé de gré à gré ne doit pas dépasser 5 % des actifs nets.  Cette limite est relevée à 10 % dans le cas d'un établissement de crédit autorisé dans l'EEE ou d'un établissement de crédit autorisé dans un état signataire (autre qu'un État membre de l'EEE) de l'Accord de Bâle sur les fonds propres de juillet 1988 ou d'un établissement de crédit autorisé à Jersey, à Guernesey, dans l'île de Man, en Australie ou en Nouvelle-Zélande.
<b>2.9</b>	Nonobstant les paragraphes 2.3, 2.7 et 2.8 qui précèdent, l'association de deux ou plus des investissements suivants, émis par ou réalisés ou entrepris auprès du même organisme ne doit pas dépasser 20 % des actifs nets :  - investissements en valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire ;  - dépôts ; et/ou  - expositions au risque de la contrepartie découlant des transactions en instruments dérivés de gré à gré.
<b>2.10</b>	Les limites mentionnées aux paragraphes 2.3, 2.4, 2.5, 2.7, 2.8 et 2.9 ci-dessus ne peuvent pas être associées. En conséquence, l'exposition sur un seul organisme ne doit pas dépasser 35 % des actifs nets.
<b>2.11</b>	Les groupes de sociétés sont considérés comme un seul émetteur pour les besoins des paragraphes 2.3, 2.4, 2.5, 2.7, 2.8 et 2.9. Cependant, une limite de 20 % des actifs nets peut être appliquée aux investissements en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire du même groupe.
<b>2.12</b>	Un OPCVM peut investir jusqu'à 100 % de ses actifs nets dans différentes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État Membre, ses agences locales, un État non membre ou des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs États Membres sont membres.
	Les émetteurs individuels doivent être énumérés dans le prospectus et peuvent provenir de la liste suivante : les gouvernements de l'OCDE (à condition que les émissions appropriées appartiennent à la catégorie « investment grade »), le gouvernement de la République populaire de Chine, le gouvernement du Brésil (à condition que les émissions appartiennent à la catégorie « investment grade »), le gouvernement de l'Inde (à condition que les émissions appartiennent à la catégorie « investment grade »), le gouvernement de Singapour, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Société financière internationale, le Fonds monétaire international, Euratom, la Banque asiatique de développement, la Banque centrale européenne, le Conseil de l'Europe, Eurofima, la Banque africaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque mondiale), la Banque interaméricaine de développement, l'UE, la Federal National Mortgage Association (« Fannie Mae »), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (« Freddie Mac »), la Government National Mortgage Association (« Ginnie Mae »), la Student Loan Marketing Association (« Sallie Mae »), la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank, la Tennessee Valley Authority, Straight-A Funding LLC.
	L'OPCVM doit détenir les titres d'au moins 6 émissions différentes, les titres d'une seule émission étant limités à 30 % des actifs nets.

<b>3</b>	<b>Investissements dans des Organismes de placement collectif (« OPC »)</b>
<b>3.1</b>	Un OPCVM ne peut pas investir plus de 20 % des actifs nets dans un OPC.
<b>3.2</b>	Les investissements dans des fonds d'investissement alternatifs ne peuvent pas, une fois cumulés, dépasser 30 % des actifs nets.
<b>3.3</b>	Il est interdit aux OPC d'investir plus de 10 % de leurs actifs nets dans d'autres OPC à capital variable.
<b>3.4</b>	Quand un OPCVM investit dans les parts d'un autre OPC qui est géré, directement ou par délégation, par la société de gestion de l'OPCVM ou par toute autre société avec laquelle la société de gestion de l'OPCVM est associée par une gestion ou un contrôle commun, ou par une participation directe ou indirecte substantielle, cette société de gestion ou autre société ne peut pas imputer des frais de souscription, de conversion ou de rachat en vertu de l'investissement de l'OPCVM dans les parts de cet autre OPC.
<b>3.5</b>	Lorsque, en vertu d'un investissement dans les parts d'un autre fonds d'investissement, une personne responsable, un gestionnaire des investissements ou un conseiller en investissements d'un OPCVM perçoit une commission pour le compte de l'OPCVM (notamment une commission remise), la personne responsable doit veiller à intégrer cette commission dans les biens de l'OPCVM.
<b>4</b>	<b>OPCVM indiciels</b>
<b>4.1</b>	Un OPCVM peut investir jusqu'à 20 % de ses actifs nets dans des actions et/ou des titres de créance émis par le même organisme dès lors que la stratégie d'investissement de l'OPCVM consiste à reproduire un indice qui répond aux critères établis dans les Avis OPCVM et qui est reconnu par la Banque centrale.
<b>4.2</b>	La limite prévue au paragraphe 4.1 peut être relevée à 35 % et appliquée à un seul émetteur, dès lors que des conditions de marché exceptionnelles le justifient.
<b>5</b>	<b>Dispositions générales</b>
<b>5.1</b>	Une société d'investissement, un organisme irlandais de gestion collective d'actifs (ICAV) ou une société de gestion, agissant en rapport avec tous les OPC qu'il gère, ne peut acquérir une action conférant des droits de vote qui lui permettraient d'exercer une influence notable sur la gestion d'un organisme émetteur.
<b>5.2</b>	Un OPCVM ne peut pas acquérir plus de : <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) 10 % des actions sans droit de vote d'un seul émetteur ;</li> <li>(ii) 10 % des titres de créance d'un seul émetteur ;</li> <li>(iii) 25 % des actions d'un seul OPC ;</li> <li>(iv) 10 % des instruments du marché monétaire d'un seul émetteur.</li> </ul> <p>REMARQUE : Les limites spécifiées aux points (ii), (iii) et (iv) ci-dessus peuvent être ignorées au moment de l'acquisition si, à cette date, le montant brut des titres de créance ou des instruments du marché monétaire, ou le montant net des titres en circulation, ne peut pas être calculé.</p>

<b>5.3</b>	<p>Les paragraphes 5.1 et 5.2 ne doivent pas être appliqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) aux valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État Membre ou ses agences locales ;</li> <li>(ii) aux valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État non membre ;</li> <li>(iii) aux valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis par des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs États Membres sont membres ;</li> <li>(iv) aux actions détenues par un OPCVM dans le capital d'une société constituée dans un État non membre qui investit ses actifs principalement dans les titres d'émetteurs dont les sièges sociaux sont situés dans cet État, lorsque, au titre de la législation de cet État, une telle détention représente la seule méthode que l'OPCVM peut employer pour investir dans les titres des émetteurs de cet État. Cette dérogation est applicable uniquement si, dans ses stratégies d'investissement, la société de cet État non membre respecte les limites stipulées dans les paragraphes 2.3 à 2.11, 3.1, 3.2, 5.1, 5.2, 5.4, 5.5 et 5.6, et à condition que, lorsque ces limites sont dépassées, les paragraphes 5.5 et 5.6 ci-après soient respectés.</li> <li>(v) aux actions détenues par une ou des sociétés d'investissement ou un ou des ICAV dans le capital de filiales qui exécutent uniquement des activités de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays où elles sont installées, eu égard au rachat des actions à la demande des actionnaires exclusivement pour leur compte.</li> </ul>
<b>5.4</b>	<p>Un OPCVM n'a pas besoin de respecter les présentes restrictions d'investissement lorsqu'il exerce des droits de souscription rattachés à des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire qui font partie de ses actifs.</p>
<b>5.5</b>	<p>La Banque centrale peut permettre aux OPCVM récemment agréés de déroger aux dispositions des paragraphes 2.3 à 2.12, 3.1, 3.2, 4.1 et 4.2 pendant les six mois qui suivent la date de leur agrément, à condition qu'ils respectent le principe de répartition des risques.</p>
<b>5.6</b>	<p>Si les limites spécifiées dans les présentes sont dépassées pour des raisons hors du contrôle d'un OPCVM ou suite à l'exercice de droits de souscription, l'OPCVM doit adopter comme objectif prioritaire en matière de transactions de vente de corriger cette situation, en prenant dûment en compte les intérêts de ses porteurs de parts.</p>
<b>5.7</b>	<p>Ni une société d'investissement, ni un ICAV, ni une société de gestion, ni un fiduciaire agissant pour le compte d'un fonds commun de placement ou d'une société de gestion d'un fonds contractuel commun ne peuvent exécuter des ventes non couvertes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- valeurs mobilières ;</li> <li>- instruments du marché monétaire ;</li> <li>- parts d'un OPC ; ou</li> <li>- instruments financiers dérivés.</li> </ul>
<b>5.8</b>	<p>Un OPCVM peut détenir des actifs liquides accessoires.</p>
<b>6</b>	<p><b>Instruments financiers dérivés (« IFD »)</b></p>
<b>6.1</b>	<p>L'exposition globale d'un OPCVM par rapport aux IFD ne doit pas dépasser sa valeur liquidative totale.</p>

\* Il est interdit à un OPCVM de vendre des titres du marché monétaire à découvert.

6.2	L'exposition sur les actifs sous-jacents aux IFD, notamment les IFD intégrés dans les valeurs mobilières ou les instruments du marché monétaire, lorsqu'associés le cas échéant aux positions découlant des investissements directs, ne doit pas dépasser les limites d'investissement spécifiées dans les Réglementations OPCVM de la Banque centrale. (Cette clause ne s'applique pas à un IFD indexé, à condition que l'indice sous-jacent réponde aux critères prescrits dans les Réglementations OPCVM de la Banque centrale.)
6.3	Un OPCVM peut investir dans des IFD négociés de gré à gré, à condition que les contreparties des transactions de gré à gré soient des établissements soumis à la supervision prudentielle et appartiennent aux catégories approuvées par la Banque centrale.
6.4	L'investissement dans des IFD est soumis aux conditions et limites spécifiées par la Banque centrale.

Le Fonds peut acquérir des biens meubles et immeubles qui sont indispensables à ses activités. Il est interdit au Fonds d'acquérir des métaux précieux ou des certificats les représentant.

Afin de respecter les lois et réglementations des pays dans lesquels les investisseurs sont établis, les Administrateurs peuvent, à leur entière discrétion, imposer à tout moment les restrictions d'investissement supplémentaires qu'ils jugent compatibles avec ou dans l'intérêt des investisseurs.

Les restrictions d'investissement mentionnées précédemment doivent être appliquées au moment de l'achat des investissements. Si ces limites sont dépassées pour des raisons hors du contrôle du Fonds ou suite à l'exercice de droits de souscription, le Fonds doit adopter comme objectif prioritaire de corriger cette situation, en tenant dûment compte des intérêts de ses Actionnaires.

#### **Informations fiscales et restrictions d'investissement supplémentaires applicables aux Compartiments enregistrés en Allemagne :**

En consultation avec le Gérant, le Fonds souhaite commercialiser les Actions de certains Compartiments en Allemagne. En conséquence, les Actionnaires doivent savoir que :

- Le Fonds est enregistré en Irlande et agréé par la Banque centrale sous forme d'OPCVM conformément à la loi irlandaise sur les organismes de gestion collective d'actifs de 2015 (« *Irish Collective Asset-management Vehicles Act 2015* »). L'autorité de surveillance compétente dans le pays de domiciliation du Fonds est la Banque centrale d'Irlande, dont l'adresse est Central Bank of Ireland, New Wapping Street, North Wall Quay, Dublin 1, Irlande.
- Le Fonds est structuré sous forme de fonds à compartiments multiples, avec passif distinct entre les compartiments, conformément aux Réglementations OPCVM. Les Actions peuvent être normalement négociées sur une bourse au sens du point 2 du paragraphe 1 de la Loi allemande sur la bourse, ou une autre bourse étrangère comparable.
- En tant qu'OPCVM, le Fonds peut commercialiser ses Actions dans certains États membres.
- Les actifs du Fonds sont détenus dans différents compartiments (désignés dans les présentes par le ou les « Compartiments »). Chaque Compartiment constitue un portefeuille distinct de titres et de divers actifs, géré conformément à des objectifs d'investissement spécifiques. Chaque Compartiment est soumis aux exigences de diversification des risques. Par conséquent, il doit détenir au moins trois actifs ou plus, présentant différents risques d'investissement.

En raison de la disponibilité de certaines Actions en Allemagne, le Fonds respectera les restrictions ou conditions d'investissement suivantes, imposées par la loi allemande sur la fiscalité des investissements, par rapport aux Compartiments concernés, en plus des restrictions d'investissement établies précédemment :

- Les Compartiments investissent au moins 90 % de leur Valeur liquidative dans des « actifs éligibles »\* (tels que définis ci-après).
- Les Compartiments n'investissent que 20 % de leur Valeur liquidative dans des actions émises par des sociétés qui ne sont admises sur une bourse ou autre marché organisé. Les Compartiments doivent investir 10 % au plus de leur Valeur liquidative dans les actions émises par des sociétés qui ne sont pas admises ou négociées sur un Marché reconnu, comme indiqué dans l'Annexe II ci-dessous.

- La participation des Compartiments dans les actions d'une société doit être inférieure à 10 % du capital de la société concernée.
- Les crédits (emprunts par les Compartiments) doivent respecter à la lettre les Réglementations OPCVM et, s'ils sont de courte durée, être assortis d'une limite d'emprunt de 10 % de la Valeur liquidative.

\*Sous réserve de répondre aux règles d'éligibilité énoncées ci-dessus, les « actifs éligibles » selon les restrictions d'investissement ci-dessus incluent notamment :

- les titres boursiers ;
- les instruments du marché monétaire ;
- les instruments dérivés ;
- les dépôts bancaires ;
- les actions ou parts des fonds d'investissement qui respectent également les restrictions d'investissement (précédentes) qui relèvent de la loi allemande sur la fiscalité des investissements.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, une nouvelle version de la loi allemande sur la fiscalité des investissements (« ITA allemande ») s'applique aussi bien aux fonds d'investissement qu'aux investisseurs. L'un des principaux éléments nouveaux, dénommé « exonération partielle d'impôt », prévoit des taux progressifs d'allègement fiscal au niveau de l'actionnaire sur les revenus imposables qui découlent de fonds allemands ou étrangers. La portée de ces allègements dépend du type d'investisseur (ex. : personne physique ou personne morale) et du type de fonds (ex. : « Fonds d'actions » ou « Fonds mixtes » tels que définis dans la loi fiscale allemande).

- Pour obtenir le statut de « Fonds d'actions » (section 2, paragraphe 6 de l'ITA allemande), les conditions d'investissement d'un Compartiment doivent spécifier qu'il investit en permanence plus de 50 % de son actif dans des « participations en actions », telles que définies dans la section 2 paragraphe 8 de l'ITA allemande.
- Pour obtenir le statut de « Fonds mixte » (section 2, paragraphe 7 de l'ITA allemande), les conditions d'investissement d'un Compartiment doivent spécifier qu'il investit en permanence au moins 25 % de son actif dans des « participations en actions ».

Le Supplément Approprié doit préciser si un Compartiment particulier prétend au statut de « Fonds d'actions » ou de « Fonds mixte ». Ce statut s'applique à toutes les Catégories d'actions d'un Compartiment donné.

#### **Calcul et communication du taux de participation en actions selon l'ITA allemande :**

Pour chaque Jour d'évaluation, le Fonds calculera le taux de participation en actions de chaque Compartiment concerné et le communiquera aux Actionnaires.

#### **Restrictions d'investissement supplémentaires pour les Compartiments enregistrés en Corée :**

En consultation avec le Gérant, le Fonds souhaite proposer les Actions de certains Compartiments en Corée. En raison de la disponibilité de certaines Actions en Corée, le Fonds respectera les restrictions d'investissement suivantes par rapport aux Compartiments concernés, qui viendront s'ajouter aux restrictions d'investissement établies ci-dessus :

- 60 % ou plus des actifs nets doivent être investis dans des actifs non libellés en KRW ;
- le Compartiment ne doit pas acquérir plus de 10 % des actions émises et en circulation d'une société ;
- le Compartiment ne doit pas employer ses actifs pour octroyer des prêts (autre que des prêts à très court terme) ou des garanties en faveur d'un tiers ;
- le Compartiment ne doit pas investir plus de 35 % de ses actifs dans des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire : (i) émis par un gouvernement ou ses autorités locales (non membre de l'UE ou de l'OCED), ou (ii) émis par une seule entité garanti par un gouvernement désigné au point (i) ;
- un montant égal à 10 % ou plus des Actions du Compartiment doit être émis en dehors de la Corée ; et
- les instruments dérivés de gré à gré doivent faire l'objet d'une évaluation quotidienne fiable et peuvent être liquidés ou résiliés à la juste valeur.

Pour de plus amples informations sur ces Compartiments, veuillez consulter la liste des Compartiments enregistrés en Corée figurant sur le site Web.

---

## INFORMATIONS SUR LES RISQUES

---

La présente section fournit des informations sur certains risques génériques qui s'appliquent à un placement dans les Compartiments. Le Supplément de chaque Compartiment contient des informations supplémentaires spécifiques à chaque Compartiment. La présente section n'est pas destinée à expliquer tous les risques. D'autres risques peuvent apparaître à tout moment. La performance du Fonds et de chaque Compartiment peut notamment souffrir des fluctuations des marchés, des conditions économiques et des situations politiques, ainsi que des modifications des lois, des règlements et des règles fiscales.

**Avant de prendre une décision d'investissement concernant un placement dans un Compartiment, les investisseurs éventuels doivent soigneusement prendre en compte toutes les informations énoncées dans le présent Prospectus et le Supplément approprié, ainsi que leur situation personnelle, et doivent consulter leur courtier, banquier, avocat, comptable et/ou conseiller financier personnels. Un placement en Actions ne convient qu'aux investisseurs qui (seul ou conjointement à un conseiller financier approprié ou autre conseiller) sont capables d'évaluer les mérites et les risques d'un tel investissement et qui possèdent les ressources suffisantes pour pouvoir supporter les pertes éventuelles.**

**Le prix des Actions peut varier à la baisse comme à la hausse, et leur valeur n'est pas garantie. Au moment d'un rachat ou d'une liquidation, il est possible que les investisseurs ne reçoivent pas le capital qu'ils ont investi à l'origine dans un Fonds, ou qu'ils en perdent l'intégralité. Concernant les Compartiments indiciaires, la tracking error constitue le risque principal pour la gestion du portefeuille. L'optimisation du portefeuille et l'activité de négociation peuvent tous deux contribuer à la tracking error.**

### 1) RISQUES GÉNÉRAUX S'APPLIQUANT À TOUS LES COMPARTIMENTS

Le texte qui suit vise à informer les investisseurs sur les incertitudes et les risques associés aux investissements et aux transactions en valeurs mobilières et autres instruments financiers. Même si le plus grand soin est apporté à la compréhension et à la gestion de ces risques, les Compartiments, et par conséquent les Actionnaires de ces Compartiments, supportent en dernier ressort les risques liés aux investissements de ces Compartiments.

#### **Performance historique**

Les données de performance passée de chaque Compartiment sont présentées dans le DICI. La performance passée ne doit pas être considérée comme une indication de résultats futurs et ne peut en aucun cas garantir les rendements futurs.

#### **Fluctuations de la valeur**

Les placements de chaque Compartiment sont soumis aux variations des marchés et autres risques inhérents à l'investissement dans des titres et autres instruments financiers. Il n'est aucunement garanti que la valeur des investissements s'apprécie, et la valeur de votre capital investi n'est pas garantie. La valeur des investissements et les revenus qui en découlent peuvent varier à la baisse comme à la hausse. En conséquence, vous pouvez ne pas récupérer le capital investi à l'origine. Il n'est aucunement garanti que l'objectif d'investissement de chaque Compartiment soit effectivement atteint.

#### **Liquidation des Compartiments et Catégories d'actions**

En cas de liquidation d'un Compartiment ou d'une Catégorie, les actifs de la Catégorie ou du Compartiment concerné sont réalisés, le passif est acquitté et le produit net de la réalisation est distribué aux Actionnaires proportionnellement à leur actionariat dans ce Compartiment ou cette Catégorie. Au moment de cette réalisation ou distribution, la valeur de certains investissements détenus par le Compartiment ou la Catégorie pourrait éventuellement être inférieure au coût initial de ces investissements, entraînant une perte pour les Actionnaires. Tous les frais d'exploitation normaux supportés jusqu'à la date de liquidation seront supportés par le Compartiment ou la Catégorie.

#### **Risques juridiques**

Dans certaines juridictions, l'interprétation et l'application des lois et réglementations, ainsi que le respect des droits des actionnaires au titre de ces lois et réglementations, peuvent soulever des incertitudes majeures. En outre, des divergences peuvent apparaître entre d'une part les normes comptables et d'audit, les pratiques et exigences de déclaration, et d'autres part les normes généralement acceptées au niveau international.

### **Risque de change**

Le rendement total et le bilan d'un Compartiment peuvent souffrir des fluctuations des taux de change si les actifs et revenus de ce Compartiment sont libellés dans des devises autres que la Devise de référence de ce Compartiment. Par conséquent, les fluctuations des taux de change peuvent affecter considérablement la valeur du prix de l'Action d'un Compartiment. En matière de risque de change, trois éléments sont principalement affectés par les fluctuations des taux de change : la valeur des investissements, les différences temporaires à court terme ou les revenus reçus. Un Compartiment peut choisir de couvrir ou non ces risques à l'aide de contrats de change au comptant ou à terme. Les risques liés à ces contrats sont expliqués ci-après dans la section sur les risques liés aux instruments dérivés.

Les investisseurs doivent savoir que le renminbi chinois (« **RMB** ») est soumis à un taux de change flottant géré qui dépend de l'offre et de la demande du marché, en référence à un panier de devises. À l'heure actuelle, le RMB est négocié sur deux marchés : un marché en République populaire de Chine (la « RPC ») et un marché en dehors de la RPC (principalement à Hong Kong). Le RMB négocié en RPC n'est pas librement convertible et est soumis à des contrôles de change et à certaines exigences du gouvernement de la RPC. En revanche, le RMB négocié en dehors de la RPC est librement négociable. Alors que le RMB est librement négocié en dehors de la RPC, les contrats de change au comptant et à terme en RMB, ainsi que les instruments associés, reflètent les complexités structurelles de ce marché en pleine évolution. Par conséquent, les Compartiments peuvent être affectés à des risques de change plus importants. De plus, les produits libellés en RMB peuvent impliquer des risques de liquidités, en particulier si ces investissements ne profitent pas d'un marché secondaire actif et que leurs prix sont soumis à un écart d'offre et de demande substantiel. Le Gestionnaire des investissements approprié tentera cependant d'investir les actifs d'un Compartiment donné de manière à lui permettre de respecter ses engagements de rachat de ses Actions sur demande.

### **Risque lié à la devise de libellé des Actions**

Une Catégorie peut être libellée dans une devise autre que la Devise de référence du Compartiment concerné. Dans un tel cas, les fluctuations défavorables des taux de change entre la Devise de référence du Compartiment et la devise de la Catégorie pourraient entraîner une chute des rendements et/ou une perte de capital pour les Actionnaires.

Dans le cas d'une Catégorie libellée dans une devise autre que la Devise de référence du Compartiment concerné, une opération de change sera associée aux souscriptions, aux rachats, aux échanges et aux distributions au taux de change à la disposition du Gérant, et les frais de change seront déduits de la Catégorie concernée. Par conséquent, la valeur d'une Catégorie libellée dans une devise autre que la Devise de référence du Compartiment concerné sera soumise au risque de change par rapport à la Devise de référence.

### **Risque de liquidité**

Dans des conditions de marché normales, les actifs de chaque Compartiment sont composés principalement de placements réalisables qui peuvent être vendus immédiatement. Le principal passif d'un Compartiment est le rachat des Actions que les investisseurs souhaitent vendre. En général, les investissements, y compris les liquidités, de chaque Compartiment sont gérés afin qu'il soit en mesure de satisfaire son passif. La vente des placements détenus peut s'avérer nécessaire si la trésorerie disponible est insuffisante pour couvrir ces rachats. Si le volume des cessions est suffisamment élevé, ou si le marché n'est plus liquide, il est possible que les investissements ne soient pas vendus ou que le prix auquel ils sont vendus puisse affecter négativement la Valeur liquidative du Compartiment. Le Fonds utilise une procédure appropriée pour gérer le risque de liquidité. En effet, les transactions liées à la gestion efficace du portefeuille employées par les Compartiments sont prises en compte dans cette procédure afin que chaque Compartiment soit en mesure de respecter ses engagements de rachat énoncés. Cependant, il est possible que, dans les circonstances décrites précédemment, un Compartiment soit dans l'incapacité de réaliser un volume d'actifs suffisant pour satisfaire toutes les demandes de rachat reçues ou que le Fonds détermine que, au vu des circonstances, il n'est pas dans le meilleur intérêt des Actionnaires d'un Compartiment dans leur ensemble de satisfaire tout ou partie de ces demandes. Dans de telles situations, le règlement des produits de rachat peut être retardé et/ou le Fonds peut prendre la décision d'appliquer les dispositions relatives au taux de rachat décrites sous l'intitulé « *Limitation des rachats* » de la section « *Informations sur l'achat et la vente* » ou de suspendre les négociations du Compartiment concerné, comme décrit sous l'intitulé « *Suspension temporaire des négociations* » dans la section « *Détermination de la Valeur liquidative* ».

### **Risque lié à l'évaluation et au prix**

Les actifs du Fonds se composent essentiellement d'investissements cotés lorsqu'un prix d'évaluation est disponible sur une bourse ou auprès de toute autre source vérifiable similaire. Toutefois, le Fonds investit également dans des investissements non cotés, ce qui accentue le risque de fausser les prix. En outre, l'Agent administratif, agissant pour le

compte du Fonds calculera les Valeurs liquidatives quand certains marchés sont fermés pour les vacances ou autres. Dans de telles situations et autres circonstances similaires où aucune source de prix de marché vérifiable et objective n'est disponible, l'Agent administratif devra, en accord avec le Gérant, recourir à la procédure de juste valeur afin de déterminer un prix à la juste valeur pour les investissements concernés ; cette procédure de juste valeur implique subjectivité et hypothèses.

#### **Risque de règlement et de crédit lié aux contreparties**

Toutes les opérations sur titres sont effectuées par l'entremise de courtiers agréés par le Gestionnaire des investissements en tant que contreparties acceptables. La liste des courtiers approuvés est révisée régulièrement. Un risque de perte existe si une contrepartie ne parvient pas à respecter ses engagements financiers ou autres envers les Compartiments, par exemple, si une contrepartie ne parvient pas à verser les paiements dus ou à payer en temps opportun. Si le règlement n'intervient jamais, la perte subie par le Compartiment correspondra à la différence entre le prix du contrat d'origine et le prix du contrat de remplacement ou, si le contrat n'est pas remplacé, la valeur absolue du contrat à la date où il sera annulé. En outre, il se peut que sur certains marchés « la livraison contre paiement » soit impossible. Dans ce cas, la valeur absolue du contrat risque d'être compromise si la contrepartie manque à ses engagements alors que le Compartiment remplit ses obligations.

#### **Risque lié aux prises en pension de titres**

Si le vendeur d'un accord de prise en pension de titres ne respectait pas son obligation de rachat du titre conformément aux dispositions de l'accord, le Compartiment concerné pourrait subir une perte dans la mesure où le produit réalisé lors de la vente des titres serait inférieur au prix de rachat. Si le vendeur venait à faire faillite, un tribunal pourrait établir que les titres n'appartiennent pas au Compartiment et ordonner que les titres soient vendus pour couvrir les dettes du vendeur. Le Compartiment concerné pourrait subir à la fois des retards au niveau de la liquidation des titres sous-jacents et des pertes au cours de la période pendant laquelle il chercherait à faire valoir ses droits à cet égard, notamment des revenus éventuellement inférieurs à la normale, une insuffisance de revenus pendant ladite période et des frais juridiques.

#### **Prêts de titres**

Les prêts de titres impliquent des risques en cela que (a) si l'emprunteur des titres prêtés par un Compartiment ne les restitue pas, il est possible que la garantie reçue dégage une valeur inférieure à celle des titres prêtés du fait d'une valorisation erronée, de fluctuations de marché défavorables, d'une dégradation de la solvabilité des émetteurs de la garantie ou d'un manque de liquidité du marché sur lequel la garantie est négociée et que (b) le retour tardif des titres prêtés peut restreindre la capacité d'un Compartiment à remplir les obligations qui lui incombent au titre de la vente des titres.

#### **Risque lié à l'horizon d'investissement**

La sélection des investissements de chaque Compartiment dépend des objectifs d'investissement du Compartiment concerné. En conséquence, elle n'est pas nécessairement en parfaite adéquation avec l'horizon d'investissement des investisseurs. Si les investisseurs ne choisissent pas un Compartiment qui est en adéquation étroite avec leur horizon d'investissement, un décalage pourrait apparaître entre l'horizon d'investissement de l'investisseur et celui du Compartiment.

#### **Passif croisé entre les Catégories d'actions**

Bien que l'actif et le passif soient clairement attribuables à chaque Catégorie, il n'existe aucune séparation légale entre les Catégories au sein d'un Compartiment. Par conséquent, si le passif d'une Catégorie dépasse son actif, les créanciers de cette Catégorie peuvent avoir recours sans restriction aux actifs attribuables aux autres Catégories du même Compartiment. Par conséquent, les Actionnaires doivent savoir que les transactions spécifiques (ex. : couverture de change ou gestion de la durée des taux d'intérêt) peuvent être conclues dans l'intérêt d'une Catégorie particulière, mais entraîner un passif pour les autres Catégories du même Compartiment.

#### **Risque lié à la position liquide**

Un Compartiment peut placer une partie substantielle de ses actifs dans des liquidités et des instruments assimilés, à la discrétion du Gestionnaire des investissements. Si un Compartiment détient une position liquide substantielle pendant une période prolongée, ses rendements d'investissement peuvent s'en trouver affectés de manière défavorable et il pourrait ne pas atteindre son objectif d'investissement.

## Risque de conflit d'intérêt

Les Administrateurs, le Gérant, le Gestionnaire des investissements, un de ses délégués, l'Agent administratif, le Dépositaire, le Distributeur général, tout Sous-distributeur et tout autre prestataire de services ou conseiller du Fonds et leurs sociétés affiliées, dirigeants, administrateurs et actionnaires, employés et agents respectifs (collectivement, les « **Parties** ») sont ou peuvent être impliqués dans d'autres activités financières, d'investissement et professionnelles qui peuvent, à l'occasion, engendrer un conflit d'intérêt par rapport à la gestion du Fonds ou d'un Compartiment et/ou de leurs rôles respectifs par rapport au Fonds. Ces activités peuvent regrouper la gestion ou le conseil d'autres fonds, les achats et ventes de titres boursiers, les services bancaires et de gestion d'investissements, les services de courtage, l'évaluation de titres non cotés (si les honoraires à payer à l'entité qui évalue ces titres peuvent augmenter à l'instar de la valeur des actifs) et les fonctions d'administrateurs, dirigeants, conseillers ou agents d'autres fonds ou sociétés, y compris des fonds ou sociétés dans lesquels le Fonds peut investir. Le Gérant, le Gestionnaire des investissements et/ou un de ses délégués peuvent, en particulier, conseiller ou gérer d'autres organismes de placement collectif présentant des objectifs d'investissement semblables à ceux du Fonds ou de ses Compartiments, ou qui se recoupent.

Le Gestionnaire des investissements et/ou l'un de ses délégués peuvent être consultés par le Gérant dans le cadre de la procédure d'évaluation des investissements qui ne sont pas cotés ou négociés sur une bourse. Un conflit d'intérêt peut apparaître lorsque le Gestionnaire des investissements ou l'un de ses délégués est impliqué d'une quelconque manière dans cette procédure d'évaluation et lorsqu'ils ont droit à une partie d'une commission de gestion ou de performance (éventuelle) qui est calculée d'après la Valeur liquidative.

Un Compartiment peut investir ou être exposé à des entités dont les participations majoritaires sont détenues par d'autres comptes et fonds gérés auxquels le Gérant, le Gestionnaire des investissements ou l'un de ses délégués fournit des conseils d'investissement et/ou des services de gestion discrétionnaire. Le Fonds peut acheter des actifs auprès de ces entités, et leur en vendre, et peut également investir ou être exposé à différentes tranches de titres de ces entités.

Le Gestionnaire des investissements ou l'un de ses délégués ou l'une de leurs sociétés affiliées peut conclure un contrat ou réaliser une transaction financière ou autre avec un Actionnaire d'un Compartiment ou une société ou un organisme dont les parts ou titres sont détenus par ou pour le compte du Fonds et qui peut présenter un intérêt dans ces contrats ou transactions.

Dans la mesure du possible, chacune de ces Parties s'efforcera d'exécuter ses obligations respectives sans être entravée par une telle implication potentielle et veillera à régler tout conflit éventuel de manière équitable.

Le Fonds doit participer à une transaction avec le Dépositaire, le Gérant, le Gestionnaire des investissements, l'Agent administratif ou leurs délégués ou sociétés de leurs groupes uniquement lorsque cette transaction est réalisée selon des conditions commerciales normales négociées en toute indépendance. En outre, ces transactions doivent avoir pour objectif le meilleur intérêt des Actionnaires. Ces transactions autorisées sont soumises à :

- (a) une évaluation certifiée par une personne approuvée par le Dépositaire (ou dans le cas d'une transaction impliquant le Dépositaire, le Fonds) comme étant indépendante et compétente ; ou
- (b) une exécution dans les meilleures conditions sur un marché organisé selon les règles de celui-ci ; ou
- (c) lorsque les points (a) et (b) précités ne sont pas souhaitables, une exécution selon les conditions que le Dépositaire (ou dans le cas d'une transaction impliquant le Dépositaire, le Fonds) juge conformes aux principes de négociation de la transaction en toute indépendance et dans le meilleur intérêt des Actionnaires.

Le Dépositaire, ou le Fonds, en cas de transactions impliquant le Dépositaire, doit documenter son respect des paragraphes (a), (b) ou (c) précités et, lorsque les transactions sont menées en accord avec le paragraphe (c), il doit documenter le raisonnement par lequel il est convaincu que la transaction est conforme aux principes exposés dans ce paragraphe.

Le Gérant ou une société associée du Gérant peut investir dans des Actions permettant à un Compartiment ou à une Catégorie d'obtenir un volume minimum viable ou de gagner en efficacité. Dans de tels cas, le Gérant ou sa société associée peut détenir un pourcentage élevé d'Actions d'une Catégorie ou d'un Compartiment existant.

Le Gérant et le Gestionnaire des investissements ont pour habitude de faire appel aux services complets des maisons de courtage qui, en plus des services courants d'exécution des ordres, proposent une gamme de services supplémentaires dont la nature est telle que les avantages récoltés au titre de l'accord doivent soutenir la prestation des services d'investissement au Fonds et peuvent contribuer à améliorer la performance d'un Compartiment. Dans tous les cas, l'exécution des transactions sera conforme aux règles de meilleure exécution, et les taux de courtage ne dépasseront pas ceux du service institutionnel conventionnel complet. Les informations détaillées de ces accords doivent apparaître dans les rapports réguliers du Fonds. Les services précis varieront, mais lorsque le Gérant ou le Gestionnaire des investissements exécute des ordres pour le compte du Fonds par le biais d'un tel courtier ou autre personne, impute les frais de cette personne au Fonds et reçoit en retour les biens ou services supplémentaires associés à ce service d'exécution, il doit s'assurer que, pour des motifs valables, ces biens et services supplémentaires (i) sont associés aux transactions exécutées pour le compte de ses clients ou comprennent la prestation de services de recherche, (ii) aideront raisonnablement le Gérant ou le Gestionnaire des investissements à fournir ses services au Fonds et (iii) ne vont pas ou ne risquent pas d'empêcher le Gérant ou le Gestionnaire des investissements de respecter son engagement à agir dans le meilleur intérêt du Fonds. À titre d'exemple, ces biens et services peuvent comprendre une recherche, sous forme de lettres d'information uniques et périodiques, des rapports et analyses de marché et des systèmes d'exécution comme l'accès à des marchés ou des forums de négociation particuliers, un logiciel d'exécution, des systèmes de tenue de marchés, de transactions de bloc et de prêts de titres, des services de confirmation et de règlement des transactions, ainsi que des données et conseils liés à l'exécution.

Les raisons de choisir des courtiers individuels varieront, mais comprendront des facteurs comme la qualité de la recherche, la sécurité financière, la qualité et la gamme de services d'exécution, les frais et la fiabilité et la réactivité aux demandes des clients. Dans certains cas, la valeur des services fournis peut dépendre d'un seuil minimum de commissions de courtage ou d'un pourcentage de ces commissions. En profitant de ces avantages, le Gérant ou le Gestionnaire des investissements peut offrir un meilleur service à ses clients, tout en lui permettant de contrôler ses coûts et finalement les frais qu'il impute aux clients, parmi lesquels le Fonds. Le Gérant et le Gestionnaire des investissements peuvent participer à de tels accord et profiter de tels avantages en raison, entre autres, de leur capacité à traiter collectivement et à regrouper des transactions pour le compte de clients et à obtenir des avantages qui ne seraient pas à la portée d'un investisseur individuel.

Le Gestionnaire des investissements transmet régulièrement au Fonds des informations sur les accords conclus, notamment des données détaillées sur les biens et services associés respectivement à l'exécution et à la recherche.

Le Gérant peut conclure un accord avec une société affiliée du Dépositaire et de l'Agent administratif, conformément auquel cette société affiliée fournira certains services de calcul et autres pour les contrats de change au comptant, à terme et autres contrats de change, qui sont conclus par ou pour le compte des Catégories couvertes en devise des Compartiments indiciaires.

### **Transactions de change**

Les transactions de change du Fonds peuvent être exécutées par les sociétés de FIL Group, qui agissent à titre d'agent sur les ordres du Gérant et de l'un de ses délégués dûment nommés, aux taux approuvés par le Gérant.

Afin que le Fonds et autres clients du Gérant ou de ses sociétés affiliées profitent d'une baisse des coûts engendrée par des mesures d'efficacité et des économies d'échelle, ces transactions de change peuvent être regroupées avec les transactions de change à exécuter pour le compte d'autres organismes de placement collectif et de portefeuilles d'investissement de clients individuels gérés par Fidelity.

### **Risque lié au Dépositaire**

Les transactions avec le Dépositaire, les sous-dépositaires ou les courtiers qui détiennent ou règlent les transactions du Compartiment impliquent certains risques. Il est possible que, en cas d'insolvabilité ou de faillite du Dépositaire, d'un sous-dépositaire ou d'un courtier, la récupération par le Compartiment de ses actifs ou de son patrimoine auprès du Dépositaire, du sous-dépositaire ou du courtier, soit retardée ou empêchée, et que le Compartiment ne puisse avoir qu'une créance chirographaire ordinaire contre le Dépositaire, le sous-dépositaire ou le courtier par rapport à ces actifs. Le Dépositaire détient des actifs conformément aux lois applicables et aux dispositions spécifiques convenues dans la Convention de Dépositaire. Ces dispositions sont définies en vue de protéger les actifs contre l'insolvabilité ou la faillite du

Dépositaire, mais il n'est absolument pas garanti qu'elles soient efficaces. En outre, étant donné que le Fonds peut investir sur des marchés dont les réglementations et les systèmes de garde et/ou de règlement ne sont pas totalement développés, notamment les marchés émergents, les actifs du Fonds qui sont négociés sur ces marchés et qui ont été confiés à des sous-dépositaires, lorsque le recours à des sous-dépositaires s'est avéré nécessaire, peuvent être exposés à des risques dans des situations dans lesquelles le Dépositaire ne serait pas responsable, lorsqu'une perte subie par le Fonds aurait découlé d'un événement extérieur hors du contrôle raisonnable du Dépositaire, dont les circonstances auraient été inévitables en dépit de tous les efforts raisonnables. Veuillez également consulter l'alinéa « *Dépositaire* » dans la section « *Gestion* » pour obtenir des informations supplémentaires sur les dispositions relatives à la responsabilité du Dépositaire.

### **Risque de crédit par rapport aux liquidités**

Le Fonds est exposé au risque de crédit du Dépositaire ou des délégués qu'il emploie lorsque des liquidités sont détenues par le Dépositaire ou ses délégués. Le risque de crédit implique qu'une entité ne parviendra pas à s'acquitter d'un engagement ou d'une obligation qu'elle avait conclu avec le Fonds. Les liquidités détenues par le Dépositaire et ses délégués ne sont pas séparées en pratique, mais représentent une dette due par le Dépositaire ou autres délégués au Fonds en tant que déposant. Ces liquidités sont mélangées avec les liquidités des autres clients du Dépositaire et/ou de ses délégués. En cas d'insolvabilité du Dépositaire ou de ses délégués, le Fonds est considéré comme un créancier chirographaire ordinaire du Dépositaire ou de ses délégués par rapport aux avoirs liquides du Fonds. Le Fonds peut être confronté à des difficultés et/ou des retards pour recouvrer cette dette ou pourrait ne pas la recouvrer en totalité ou la perdre entièrement. Dans un tel cas, le ou les Compartiments concernés perdront tout ou partie de leurs liquidités.

Le Fonds peut conclure des accords supplémentaires (en plaçant notamment des liquidités dans des organismes de placement collectif du marché monétaire) afin d'atténuer l'exposition de crédit pour ses avoirs liquides, mais il pourrait s'exposer à d'autres risques en conséquence.

En vue d'atténuer l'exposition du Fonds au Dépositaire, le Gérant utilise des procédures spécifiques pour s'assurer que le Dépositaire est un établissement réputé et que le risque de crédit est acceptable pour le Fonds. Si le Dépositaire venait à changer, le nouveau dépositaire sera alors une entité réglementée, soumise à la supervision prudentielle et à laquelle des agences de notation internationales auront assignées des notations élevées.

### **Risque lié à la gestion des investissements**

Chaque Compartiment supporte un risque lié à la gestion des investissements. Les jugements que le Gestionnaire des investissements formule lors de la sélection et de l'application des modèles d'indexation et des méthodes les plus efficaces pour minimiser la tracking error (c.-à-d. la différence entre les rendements des Compartiments et ceux de l'Indice approprié) peuvent s'avérer incorrects. Il n'est absolument pas garanti qu'ils permettent d'atteindre les résultats escomptés. Chaque Compartiment dépend, dans une grande mesure, du maintien en place des membres du Gestionnaire des investissements. En cas de décès, de handicap ou de départ d'une telle personne physique, la performance du Compartiment concerné pourrait être affectée négativement.

### **Risque lié au marché monétaire et à la gestion des liquidités**

En vue d'atténuer l'exposition de crédit sur les dépositaires, le Fonds peut demander le placement des avoirs liquides (y compris des dividendes en attente) dans des organismes de placement collectif du marché monétaire, notamment d'autres fonds gérés par le Gérant, le Gestionnaire des investissements et leurs sociétés affiliées. Un organisme de placement collectif du marché monétaire qui investit une partie substantielle de ses actifs dans des instruments du marché monétaire peut être envisagé comme une alternative à un investissement dans un compte de dépôts ordinaire. Toutefois, la détention des parts d'un tel organisme implique d'assumer les risques associés à un investissement dans des organismes de placement collectif et, bien qu'un organisme de placement collectif du marché monétaire représente un placement relativement peu risqué, il n'est pas totalement dénué de risque. En dépit des échéances courtes et de la qualité de crédit élevée des investissements de ces organismes, la hausse des taux d'intérêt et la dégradation de la qualité de crédit peuvent diminuer les rendements de l'organisme, et ce dernier est toujours soumis à un risque d'érosion de la valeur des investissements de cet organisme et à la perte d'une partie du capital investi à l'origine. Lorsque les conditions de marché sont défavorables, les investissements d'un tel organisme peuvent générer un rendement nul ou négatif, ce qui peut affecter par répercussion le rendement du Compartiment concerné et entraîner un revenu d'investissement négatif. Le Dépositaire peut également déposer des liquidités sur des comptes à un jour auprès de contreparties agréées dans le but de réduire l'exposition du Fonds au Dépositaire et de diversifier le risque sur différentes contreparties (le « **Programme de gestion des liquidités** »). Toutefois, le Fonds est ensuite exposé au risque

d'insolvabilité de chacune de ces contreparties du Programme de gestion de liquidités dans la mesure où ses liquidités ont été déposées auprès de celles-ci.

**Paiements.** Le Fonds ou son agent agréé verse des dividendes ou des produits de rachat au dépositaire applicable, désigné par rapport aux Actions appropriées auxquelles ce paiement se rapporte. Le Fonds n'est pas responsable de tout reversement aux propriétaires bénéficiaires des Actions et se sera acquitté pleinement de son obligation de verser le paiement au dépositaire approprié. Eu égard à ces paiements, les investisseurs ne peuvent déposer aucune réclamation directe contre le Fonds ou ses agents.

**Risque lié à la rotation du portefeuille.** La rotation du portefeuille implique un certain nombre de coûts et dépenses directs et indirects pour le Compartiment concerné, y compris, à titre d'exemple, des commissions de courtage, des marges bénéficiaires des courtiers, des écarts demande / offre et des frais de transaction sur la vente des titres et le réinvestissement dans d'autres titres. Néanmoins, un Compartiment peut s'engager dans la négociation fréquente d'investissements pour atteindre son objectif d'investissement. Les coûts engendrés par une rotation accrue du portefeuille provoquent une réduction du rendement d'investissement d'un Compartiment et la vente de titres par un Compartiment peut provoquer la réalisation de plus-values imposables, y compris des plus-values à court terme.

#### **Risque réglementaire**

Le Fonds est réglementé par la Banque centrale en accord avec les Réglementations OPCVM. Il n'est absolument pas garanti que le Fonds soit toujours en mesure de fonctionner comme à l'heure actuelle et l'évolution future des réglementations peut affecter défavorablement la performance des Compartiments et/ou leur capacité à atteindre leurs objectifs d'investissement.

#### **Risque d'investissement dans d'autres organismes de placement collectif**

Si un Compartiment investit dans un autre organisme ou instrument de placement collectif, il est exposé au risque que l'autre instrument de placement n'atteigne pas les performances escomptées. Le Compartiment est exposé indirectement à tous les risques qui s'appliquent à un investissement dans ces autres instruments de placement. De plus, un manque de liquidités de l'instrument sous-jacent pourrait entraîner une volatilité plus marquée de sa valeur par rapport au portefeuille sous-jacent de titres et pourrait limiter la capacité du Compartiment à vendre ou à racheter ses parts dans l'instrument à une date ou à un prix qu'il peut juger souhaitable. Sous réserve de la limite établie au point 3.1 de la section « *Restrictions d'investissement* », les politiques et limites d'investissement de l'autre instrument de placement pourraient être différentes de celles du Compartiment. Par conséquent, le Compartiment peut être soumis à des risques différents ou supplémentaires, ou pourrait générer un rendement d'investissement réduit, en conséquence de son investissement dans un autre instrument de placement. Un Compartiment supporte également le montant proportionnel des dépenses de l'instrument de placement dans lequel il investit. Veuillez également consulter la partie « *Conflits d'intérêt* » de la présente section concernant les conflits d'intérêt potentiels qui peuvent découler d'un placement dans un autre organisme ou instrument de placement collectif. Lorsqu'un Compartiment investit dans un autre organisme ou instrument de placement collectif au point de devenir un fonds nourricier pour ces autres fonds (qui doivent présenter des politiques d'investissement globalement semblables à celles du Compartiment concerné), les risques associés à un tel investissement et décrits précédemment augmenteront proportionnellement. Un Compartiment n'est pas soumis aux frais préliminaires / initiaux / de rachat par rapport aux investissements dans un autre Compartiment ou dans un autre fonds d'investissement dont le gérant est une société affiliée du Gérant ou du Gestionnaire des investissements. En outre, toute commission perçue par le Gérant ou le Gestionnaire des investissements en vertu d'un investissement d'un Compartiment dans un autre organisme de placement collectif ou autre Compartiment doit être versée au compte des actifs du Compartiment investisseur. Lors d'un paiement sur les actifs d'un Compartiment, ni le Gérant ni le Gestionnaire des investissements ne peut imputer une commission de gestion par rapport à la partie des actifs de ce Compartiment qui est investie dans ces autres Compartiments.

#### **Souscriptions et rachats des Actions**

Lors de la réception tardive de demandes de souscription ou de rachat, il apparaîtra un décalage entre la date de soumission de la demande et la date réelle de souscription et de rachat. Ces reports ou retards peuvent avoir un impact sur le montant à payer ou à recevoir. Des informations supplémentaires sont disponibles sur les souscriptions et les rachats dans la section « *Achats et ventes* ».

### **Risque fiscal**

Les informations fiscales fournies dans la section « *Informations fiscales* » reposent sur les conseils que les Administrateurs ont reçu sur les lois et pratiques fiscales à la date de ce Prospectus et peuvent changer à tout moment. Toute modification de la législation fiscale en Irlande ou dans toute autre juridiction dans laquelle un Compartiment est enregistré, coté, commercialisé ou investi, peut affecter le statut fiscal du Fonds et des Compartiments, modifier la valeur des investissements du Compartiment concerné dans la juridiction affectée, amoindrir la capacité du Compartiment concerné à atteindre son objectif d'investissement et/ou altérer les rendements après impôts qui sont versés aux investisseurs. Lorsqu'un Compartiment négocie des contrats dérivés, ces considérations peuvent également s'étendre à la juridiction du droit qui régit le contrat dérivé et/ou la contrepartie appropriée et/ou les marchés auxquels le contrat dérivé confère une exposition. La disponibilité et la valeur des allègements fiscaux dont peuvent bénéficier les investisseurs dépendent de leur situation personnelle. Les données contenues dans la section « *Informations fiscales* » ne sont pas exhaustives et ne constituent pas des conseils juridiques ou fiscaux. Les investisseurs potentiels sont invités à consulter leurs conseillers fiscaux quant à leur situation personnelle et à l'impact fiscal d'un investissement dans un Compartiment. Lorsqu'un Compartiment investit dans une juridiction dont le régime fiscal n'est pas totalement développé ou suffisamment défini, le Fonds, le Compartiment concerné, le Gérant, le Gestionnaire des investissements, le Dépositaire et l'Agent Administratif ne doivent pas être redevables envers un investisseur de tout paiement versé ou supporté en toute bonne foi par le Fonds ou le Compartiment concerné à une autorité fiscale au titre des impôts ou autres frais du Fonds ou du Compartiment concerné, en dépit du fait que des informations ultérieures démontrent que ces paiements n'avaient pas besoin ou ne devaient pas être versés ou supportés.

Le Fonds peut être redevable d'impôts (y compris des retenues à la source) dans des pays autres que l'Irlande sur les revenus perçus et les plus-values découlant de ses investissements. Le Fonds peut ne pas être mesure de profiter d'une réduction du taux de cet impôt étranger en vertu des conventions d'imposition conclues entre l'Irlande et d'autres pays. Par conséquent, le Fonds peut ne pas être en mesure de récupérer une retenue à la source étrangère supportée dans certains pays. Si cette situation change et que le Fonds obtient le remboursement d'un impôt étranger, la Valeur liquidative du Compartiment duquel l'impôt étranger approprié a été déduit à l'origine ne sera pas reformulée et le bénéfice sera reflété dans la Valeur liquidative du Compartiment à la date du remboursement.

Les investisseurs doivent savoir que la performance des Compartiments indiciaires par rapport à un Indice peut être affectée lorsque les hypothèses fiscales élaborées par le Fournisseur d'indices concerné dans sa méthodologie de calcul de l'indice sont différentes du traitement fiscal réel des titres sous-jacents composant l'Indice et détenus par les Compartiments.

### **Risques relatifs au Compte de trésorerie général.**

Les montants de souscription reçus pour un Compartiment avant l'émission des Actions sont conservés sur un Compte de trésorerie général au nom du Fonds. Par rapport aux montants qu'ils ont souscrits, les investisseurs sont des créanciers non garantis de ce Compartiment jusqu'à l'émission des Actions. Ils ne profitent d'aucune appréciation de la Valeur liquidative du Compartiment ou de tout autre droit d'actionariat (y compris des droits aux dividendes) jusqu'à la date d'émission des Actions. En cas d'insolvabilité du Fonds ou du Compartiment, il n'est pas garanti que le Fonds ou le Compartiment dispose du volume de fonds suffisants pour rembourser intégralement les créanciers non garantis.

Le paiement par le Fonds des produits de rachat et des dividendes est soumis à la réception des documents de souscription originaux et au respect de toutes les procédures de lutte contre le blanchiment d'argent. Toutefois, les Actionnaires procédant à un rachat cesseront d'être des Actionnaires, eu égard aux Actions rachetées, à compter de la date du rachat concerné. Les Actionnaires procédant à un rachat et les Actionnaires ayant droit à des distributions deviendront, à compter de la date de rachat ou de distribution selon le cas, des créanciers non garantis du Compartiment et ne profiteront pas d'une appréciation de la Valeur liquidative du Compartiment ou de tout autre droit d'actionariat (y compris des droits aux dividendes supplémentaires) par rapport au montant du rachat ou de la distribution. En cas d'insolvabilité du Fonds ou du Compartiment pendant cette période, il n'est pas garanti que le Fonds ou le Compartiment dispose de fonds suffisants pour payer entièrement les créanciers non garantis. Les Actionnaires procédant à un rachat et les Actionnaires ayant droit aux distributions doivent donc veiller à fournir rapidement tous les documents et informations attendus. L'Actionnaire devra supporter les conséquences de tout manquement à cet égard.

En cas d'insolvabilité d'un autre Compartiment du Fonds, la récupération d'un montant auquel a droit un Compartiment donné (y compris des montants de souscription dus par les investisseurs), mais qui pourrait avoir été transféré à un autre Compartiment en raison du fonctionnement d'un Compte de trésorerie général, sera soumis aux principes du droit

irlandais des fiducies et aux conditions de fonctionnement du Compte de trésorerie général. Des retards et/ou des litiges peuvent survenir concernant le recouvrement de ces montants. Le Compartiment insolvable peut manquer de fonds pour rembourser les montants dus au Compartiment concerné. Par conséquent, il n'est pas garanti qu'un tel Compartiment ou que le Fonds puisse recouvrer de tels montants. De plus, il n'est pas garanti que, dans de telles circonstances, ce Compartiment ou le Fonds dispose des fonds suffisants pour rembourser des créanciers non garantis.

## **2) RISQUES LIÉS AUX ACTIONS**

### **Actions**

La valeur des actions dans lesquelles certains Compartiments investissent peut varier, parfois de manière importante, en réaction aux activités et aux résultats des sociétés ou à cause des conditions générales qui prévalent sur le marché et de la conjoncture économique ou autres événements. Les fluctuations des taux de change entraîneront également une variation de la valeur lorsque la devise de l'investissement est différente de la Devise de référence du Compartiment détenant cet investissement.

### **Certificats de dépôt d'actions**

Les certificats américains et mondiaux de dépôt d'actions (ADR et GDR) permettent de profiter d'une exposition sur leurs titres sous-jacents. Dans certains cas, le Gestionnaire des investissements peut recourir à des ADR et GDR pour profiter d'une exposition sur les titres sous-jacents de l'Indice, notamment lorsque les titres sous-jacents ne peuvent pas être détenus directement ou ne conviennent pas à une détention directe ou lorsque l'accès direct à ces titres est restreint ou limité. Toutefois, le Gestionnaire des investissements ne peut pas garantir dans de tels cas que le résultat atteint sera similaire à une détention directe des titres car les performances des ADR et GDR ne sont pas toujours en accord avec celles des titres sous-jacents.

En cas de suspension ou de fermeture d'un ou plusieurs marchés sur lesquels les titres sous-jacents sont négociés, il est possible que la valeur de l'ADR ou du GDR ne reflète pas au plus près la valeur des titres sous-jacents concernés. En outre, il est également possible que, dans certaines situations, le Gestionnaire des investissements ne puisse pas investir dans un ADR ou un GDR, ou que cet investissement soit inapproprié, ou que les caractéristiques de l'ADR ou du GDR ne reflètent pas parfaitement le titre sous-jacent.

Si un Compartiment investit dans des ADR ou GDR dans les cas présentés précédemment, le suivi de l'Indice par le Compartiment pourrait en souffrir. En effet, il est possible que le rendement du Compartiment varie par rapport au rendement de l'Indice de référence.

## **3) RISQUES RELATIFS AUX REVENUS FIXES**

### **Obligations, instruments de créance et revenus fixes (y compris titres à rendement élevé)**

Concernant les Compartiments qui investissent dans des obligations ou autres instruments de créance, la valeur de ces investissements dépend des taux d'intérêt du marché, de la qualité de crédit de l'émetteur et du volume de liquidités. La Valeur liquidative d'un Compartiment investi en titres de créance changera en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, de la qualité de crédit perçue de l'émetteur et du niveau de liquidités sur le marché, ainsi que des taux de change (lorsque la devise de l'investissement est différente de la Devise de référence du Compartiment détenant cet investissement). Certains Compartiments peuvent investir dans des instruments de créance très rentables lorsque le niveau des revenus peut être relativement élevé (par rapport aux instruments de créance « investment grade ») ; cependant, le risque de dépréciation et les pertes de capitaux générées par ces instruments de créance détenus seront nettement plus élevés que ceux associés aux instruments de créance moins rentables.

### **Risque lié aux titres « investment grade »**

Certains Compartiments peuvent investir dans des titres de créance « investment grade ». Les agences de notation (Fitch, Moody's et/ou Standard & Poor's) accordent des notations aux titres de créance « investment grade » dans les principales catégories sur la base de la solvabilité ou du risque de défaillance d'une émission obligataire. En général, les titres à revenu fixe « investment grade » reçoivent une notation BBB-/Baa3 ou supérieure de Standard & Poor's, ou une notation équivalente d'une autre agence de notation reconnue à l'échelle internationale (en cas de divergence, la plus basse des deux meilleures notations est retenue). Comme tous les types de titres de créance, les titres « investment grade » impliquent un risque de crédit et peuvent être soumis à des baisses de notation par les agences entre leurs dates d'émission et d'échéance. Ces baisses de notation pourraient survenir au cours de la période pendant

laquelle le Compartiment investit dans ces titres. Lorsqu'un titre descend d'une notation ou deux, ou passe sous le niveau « investment grade » ou autre catégorie, les Compartiments peuvent conserver ces titres.

### **Notation inférieure / absence de notation**

Certains Compartiments peuvent investir dans des titres sans notation ou dont les notations sont inférieures à celles précitées. La qualité de crédit des instruments de créance est souvent évaluée par les agences de notation. Des titres ayant obtenu une notation moyenne ou inférieure ou encore des titres non notés de qualité comparable peuvent être sujets à des fluctuations de rendement plus importantes, des écarts offre-demande plus marqués, des primes de liquidité plus élevées et des attentes de marché accentuées, et en conséquence, des variations de valeur de marché plus importantes, que les titres assortis d'une notation supérieure. Ils impliquent souvent des risques de marché et de crédit plus élevés que les titres mieux notés. La modification réelle ou anticipée de ces notations provoquera certainement des variations des rendements et des valeurs de marché, qui peuvent être très marquées par moment. Dans une telle situation, les valeurs de ces titres détenus par un Compartiment peuvent devenir volatiles et le Compartiment pourrait perdre tout ou partie de ses investissements.

### **Risque de crédit**

L'insolvabilité ou toute autre difficulté financière (défaut) rencontrée par l'une des institutions auprès desquelles des fonds sont déposés peut avoir un effet négatif sur les investissements. Le risque de crédit découle également de l'incertitude associée au remboursement ultime du capital et des investissements en obligations portant intérêt ou autres instruments de créance. Dans les deux cas, l'intégralité du dépôt ou du prix d'achat de l'instrument de créance peut être perdue en l'absence de reprise après un défaut. Le risque de défaut est en général plus marqué pour les obligations et les instruments de créance qui sont classés au niveau « sub-investment grade ».

### **Instruments de créance titrisés ou structurés**

Les Compartiments peuvent investir dans des instruments de créance titrisés ou structurés (collectivement dénommés des produits structurés). Ces instruments comprennent des titres adossés à des actifs et à des créances hypothécaires, des instruments de créance garantis et des obligations structurées adossées à des emprunts. Les produits structurés apportent une exposition, de manière synthétique ou autre, aux actifs sous-jacents, et les flux de trésorerie découlant de ces actifs déterminent le profil de risque / rendement. Certains de ces produits impliquent des instruments multiples et des profils de flux de trésorerie tels qu'il est impossible de prévoir avec certitude les résultats de tous les scénarios du marché. En outre, le prix d'un tel investissement peut être conditionné, ou fortement sensible, aux variations des composantes sous-jacentes de l'instrument structuré. Les actifs sous-jacents peuvent revêtir de nombreuses formes, notamment, entre autres, des effets à recevoir sur les cartes de crédit, des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux entreprises, des prêts immobiliers ou tout type de produit à recevoir d'une société ou d'un instrument d'investissement structuré qui reçoit régulièrement des flux de trésorerie de ses clients. Certains produits structurés peuvent utiliser un effet de levier. Leur prix peut donc afficher une volatilité plus importante qu'en l'absence d'un levier. De plus, les investissements en produits structurés peuvent s'avérer moins liquides. Le manque de liquidité peut entraîner une déconnexion entre le prix de marché actuel des actifs et la valeur des actifs sous-jacents. Par conséquent, les Compartiments qui investissent dans des produits titrisés peuvent être davantage exposés au risque de liquidité. La liquidité d'un produit structuré peut être inférieure à celle d'un instrument de créance ou d'une obligation normale, et la capacité à dénouer cette position ou l'obtention d'un prix correct pour cette transaction de vente peut être réduite.

### **Obligations convertibles conditionnelles**

Les obligations convertibles conditionnelles sont un type de titre de créance qui peut être converti en actions ou qui pourrait être contraint de subir une réduction de valeur du capital lors de la survenance d'un événement prédéterminé (« l'événement déclencheur »). L'événement déclencheur est généralement lié à la situation financière de l'émetteur et, par conséquent, la conversion est susceptible de se produire à la suite d'une détérioration de la solidité relative du capital de l'actif sous-jacent. Par conséquent, il est probable que la conversion en actions se fasse à un cours d'action, qui est inférieur à celui de l'émission ou de l'achat de l'obligation. Dans des conditions de marché difficiles, le profil de liquidité de l'émetteur peut se détériorer considérablement et il peut être difficile de trouver un acheteur, ce qui signifie qu'une décote importante peut être nécessaire pour le vendre. Les obligations convertibles conditionnelles peuvent également être émises sous forme d'obligations perpétuelles (c'est-à-dire des obligations sans date d'échéance), bien que ces obligations aient des dates d'appel, il n'y a aucune garantie que l'émission sera appelée à cette date et il est possible que l'obligation ne soit jamais appelée, ce qui entraînerait une perte totale de l'investissement initial.

#### **4) RISQUES LIÉS AU PAYS, À LA CONCENTRATION ET AU STYLE D'INVESTISSEMENT**

##### **Concentration géographique**

Les Compartiments qui investissent essentiellement dans un seul et même pays sont davantage exposés aux risques liés au marché, aux conditions politiques, juridiques, économiques et sociales de ce pays, par rapport aux Compartiments qui diversifient le risque géographique sur différents pays. Il est possible qu'un pays donné puisse imposer des contrôles de change et/ou de conversion ou des réglementations qui pourraient perturber le fonctionnement des marchés dans le pays. Les conséquences de ces actes, et d'autres mesures telles que la confiscation d'actifs, pourraient entraver le bon fonctionnement du Compartiment eu égard à l'achat et à la vente d'investissements et éventuellement sa capacité à satisfaire les demandes de rachat. Dans de tels cas, le Compartiment pourrait être suspendu et les investisseurs pourraient être dans l'incapacité d'acquérir ou de racheter des Actions du Compartiment. De tels événements, et bien d'autres, pourraient également affaiblir la capacité à évaluer les investissements du Compartiment, ce qui affecterait fortement la Valeur liquidative du Compartiment. Toutefois, la diversification sur différents pays pourrait introduire d'autres risques, notamment le risque de change. Dans certains pays et pour certains types d'investissements, les frais de transaction sont plus élevés et la liquidité moindre qu'ailleurs.

##### **Détentions et concentration sectorielle**

Certains Compartiments peuvent investir dans un nombre d'investissements relativement faible ou peuvent être concentrés sur un secteur industriel spécifique. La Valeur liquidative du Compartiment pourrait être plus volatile en raison de cette concentration des avoirs, comparé à un Compartiment diversifié sur un nombre d'investissements ou de secteurs plus important.

##### **Investissements dans les PME**

Les possibilités de trouver d'autres méthodes de gestion des flux de trésorerie peuvent être limitées, en particulier quand les placements sont orientés vers les PME. Les prix des titres des PME souffrent en général d'une volatilité plus marquée par rapport aux grandes entreprises ; ces titres sont souvent moins liquides et leurs prix de marché peuvent subir des fluctuations plus soudaines que ceux des grandes entreprises mieux établies. En général, on considère que les investissements dans les titres des entreprises à petite capitalisation représentent un plus grand potentiel d'appréciation, mais impliquent également un risque plus élevé par rapport aux sociétés mieux établies, étant donné qu'elles sont plus affectées par des conditions de marché ou un environnement économique défavorables. Ces sociétés peuvent avoir des gammes de produits, des marchés ou des ressources financières limités, ou elles peuvent dépendre d'un groupe de gestion limité. En plus d'une plus grande volatilité affichée, les actions des PME peuvent, dans une certaine mesure, varier indépendamment des actions des grandes entreprises (c.-à-d. que les actions des PME peuvent voir leurs prix glisser quand ceux des grandes sociétés grimpent ou inversement). Pour les fonds spécialisés sur ces sociétés, les transactions, notamment celles dont le volume est conséquent, peuvent avoir un impact plus important sur les coûts d'exploitation d'un fonds, par rapport aux transactions similaires de fonds plus importants ou aux transactions similaires dans des entreprises plus grandes, en raison de la nature relativement peu liquide des marchés des actions des PME.

#### **5) RISQUES LIÉS AUX MARCHÉS ÉMERGENTS**

##### **Marchés émergents, y compris la Russie**

Plusieurs Compartiments investissent, en tout ou partie, dans les titres des marchés émergents dans les limites établies dans le Supplément approprié. Les prix de ces titres peuvent être plus volatils que ceux des titres des marchés plus développés. Le risque de fluctuation des cours ou de suspension des rachats est donc plus élevé pour de tels Compartiments, comparé à ceux qui interviennent sur des marchés plus développés. Cette volatilité peut résulter de facteurs politiques et économiques. Elle peut être renforcée par des facteurs liés à des problèmes juridiques, de liquidité du marché, de règlement, de livraison des titres et de change. Certains marchés émergents ont des économies relativement prospères, mais sensibles aux cours mondiaux des produits de base et/ou aux taux d'inflation volatils. Dans certains pays, il est courant que les exigences réglementaires, comptables et de déclaration imposées à ces émetteurs et marchés soient moins draconiennes. D'autres sont tout particulièrement sensibles à l'environnement économique. Les autres risques liés aux investissements dans différents pays comprennent les problèmes de négociation, de règlement, de garde et autres risques opérationnels découlant des systèmes, procédures et exigences différents d'un pays donné et les différences de lois en matière de retenue à la source et autres impôts. Même si le plus grand soin est apporté à la maîtrise et à la gestion de ces risques, les Compartiments respectifs et les Actionnaires de ces Compartiments assument en dernier ressort les risques liés aux investissements sur ces marchés.

Lorsque cela est précisé dans le Supplément approprié, certains Compartiments peuvent investir physiquement dans des valeurs indiennes. Si tel est le cas, le Compartiment devra être enregistré en tant qu'investisseur de portefeuille étranger (« Foreign Portfolio Investor » ou « FPI ») conformément aux « Securities and Exchange Board of India (Foreign Portfolio Investors) Regulations » de 2014. Afin d'être enregistré en tant que FPI, le Compartiment devra adhérer à certains critères généraux concernant le nombre d'investisseurs au sein du Compartiment et le pourcentage de détention maximum autorisé pour ces investisseurs. Si le Compartiment doit adhérer aux critères généraux applicables aux FPI, les Administrateurs ont déterminé qu'aucun investisseur ne pourra détenir plus de 49 % des Actions (en nombre et en valeur) d'un tel Compartiment, à l'exception du propriétaire apparent d'un dépositaire commun. Les investisseurs doivent savoir que l'achat d'Actions au sein d'un tel Compartiment peut être annulé et que leurs frais de souscription seront remboursés si un tel achat risque de porter leur détention d'Actions émises au sein du Compartiment concerné à plus de 49 % (en nombre ou en valeur) à la date de l'achat proposé.

Certains Compartiments peuvent investir une part de leurs actifs nets en Russie. Un Compartiment ne peut pas investir plus de 10 % de ses actifs nets dans des titres russes qui ne sont pas cotés et négociés sur un marché réglementé. Les investisseurs doivent être conscients de ces risques, notamment en matière de règlement et de conservation des titres, ainsi que d'enregistrement des actifs, car les agents chargés du registre ne sont pas toujours soumis à une surveillance efficace du gouvernement ou à toute autre mesure de contrôle. En Russie, l'absence de dispositions sur la gouvernance d'entreprise, les règles sous-développées ou non-existantes sur les obligations des gestionnaires envers les actionnaires et le manque de règles ou de réglementations générales sur la protection de l'investisseur ou des investissements représentent également des risques supplémentaires. Les titres russes ne sont pas physiquement déposés auprès du Dépositaire ou de ses agents locaux en Russie. Par conséquent, ni le Dépositaire, ni ses agents locaux en Russie ne peuvent être réputés exercer une activité de conservation physique au sens des normes internationales reconnues. La responsabilité du Dépositaire ne peut être mise en cause qu'en cas de négligence et/ou de manquement délibéré de sa part et de négligence ou de faute professionnelle délibérée de ses agents locaux en Russie, et nullement en cas de perte due à la liquidation, faillite, négligence et manquement délibéré d'un agent de registre. En cas de pertes ainsi intervenues, le Fonds devra faire valoir ses droits à l'encontre de l'émetteur et/ou de l'agent de registre nommé.

Concernant les placements dans des Sukuk éventuellement réalisés par un Compartiment, les investisseurs de ces Compartiments doivent être conscients que ces investissements peuvent être moins liquides et plus volatils en termes de prix que les autres titres à revenu fixe, peuvent être soumis à des coûts de transaction plus élevés et peuvent ne pas être notés par des agences de notation reconnues.

Les risques associés à un investissement en Russie peuvent également s'appliquer, en tout ou partie à d'autres marchés émergents.

## **6) RISQUES LIÉS AUX INDICES**

### **Risques liés aux indices**

Comme indiqué dans le présent Prospectus, afin d'atteindre son objectif d'investissement, chaque Compartiment indicieels cherche à générer un rendement globalement semblable, en termes de performances de prix et de rendement, avant les frais et dépenses, à celui de l'Indice approprié, tel que publié par le Fournisseur d'indices. Il n'est aucunement garanti que le Fournisseur d'indices compile l'Indice précisément ou que cet Indice soit déterminé, composé ou calculé avec précision. Alors que le Fournisseur d'indices décrit bien l'objectif que l'Indice doit atteindre, il n'apporte aucune garantie ou n'accepte aucune responsabilité quant à la qualité, l'exactitude ou l'exhaustivité des données relatives à l'Indice, et ne garantit pas que l'Indice soit conforme à la méthodologie décrite.

La mission du Gestionnaire des investissements nommé par rapport à chaque Compartiment indicieel, comme décrit dans le présent Prospectus, consiste à gérer le Compartiment concerné conformément à l'Indice approprié fourni au Gestionnaire des investissements. Par conséquent, le Gestionnaire des investissements n'apporte aucune garantie par rapport aux erreurs du Fournisseur d'indices. Des erreurs de qualité, d'exactitude et d'exhaustivité des données peuvent apparaître à tout moment et peuvent échapper à toute identification et donc persister pendant un certain temps, en particulier lorsque les indices ne sont pas utilisés couramment. Par conséquent, les gains, pertes ou coûts associés aux erreurs du Fournisseur d'indices seront supportés par les Compartiments et leurs investisseurs. Par exemple, au cours d'une période pendant laquelle l'Indice ne comprend pas les bonnes composantes, un Compartiment suivant cet Indice publié sera exposé sur ces composantes et sous-exposé sur ces composantes qui auraient dû composer l'Indice.

Les erreurs peuvent, en tant que telles, engendrer une performance négative ou positive affectant les Compartiments et leurs investisseurs. Les investisseurs doivent savoir que tous les gains résultant d'une erreur du Fournisseur d'indices sont conservés par le Compartiment concerné et ses investisseurs, et toutes les pertes sont supportées par le Compartiment concerné et ses investisseurs.

Hormis les rééquilibrages programmés, le Fournisseur d'indices peut procéder à des rééquilibrages ad hoc supplémentaires de l'Indice afin de corriger, par exemple, une erreur de sélection des composantes de l'Indice. Lorsque l'indice d'un Compartiment indiciel est rééquilibré et que le Compartiment rééquilibre à son tour son portefeuille en accord avec l'Indice, tous les frais de transaction (y compris les impôts sur les plus-values et/ou sur les taxes sur les transactions) et l'exposition de marché découlant de ce rééquilibrage du portefeuille seront supportés directement par le Compartiment et ses investisseurs. Les rééquilibrages non-programmés des Indices peuvent également exposer les Compartiments à un risque de tracking error, à savoir le risque que ses rendements ne suivent pas parfaitement ceux de l'Indice. Par conséquent, les erreurs et autres rééquilibrages ad hoc supplémentaires apportés à l'Indice par le Fournisseur d'indices peuvent augmenter les coûts et le risque d'exposition de marché du Compartiment concerné.

Lorsque l'Indice d'un Compartiment indiciel cherche à identifier des titres répondant à des critères d'anticipation (par exemple, les titres qui devraient apporter un rendement élevé ou qui sont sélectionnés d'après leur niveau de liquidité, le pourcentage des gains de l'entreprise reversés aux actionnaires, le niveau des bénéfices générés par les activités de l'entreprise, la capitalisation de marché et les références de gouvernance d'entreprise), il n'est absolument pas garanti que l'Indice atteigne son objectif. De nombreux facteurs peuvent affecter la performance d'un titre et les répercussions de ces facteurs sur son prix peuvent être difficiles à prévoir.

**Risque lié à la licence des indices.** Si, par rapport à un Indice, une licence (si nécessaire) accordée à tout moment au Fonds, au Gérant ou au Gestionnaire des investissements (ou à leurs sociétés affiliées), dans le but de répliquer ou d'utiliser de toute autre manière l'Indice pour les besoins d'un Compartiment indiciel, est résiliée, ou qu'une telle licence est remise en cause, dégradée ou cesse d'exister de toute autre manière (et pour quelque raison que ce soit), les Administrateurs peuvent être dans l'obligation de remplacer l'Indice par un autre indice qui suit, à leur avis, globalement le même marché que l'Indice en question et qu'ils jugent approprié pour le Compartiment concerné, et un tel remplacement ou tout retard à procéder à un tel remplacement pourrait avoir des répercussions négatives sur le Compartiment. Si les Administrateurs ne parviennent pas à trouver un indice de remplacement approprié, ils pourraient être obligés de liquider le Compartiment.

**Risque lié au suivi de l'indice.** Il n'est aucunement garanti que l'objectif d'investissement d'un Compartiment indiciel soit atteint. Aucun instrument financier ne permet en particulier de reproduire ou de suivre avec précision les rendements d'un indice, et l'utilisation des techniques d'optimisation d'un portefeuille par un Compartiment, au lieu d'une réplification totale, peut accroître le risque de tracking error. La modification des investissements d'un Compartiment et des pondérations de l'indice approprié peut entraîner différents frais de transaction (y compris en rapport avec le règlement des transactions de change), frais d'exploitation ou inefficacités qui peuvent porter atteinte au suivi de l'Indice par le Compartiment. En outre, le rendement total d'investissement dans les Actions d'un Compartiment sera diminué par certains frais et dépenses qui ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'Indice approprié. De plus, en cas de suspension ou d'interruption temporaire des négociations des investissements composant l'Indice, ou de perturbations du marché, le rééquilibrage du portefeuille d'investissement du Compartiment peut s'avérer impossible et entraîner des divergences par rapport au rendement de l'Indice.

### **Stratégie d'optimisation**

Certains Compartiments peuvent trouver impossible ou peu rentable de répliquer leurs Indices respectifs. Lorsque la réplification de l'Indice ne fait pas partie de la politique d'investissement d'un Compartiment, ce dernier peut recourir à des techniques d'optimisation afin de suivre la performance de son Indice. Les techniques d'optimisation peuvent comprendre la sélection stratégique de certains (et non de tous les) titres qui composent l'Indice, la détention de titres selon des pourcentages qui diffèrent de ceux de l'Indice et/ou l'utilisation des IFD pour suivre la performance de certains titres composant l'Indice. En outre, le Gestionnaire des investissements peut choisir des titres qui ne sont pas présents dans l'Indice concerné, lorsqu'ils apportent une exposition similaire (avec un profil de risque semblable) à certains titres qui composent l'Indice approprié. L'optimisation des Compartiments peut entraîner potentiellement une tracking error, à savoir le risque que leurs rendements ne suivent pas exactement ceux de leurs Indices respectifs. Des informations supplémentaires sur la stratégie d'optimisation sont présentées dans la section « *Objectif et politiques d'investissement* ».

## **Règlement de l'UE sur les indices de référence**

Le 30 juin 2016, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont adopté un règlement qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 destiné à renforcer la transparence des indices utilisés comme indices de référence dans le cadre des instruments et des contrats financiers ou pour mesurer la performance des fonds d'investissement (le « **Règlement de l'UE sur les indices de référence** »). Conformément au Règlement européen sur les indices de référence, le Gérant établira et tiendra à jour un plan d'urgence décrivant les mesures qui doivent être prises si un indice de référence subissait des modifications substantielles ou cessait d'être fourni. Les mesures prises par le Gérant ou le Fonds au titre de ce plan d'urgence peuvent entraîner la modification des objectifs ou politiques d'investissement d'un Compartiment, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur la valeur d'un investissement dans le Fonds. Une telle modification sera mise en œuvre en accord avec les exigences de la Banque centrale et des dispositions du présent Prospectus.

## **7) RISQUES LIÉS AUX PRODUITS DÉRIVÉS**

### **Instruments financiers dérivés**

Le Compartiment peut utiliser différents Instruments financiers dérivés afin de réduire les risques ou frais ou de générer un capital ou un revenu supplémentaire afin d'atteindre les objectifs d'investissement d'un Compartiment. Certains Compartiments peuvent employer des instruments dérivés de manière extensive et/ou pour des stratégies plus complexes (c.-à-d. ont des pouvoirs dérivés étendus) comme décrit en détail dans leurs objectifs d'investissement respectifs contenus dans le Supplément approprié. Tout au long de cette section et d'autres parties faisant référence aux instruments dérivés, les instruments dérivés négociés de manière privée ou les instruments dérivés négociés hors bourse sont dénommés « de gré à gré ».

Les investisseurs sont invités à consulter leur propre conseiller financier indépendant quant à l'adéquation d'un Compartiment donné à leurs besoins d'investissement spécifiques en gardant à l'esprit ses pouvoirs en matière de recours aux instruments dérivés. Alors que l'utilisation judicieuse des produits dérivés par des conseillers en investissements confirmés, tels que le Gestionnaire des investissements, peut être bénéfique, ces instruments dérivés impliquent également des risques différents et, dans certains cas, plus importants que les risques associés à des investissements plus traditionnels. Le recours à des produits dérivés peut susciter un certain effet de levier, qui peut provoquer une volatilité et/ou une variation bien plus importante des Valeurs nettes d'inventaire de ces Compartiments. En effet, l'effet de levier tend à disproportionner les effets de toute hausse ou baisse de la valeur des titres et autres instruments des portefeuilles respectifs des Compartiments.

Les informations qui suivent concernent les principaux facteurs de risque et problèmes liés à l'utilisation des instruments dérivés. L'investisseur doit les prendre en considération avant tout investissement dans ces Compartiments.

- **Risque de marché** – Il s'agit du risque général qui accompagne tous les investissements, à savoir que la valeur d'un placement donné peut varier. Lorsque la valeur de l'actif sous-jacent (soit un titre ou une référence) d'un instrument dérivé change, la valeur de cet instrument devient positive ou négative, en fonction de la performance de l'actif sous-jacent. Concernant les produits dérivés hors options, le degré absolu de fluctuation de la valeur d'un instrument dérivé sera très similaire à la fluctuation de la valeur du titre sous-jacent ou de la référence. Pour les options, le changement absolu de valeur d'une option ne sera pas nécessairement similaire au changement de valeur du sous-jacent car, comme expliqué plus en détail ci-après, les changements des valeurs des options dépendent d'un certain nombre d'autres variables.
- **Risque de liquidité** – Le risque de liquidité existe lorsqu'un instrument donné est difficile à acheter ou à vendre. Si une transaction sur un instrument dérivé est particulièrement importante ou si le marché concerné manque de liquidités (ce qui peut être le cas avec les instruments dérivés de gré à gré), il peut s'avérer impossible d'initier une transaction ou de liquider une position à un prix avantageux.
- **Risque de crédit lié aux contreparties** – Il s'agit du risque de perte pour un Compartiment découlant de l'incapacité de l'autre partie de la transaction dérivée (habituellement nommée une « contrepartie ») de se conformer aux conditions du contrat dérivé en question. Ce risque de crédit des contreparties associé aux instruments dérivés négociés en bourse est généralement moins important que pour les produits dérivés négociés de gré à gré, puisque l'organisme de compensation, qui est l'émetteur ou la contrepartie de chaque instrument dérivé négocié en bourse, fournit une garantie de compensation. Cette garantie est supportée par un système de paiement quotidien (à savoir une marge de garantie obligatoire) géré par l'organisme de compensation afin de réduire le risque de crédit général lié aux

contreparties. Les contreparties, à savoir les courtiers et/ou les bourses, peuvent ne pas conserver les actifs déposés à titre de garanties sur des comptes séparés. Par conséquent, ces actifs peuvent être mis à la disposition des créanciers de ces contreparties en cas de défaut de ces dernières. Dans le cadre des instruments dérivés négociés de gré à gré, il n'existe pas de garantie similaire à celle des maisons de compensation. Par conséquent, le Gestionnaire des investissements adopte un cadre de gestion des risques liés aux contreparties qui passe par la mesure, le contrôle et la gestion du risque de contrepartie en prenant en compte à la fois l'exposition au risque de crédit actuelle et potentielle future, en utilisant les évaluations internes des crédits et les notations externes des agences de notation. Les instruments dérivés négociés en privé de gré à gré ne sont pas normalisés. Ils constituent des accords entre deux parties et peuvent donc être adaptés en fonction des besoins des parties impliquées. Le risque d'information est réduit par l'adhésion à la documentation standard de l'ISDA.

L'exposition d'un Compartiment sur une contrepartie donnée ne doit pas dépasser 10 % des actifs nets du Compartiment concerné. Le risque de crédit de la contrepartie peut encore être atténué par l'utilisation d'accords de garantie. Toutefois, les accords de garantie sont encore soumis au risque d'insolvabilité et au risque de crédit des émetteurs ou du dépositaire de la garantie. De plus, des seuils de garantie existent en dessous desquels une garantie n'est pas demandée et les écarts temporaires entre le calcul du besoin de garantie et sa réception par le fonds implique que l'intégralité de l'exposition en cours ne sera pas garantie.

- **Risque de règlement** – Un risque de règlement existe lorsque des contrats à terme standardisés, des contrats à termes, des contrats sur différence, des swaps et des options ne sont pas réglés en temps opportuns, augmentant ainsi le risque de contrepartie avant le règlement et imposant des frais de financement potentiels qui n'auraient pas été payés dans un autre cas. Si le règlement n'intervient jamais, la perte subie par le Compartiment sera identique à celle supportée dans toute autre situation impliquant un titre, à savoir la différence entre le prix du contrat d'origine et le prix du contrat de remplacement ou, si le contrat n'est pas remplacé, la valeur absolue du contrat à la date où il est annulé.
- **Risque de gestion** – Les produits dérivés sont des instruments très spécialisés qui exigent des techniques d'investissement et d'analyse des risques différentes de celles associées aux actions et aux obligations. L'utilisation d'un instrument dérivé passe par la compréhension non seulement de l'actif sous-jacent, mais également de l'instrument dérivé lui-même, sans avoir la possibilité d'observer la performance du produit dérivé dans toutes les conditions de marché possibles. De plus, dans certaines conditions de marché, le prix d'un instrument dérivé négocié de gré à gré peut ne pas évoluer à l'instar du prix de l'instrument sous-jacent.
- **Autres risques** – Parmi les autres risques liés à l'utilisation des instruments dérivés, citons le risque de cotation ou d'évaluation erronée. Certains instruments dérivés, en particulier les instruments négociés en privé de gré à gré, ne présentent aucun prix observable sur une bourse et impliquent donc le recours à des formules, les prix des références ou titres sous-jacents étant obtenus auprès d'autres sources de données de marché. Les options négociées de gré à gré et les swaps impliquent l'utilisation de modèles et d'hypothèses, qui accentuent le risque d'erreurs de cotation. Des évaluations incorrectes pourraient entraîner une augmentation des sommes en espèces à payer aux contreparties ou une perte de valeur pour les Compartiments. La corrélation entre les instruments dérivés et leurs sous-jacents est souvent imparfaite, parfois même relative. Des risques légaux peuvent également apparaître à travers les contrats utilisés pour documenter la négociation des instruments dérivés. Par conséquent, le recours aux instruments dérivés par les Compartiments peut ne pas être un moyen efficace pour poursuivre l'objectif d'investissement des Compartiments, et peut même s'avérer contreproductif à l'occasion. En cas de situations défavorables, l'utilisation des instruments dérivés par les Compartiments peut s'avérer inefficace et des pertes importantes pourraient en résulter.

### **Risques associés aux instruments dérivés spécifiques**

Lorsqu'un Compartiment utilise un instrument ou un groupe d'instruments suivants, les risques ci-après doivent être pris en compte, le cas échéant :

Contrats sur titres à terme et contrats sur différence : le risque pour l'acheteur ou le vendeur de ces contrats est la variation de valeur du titre sous-jacent. Lorsque la valeur du titre sous-jacent change, la valeur du contrat devient positive ou négative. Contrairement aux contrats à terme standardisés (qui sont conclus via un organisme de compensation), les contrats à terme de gré à gré et les contrats sur différence sont négociés en privé de gré à gré entre deux parties et ne

sont pas normalisés. En outre, chacune des parties doit supporter le risque de crédit de l'autre, ce qui n'est pas le cas avec un contrat à terme standardisé et une garantie est demandée pour atténuer ce risque. De même, étant donné que ces contrats ne sont pas négociés sur un marché boursier, il n'existe pas d'obligation d'évaluation au prix de marché qui permet à un acheteur d'éviter en bonne partie les sorties de capitaux.

Indice d'actions, action unique, taux d'intérêt et contrats sur obligations à terme : le risque pour l'acheteur et le vendeur d'un contrat à terme négocié en bourse porte sur le changement de valeur de l'indice / titre / contrat / obligation de référence sous-jacent. Les contrats à terme standardisés sont des contrats à terme, ce qui signifie qu'ils constituent un engagement de réaliser un transfert économique à une date future. L'échange de valeur se produit à la date spécifiée dans le contrat ; la majorité des contrats doit être réglée en numéraire et si la livraison physique est une option, l'instrument sous-jacent est en réalité rarement échangé. Les contrats à terme standardisés se distinguent des contrats à terme génériques par le fait qu'ils contiennent des conditions normalisées, qu'ils s'échangent sur un marché officiel, qu'ils sont réglementés par des organes de surveillance et qu'ils sont garantis par des organismes de compensation. De même, afin de s'assurer que le paiement sera honoré, les contrats à terme standardisés sont obligés de présenter à la fois à une garantie initiale et une obligation de garantie qui évolue en fonction de la valeur de marché de l'actif sous-jacent et qui doit être déterminée quotidiennement.

Options négociées en bourse et de gré à gré : les options sont des instruments complexes dont la valeur dépend de nombreuses variables, notamment, entre autres, du prix d'exercice du sous-jacent (contre le prix au comptant, à la fois au moment de la transaction et par la suite), de la durée résiduelle jusqu'à l'échéance de l'option, du type d'option (européenne ou américaine ou autre) et de la volatilité.

Le risque de marché associé au sous-jacent lorsque l'option a une valeur intrinsèque (c.-à-d. « dans la monnaie ») ou que le prix d'exercice est proche du sous-jacent (« proche de la monnaie ») constitue le plus important facteur du risque de marché associé aux options.

Dans de tels cas, le changement de valeur du sous-jacent aura une influence marquée sur le changement de valeur de l'option. Plus le prix d'exercice sera éloigné du prix du sous-jacent, plus l'influence potentielle des autres variables sera importante. Contrairement aux contrats d'options négociés en bourse (qui sont réglés via un organisme de compensation), les contrats d'options de gré à gré sont négociés en privé entre deux parties et ne sont pas normalisés. En outre, chacune des parties doit supporter le risque de crédit de l'autre et une garantie est demandée pour atténuer ce risque. La liquidité d'une option de gré à gré peut être inférieure à celle d'une option négociée en bourse, ce qui peut affecter négativement la capacité à dénouer cette position ou à obtenir le prix correct de clôture pour cette transaction.

Contrats de change à terme : ils supposent l'échange, à une date spécifique, d'une somme libellée dans une devise contre une somme libellée dans une autre devise. Dès qu'un contrat a été négocié, la valeur du contrat change en fonction des fluctuations des taux de change et, dans le cas des contrats à terme, des différentiels de taux d'intérêts. Dans la mesure où ces contrats servent à couvrir des expositions de change par rapport à la Devise de référence du Compartiment, il est possible que cette couverture ne soit pas parfaite et que les fluctuations de sa valeur puissent ne pas compenser exactement le changement de valeur de l'exposition de change couverte. Étant donné que les sommes brutes du contrat sont échangées à la date spécifique, si la contrepartie avec laquelle le contrat a été conclu est en état de cessation de paiements entre la date de paiement par le Compartiment, mais avant la réception par le Compartiment du montant dû par la contrepartie, alors le Compartiment sera exposé au risque de crédit de la contrepartie sur le montant non reçu, et le capital entier de la transaction pourrait être perdu.

Contrats de swap : Les swaps peuvent être exposés à divers types de risques, notamment le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de structuration, le risque fiscal et le risque de non-exécution par la contrepartie, y compris les risques liés à la solidité financière et à la solvabilité de la contrepartie. Les swaps peuvent être négociés individuellement et structurés de manière à inclure une exposition à différents types d'investissements ou de facteurs de marché. En fonction de leur structure, les swaps peuvent augmenter ou diminuer l'exposition d'un Compartiment aux actions ou aux titres de créance, aux taux d'intérêt à long terme ou à court terme, à la valeur des devises étrangères, aux titres adossés à des créances hypothécaires, aux taux d'emprunt des entreprises ou à d'autres facteurs, tels que les cours des titres, les paniers de titres ou les taux d'inflation, et peuvent augmenter ou diminuer la volatilité globale du portefeuille du Compartiment. Les contrats de swap peuvent prendre de nombreuses formes et sont connus sous des noms différents. Un Compartiment n'est pas limité à une forme particulière de contrat de swap si le Gestionnaire des investissements détermine que d'autres formes sont compatibles avec l'objectif et la politique d'investissement du Compartiment.

Le facteur le plus important dans la performance des swaps est la variation de la valeur des actions individuelles, du taux d'intérêt spécifique, de la devise ou d'autres facteurs qui déterminent les montants des paiements dus aux contreparties et par les contreparties. Si un swap nécessite des paiements par le Compartiment, le Compartiment doit disposer de liquidités suffisantes pour effectuer ces paiements à l'échéance. En outre, si la solvabilité d'une contrepartie diminue, il est probable que la valeur d'un contrat de swap diminue également, ce qui pourrait entraîner des pertes pour le Compartiment.

**Les facteurs de risque précités ne prétendent pas être une liste exhaustive des risques qu'implique un investissement en Actions. Les investisseurs potentiels doivent lire le Prospectus dans son intégralité, ainsi que le(s) Supplément(s) approprié(s), et consulter leurs conseillers juridiques, fiscaux et financiers avant de choisir d'investir dans le Fonds.**

## **Souscriptions**

### *Généralités*

Les demandes de souscription d'Actions de chaque Compartiment peuvent être faites au cours de tout Jour de négociation et, à moins que les Administrateurs n'en décident autrement, doivent être faites en utilisant la Convention de souscription. Pour une souscription initiale d'Actions, la Convention de souscription doit être envoyée à l'Agent administratif par courrier, télécopie ou tout autre moyen électronique acceptable pour l'Agent administratif avant l'Heure limite de négociation, l'original (dans le cas d'une télécopie ou d'un moyen électronique) devant suivre rapidement par la suite. Pour une souscription supplémentaire d'Actions, la Convention de souscription (ou d'autres documents de souscription acceptés par les Administrateurs) peut être envoyée à l'Agent administratif par courrier, télécopie ou tout autre moyen électronique acceptable pour l'Agent administratif avant l'Heure limite de négociation et (dans le cas d'une télécopie ou d'un moyen électronique) l'Agent administratif n'aura pas besoin de recevoir la Convention de souscription supplémentaire originale.

Les paiements de rachat seront retenus jusqu'à ce que la Convention de souscription ait été reçue et que tous les documents requis par le Fonds (y compris tous les documents relatifs aux procédures de lutte contre le blanchiment d'argent) aient été reçus.

Sauf décision contraire des Administrateurs dans des circonstances exceptionnelles, lorsque les Conventions de souscription (ou d'autres documents de souscription acceptés par les Administrateurs) sont reçues par l'Agent administratif après l'Heure limite de négociation appropriée, la souscription sera conservée sans intérêt jusqu'au Jour de négociation applicable suivant. Aucune demande de souscription ne sera acceptée après le Point d'évaluation pertinent pour un Compartiment ou, s'il en existe plusieurs, le premier de ces Points d'évaluation. Sauf décision contraire des Administrateurs, les fonds de souscription doivent être reçus par l'Agent administratif au plus tard à l'Heure limite de règlement.

Sauf décision contraire des Administrateurs et avec l'accord de l'Agent administratif, les fonds de souscription doivent être reçus dans la devise de la Catégorie concernée.

Sauf décision contraire des Administrateurs à leur seule discrétion, sauf en cas de suspension du calcul de la Valeur liquidative et/ou des souscriptions, les demandes de souscription d'Actions sont irrévocables.

Les Administrateurs se réservent le droit de rejeter toute demande en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit ou sans raison, auquel cas les montants ou le solde de la demande sera retourné au demandeur sans intérêt et à ses propres risques dans un délai raisonnable suivant le Jour de négociation. Lorsque les demandes sont acceptées, la notification de l'attribution et de l'émission des Actions des Catégories concernées sera envoyée dès que possible suivant l'achèvement du calcul de la Valeur liquidative après le Jour de négociation concerné.

Avant de souscrire des Actions, un candidat qui n'est pas un résident irlandais ou qui est un Actionnaire irlandais exonéré (tel que décrit dans la section intitulée « Informations fiscales ») devra remplir la déclaration incluse dans la Convention de souscription.

Les modifications apportées aux détails d'inscription et aux instructions de paiement d'un Actionnaire ne seront effectuées que sur réception des documents originaux ou des instructions électroniques.

### *Prix de souscription*

Les Actions des Catégories dans lesquelles aucune Action n'a encore été émise seront disponibles pour souscription pendant la Période d'offre initiale au Prix d'offre initiale, tel qu'indiqué dans le Supplément approprié.

Les Actions des Catégories dans lesquelles des Actions ont été émises peuvent être achetées tout Jour de négociation, après la Période d'offre initiale, à la Valeur liquidative par Action au Jour d'évaluation applicable, majorée d'un montant reflétant les Frais et dépenses (le cas échéant).

Les investisseurs peuvent être tenus responsables des intérêts, pertes ou autres coûts encourus si les fonds de souscription ne sont pas reçus au plus tard à l'Heure limite de règlement appropriée, à moins que les Administrateurs ne déterminent que ce montant est *de minimis*.

Le Gérant peut décider, à son entière discrétion, d'accepter les paiements de souscription des investisseurs, en totalité ou en partie, en espèces et/ou en nature plutôt qu'en numéraires, à condition que les actifs reçus soient considérés comme des investissements du Compartiment concerné conformément à son objectif et à sa politique d'investissement. Des dispositions doivent être prises pour que les actifs soient dévolus au Dépositaire, qui doit être convaincu qu'il est peu probable que ce type de paiement cause un préjudice important pour les Actionnaires existants. Pour déterminer la valeur à attribuer aux titres acceptés en paiement du montant de souscription, le Gérant utilisera les mêmes procédures d'évaluation que celles utilisées pour la Valeur liquidative et le nombre d'Actions émises ne dépassera pas le montant qui serait émis pour l'équivalent en numéraires. Après réception des documents de souscription dûment remplis, l'Agent administratif attribuera le nombre requis d'Actions selon la procédure habituelle. Les Administrateurs se réservent le droit de refuser d'enregistrer tout investisseur potentiel jusqu'à ce que le souscripteur ait été en mesure de prouver la propriété des actifs en question et d'effectuer un transfert valide de ceux-ci. Le souscripteur sera responsable de tous les frais de garde et autres frais liés au transfert des actifs concernés, à moins que le Gérant n'en convienne autrement.

#### *Montant de souscription minimum*

Un investisseur doit effectuer une souscription initiale d'un montant égal ou supérieur au montant minimal de souscription initiale (le cas échéant) spécifié dans le Supplément approprié. Les souscriptions ultérieures doivent avoir un montant égal ou supérieur au montant de souscription minimum supplémentaire (le cas échéant) spécifié dans le Supplément approprié. Les Administrateurs peuvent, à leur discrétion, renoncer ou réduire le montant de souscription minimum initial et le montant de souscription minimum supplémentaire (le cas échéant).

#### *Suspensions*

Les demandes de souscription ne seront pas traitées lorsque le calcul de la Valeur liquidative par Action et/ou les souscriptions sont suspendus.

#### *Fermeture aux investissements*

La performance peut être affectée par la taille du Compartiment concerné. Dans cette optique et en fonction des conditions de marché, les Administrateurs peuvent envisager d'imposer des périodes pendant lesquelles le Fonds ou un Compartiment peut être fermé à de nouveaux investisseurs et/ou d'autres investissements lorsqu'ils considèrent, à leur entière discrétion, que cela sera bénéfique pour le Compartiment concerné.

#### *Actions émises sous forme nominative*

Les Actions sont uniquement émises sous forme nominative. Le Fonds peut émettre des fractions d'Actions jusqu'à un millième d'Action ou toute autre fraction spécifiée dans le Supplément approprié. À moins que la demande de souscription d'Actions concernée n'ait été rejetée, une confirmation de propriété écrite, attestant l'inscription au registre, sera émise sur réception et acceptation d'une Convention de souscription signée et dûment remplie.

En raison du temps qui peut s'avérer nécessaire pour calculer le prix de souscription, l'attribution effective des Actions aura lieu lors de la finalisation de la Valeur liquidative, néanmoins, les investisseurs participeront au Compartiment concerné et à son programme d'investissement à compter du Jour d'évaluation du Compartiment.

### *Frais de souscription*

Lorsque cela est précisé dans le Supplément approprié, des frais de souscription peuvent être facturés à concurrence de 5 %. Ces frais peuvent être annulés, en tout ou en partie, à la discrétion des Administrateurs (ou du Gérant au titre de délégué du Fonds).

## **Rachats**

### *Généralités*

Les Actionnaires peuvent demander le rachat d'Actions lors d'un Jour de négociation en remplissant et en envoyant une Demande de rachat à l'Agent administratif. La Demande de rachat doit être envoyée par la poste ou par télécopieur (ou par tout autre moyen électronique acceptable pour l'Agent administratif). Sauf décision contraire des Administrateurs à leur seule discrétion, sauf en cas de suspension du calcul de la Valeur liquidative et/ou des Rachats, les demandes de rachat une fois soumises sont irrévocables.

Les demandes de rachat doivent être reçues au plus tard à l'Heure limite de négociation applicable. Sauf décision contraire des Administrateurs à leur seule discrétion dans des circonstances exceptionnelles, les Demandes de rachat reçues après l'Heure limite de négociation pertinente seront reportées au Jour de négociation suivant. Les Demandes de rachat ne seront pas acceptées après le Point d'évaluation pertinent pour un Compartiment ou, s'il en existe plusieurs, le premier de ces Points d'évaluation.

Les Actionnaires doivent indiquer s'ils souhaitent racheter un nombre précis d'Actions ou l'équivalent du montant monétaire.

Les paiements de rachats seront normalement effectués par virement télégraphique ou autre forme de virement bancaire sur le compte bancaire enregistré de l'Actionnaire au plus tard le troisième Jour ouvrable suivant le Jour de négociation où le rachat est effectué, mais en tout état de cause au plus tard le dixième Jour ouvré suivant l'Heure limite de négociation appropriée. Aucun paiement à des tiers ne sera effectué. Les Administrateurs peuvent reporter le paiement des personnes ayant effectué un rachat avant une suspension des rachats dans une Catégorie concernée jusqu'à ce que cette suspension soit levée.

Le Fonds sera tenu de retenir l'impôt au taux applicable sur les montants de rachat à moins que l'Actionnaire lui ait fait parvenir une déclaration de statut et de résidence sous la forme prescrite par le Revenue Commissioners confirmant que l'Actionnaire n'est pas un résident irlandais ou est un Actionnaire irlandais exonéré à l'égard duquel il est nécessaire de déduire l'impôt (voir la section intitulée « *Informations fiscales* » pour plus de détails).

### *Montant de rachat minimum et montant de détention minimum*

Une Demande de rachat partiel doit porter sur le montant de rachat minimum (le cas échéant) spécifié dans le Supplément approprié et ne peut avoir pour résultat que l'Actionnaire détienne moins que le montant de détention minimum (le cas échéant) spécifié dans le Supplément approprié. Les Administrateurs peuvent, à leur discrétion, renoncer ou réduire le montant de rachat minimum et le montant de détention minimum (le cas échéant). Dans le cas où un Actionnaire demande un rachat partiel de ses Actions qui aurait pour conséquence que cet Actionnaire détienne moins que le montant minimum de détention applicable à la Catégorie d'actions concernée (le cas échéant), les Administrateurs peuvent, à leur seule discrétion : (a) traiter cette Demande de rachat comme une demande de rachat globale de la participation de cet Actionnaire dans la Catégorie concernée ; (b) rejeter cette demande de rachat partiel ; ou (c) accepter cette demande de rachat partiel. Les Actionnaires seront informés (avant ou après le Jour de négociation concerné) dans le cas où les Administrateurs décident d'agir conformément à l'alinéa (a) ou (b) ci-dessus.

Si la valeur de la participation d'un Actionnaire passe en dessous du montant minimum de détention en raison d'une baisse de la Valeur liquidative du Compartiment, cela ne sera pas considéré comme un manquement à l'obligation de détention minimum.

### *Prix de rachat*

Les Actions peuvent être rachetées à la Valeur liquidative par Action le Jour d'évaluation applicable lors du Jour de négociation concerné pour lequel le rachat est effectué, sous réserve des Frais et dépenses (le cas échéant).

Tous les paiements des montants de rachat seront effectués par virement télégraphique aux frais de l'Actionnaire sur le compte de l'Actionnaire spécifié dans la Convention de souscription ou sur un compte enregistré auprès de l'Agent administratif. Le produit des rachats ne sera pas versé tant que la documentation originale requise pour la souscription initiale des Actions du Compartiment ou toute autre documentation demandée n'a pas été reçue par l'Agent administratif. Le produit du rachat ne sera pas versé sur un compte de tiers. L'Agent administratif enverra une confirmation aux Actionnaires dont les Demandes de rachat ont été acceptées.

Sauf décision contraire des Administrateurs et en accord avec l'Agent administratif, le montant du rachat sera payé dans la devise de la Catégorie concernée.

Le produit du rachat sera généralement payé en numéraires, mais un rachat pourra être effectué en espèces ou en nature, à la discrétion du Gérant, à condition que le transfert des actifs soit soumis à l'approbation du Dépositaire et que, si la demande de rachat représente moins de 5 % de la Valeur liquidative d'un Compartiment, le rachat en espèces ou en nature soit effectué avec le consentement de l'Actionnaire qui procède au rachat. Dans tous les cas, le Fonds vendra, sur demande, les actifs pour le compte de l'Actionnaire qui procède au rachat. Dans de tels cas, les Administrateurs peuvent, à leur discrétion, imputer le coût de la vente à l'Actionnaire.

Le Gérant utilisera les mêmes procédures d'évaluation que celles utilisées pour établir la Valeur liquidative afin de déterminer la valeur à attribuer aux titres devant être transférés ou cédés en nature aux investisseurs procédant à un rachat dont la valeur, au Jour d'évaluation applicable, est égale au montant de rachat auquel ils auraient autrement droit. L'investisseur procédant à un rachat sera responsable de tous les frais de garde et autres frais liés au changement de propriété des titres concernés et des frais de garde en cours. À la date de paiement et entre le Jour d'évaluation et la date de paiement, les titres rachetés en espèces et/ou en nature peuvent avoir une valeur supérieure ou inférieure à leur valeur au Jour d'évaluation concerné. En général, les titres à payer en espèces et/ou en nature seront toujours soumis à leur part respective des Frais et dépenses du Compartiment. L'affectation des actifs à racheter en nature est soumise à l'approbation du Dépositaire.

### *Droits de rachat*

Des droits de rachat pouvant aller jusqu'à 3 % peuvent être facturés s'ils sont indiqués dans le Supplément approprié. Ces droits peuvent être annulés, en tout ou en partie, à la discrétion des Administrateurs ou du Gérant.

### *Restriction des rachats*

Si le total des demandes de rachat lors d'un Jour de négociation pour un Compartiment donné dépasse 10 % du nombre total d'Actions de ce Compartiment ou 10 % de la Valeur liquidative de ce Compartiment, les Administrateurs peuvent refuser de racheter les Actions dépassant 10 %. Toute demande de rachat réalisée au cours d'un tel Jour de négociation doit être diminuée proportionnellement, et les demandes de rachat doivent être traitées comme si elles avaient été reçues pour chaque Jour de négociation suivant, jusqu'à ce que toutes les Actions de la demande de rachat d'origine aient été rachetées. Les Administrateurs peuvent décider d'imposer de telles restrictions à tout moment avant, pendant ou après le Jour de négociation à l'égard duquel de telles restrictions doivent être imposées.

### *Suspensions*

Les rachats ne seront pas traités lorsque le calcul de la Valeur liquidative par Action et/ou les rachats sont suspendus.

## Pratiques de négociation abusives

Le Fonds ne permet pas la pratique du market timing ni les opérations à court terme excessives qui s'y rattachent. Le Gérant a le droit de rejeter toute demande de souscription ou de conversion d'actions de tout investisseur se livrant à de telles pratiques ou soupçonné de le faire, et de prendre toute autre mesure qu'il juge appropriée ou nécessaire.

## Exigences en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Dans le cadre de la responsabilité du Fonds en matière de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, le Gérant exigera une vérification détaillée de l'identité du demandeur et de la source des montants de souscription. Selon les circonstances appropriées à chaque demande, une vérification détaillée peut ne pas être exigée lorsque le demandeur est une institution financière réglementée d'un pays dont la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme est comparable à celle de l'Irlande, ou une société cotée sur une bourse reconnue. Les Actionnaires ne seront pas autorisés à demander le rachat de leurs Actions et aucun produit de rachat ne sera versé à un Actionnaire à moins que la Convention de souscription originale dûment remplie n'ait été reçue par le Gérant, que tous les documents relatifs à la lutte contre le blanchiment d'argent soient reçus et que tous les contrôles requis par la Banque centrale et la législation applicable n'aient été effectués en ce qui concerne la souscription concernée.

Le Gérant se réserve le droit de demander les renseignements nécessaires pour vérifier l'identité d'un demandeur et la source des montants de souscription. En cas de retard ou d'omission de la part du demandeur dans la fourniture des renseignements requis à des fins de vérification, le Gérant peut refuser d'accepter la demande et les montants de souscription. Chaque souscripteur d'Actions reconnaît que le Gérant ne sera pas responsable de toute perte résultant d'un défaut de traitement de la Demande de souscription d'Actions si les informations et documents demandés par le Gérant n'ont pas été fournis par le souscripteur. Chaque souscripteur d'Actions sera tenu de faire les déclarations exigées par les Administrateurs dans le cadre des programmes de lutte contre le blanchiment d'argent, y compris, sans s'y limiter, des déclarations selon lesquelles ce souscripteur n'est pas un pays, un territoire, un individu ou une entité interdits figurant sur une liste de sanctions.

**Rachats d'Actions obligatoires.** Les Compartiments sont établis pour une période illimitée et peuvent posséder des actifs illimités. Cependant, le Fonds peut (mais n'est pas tenu de) racheter toutes les Actions en circulation d'une série ou d'une Catégorie si :

- (a) les Actionnaires du Compartiment ou de la Catégorie concerné adoptent une résolution spéciale prévoyant ce rachat lors d'une assemblée générale des détenteurs d'Actions de ce Compartiment ou de cette Catégorie ou par écrit ;
- (b) les Administrateurs le jugent approprié en raison de changements politiques, économiques, fiscaux ou réglementaires défavorables affectant de quelque manière que ce soit le Compartiment approprié ;
- (c) la Valeur liquidative du Compartiment ou de la Catégorie concerné passe sous 50 millions d'euros, ou l'équivalent dans la devise dans laquelle les Actions du Compartiment ou de la Catégorie concerné sont libellées ; ou
- (d) les Administrateurs le jugent approprié pour toute autre raison.

Dans chacune de ces situations, les Actions seront rachetées à la Valeur liquidative par Action du Jour de négociation approprié, minorée des sommes que les Administrateurs pourront, à leur discrétion, établir à tout moment comme constituant une réserve appropriée pour les coûts de réalisation estimés des actifs de ce Compartiment ou de cette Catégorie.

Si le Dépositaire a fait part de son intention de démissionner et qu'aucun nouveau dépositaire acceptable pour le Fonds et la Banque centrale n'a été désigné dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent cet avis, le Fonds doit demander à la Banque centrale de révoquer son autorisation et doit racheter l'intégralité des Actions en circulation.

Les Actionnaires ont l'obligation d'informer immédiatement le Fonds s'ils deviennent des Résidents irlandais ou des Personnes des États-Unis, ou si la déclaration contenue dans la Convention de souscription confirmant le statut de non-résident de l'Actionnaire faite par eux ou pour leur compte n'est plus valable. Les Actionnaires doivent également informer

immédiatement le Fonds s'ils détiennent des Actions pour le compte ou au bénéfice de Résidents irlandais ou de Personnes non habilitées. En outre, les Actionnaires doivent informer le Fonds si des informations fournies ou des déclarations faites par eux sur une Convention de souscription ne sont plus exactes. Il incombe à chaque Actionnaire de veiller à fournir des informations correctes et exactes au Fonds et à les maintenir à jour.

Lorsque le Fonds prend connaissance qu'un Actionnaire est une Personne non habilitée, le Fonds peut, à son entière discrétion, en agissant en accord avec les lois et règlements applicables, en toute bonne foi et sur des motifs valables : (i) ordonner à l'Actionnaire de céder ces Actions à une personne qui a le droit de les détenir en respectant un délai que le Fonds stipule ; ou (ii) racheter les Actions à la Valeur liquidative par Action du prochain Jour de négociation qui suit la date de signification à l'Actionnaire ou après la fin de la période précisée pour la cession conformément au point (i) ci-dessus.

Au titre des Statuts, toute personne qui détient des Actions en violation des dispositions précédentes et qui n'envoie pas le préavis approprié au Fonds doit indemniser et dégager de toute responsabilité chaque Administrateur, le Fonds, le Gérant, le Gestionnaire des investissements, l'Agent administratif, le Dépositaire et les autres Actionnaires (chacun une « **Partie indemnisée** ») contre toutes les plaintes, demandes, poursuites, responsabilités, dommages, pertes, coûts et dépenses subis ou engagés, directement ou indirectement, par cette Partie indemnisée en raison de ou en rapport avec cette détention ou ce manquement. Les coûts potentiels pour les Parties indemnisées, par rapport auxquels l'indemnisation précitée est prévue, peuvent être élevés et dépasser la valeur de leur placement dans le Fonds.

**Conversions.** Un transfert entre Compartiments est exécuté par le biais d'un rachat d'Actions du Compartiment d'origine et d'une souscription d'Actions dans un autre Compartiment. Selon cette méthode et sauf mention contraire dans le Supplément approprié, les Actionnaires ont le droit de convertir au cours d'un Jour de négociation tout ou partie de leurs Actions d'une Catégorie d'un Compartiment contre des Actions d'une Catégorie d'un autre Compartiment, à condition qu'ils répondent à tous les critères de souscription normaux de ce dernier Compartiment, sauf si les Actions concernées font l'objet d'une suspension temporaire dans les situations décrites dans le présent Prospectus. Les Actionnaires doivent lire les conditions indiquées dans le Supplément approprié pour en savoir davantage. Les conversions sont soumises à une réserve appropriée pour les Frais et dépenses.

**Transferts.** Les transferts d'Actions doivent être exécutés par écrit sur un formulaire usuel ou habituel ou sous tout autre formulaire approuvé à tout moment par les Administrateurs. Chaque formulaire de transfert doit préciser le nom complet et l'adresse du cédant et de son cessionnaire, et doit être signé par ou pour le compte du cédant. Les Administrateurs ou leurs délégués peuvent refuser d'enregistrer un transfert d'Actions à moins que le formulaire de transfert ne soit déposé au siège social du Fonds, ou à tout autre endroit que les Administrateurs peuvent raisonnablement exiger, accompagné de tout autre justificatif que les Administrateurs peuvent raisonnablement exiger pour démontrer le droit du cédant à exécuter le transfert et établir l'identité du cessionnaire. L'Actionnaire cédant doit être considéré comme le détenteur des Actions jusqu'à ce que le nom du cessionnaire soit enregistré dans le Registre des Actionnaires. Un transfert d'Actions n'est pas enregistré tant que le cessionnaire, s'il n'est pas un Actionnaire existant, n'a pas rempli une Convention de souscription par rapport aux Actions concernées à la satisfaction des Administrateurs. Les Administrateurs peuvent, à leur entière discrétion, refuser d'enregistrer un transfert si la Valeur liquidative des Actions détenues par le cessionnaire ou le cédant devenait inférieure au montant de souscription minimum.

Les Administrateurs peuvent refuser d'enregistrer un transfert d'Actions à toute personne ou entité qui n'est pas habilitée à détenir des Actions.

Les Administrateurs peuvent refuser d'enregistrer un transfert d'Actions avec ou sans motif, y compris, sans que cette liste ne soit exhaustive, pour ce qui suit : (a) en l'absence de justificatif démontrant de manière satisfaisante que le cessionnaire proposé n'est pas une Personne des États-Unis ou que le transfert n'enfreint pas de toute autre manière les lois sur les titres boursiers des États-Unis ; (b) si, de l'avis des Administrateurs, le transfert serait illégal ou entraînerait ou serait susceptible d'entraîner des conséquences réglementaires, légales, pécuniaires ou fiscales défavorables ou un inconvénient administratif majeur pour le Fonds ou les Actionnaires dans leur ensemble ; (c) en l'absence de justificatif satisfaisant de l'identité du cessionnaire ; ou (d) lorsque le Fonds doit racheter ou annuler un nombre d'Actions approprié, comme requis pour satisfaire l'impôt approprié de l'Actionnaire sur ce transfert. Il peut être exigé d'un cessionnaire proposé qu'il fournisse toutes les déclarations, garanties ou documentations que les Administrateurs peuvent exiger par rapport aux affaires précitées. Si le Fonds ne reçoit pas du cessionnaire la déclaration définie dans la Convention de souscription appropriée confirmant le statut de non-résident du cessionnaire, le Fonds doit déduire l'impôt approprié sur tout paiement au cessionnaire, ou tout transfert,

vente, annulation, rachat, remboursement ou autre paiement associé aux Actions, tels que décrits dans la section « *Informations fiscales* ».

L'enregistrement des transferts peut être suspendu aux moments et pendant les périodes que les Administrateurs peuvent à tout moment décider, toujours à condition que cet enregistrement ne soit pas suspendu pendant plus de trente (30) jours au cours d'une année.

---

## DÉTERMINATION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

---

Le Fonds a délégué le calcul de la Valeur liquidative de chaque Compartiment et de la Valeur liquidative par Action au Gérant, qui, en retour, l'a délégué à l'Agent administratif.

La Valeur liquidative d'un Compartiment doit être calculée en vérifiant la valeur des actifs du Compartiment concerné et en déduisant de ce montant le passif du Compartiment, qui doit comprendre tous les frais et dépenses à payer et/ou cumulés et/ou estimés comme à payer sur les actifs du Compartiment.

La Valeur liquidative par Action d'un Compartiment doit être calculée en divisant la Valeur liquidative du Compartiment concerné par le nombre total d'Actions émises par rapport à ce Compartiment, ou considérées comme étant en circulation au Jour d'évaluation approprié.

La Valeur liquidative par Action de chaque Compartiment doit être calculée chaque Jour d'évaluation jusqu'à quatre décimales dans la Devise de référence du Compartiment concerné, conformément aux dispositions sur l'évaluation établies dans les Statuts et synthétisées ci-après.

Si les Actions d'un Compartiment sont divisées en différentes Catégories, le montant de la Valeur liquidative du Compartiment attribuable à une Catégorie doit être déterminé en définissant le nombre d'Actions émises dans la Catégorie au Point d'évaluation approprié et en attribuant à la Catégorie les frais associés et les dépenses de la Catégorie, en apportant les ajustements nécessaires pour tenir compte des distributions, souscriptions, rachats, gains et dépenses de cette Catégorie et en répartissant la Valeur liquidative du Compartiment en conséquence. La Valeur liquidative par Action d'une Catégorie est calculée en divisant la Valeur liquidative de la Catégorie concernée par le nombre d'Actions en circulation dans la Catégorie concernée. La Valeur liquidative du Compartiment attribuable à une Catégorie et la Valeur liquidative par Action d'une Catégorie sont exprimées dans la devise de cette Catégorie si elle est différente de la Devise de référence.

La Valeur liquidative par Action d'un Compartiment est calculée au Point d'évaluation de chaque Jour d'évaluation.

Pour les Compartiments indiciaires, chaque actif qui est coté ou négocié sur ou selon les règles d'un Marché reconnu doit être évalué à l'aide de la méthode d'évaluation de l'indice concerné précisée dans le Supplément approprié. En conséquence, en fonction des conditions de l'indice concerné, ces actifs sont évalués (a) au prix acheteur de clôture, (b) au dernier prix acheteur, (c) au dernier prix négocié, (d) au prix moyen de marché à la clôture, (e) au dernier prix moyen de marché ou (f) au prix de clôture officiel sur le Marché reconnu concerné à la clôture des activités de ce Marché reconnu pour chaque Jour d'évaluation.

Pour les Compartiments à gestion active, chaque actif qui est coté ou négocié selon les règles d'un Marché reconnu doit être évalué au (a) prix acheteur de clôture, (b) dernier prix d'achat, (c) dernier prix négocié, (d) prix moyen à la clôture du marché, (e) dernier prix moyen du marché ou (f) prix de clôture officiel du Marché reconnu approprié à la clôture des activités de ce Marché reconnu pour chaque Jour d'évaluation, et la méthode d'évaluation pertinente doit être divulguée dans le Supplément approprié. À cet égard, l'Agent administratif transmet les prix après les avoir obtenus auprès de sources indépendantes, comme des services de cotation ou des courtiers reconnus, spécialisés sur les marchés appropriés.

Si l'investissement est normalement coté ou négocié sur ou selon les règles de plusieurs Marchés reconnus, le Marché reconnu pertinent doit être celui qui (a) est le principal marché de l'investissement ou (b) le marché que le Gérant peut choisir comme remplissant le critère de valorisation le plus juste pour ce titre. Si les prix d'un investissement coté ou négocié sur le Marché reconnu approprié ne sont pas disponibles à l'heure appropriée ou ne sont pas représentatifs de l'avis du Gérant, cet investissement doit être évalué à la valeur estimée avec soin et en toute bonne foi comme étant la valeur de réalisation probable de l'investissement par une personne professionnelle, une entreprise, une firme ou une société compétente, désignée à cet égard par le Gérant et approuvée à cette fin par le Dépositaire. Si l'investissement est coté ou négocié sur un Marché reconnu, mais acquis ou négocié à un prix majoré ou minoré en dehors du Marché reconnu, cet investissement doit être évalué en prenant en compte le niveau de la prime ou de la décote à la date d'évaluation de l'instrument. Ni les Administrateurs ni leurs délégués, ni le Dépositaire ne doivent être responsables si un prix qu'ils ont raisonnablement cru être (a) le prix acheteur de clôture, (b) le dernier prix acheteur, (c) le dernier prix négocié, (d) le prix moyen du marché à la clôture, (e) le dernier prix moyen du marché ou (f) le prix de clôture officiel s'avère ne pas l'être.

La valeur d'un investissement qui n'est pas normalement coté ou négocié sur ou selon les règles d'un Marché reconnu est évalué à sa valeur de réalisation probable estimée avec soin et en toute bonne foi par le Gérant, en consultant l'Agent administratif, ou par une personne, firme ou société désignée par le Gérant et approuvée à cet égard par le Dépositaire.

Les encaisses ou dépôts doivent être valorisés à leur valeur nominale, majorée des intérêts cumulés, le cas échéant, à moins qu'il soit nécessaire, selon le Gérant (en consultation avec l'Agent administratif et le Dépositaire) d'ajuster ce prix pour refléter la juste valeur de ceux-ci.

Les instruments dérivés (y compris, les contrats à terme standardisés cotés, contrats à terme sur indices et autres contrats à terme financiers) qui sont négociés sur un Marché reconnu, doivent être évalués à leur prix de règlement, tel que déterminé par le Marché reconnu approprié au Point d'évaluation de ce Marché reconnu, à condition que, lorsque le Marché reconnu n'a pas pour habitude de coter un prix de règlement ou si aucun prix de règlement n'est disponible pour toute autre raison, ces instruments soient évalués à leur valeur de réalisation probable, estimée avec soin et en toute bonne foi par le Gérant ou une personne compétente désignée par le Gérant et approuvée à cet égard par le Dépositaire.

Les instruments dérivés négociés de gré à gré sont valorisés à leur valeur de réalisation probable avec soin et en toute bonne foi par le Gérant, après consultation de l'Agent administratif, ou par une personne, firme ou société compétente désignée par le Gérant et approuvée à cet égard par le Dépositaire.

Les contrats de change à terme peuvent être valorisés par référence à des cotations de marché librement disponibles, ou en l'absence de telles cotations, selon les dispositions relatives aux Instruments dérivés de gré à gré.

Les certificats de dépôt doivent être valorisés chaque Jour d'évaluation en référence au dernier prix de vente disponible pour les certificats de dépôts dont l'échéance, le montant et le risque de crédit sont similaires ou, en l'absence d'un tel prix, au dernier prix acheteur ou, si un tel prix n'est pas disponible ou représentatif de la valeur de ce certificat de dépôt selon le Gérant, à la valeur de réalisation probable, estimée avec soin et en toute bonne foi par une personne compétente, désignée par le Gérant et approuvée à cette fin par le Dépositaire. Les bons du Trésor et les traites de change doivent être valorisés en référence aux prix en vigueur sur les marchés appropriés d'instruments présentant une échéance, un montant et un risque de crédit similaires à la clôture des activités de ces marchés, le Jour d'évaluation concerné.

Les parts ou actions des organismes de placement collectif doivent être valorisés à la dernière valeur liquidative par part ou action, telle que publiée par l'organisme de placement collectif. Si les parts ou actions de ces organismes de placement collectif sont cotés ou négociés sur ou selon les règles d'un Marché reconnu, alors ces parts ou actions sont valorisés en accord avec les règles établies ci-dessus pour l'évaluation des actifs qui sont cotés ou négociés sur ou selon les règles d'un Marché reconnu. En l'absence de ces prix, les parts ou actions sont valorisées à leur valeur de réalisation probable, estimée avec soin et en toute bonne foi par le Gérant, après consultation de l'Agent administratif, ou par une personne, firme ou société compétente désignée à cette fin par le Gérant et approuvée à cet égard par le Dépositaire.

En dépit des dispositions précitées, l'Agent administratif, agissant pour le compte du Gérant et conformément à la politique de la juste valeur convenue avec le Gérant, peut avec l'approbation du Dépositaire, (a) ajuster l'évaluation d'un investissement coté lorsque cet ajustement est jugé nécessaire pour refléter la juste valeur dans le cadre d'une devise, d'une qualité marchande, de coûts de négociation et/ou de toute autre considération qui s'avèrent pertinentes ; ou (b) en rapport avec un actif spécifique, permettre l'utilisation de toute autre méthode d'évaluation lorsque cette utilisation est jugée nécessaire par le Dépositaire. La méthode utilisée doit être clairement documentée.

Pour le calcul de la Valeur liquidative par Action d'un Compartiment, la totalité de l'actif et du passif exprimé à l'origine dans des devises étrangères est convertie dans la Devise de référence dudit Compartiment aux taux de marché. En l'absence de telles cotations, le taux de change est déterminé comme étant la valeur de réalisation probable, estimée avec soin et en toute bonne foi par le Gérant.

Lors du calcul de la Valeur liquidative de chaque Compartiment et de la Valeur liquidative par Action de chaque Compartiment, l'Agent administratif peut compter sur les services de cotation automatiques qu'il choisit, et l'Agent administratif ne doit pas être redevable (en l'absence d'une fraude, d'un acte de négligence ou d'un manquement délibéré) de toute perte subie par le Fonds ou un investisseur en raison d'une erreur de calcul de la Valeur liquidative découlant d'une inexactitude des informations fournies par un service de cotation. L'Agent administratif doit s'efforcer au mieux de vérifier toutes les informations de cotation fournies par le Gestionnaire des investissements ou toute personne

apparentée, y compris une personne apparentée qui est un courtier ou un teneur de marché ou autre intermédiaire. Cependant, dans certains cas, il peut s'avérer impossible ou infaisable pour l'Agent administratif de vérifier ces informations. Dans de telles circonstances, l'Agent administratif ne doit pas être redevable (en l'absence d'une fraude, d'un acte de négligence ou d'un manquement délibéré) de toute perte subie par le Fonds ou un investisseur en raison d'une erreur de calcul de la Valeur liquidative découlant d'une inexactitude des informations fournies par le Gestionnaire des investissements ou ses délégués, à condition que l'emploi de ces informations dans ces circonstances ait été raisonnable.

Dans les cas où le Fonds ou ses délégués demandent à l'Agent administratif de faire appel à des services de cotation, courtiers, teneurs de marché ou autres intermédiaires particuliers, l'Agent administratif ne doit pas être redevable de toute perte subie par le Fonds ou tout investisseur en raison d'une erreur de calcul de la Valeur liquidative du Compartiment et de la Valeur liquidative par Action de chaque Compartiment découlant d'une inexactitude des informations fournies par ces services de cotation, courtiers, teneurs de marché ou autres intermédiaires.

Sauf si la détermination de la Valeur liquidative par Action d'un Compartiment a été suspendue provisoirement dans les situations décrites sous l'intitulé « *Suspensions temporaires des négociations* » de la présente section, la Valeur liquidative par Action doit être rendue publique sur le site Web.

**Suspension temporaire des négociations.** Le Gérant peut, à tout moment au cours d'une période quelconque et en informant au préalable le Dépositaire, suspendre temporairement l'émission, l'évaluation, la vente, l'achat, le rachat ou la conversion des Actions d'un Compartiment, ou le paiement des produits du rachat, lorsque :

- (a) un Marché reconnu sur lequel une partie substantielle des investissements composant alors le Compartiment est cotée ou négociée est fermé pour toute raison autre que les vacances ordinaires, ou sur lequel les transactions sont limitées ou suspendues ;
- (b) en raison d'événements politiques, militaires, économiques, monétaires ou autres circonstances qui ne relèvent plus du contrôle, de la responsabilité et du pouvoir des Administrateurs, la cession ou l'évaluation des investissements composant alors le Compartiment concerné ne peut pas, de l'avis des Administrateurs, être réalisée ou terminée normalement ou sans porter atteinte aux intérêts des Actionnaires ou autres investisseurs ;
- (c) les moyens de communication normalement utilisés pour déterminer la valeur d'un investissement composant alors le Compartiment sont tombés en panne ou pour toute autre raison, la valeur des investissements composant alors le Compartiment ne peut pas, de l'avis des Administrateurs, être déterminée rapidement ou précisément ;
- (d) le Fonds ne peut pas rapatrier des fonds dans le but d'effectuer des paiements de rachat ou la réalisation d'investissements composant alors le Fonds, ou le transfert ou le paiement de fonds associés, ne peut pas, de l'avis des Administrateurs, être réalisée à des prix normaux ou à des taux de change normaux ;
- (e) suite à des conditions de marché négatives, le paiement du produit de rachat peut, de l'avis des Administrateurs, avoir des répercussions défavorables, sur le Fonds ou les Actionnaires restants ou autres investisseurs du Fonds ; et
- (f) les Administrateurs déterminent que cette suspension est dans le meilleur intérêt des investisseurs.

Le préavis d'une telle suspension doit être publié par le Fonds à son siège social et par le biais de tout autre média que le Gérant peut, à tout moment, choisir, et doit être transmis immédiatement à la Banque centrale et aux Actionnaires. Les demandes de souscription, de conversion et de rachat des Actions reçues après une suspension sont traitées le premier Jour de négociation qui suit la levée de la suspension, à moins que les ordres de souscription ou de rachat aient été retirés avant la levée de la suspension. Si possible, toutes les étapes raisonnables seront prises pour mettre fin le plus rapidement possible à une période de suspension.

**Politique d'ajustement des prix (Swing Pricing)** Les transactions importantes d'achat ou de vente au sein d'un Compartiment peuvent créer une « dilution » des actifs de ce Compartiment, car le prix auquel un investisseur achète ou vend des Actions d'un Compartiment peut ne pas refléter totalement les frais de transaction et autres coûts qui peuvent

survenir lorsque le Gestionnaire des investissements doit négocier des investissements sous-jacents afin de répondre à d'importantes entrées ou sorties de trésorerie. Afin de contrer cet effet de dilution et d'élargir la protection des Actionnaires existants, la Valeur liquidative d'un Compartiment peut faire l'objet d'un ajustement dans le cadre du processus régulier d'évaluation afin de remédier à l'impact des frais de transaction et autres coûts lorsqu'ils sont jugés importants. Lors de tout Jour de négociation, la Valeur liquidative d'un Compartiment peut être ajustée à la hausse ou à la baisse, selon le cas, afin de refléter les coûts qui peuvent être considérés comme encourus lors de la liquidation ou de l'achat d'investissements pour satisfaire les transactions quotidiennes nettes de ce Compartiment. Les Administrateurs se réservent le droit de procéder à un tel ajustement en tenant compte de facteurs, tels que les coûts de dilution estimés (tels que les marges de négociation sous-jacentes, les commissions et autres frais de négociation) et la taille du Compartiment concerné. Pour décider s'il est opportun de procéder à un tel ajustement, les Administrateurs tiendront compte des intérêts des Actionnaires existants, continus et potentiels du Compartiment. L'ajustement se fera à la hausse lorsque les transactions nettes cumulées entraînent une augmentation du nombre d'Actions, et à la baisse lorsque les transactions nettes cumulées entraînent une diminution du nombre d'Actions. La Valeur liquidative ajustée sera appliquée à toutes les transactions du jour concerné. Étant donné que la détermination de l'ajustement de la Valeur liquidative est basée sur l'activité de transaction nette du Jour de négociation, les Actionnaires effectuant des transactions dans le sens inverse de l'activité de transaction nette du Compartiment peuvent en bénéficier aux dépens des autres Actionnaires du Compartiment. En outre, la Valeur liquidative et la performance à court terme du Compartiment peuvent connaître une plus grande volatilité en raison de cette méthode d'ajustement.

---

## DISTRIBUTIONS

---

Conformément aux Statuts, les Administrateurs peuvent déclarer des dividendes par rapport aux Actions d'une Catégorie de distribution, sous réserve de tout seuil de minimis.

Les Compartiments indiciels peuvent déclarer des dividendes sur les revenus nets (y compris les dividendes, les revenus issus des prêts de titres et les intérêts créditeurs, minorés des dépenses) découlant des investissements du Compartiment concerné (collectivement, le « **Revenu net** »).

Les Compartiments à gestion active peuvent déclarer des dividendes par rapport au : (i) Revenu net et capital ; ou (ii) Revenu net.

La politique de distribution d'un Compartiment donné est précisée dans le Supplément approprié.

Chaque Compartiment peut comprendre des Catégories de capitalisation ou des Catégories de distribution, voire les deux. Par rapport aux Catégories de capitalisation de tous les Compartiments, les Administrateurs ont décidé de cumuler la totalité du Revenu net attribuable à ces Catégories de capitalisation, et n'ont donc pas l'intention de déclarer des dividendes par rapport aux Actions de ces catégories.

Par rapport aux Catégories de distribution, dans des circonstances normales, les Administrateurs souhaitent que les dividendes soient déclarés chaque année aux dates précisées dans le Supplément approprié (les « **Dates de référence** ») par rapport au Revenu net ou au capital (tel que spécifié dans le Supplément approprié) pour la période appropriée. Lorsque des dividendes sont versés à partir du capital, ils sont généralement destinés à refléter le montant des revenus bruts perçus par le Compartiment approprié. Dans les cas où les dépenses excèdent le revenu, un paiement sera effectué à partir du capital. Toutefois, les Actionnaires doivent savoir que les Administrateurs peuvent, en toute discrétion, décider de ne pas effectuer ce paiement par rapport à une Catégorie de distribution.

Les Administrateurs peuvent, à leur entière discrétion, décider que le Fonds doit, pour le compte d'un ou plusieurs Compartiments, appliquer une méthodologie de péréquation par rapport aux Actions d'une Catégorie de distribution. Un compte de péréquation sera maintenu pour le Fonds afin que le montant distribué soit le même pour toutes les Actions de chaque Catégorie de distribution en dépit des différentes dates d'émission. Une somme égale à la partie du prix de souscription émis pour une Action d'une Catégorie de distribution, qui reflète le revenu (éventuel) cumulé mais non distribué jusqu'à la date d'émission, est considérée comme un paiement de péréquation et est traitée comme remboursée aux Actionnaires du Compartiment concerné lors du versement du premier dividende auquel l'Actionnaire a droit pendant la même Période appropriée pendant laquelle les Actions sont émises. Le prix de rachat de chaque Action d'une Catégorie de distribution comprend également un paiement de péréquation par rapport au revenu cumulé du Compartiment concerné jusqu'au Jour de négociation pendant lequel les Actions de la Catégorie de distribution concernée sont rachetées.

Les dividendes seront automatiquement versés en espèces aux Actionnaires, à moins que l'Actionnaire ne décide de les réinvestir dans le Fonds à partir duquel ils ont été déclarés. Les dividendes sont versés sur le compte enregistré des Actionnaires de la Catégorie concernée. Tout dividende versé sur une Action qui n'a pas été réclamé dans les six (6) ans qui suivent sa déclaration est perdu et conservé au profit du Compartiment concerné. Aucun intérêt ne sera payé sur un dividende.

La politique de distribution d'un Compartiment ou d'une Catégorie peut être modifiée par les Administrateurs par le biais d'un préavis raisonnable aux Actionnaires de ce Compartiment ou de cette Catégorie selon le cas, et dans de telles circonstances, les politiques de distribution sont précisées dans un Prospectus et/ou un Supplément approprié actualisé.

---

## FRAIS ET DÉPENSES

---

Sauf mention contraire dans le Supplément approprié, tous les Frais et dépenses à payer par rapport à un Compartiment sont payés sous la forme d'une commission unique. Cette dernière est dénommée le ratio du coût total ou « TER » (total expense ratio). Le Gérant est chargé d'organiser le paiement à partir du TER de toutes les dépenses opérationnelles du Fonds imputables au Compartiment concerné, y compris les frais et commissions des Administrateurs, des Commissaires aux comptes, des Conseillers juridiques, de l'Agent administratif, du Dépositaire et des autres prestataires de services, et les frais de couverture des Catégories concernées. Le Gérant a droit à une commission annuelle par rapport aux services qu'il fournit au Compartiment approprié. Toutefois, cette commission est versée uniquement lorsqu'il reste un montant résiduel sur le TER après paiement de toutes les autres dépenses opérationnelles. Sauf si une autre partie a accepté de rembourser le Compartiment approprié, le TER comprend, sans pour autant s'y limiter, les frais et dépenses du Gestionnaire des investissements, du Dépositaire, de l'Agent administratif, du Secrétaire et de tout sous-conseiller en investissements. Sous réserve des lois et réglementations applicables, le Gérant, le Gestionnaire des investissements, tout sous-gestionnaire en investissement, l'Agent administratif, le Dépositaire, le Distributeur général ou tout sous-distributeur peut payer tout ou partie de ses frais à toute personne qui investit dans ou fournit des services au Fonds ou en rapport avec un Compartiment.

Le TER ne comprend aucuns coûts extraordinaires, coûts de transaction et dépenses associées y compris, sans pour autant s'y limiter, les frais de transaction, les droits de timbre ou autres taxes sur les investissements du Fonds, y compris les frais et dépenses associés au rééquilibrage du portefeuille, les retenues à la source, les Commissions de courtage supportés par rapport aux investissements du Fonds, les intérêts sur les emprunts et les frais bancaires supportés lors des négociations, l'exécution ou la modification des conditions de ces emprunts, toutes les Commissions de courtage imputées par les intermédiaires dans le cadre d'un investissement dans le Compartiment et les coûts et dépenses extraordinaires ou exceptionnels (le cas échéant) qui peuvent apparaître de temps à autre, comme les litiges majeurs associés à un Compartiment ou au Fonds qui sont payés séparément sur les actifs du Compartiment concerné.

Le TER est calculé et cumulé chaque jour à partir de la Valeur liquidative de chaque Compartiment et il est payable à terme échu au minimum tous les trimestres. Le TER de chaque Compartiment du Fonds est celui précisé dans le Supplément approprié (à l'exception des Compartiments qui ne recourent pas au TER). Si, dans le cadre de l'exploitation d'un Compartiment, les dépenses associées dépassent le TER indiqué ci-dessus, le Gérant couvrira toute insuffisance sur ses propres actifs.

Pour les Compartiments qui ne recourent pas au TER, les détails complets des frais et dépenses payables par le Compartiment seront indiqués dans le Supplément approprié.

### Frais et dépenses

Lors du calcul de la Valeur liquidative par Action d'un Compartiment dans le cadre d'une demande de souscription ou de rachat, les Administrateurs peuvent, lors de tout Jour de négociation où il y a des souscriptions ou des rachats nets, ajuster la Valeur liquidative par Action en ajoutant ou en déduisant des Frais et dépenses pour couvrir les frais de transaction et servir de frais anti-dilution afin de préserver la valeur des actifs sous-jacents du Compartiment concerné. Ces Frais et dépenses tiennent compte des dépenses réelles liées à l'achat ou à la vente des actifs du Compartiment et sont conservés au profit du Compartiment. Les Administrateurs se réservent le droit de renoncer à ces frais à tout moment.

### Frais d'établissement

Selon les estimations, toutes les dépenses relatives à l'établissement et à l'organisation du Fonds et des Compartiments initiaux (y compris les dépenses relatives à la négociation et à la préparation des contrats importants, les coûts de préparation et d'impression de ce Prospectus et des documents de marketing connexes, ainsi que les honoraires et frais des conseillers professionnels) ont été pris en charge par le Gérant.

Par la suite, la manière d'acquitter le coût d'établissement de chaque nouveau Compartiment (y compris les frais liés à la négociation et à la préparation des contrats importants, les coûts de préparation et d'impression du Supplément concerné et des documents de marketing connexes, ainsi que les honoraires et frais des conseillers professionnels) sera décrite dans le Supplément approprié.

---

## INFORMATIONS FISCALES

---

### IRLANDE

*La synthèse qui suit résume certaines règles fiscales irlandaises relatives à l'achat, à la propriété et à la cession des Actions. Cette synthèse ne prétend pas décrire parfaitement toutes les incidences fiscales irlandaises qui peuvent apparaître. Cette synthèse concerne uniquement la situation des personnes qui sont les bénéficiaires effectifs absolus des Actions et peut ne pas concerner d'autres catégories de personnes (autres que les courtiers en valeurs mobilières)*

*Cette synthèse s'appuie sur les lois fiscales irlandaises et les pratiques des autorités fiscales irlandaises à la date du présent Prospectus (et est soumise à toute modification éventuelle ou rétroactive). Les investisseurs potentiels doivent consulter leurs propres conseillers quant aux conséquences fiscales irlandaises ou autres associées à l'achat, la propriété et la cession des Actions.*

#### **Règlementation fiscale applicable au Fonds**

Le Fonds mène ses affaires afin d'être considéré comme un résident fiscal irlandais. En tenant compte du fait que le Fonds est un résident fiscal irlandais, il est éligible en tant qu'« organisme d'investissement » aux fins de l'imposition irlandaise et, par conséquent, ses revenus et plus-values sont exonérés de l'impôt irlandais sur les sociétés.

Le Fonds doit déclarer l'impôt sur le revenu irlandais auprès de l'Irish Revenue Commissioners si les Actions sont détenues par des Actionnaires résidents irlandais non exonérés (et dans certains autres cas), comme décrit ci-après. Des explications sur les termes « résident » et « résident ordinaire » sont précisées à la fin de cette synthèse.

#### **Imposition des Actionnaires non irlandais**

Lorsqu'un Actionnaire n'est pas un résident (ou un résident ordinaire) de l'Irlande aux fins de la fiscalité irlandaise, le Fonds ne déduira aucun impôt irlandais par rapport aux Actions de cet Actionnaire dès lors que la déclaration contenue dans la Convention de souscription confirmant le statut de non résident de l'Actionnaire a été reçue par le Fonds. Cette déclaration peut être fournie par un Intermédiaire qui détient des Actions pour le compte d'investisseurs qui ne sont pas des résidents (ou des résidents ordinaires) de l'Irlande sous réserve que, à la connaissance de cet Intermédiaire, les investisseurs ne soient pas des résidents (ou des résidents ordinaires) de l'Irlande. Une explication du terme « Intermédiaire » est donnée à la fin de cette synthèse.

En l'absence de cette déclaration, le Fonds déduit un impôt irlandais par rapport aux Actions de l'Actionnaire comme si l'Actionnaire était un Actionnaire résident irlandais non-exonéré (voir ci-après). De plus, le Fonds déduit également un impôt irlandais s'il possède des informations qui laissent raisonnablement penser que la déclaration d'un Actionnaire est incorrecte. Un Actionnaire n'a en général pas le droit de recouvrer cet impôt irlandais, sauf s'il est une personne morale et qu'il détient les Actions par le biais d'une succursale irlandaise, et dans d'autres situations limitées. Le Fonds doit être informé lorsqu'un Actionnaire devient un résident fiscal irlandais.

En général, les Actionnaires qui ne sont pas des résidents fiscaux irlandais ne seront redevables d'aucun autre impôt irlandais par rapport à leurs Actions. Toutefois, si un Actionnaire est une personne morale qui détient ses Actions par le biais d'une succursale ou agence irlandaise, cet Actionnaire peut être redevable d'un impôt irlandais sur les sociétés par rapport aux bénéfices et gains qui découlent des Actions (sur une base d'autoévaluation).

#### **Imposition des Actionnaires irlandais exonérés**

Lorsqu'un Actionnaire est un résident (ou un résident ordinaire) en Irlande au regard de la fiscalité irlandaise et relève de l'une des catégories énumérées à l'article 739D(6) du Taxes Consolidation Act of Ireland (« TCA »), le Fonds ne déduira pas l'impôt irlandais à l'égard des Actions de l'Actionnaire dès lors que la déclaration contenue dans la Convention de souscription confirmant le statut exonéré de l'Actionnaire a été reçue par le Fonds.

Les catégories énumérées à la section 739D(6) TCA peuvent être résumées comme suit :

1. les plans de retraite (au sens des sections 774, section 784 ou section 785 du TCA).
2. des sociétés menant des activités d'assurance-vie (au sens de la section 706 du TCA).
3. des sociétés d'investissement (au sens de la section 739B du TCA).
4. des sociétés d'investissement en commandite (*investment limited partnership*) (au sens de la section 739J du TCA).
5. des organismes d'investissement spéciaux (au sens de la section 737 du TCA).
6. des fonds communs de placement non-agrérés (auxquels s'applique la section 731(5)(a) du TCA).
7. des œuvres de bienfaisance (au sens de la section 739D(6)(f)(i) du TCA).
8. des sociétés de gestion habilitées (au sens de la section 734(1) du TCA).
9. des sociétés spécifiées (au sens de la section 734(1) du TCA).
10. des gestionnaires de fonds et d'épargne habilités (au sens de la section 739D(6)(h) du TCA).
11. des administrateurs de comptes d'épargne-retraite personnels (PRSA) (au sens de la section 739D(6)(i) du TCA).
12. des coopératives de crédit irlandaises (au sens de la section 2 de la loi sur les coopératives de crédit (« Credit Union Act ») de 1997).
13. la National Asset Management Agency.
14. La National Treasury Management Agency ou un véhicule d'investissement (au sens de la « section 37 of the National Treasury Management Agency (Amendment) Act 2014 ») dont le ministre des Finances est le seul bénéficiaire effectif, ou l'Irlande agissant par l'intermédiaire de la National Treasury Management Agency.
15. des sociétés habilitées (au sens de la section 110 du TCA).
16. toute autre personne résidant en Irlande qui est autorisée (que ce soit par la loi ou par la concession expresse des autorités fiscales irlandaises) à détenir des Actions du Fonds sans obliger celui-ci à déduire ou à comptabiliser un impôt irlandais.

Les Actionnaires résidents irlandais qui se réclament du statut exonéré doivent tenir compte d'un impôt irlandais par rapport aux Actions sur une base d'autoévaluation.

En l'absence de cette déclaration par rapport à un Actionnaire, le Fonds déduit l'impôt irlandais associé aux Actions de l'Actionnaire comme si l'Actionnaire était un Actionnaire résident irlandais non-exonéré (voir ci-après). Un Actionnaire n'a en général pas le droit de recouvrer cet impôt irlandais, sauf s'il est une personne morale assujettie à l'impôt irlandais sur les sociétés et dans certains autres cas limités.

### **Imposition des autres Actionnaires irlandais**

Lorsqu'un Actionnaire est résident (ou résident ordinaire) de l'Irlande au regard de la fiscalité irlandaise et qu'il n'est pas un Investisseur exonéré (voir ci-dessus), le Fonds déduit un impôt irlandais sur les distributions, rachats et transferts et également lors des « huitièmes anniversaires », comme décrit ci-après.

### *Distributions par le Fonds*

Si le Fonds verse une distribution à un Actionnaire résident irlandais non-exonéré, le Fonds déduit un impôt irlandais de la distribution. Le pourcentage de l'impôt irlandais déduit est :

1. 25 % de la distribution, lorsque les distributions sont payées à un Actionnaire qui est une personne morale ayant déposé la déclaration relative à l'application du taux de 25 % ; et
2. 41 % de la distribution, dans tous les autres cas.

Le Fonds paie cet impôt déduit aux autorités fiscales irlandaises.

En général, un Actionnaire n'est redevable d'aucun impôt supplémentaire sur la distribution. Toutefois, si l'Actionnaire est une personne morale pour laquelle la distribution est un produit d'exploitation, la distribution brute (y compris l'impôt irlandais déduit) fera partie de son revenu imposable aux fins de l'autoévaluation et l'Actionnaire pourra compenser l'impôt déduit par rapport à l'impôt dû sur les sociétés.

### *Rachats et transferts d'actions*

Si le Fonds rachète des Actions détenues par un Actionnaire résident irlandais non exonéré, le Fonds déduira un impôt irlandais sur le paiement de rachat versé à l'Actionnaire. De même, si un tel Actionnaire résident irlandais transfère (en vendant ou autrement) un droit sur les Actions, l'ICAV sera redevable d'un impôt irlandais par rapport à ce transfert. Le montant d'un impôt irlandais déduit ou comptabilisé sera calculé en référence au gain (éventuel) qui a été cumulé pour le compte de l'Actionnaire sur les Actions alors rachetées ou transférées, et il sera égal à :

1. 25 % de ce gain, lorsque l'Actionnaire est une personne morale ayant déposé la déclaration relative à l'application du taux de 25 % ; et
2. 41 % de ce gain, dans tous les autres cas.

Le Fonds paie cet impôt déduit aux autorités fiscales irlandaises. Dans le cas d'un transfert d'Actions, le Fonds peut, en vue de financer cet impôt irlandais, s'approprier ou annuler d'autres Actions détenues par l'Actionnaire. Une telle opération peut entraîner d'autre impôt irlandais.

En général, un Actionnaire n'est redevable d'aucun autre impôt irlandais dans le cadre du rachat ou du transfert. Toutefois, si l'Actionnaire est une personne morale pour laquelle le paiement d'un rachat ou d'un transfert constitue un produit d'exploitation, le paiement brut (y compris l'impôt irlandais déduit) moins le coût d'acquisition des Actions fera partie de son revenu imposable aux fins d'autoévaluation et l'Actionnaire peut compenser l'impôt déduit de l'impôt dû sur les sociétés.

Si les Actions ne sont pas libellées en euros, un Actionnaire peut être redevable (sur une base d'autoévaluation) d'un impôt irlandais sur les plus-values sur les gains de change générés lors du rachat ou du transfert des Actions.

### *Événements du huitième anniversaire*

Si un Actionnaire résident irlandais non-exonéré ne cède pas ses Actions dans les huit années qui suivent leur acquisition, cet Actionnaire est considéré, au titre de l'impôt irlandais, comme ayant cédé ses Actions au huitième anniversaire de leur acquisition (et tous les huitièmes anniversaires consécutifs). Lors de cette cession présumée, le Fonds comptabilise un impôt irlandais sur l'augmentation de valeur (éventuelle) de ces Actions pendant cette période de huit ans. Le montant de l'impôt irlandais pris en compte est égal à :

1. 25 % de cette augmentation de valeur, lorsque l'Actionnaire est une personne morale ayant déposé la déclaration relative à l'application du taux de 25 % ; et
2. 41 % de cette augmentation de valeur, dans tous les autres cas.

Le Fonds paie cet impôt aux autorités fiscales irlandaises. Le Fonds peut, en vue de financer cet impôt irlandais, s'approprier ou annuler des Actions détenues par l'Actionnaire.

Toutefois, si moins de 10 % des Actions (en valeur) du Compartiment concerné du Fonds sont détenues par des Actionnaires qui sont des résidents irlandais non-exonérés, le Fonds peut choisir de ne pas prendre en compte un impôt irlandais sur une telle cession présumée. Afin de confirmer ce choix, le Fonds doit :

1. confirmer chaque année aux autorités fiscales irlandaises que cette exigence de 10 % est remplie et communiquer aux autorités fiscales irlandaises les informations sur tous les Actionnaires résidents irlandais non-exonérés (y compris la valeur de leurs actionnariat et leurs numéros fiscaux de référence en Irlande) ; et
2. signifier à tout Actionnaire résident irlandais non-exonéré que le Fonds a choisi d'avoir recours à cette exemption.

Si le Fonds réclame l'exemption, tout Actionnaire résident irlandais non-exonéré doit verser aux autorités fiscales irlandaises, sur une base d'autoévaluation, l'impôt irlandais qui aurait dû être payé par le Fonds lors du huitième anniversaire (et tous les huitièmes anniversaires consécutifs).

Tout impôt irlandais payé sur l'augmentation de valeur des Actions pendant la période de huit ans peut être compensé proportionnellement sur tout futur impôt irlandais qui serait à payer autrement par rapport à ces Actions et tout excédent peut être recouvré lors d'une cession ultime des Actions.

#### *Échanges d'Actions*

Lorsqu'un Actionnaire échange, selon des conditions indépendantes, des Actions contre d'autres Actions du Fonds ou d'un autre Compartiment du Fonds et que l'Actionnaire ne perçoit aucun paiement, le Fonds déduit un impôt irlandais dans le cadre de cet échange.

#### **Droit de timbre irlandais**

Aucun droit de timbre (ou autre impôt irlandais sur les transferts) ne s'applique à l'émission, au transfert ou au rachat des Actions. Si un Actionnaire reçoit du Fonds une distribution d'actifs *en espèces*, un passif de droit de timbre irlandais pourrait éventuellement apparaître.

#### **Impôt irlandais sur la succession ou la donation**

L'impôt irlandais sur les acquisitions de capitaux (au taux de 33 %) peut s'appliquer aux donations ou successions d'actifs situés en Irlande ou si la personne effectuant la donation ou la succession est domiciliée ou est un résident ou un résident ordinaire de l'Irlande ou si la personne recevant la donation ou la succession est un résident ou un résident ordinaire de l'Irlande. Les Actions pourraient être traitées comme des actifs situés en Irlande étant donné qu'elles sont émises par une société irlandaise. Cependant, toute donation ou succession d'Actions est exonérée de l'impôt irlandais sur la donation ou la succession dès que :

- (a) les Actions sont incluses dans la donation ou la succession à la fois à la date de la donation ou de la succession et à la « date d'évaluation » (telle que définie aux fins de l'impôt irlandais sur les immobilisations) ;
- (b) la personne à l'origine de la donation ou de la succession n'est ni domiciliée, ni un résident ordinaire de l'Irlande à la date de la cession ; et
- (c) la personne recevant la donation ou la succession n'est ni domiciliée, ni un résident ordinaire de l'Irlande à la date de la donation ou la succession.

#### **FATCA**

La loi des États-Unis sur les incitations à la reprise d'emploi, « Hiring Incentives to Restore Employment Act », contient des dispositions qui sont généralement connues comme une obligation de conformité fiscale des comptes étrangers

(« Foreign Account Tax Compliance » ou « **FATCA** »). Les dispositions du FATCA visent à obliger les établissements financiers non américains à identifier et à déclarer comme il convient les actifs détenus par des contribuables américains en dehors des États-Unis afin de prévenir toute évasion fiscale. Dans le cadre de la loi américaine FATCA, l'Irlande a conclu un accord intergouvernemental (« **IGA** ») avec les États-Unis d'Amérique du type dénommé couramment « modèle 1 ». L'Irlande a également promulgué des réglementations pour transposer les dispositions de la loi IGA dans le droit irlandais. Le Fonds a l'intention de mener ses activités de manière à respecter la loi FATCA, conformément aux conditions de l'IGA. Sauf en cas d'exemption, le Fonds doit s'enregistrer auprès des autorités fiscales américaines en tant que « institution financière déclarante » pour les besoins du FATCA et il doit déclarer aux autorités fiscales irlandaises des informations sur les Actionnaires qui sont, au titre du FATCA, désignés comme des Personnes des États-Unis, des institutions financières non-participantes ou des entités étrangères non-financières passives qui sont contrôlées par des Personnes désignées des États-Unis. Il n'existe que quelques rares situations qui permettent de déroger à l'obligation d'enregistrement et à l'obligation de déclarer des informations aux fins du FATCA. Toute information déclarée aux autorités fiscales irlandaises par le Fonds est communiquée aux services fiscaux des États-Unis, conformément à l'IGA. Il est possible que les autorités fiscales irlandaises communiquent également ces informations à d'autres autorités fiscales conformément aux conditions de toute convention de double imposition applicable, d'accord intergouvernemental ou de régime d'échange d'informations.

En général, les revenus d'origine américaine du Fonds ne devraient pas être assujettis à une retenue à la source au titre du FATCA tant que le Fonds respecte les obligations de cette loi. La retenue à la source du FATCA serait envisagée uniquement en cas de paiements d'origine américaine si le Fonds ne respectait pas les obligations d'enregistrement et de déclaration du FATCA et que les services fiscaux américains identifiaient spécifiquement le Fonds comme une « institution financière non-participante » aux fins du FATCA.

## **Normes de déclaration communes de l'OCDE**

Le régime d'échange automatique de renseignements, dénommé la « Norme commune de déclaration » développée par l'Organisation de coopération et de développement économiques est appliquée en Irlande. Au titre de ce régime, le Fonds doit déclarer aux autorités fiscales irlandaises des informations relatives à tous les Actionnaires, notamment l'identité, le lieu de résidence et le numéro de référence fiscal des Actionnaires, ainsi que des données sur le montant du revenu et les produits de vente ou de rachat perçus par les Actionnaires par rapport à leurs Actions. Ces informations peuvent ensuite être communiquées par les autorités fiscales irlandaises à des services fiscaux des autres États membres et autres juridictions ayant mis en œuvre la Norme commune de déclaration de l'OCDE.

La Norme commune de déclaration de l'OCDE remplace l'ancien régime européen de déclaration de renseignements relative aux revenus de l'épargne au titre de la Directive 2003/48/CE (couramment dénommée le régime de la Directive Épargne de l'UE).

## **Signification des termes**

### *Signification de la « résidence » pour les personnes morales*

Une personne morale, dont la direction centrale et les organes de contrôle sont situés en Irlande, est un résident fiscal irlandais en dépit de son lieu de constitution. Une personne morale, dont la direction centrale et les organes de contrôle ne sont pas établis en Irlande, mais qui a été constituée en Irlande le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ou après, est considérée comme un résident fiscal en Irlande sauf si cette personne morale est considérée comme non-résidente en Irlande au titre d'une convention de double imposition signée entre l'Irlande et l'autre pays.

Une personne morale dont la direction centrale et les organes de contrôle ne sont pas établis en Irlande, mais qui a été constituée en Irlande avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, est considérée comme un résident en Irlande sauf :

1. lorsque la société (ou une société apparentée) exerce des activités en Irlande, et que la société est en fin de compte contrôlée par des personnes résidant dans un État Membre ou dans des pays avec lesquels l'Irlande a conclu une convention de double imposition, ou que la société (ou une société apparentée) est une société cotée sur un marché reconnu dans un État Membre de l'UE ou dans un pays signataire d'une convention fiscale ; ou

- lorsque la société est considérée comme un non-résident irlandais aux termes d'une convention de double imposition conclue entre l'Irlande et un autre pays.

Finalement, une personne morale qui a été constituée en Irlande avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 est également considérée comme un résident en Irlande si elle est (i) dirigée et contrôlée sur un territoire avec lequel une convention de double imposition avec l'Irlande est en vigueur (un « territoire concerné »), et cette direction et ce contrôle auraient été suffisants, s'ils avaient été exercés en Irlande, pour faire de cette société un résident fiscal irlandais ; et (ii) la société aurait été un résident fiscal de ce territoire concerné au titre de ses lois si elle avait été constituée sur ce territoire concerné ; et (iii) la société ne serait pas considérée de toute autre manière comme un résident de ce territoire en matière de fiscalité, en vertu du droit d'un territoire.

#### *Signification de la « résidence » des personnes physiques*

Une personne physique est considérée comme un résident fiscal en Irlande au cours d'une année civile si elle :

1. passe cent quatre-vingt-trois (183) jours ou plus en Irlande au cours de cette année civile ; ou
2. cumule une présence combinée de deux cent quatre-vingts (280) jours en Irlande, en tenant compte du nombre de jours passés en Irlande au cours de cette année civile et du nombre de jours passés en Irlande au cours de l'année précédente. La présence d'une personne physique en Irlande pendant trente (30) jours ou moins au cours d'une année civile n'est pas prise en compte pour l'application du test de deux (2) ans.

Une personne physique est considérée comme étant présente en Irlande pendant une journée si elle est présente physiquement en Irlande à tout moment de cette journée.

#### *Signification de la « résidence ordinaire » pour les personnes physiques*

Le terme « résidence ordinaire » (par opposition à « résidence ») concerne le mode de vie normal d'une personne et indique la résidence dans un lieu donné avec une certaine continuité. Une personne physique qui réside en Irlande pendant trois années fiscales consécutives devient un résident ordinaire à compter du début de la quatrième année fiscale. Une personne physique qui était un résident ordinaire en Irlande cesse d'être considérée en tant que tel à la fin de la troisième année fiscale durant laquelle elle n'est plus résidente. Par exemple, une personne physique qui est un résident et un résident ordinaire en Irlande en 2018 et quitte l'Irlande pendant cette même année reste un résident ordinaire irlandais jusqu'à la fin de l'année fiscale 2021.

#### *Signification du terme « Intermédiaire »*

Un « intermédiaire » signifie une personne qui :

1. exerce une activité professionnelle qui consiste à recevoir ou implique la réception, pour le compte de tiers, de paiements versés par un organisme d'investissement réglementé qui réside en Irlande ; ou qui
2. détient, pour le compte de tiers, des parts d'un tel organisme d'investissement.

#### **Synthèse**

Le texte qui précède ne représente pas une synthèse complète de toutes les conséquences fiscales d'un investissement dans le Fonds. Il est conseillé à chaque investisseur potentiel de consulter son propre conseiller fiscal pour connaître les conséquences fiscales locales, étatiques et fédérales américaines et non-américaines, et les exigences de déclaration attribuables à l'achat, à la propriété et à la cession des Actions.

## ROYAUME-UNI

### Généralités

Les renseignements ci-après sur la fiscalité au Royaume-Uni ont été recommandés aux Administrateurs dans la mesure où ils ne constituent que des indications générales sur le traitement fiscal anticipé des Actionnaires au Royaume-Uni. Il ne s'agit pas d'une synthèse complète de la fiscalité britannique par rapport à toutes les catégories d'investisseurs et n'est pas destiné à constituer des conseils juridiques ou fiscaux. Les investisseurs potentiels doivent consulter leurs propres conseillers professionnels quant aux implications fiscales globales d'un investissement dans le Fonds.

Les informations ci-après concernent les Actionnaires qui détiennent les Actions en tant qu'investissement (par opposition aux négociants en titres, aux compagnies d'assurance et à certaines fiducies) et reposent sur la loi et les pratiques publiées en vigueur à la date du présent Prospectus, qui peuvent changer à tout moment et avoir éventuellement des effets rétroactifs. Ces renseignements ne concernent pas les Actionnaires du Royaume-Uni qui sont exonérés d'impôts ou assujettis à des régimes d'imposition spéciaux (y compris les fonds de retraite). Comme pour tout investissement, il n'est absolument pas garanti que la situation fiscale existant à la date d'un investissement dans le Fonds perdure indéfiniment. Les informations ci-après décrivent uniquement les implications fiscales britanniques des personnes physiques résidentes, résidentes ordinaires et domiciliées au Royaume-Uni et des personnes morales résidentes du Royaume-Uni qui investissent dans les Actions du Fonds. Les investisseurs potentiels doivent s'informer et prendre conseil le cas échéant sur les conséquences fiscales applicables à la souscription, l'achat, la détention et le rachat des Actions du Fonds.

### Le Fonds

Sous réserve que les Administrateurs s'assurent que la direction centrale et les organes de contrôle du Fonds reste domiciliés en dehors du Royaume-Uni, le Fonds ne devrait pas être soumis à l'impôt britannique sur les sociétés, qu'il s'agisse de ses revenus ou de ses plus-values. Les Administrateurs ont l'intention de conduire les affaires du Fonds afin qu'il ne devienne pas un résident du Royaume-Uni au regard de l'imposition britannique. En conséquence, et à condition que le Fonds ne réalise aucune activité au Royaume-Uni (par le biais ou non d'un établissement stable installé dans ce pays), le Fonds ne sera pas redevable de l'impôt britannique sur le revenu ou sur les sociétés par rapport aux revenus ou aux gains perçus ou découlant des investissements du Fonds, hormis de l'impôt sur certains revenus provenant d'une source britannique, notamment un intérêt dans une source britannique (en supposant que l'impôt britannique sur cette participation soit prélevé par le biais d'une retenue à la source).

#### *Les réglementations applicables aux fonds étrangers*

Les dispositions contenues dans les réglementations sur les clauses fiscales internationales et autres de 2010 (« Taxation (International and Other Provisions) Act 2010 ») et sur l'imposition des fonds étrangers de 2009 (« Offshore Funds (Tax) Regulations 2009 ») (telles que révisées) (les « **Réglementations** ») peuvent affecter les investisseurs qui sont des résidents fiscaux britanniques et qui investissent dans des fonds étrangers non approuvés par les autorités fiscales britanniques en tant que « fonds déclarants » britanniques pendant toute la durée de détention de l'investisseur.

Au titre des Réglementations, si un investisseur résident ou résident ordinaire du Royaume-Uni en matière fiscale détient une participation dans un fonds étranger et que ce fonds étranger est un « fonds non-déclarant », tout gain revenant à cet investisseur lors de la vente ou autre cession de cette participation sera assujetti à un impôt britannique en tant que revenu et non de plus-value (ou impôt des sociétés sur les plus-values imposables dans le cas des investisseurs assujettis à l'impôt britannique sur les sociétés).

Sinon, lorsqu'un investisseur résident ou résident ordinaire du Royaume-Uni en matière fiscale détient une participation dans un fonds étranger qui a été un « fonds déclarant » pendant toutes les périodes comptables de leur participation (et à moins que le fonds étranger n'échoue au « test d'investissement non-éligible »), tout gain cumulé lors de la vente ou autre cession de la participation est assujetti à l'impôt sur les plus-values (ou impôt des sociétés sur les plus-values imposables dans le cas des investisseurs assujettis à l'impôt britannique sur les sociétés) au lieu de l'impôt sur le revenu.

Lorsqu'un fonds étranger peut avoir été un fonds non-déclarant pendant une partie de la période pendant laquelle l'actionnaire britannique détenait la participation et un fonds déclarant pendant le reste de la période, l'Actionnaire peut

éventuellement opter pour un calcul proportionnel du gain lors de la cession ; en conséquence, la partie du gain réalisé pendant la période pendant laquelle le fonds étranger était un fonds déclarant sera imposée sous forme de plus-value. Dans un tel cas, à compter de la date à laquelle le fonds étranger change de statut, la durée pendant laquelle ce choix peut être formulé est limitée.

Il convient de souligner qu'une « cession » comprendrait en général, aux fins de la fiscalité britannique, un échange de participation entre des Compartiments du Fonds et peut également, dans certaines circonstances, inclure un échange de participations entre des Catégories du même Compartiment.

Au titre des Réglementations, un « fonds déclarant » est, au sens large, un fonds étranger qui répond à certaines exigences de déclaration immédiates et annuelles auprès des services fiscaux britanniques et de ses actionnaires. Afin qu'une Catégorie particulière obtienne le statut de fonds déclarant, les Administrateurs doivent demander aux autorités fiscales britanniques qu'une Catégorie particulière constitue un fonds déclarant dans les limites temporelles précisées et prouver aux autorités fiscales britanniques que la Catégorie particulière respecte les règles en vigueur qui s'appliquent au statut de fonds déclarants.

Conformément aux Réglementations, le statut de fonds déclarant exige au sens large que le Fonds déclare à la fois aux investisseurs et aux autorités fiscales britanniques le revenu du fonds déclarant pour chaque exercice considéré. Lorsque le revenu déclaré dépasse le montant des distributions aux Actionnaires, l'excédent est traité comme une distribution supplémentaire aux investisseurs britanniques qui sont imposés en conséquence (voir ci-après à cet égard).

Les différentes Catégories sont considérées séparément afin de déterminer si elles constituent des « fonds étrangers » aux fins des Réglementations. Les fonds étrangers susceptibles d'émettre plusieurs catégories d'actions traitent chaque catégorie d'actions comme un fonds étranger distinct aux fins de la législation et doivent obtenir par conséquent le statut de fonds déclarant pour les catégories séparées qui l'exigent.

Les Administrateurs ont l'intention de gérer les affaires du Fonds afin que ces obligations immédiates et annuelles soient respectées et continuent de l'être constamment par rapport à certaines Catégories du Fonds. Il n'est pas garanti que les Administrateurs cherchent encore à obtenir ce statut par rapport à une telle Catégorie ou qu'une telle Catégorie soit éligible. Ces obligations annuelles comprennent le calcul et la déclaration des rendements par action du fonds étranger pour chaque exercice considéré (tel que défini en matière de fiscalité britannique) à tous les Actionnaires concernés (tels que définis à cette fin). Les Actionnaires qui sont des résidents fiscaux britanniques et qui détiennent leurs participation à la fin de l'exercice considéré auquel le revenu déclaré se rapporte sont assujettis à l'impôt sur le revenu ou les sociétés sur le montant réel de toute distribution perçue, majorée du montant du revenu déclaré par le Fonds conformément à la règle du fonds déclarant, qui dépasse toutes les distributions versées. Le revenu déclaré est considéré comme perçu par les Actionnaires du Royaume-Uni six (6) mois après la clôture de la période de détention concernée.

Les Administrateurs se réservent le droit de chercher à obtenir une certification en tant que fonds déclarant par rapport à une Catégorie du Fonds. L'éligibilité d'une Catégorie n'est absolument pas garantie. Par conséquent, tout gain perçu par les Actionnaires résidents ou résidents ordinaires du Royaume-Uni lors de la vente, du rachat ou autre cession des Catégories, autres que les Catégories bénéficiant du statut de fonds déclarant (y compris une cession présumée lors d'un décès), est imposé comme un revenu étranger, et non comme une plus-value.

Dès l'obtention par certaines Catégories du statut de fonds déclarant auprès des autorités fiscales britanniques, ce statut devient permanent tant que les exigences annuelles sont respectées. Alors que les Administrateurs ont l'intention de maintenir le statut de fonds déclarants des Catégories, il n'est absolument pas garanti qu'ils obtiennent ce statut de fonds déclarants ou qu'ils continuent à en faire la demande par rapport aux Catégories, ou que les Catégories soient toujours éligibles. Les investisseurs doivent consulter leurs conseillers fiscaux quant aux implications de l'obtention de ce statut par les Compartiments.

#### *Traitement du revenu versé par le Fonds*

Suite à la promulgation de la loi sur les finances de 2009 (« Finance Act 2009 »), les dividendes d'un fonds étranger à des personnes morales résidant au Royaume-Uni devraient entrer à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009 dans l'une des nombreuses exonérations de l'impôt britannique sur les sociétés. De plus, les distributions à des personnes morales ne résidant pas au Royaume-Uni, qui mène des activités au Royaume-Uni par le biais d'un établissement stable dans ce pays, devraient

également entrer dans le cadre de l'exonération de l'impôt britannique des sociétés sur les dividendes dans la mesure où les actions détenues par cette personne morale sont employés par ou détenus pour le compte de cet établissement stable.

En fonction de leur situation personnelle, les Actionnaires résidents du R.-U. à des fins fiscales qui sont des personnes physiques sont en général soumis à l'impôt britannique sur le revenu par rapport aux dividendes ou autres distributions de revenus du Fonds, que ces distributions soient versées aux Actionnaires ou réinvesties et cumulées pour le compte d'un Compartiment particulier.

Dans la mesure où les Catégories respectent le « test d'investissement éligible » (qui exige que plus de 60 pour cent des actifs d'un fonds étranger soient composés d'obligations ou autres actifs porteurs d'intérêts ou économiquement équivalents), les distributions ou les revenus déclarés sont traités et imposés pour un Actionnaire qui est une personne physique comme des intérêts créditeurs.

Dans la mesure où une Catégorie ne satisfait pas au « test d'investissement éligible » (en référence à ce qui précède), les distributions ou les revenus déclarés sont traités pour un Actionnaire qui est une personne physique comme des revenus de dividendes.

L'attention des sociétés résidant au Royaume-Uni aux fins fiscales est attirée sur les dispositions des « sociétés étrangères contrôlées » contenues dans le Chapitre IV de la Partie XVII de la loi sur l'impôt sur le revenu et sur les sociétés de 1988 (« Income and Corporation Taxes Act 1988 »). Ces dispositions affectent les sociétés résidentes du Royaume-Uni qui sont considérées comme ayant un intérêt, soit seule soit conjointement avec certaines personnes associées, à hauteur de vingt-cinq pour cent (25 %) au moins des « bénéfices imposables » d'une société non résidente (comme le Fonds), qui (i) est contrôlée par des sociétés ou autres personnes qui sont résidentes du Royaume-Uni aux fins fiscales, (ii) qui est assujettie à un « niveau d'imposition inférieur », et (iii) qui ne distribue pas substantiellement la totalité de ses revenus. Ces dispositions pourraient avoir pour conséquences de rendre ces Actionnaires personnes morales redevables de l'impôt britannique sur les sociétés au regard de leur participation aux bénéfices du Fonds sauf s'ils remplissent un certain nombre d'exemptions disponibles. Les personnes qui peuvent être traitées comme étant « associées » les unes par rapport aux autres comprennent deux sociétés ou plus, dont l'une contrôle la ou les autres ou qui sont toutes sous le même contrôle commun. À cet égard, les « bénéfices imposables » du Fonds ne comprennent pas ses plus-values.

L'attention des personnes qui sont des résidents ou des résidents ordinaires du Royaume-Uni (et qui, s'il s'agit de personnes physiques, sont domiciliées au Royaume-Uni) est attirée sur l'importance des dispositions de la section 13 de la loi sur l'imposition des gains imposables de 1992 (« Taxation of Chargeable Gains Act 1992 ») pour une telle personne qui détient dix pour cent (10 %) ou plus des Actions du Fonds si, dans le même temps, le Fonds est contrôlé de telle manière à en faire une société qui serait, si elle était un résident du Royaume-Uni, une société « fermée » aux fins de la fiscalité britannique. Ces dispositions pourraient, le cas échéant, entraîner le traitement d'une telle personne, au titre de la fiscalité britannique, comme si une partie proportionnelle d'un gain revenu au Fonds (comme c'est le cas lors de la cession d'un de ses investissements) était revenue à cette personne au moment où le gain imposable est revenu au Fonds.

#### *Impôts sur les transferts : Taxe de réserve de droit du timbre et droit de timbre ad valorem*

Les Administrateurs veulent tenir et maintenir le Registre en dehors du Royaume-Uni. Par conséquent, aucune taxe de réserve de droit du timbre ou aucun droit de timbre ad valorem ne devra être payé par les investisseurs dans le cadre de l'acquisition des Actions du Fonds. Cependant, le Fonds lui-même peut être dans l'obligation de payer une taxe de réserve de droit du timbre ou un droit de timbre ad valorem par rapport à l'acquisition de titres constituant des investissements du Fonds. La taxe de réserve de droit du timbre devra notamment être payée à un taux de 0,5 pour cent sur l'acquisition d'actions de sociétés qui sont constituées au Royaume-Uni ou qui tiennent ou maintiennent un Registre de leurs actions au Royaume-Uni.

#### *Transfert des actifs à l'étranger*

L'attention des Actionnaires qui sont des personnes physiques résidentes ordinaires du Royaume-Uni aux fins fiscales est attirée sur les dispositions contenues dans le Chapitre 2 de la Partie 13 de loi sur l'impôt sur le revenu de 2007 (« Income Tax Act 2007 »). Ces dispositions visent à prévenir l'évitement de l'impôt sur le revenu par des personnes physiques par

le biais d'un transfert d'actifs ou de revenus à des personnes (y compris des sociétés) résidant ou domiciliées en dehors du Royaume-Uni, et peuvent les rendre redevables d'un impôt par rapport aux montants non-distribués qui seraient traités comme des revenus et bénéfices du Fonds imposables chaque année au R.-U.

**En cas de doute quant à leur situation fiscale, les investisseurs potentiels doivent consulter leurs propres conseillers indépendants concernant les conséquences fiscales irlandaises ou étrangères de l'achat, de la propriété et de la cession des Actions. En outre, les investisseurs doivent savoir que les règlements fiscaux et leur application ou interprétation par les autorités fiscales concernées évoluent avec le temps. Par conséquent, il est impossible de prévoir le traitement fiscal précis qui s'applique à une date donnée.**

**Administrateurs.** Les Administrateurs du Fonds sont énumérés ci-après, ainsi que leurs occupations principales.

**Catherine Fitzsimons (résidente irlandaise)**

Travaillant chez Fidelity International depuis 2015, Catherine Fitzsimons est Chef du service juridique des produits européens de Fidelity, en charge des services généraux d'assistance et de conseils juridiques des gammes de fonds européens de Fidelity. Elle offre également des conseils sur les produits, opérations et activités de Fidelity International en Irlande, ainsi que dans le cadre de certaines initiatives mondiales essentielles de Fidelity. Avant de rejoindre Fidelity, Mme Fitzsimons a travaillé à la fois avec des cabinets juridiques nationaux et internationaux dans le domaine du droit des services financiers avec une orientation sur la gestion d'actifs et les fonds d'investissement, offrant ses conseils à un large éventail de clients nationaux et internationaux sur tous les aspects de leur entreprise, y compris leurs activités de gestion d'actifs et de structuration, création, commercialisation et vente de produits et véhicules d'investissement en Irlande et ailleurs. Membre du Barreau irlandais (Law Society of Ireland), elle a également été conférencière et examinatrice intérieure pour le Barreau. Elle est titulaire d'un diplôme de droit civil de l'University College Dublin, d'un diplôme de troisième cycle en droit des services financiers internationaux et d'un diplôme de droit financier appliqué.

**David Greco (résident irlandais)**

Fort de vingt-cinq ans d'expérience internationale au sein de l'industrie des services financiers, David Greco travaille chez Fidelity International depuis douze ans. Installé à Dublin en Irlande, M. Greco est le Chef des opérations de gestion d'actifs de Fidelity International. À ce poste, il dirige une organisation qui soutient le traitement opérationnel de plus de 350 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Il dirige plusieurs équipes opérationnelles, y compris la gestion commerciale, l'évaluation des actifs, la comptabilité des fonds, les opérations de société, la performance des investissements et l'édition. Cette organisation s'attache à fournir des services d'administration de haute qualité, à la fois à la société et à nos clients. Auparavant, M. Greco était le Chef des services d'investissement et de la comptabilité des fonds chez Asia Pacific et le Chef des opérations et services japonais, installé à Hong Kong de 2011 à juillet 2016. Dans ces fonctions, il était chargé de différents domaines fonctionnels, couvrant six pays, notamment d'une équipe de services offshore installée à Dalian en Chine. De 2007 à 2011, il a travaillé chez FIL Investments (Japan) Limited à Tokyo au Japon en tant que Chef de l'administration des investissements de l'Asie du Pacifique, et s'occupait d'un ensemble d'activités telles que la comptabilité des fonds, les opérations d'investissement et la gestion de projets. Auparavant, il a travaillé pendant trois ans au R.-U. en tant qu'administrateur en charge des investissements. Avant d'entrer chez Fidelity International, il a passé huit ans chez Deutsche Asset Management aux États-Unis en tant que Vice-président de la comptabilité des investissements. De 1986 à 1995, M. Greco a travaillé pour Fidelity Investments à Boston, occupant différents postes dans les domaines de la comptabilité des fonds, des opérations des fonds et de l'audit. M. Greco a un MBA de la Questrom School of Business de l'université de Boston et un baccalauréat ès sciences en administration commerciale de l'université du Northeastern de Boston.

**Nick King (résident britannique)**

Nick King est Chef des fonds négociés en bourse chez Fidelity International, chargé de développer les capacités ETF et d'assurer le développement des produits de la société. Avant de rejoindre Fidelity International en 2015, M. King a travaillé chez BlackRock (depuis 2006) à des postes de cadres supérieurs dans les domaines de la gestion de portefeuilles et du développement des produits ETF. Au cours de ces années passées chez BlackRock, M. King était chargé de la conception et du lancement des produits ETF couvrant de multiples catégories d'actifs. Il était également gestionnaire de portefeuilles pour un certain nombre de fonds ETF iShares. Auparavant, M. King a travaillé en tant que Gestionnaire de portefeuille dans l'équipe Indexation et Bêta structuré d'UBS Global Asset Management (2003-2006). M. King détient un baccalauréat ès sciences en gestion et TI de l'université d'Exeter et une maîtrise en trading mathématique et finance de la Cass Business School. Il est analyste financier agréé.

**Denise Kinsella (résidente irlandaise)**

Depuis plus de 25 ans, Denise Kinsella est une administratrice non -exécutive indépendante dans le secteur des services financiers internationaux. Elle a été une partenaire chez Dillon Eustace Solicitors (de 1999 à 2005) et, auparavant, elle a occupé un certain nombre de postes exécutifs majeurs chez Bank of Ireland, notamment directrice des services à la clientèle chez Bank of Ireland Securities Services (racheté depuis par Northern Trust). Mme Kinsella a été la présidente d'Irish Funds (association irlandaise de l'industrie des fonds) et de son sous-comité juridique et réglementaire, et elle a représenté l'industrie des fonds auprès de différents organismes de ce secteur, notamment le Comité international des services financiers du Premier Ministre irlandais et FEFSI (aujourd'hui EFAMA). Elle a travaillé au sein du Comité sur la

gouvernance des placements collectifs de la Banque centrale d'Irlande, elle a été rédactrice-conseil pour l'ouvrage « Collective Investment Schemes in Luxembourg, Law and Practice » publié par Oxford University Press et elle a donné des conférences sur le droit des services financiers à la Law Society of Ireland (Barreau irlandais). Elle possède un diplôme de droit du Trinity College de Dublin, a été admise comme avocate au Barreau irlandais et possède un diplôme en direction d'entreprise de l'Institute of Directors (UK).

#### **Éimhín Ní Mhuircheartaigh (résidente irlandaise)**

Ayant rejoint Fidelity International en novembre 2017, Éimhín Ní Mhuircheartaigh s'est formée principalement pendant 15 ans à la gestion des risques dans l'univers des matières premières physiques et financières. Installée à Dublin en Irlande, elle est Chef du service des risques liés aux opérations commerciales mondiales de Fidelity International. À ce poste, elle dirige le service de gestion du risque opérationnel, première ligne de défense d'une organisation qui traite les opérations d'un volume d'actifs sous gestion supérieur à 350 milliards de dollars. Auparavant, elle a travaillé chez Anglo American à Londres où elle s'est largement impliquée dans la création d'une fonction de négociation internationale des instruments dérivés sur cinq matières premières. Elle était également responsable des négociations et de la mise en œuvre d'un système de gestion des risques. Mme Ní Mhuircheartaigh s'est également occupée de la conception et de la publication de toutes les solutions de communication des risques internationaux liées aux positions négociées en matières premières physiques, en fret et en instruments dérivés, y compris le risque opérationnel, le risque de marché, le risque de crédit, le contrôle des produits et les rapports de gestion. Par le passé, elle a occupé différents postes dans les domaines de la gestion du risque et de la stratégie chez Gazprom Marketing & Trading et elle a travaillé comme conseillère en stratégie chez The Boston Consulting Group. Elle est titulaire d'un doctorat de sciences physiques (électronique moléculaire et nanotechnologie) du Trinity College Dublin et d'un diplôme de science (physique appliquée et électronique) de la National University of Ireland de Galway.

Les Administrateurs sont chargés de la gestion des affaires commerciales du Fonds. Les Administrateurs ont délégué au Gérant (a) l'administration des affaires du Fonds, y compris la préparation et la tenue des comptes et registres du Fonds, et les affaires comptables associées, le calcul de la Valeur liquidative par Action, la prestation de services d'enregistrement ; et (b) la gestion des investissements, y compris l'acquisition et la cession des actifs du Fonds, et la distribution et le marketing du Fonds. Les Administrateurs ont également chargé le Dépositaire d'assurer les services de garde des actifs du Fonds. Les Statuts ne précisent pas l'âge de la retraite des Administrateurs et ne prévoient pas une démission par rotation des Administrateurs. Les Statuts prévoient qu'un Administrateur puisse être partie à une transaction ou une entente avec le Fonds ou à laquelle le Fonds participe à condition qu'il ait révélé aux Administrateurs la nature et l'étendue de tout intérêt important qu'il détient. Le Fonds a accordé des indemnités aux Administrateurs par rapport à toute perte ou tous dommages dont ils pourraient souffrir, sauf si ceux-ci découlent d'une négligence, d'un manquement, d'une violation d'un engagement ou d'un abus de confiance en rapport avec le Fonds.

Le siège social du Fonds constitue l'adresse des Administrateurs.

**Gérant.** Conformément à la Convention de gestion, le Gérant est chargé de la gestion des investissements et de l'administration générale du Fonds, et peut déléguer ces fonctions sous réserve de la supervision globale et du contrôle des Administrateurs.

Dans le cadre de la prestation de ses services au Fonds, le Gérant doit (i) agir avec l'honnêteté, la compétence, le soin et la diligence qui s'imposent et mener équitablement ses activités ; (ii) agir dans le meilleur intérêt du Fonds, des Compartiments et des Actionnaires ; (iii) posséder et employer efficacement les ressources et procédures nécessaires à l'exécution appropriée de ses activités ; (iv) respecter toutes les exigences réglementaires qui s'appliquent à la conduite de ses activités ; et (v) traiter tous les Actionnaires équitablement.

Le Gérant a été constitué sous forme de société à responsabilité limitée (*private limited company*) de droit irlandais le 11 octobre 2000. Il dispose d'un capital social de 10 000 000 actions ordinaires d'une valeur de 1 euro chacune et d'un capital social libéré en circulation de 701 000 actions ordinaires d'une valeur de 1 euro chacune. Il a été constitué sous forme de société de services financiers qui propose des services d'administration et autres à des organismes de placement collectif et il est agréé par la Banque centrale pour agir en tant que société de gestion conformément aux Réglementations OPCVM. Il s'agit d'une filiale entièrement détenue par FIL Limited. Réglementé en Irlande par la Banque centrale, le Gérant peut offrir ses services de gérant à d'autres organismes de placement collectif, sous réserve de l'approbation de la Banque centrale.

Les administrateurs du Gérant sont Catherine Fitzsimons, David Greco, Nick King, Denise Kinsella et Éimhín Ní Mhuirheartaigh (dont les informations sont présentées dans la section précédente intitulée « *Administrateurs* »), et Bronwyn Wright, dont les informations sont présentées ci-après.

#### **Bronwyn Wright (résidente irlandaise)**

Bronwyn Wright est l'ancienne Directrice générale de Capital Markets and Banking, un établissement financier où elle était Chef du service des valeurs mobilières et des services des fonds pour l'Irlande en charge de la gestion, de la croissance et de la direction stratégique des services liés aux valeurs mobilières et aux fonds qui comprenait des fonds, des services de garde, de financement des valeurs mobilières et de confiance et représentation internationales. En raison de son travail en gestion, direction et croissance des entreprises fiduciaires européennes, Mme Wright possède de vastes connaissances dans le domaine des exigences réglementaires et des meilleures pratiques du marché au Royaume-Uni, au Luxembourg, à Jersey et en Irlande. Elle a été membre et a présidé les conseils de plusieurs véhicules légaux applicables pour des entreprises fiduciaires dans chaque juridiction. En raison de son engagement envers la « due diligence », elle possède également une bonne compréhension de la région nordique, de l'Allemagne et de l'Asie. Elle s'est également occupée de la « due diligence » pour les pré-acquisitions en Asie et a dirigé une équipe d'intégration post-acquisition dans la région EMEA. Mme Wright est titulaire d'un diplôme en économie et en politique, ainsi que d'un master en économie de l'University College Dublin. Elle a présidé le comité des services fiduciaires de l'Irish Funds Industry Association. Mme Wright a contribué, à différents postes, à développer l'éducation relative aux fonds irlandais, notamment en co-écrivant un Diplôme en fonds commun de placement, en réalisant une série de conférences virtuelles sur Internet sur les services financiers et en intégrant un comité exécutif pour un programme de doctorat en finance. Elle a rédigé de nombreux articles et présidé et participé à plusieurs séminaires professionnels en Europe et aux États-Unis. Mme Wright est actuellement membre du conseil de plusieurs fonds irlandais réglementés.

FIL Administration Limited est le secrétaire du Gérant.

La Convention de gestion peut être résiliée par l'une des deux parties par le biais d'un préavis écrit d'au moins quarante-vingt-dix (90) jours (ou toute autre période plus courte dont les parties peuvent convenir). La Convention de gestion peut également être résiliée immédiatement par l'une des parties par un préavis écrit en cas de violations ou d'insolvabilité de l'autre partie (ou de tout autre événement similaire).

Au titre de la Convention de gestion, le Fonds doit indemniser et exonérer de toute responsabilité le Gérant, ses employés, délégués et agents contre tous les actes, procédures, plaintes, dommages, coûts, demandes et dépenses qui peuvent être portés contre, supportés par ou imputés au Gérant, à ses employés, délégués ou agents lors de l'exécution des obligations qui leur incombent au titre de cette convention, pour toute raison autre qu'une fraude, un acte de négligence ou de manquement délibéré du Gérant, de ses employés, délégués ou agents.

Le Gérant doit respecter certaines politiques, procédures et pratiques en matière de rémunération (conjointement, la « **Politique de rémunération** ») qui sont conformes aux Réglementations OPCVM. La Politique de rémunération met en avant une gestion des risques saine et efficace. Elle est conçue pour dissuader une prise de risque, considérée comme incompatible avec le profil de risque des Compartiments. La Politique de rémunération est conforme avec la stratégie, les objectifs, les valeurs et les intérêts commerciaux du Gérant et du Fonds, et comprend des mesures à suivre pour éviter les conflits d'intérêt. La Politique de rémunération concerne le personnel dont les activités professionnelles ont des répercussions majeures sur le profil de risque du Gérant ou du Fonds, et veille à éviter qu'un individu puisse être impliqué dans la détermination ou l'approbation de sa propre rémunération. Les informations détaillées de la Politique de rémunération (y compris, sans pour autant s'y limiter, une description de la méthode de calcul de la rémunération et des avantages, l'identité des personnes chargées d'octroyer la rémunération et les avantages, et la composition du comité de rémunération, lorsqu'un tel comité existe) sont disponibles sur <https://www.fil.com>. Une version papier peut être obtenue gratuitement sur demande.

**Agent administratif.** Le Gérant a désigné Brown Brothers Harriman Fund Administration Services (Ireland) Limited en tant qu'Agent administratif du Fonds, en charge de l'exécution des tâches administratives journalières et des fonctions de comptabilité du Fonds, y compris du calcul de la Valeur liquidative de chaque Compartiment des Actions, et en charge des services d'agent de transfert, d'agent de registre et des services de support associés au Fonds. L'Agent administratif a été constitué le 29 mars 1995 sous forme de société à responsabilité limitée sous le numéro 231236.

La Convention d'administration doit demeurer en vigueur jusqu'à sa résiliation par le Gérant ou l'Agent administratif, par le biais d'un préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours, ou jusqu'à sa résiliation par l'une des deux parties conformément à la Convention d'administration, qui prévoit que cette dernière peut être résiliée immédiatement par l'envoi par l'une des parties d'un préavis écrit si, à tout moment : (i) l'autre partie doit être mise en liquidation (sauf en cas de liquidation volontaire aux fins d'une reconstruction ou d'une fusion selon des conditions précédemment approuvées par écrit par la partie non défaillante), ou un administrateur judiciaire ou un inspecteur est désigné envers cette partie ou lors d'un événement similaire, sur ordre d'un organisme réglementaire approprié ou d'un tribunal compétent ou autrement ; ou (ii) l'autre partie a enfreint les dispositions de la Convention et aucune mesure corrective n'a été appliquée, en dépit des possibilités, dans les trente (30) jours civils consécutifs qui ont suivi la signification du préavis écrit exigeant une mesure corrective ; ou (iii) une partie cesse d'être autorisée à agir en sa qualité actuelle au titre d'une loi applicable ; ou (iv) le Dépositaire n'est plus employé par le Fonds en tant que dépositaire.

L'Agent administratif doit apporter la diligence requise pour exécuter ses fonctions, mais il ne doit pas être tenu responsable ou redevable de toute perte, tous dommages ou dépenses supportés ou subis par le Gérant, le Fonds ou un Actionnaire ou un ancien Actionnaire ou toute autre personne, en raison des actes, omissions, erreurs ou retards de l'Agent administratif dans l'exécution de ses devoirs et obligations, y compris, sans pour autant s'y limiter, toute erreur de jugement ou de droit, hormis un dommage, une perte ou une dépense découlant d'un délit volontaire, d'une mauvaise foi, d'une fraude ou d'une négligence dans l'exécution de ces devoirs et obligations. En outre, le Gérant a convenu d'indemniser l'Agent administratif sur les actifs du Fonds et de l'exonérer contre tous les dommages, pertes, plaintes, responsabilités ou dépenses (y compris, les frais et dépenses raisonnables des conseillers) découlant d'un acte, d'une omission, d'une erreur ou d'un retard ou d'une plainte, demande, action ou poursuite en rapport avec ou découlant de l'exécution des devoirs et obligations qui lui incombent au titre de la Convention, mais qui ne découle pas d'un délit volontaire, d'une mauvaise foi, d'une fraude ou d'une négligence de l'Agent administratif dans l'exécution de ces devoirs et obligations.

**Dépositaire.** Le Fonds a désigné Brown Brothers Harriman Trustee Services (Ireland) Limited pour agir en tant que Dépositaire chargé de la garde de tous les investissements, liquidités et autres actifs du Fonds et pour veiller à ce que l'émission et le rachat des Actions par le Fonds et le calcul de la Valeur liquidative et de la Valeur liquidative par Action soient réalisés et que tous les revenus perçus et les investissements réalisés soient conformes aux Statuts et aux Réglementations OPCVM. En outre, le Dépositaire a l'obligation d'examiner la conduite du Fonds au cours de chaque exercice annuel et de rédiger un rapport à cet égard à l'intention des Actionnaires.

Société à responsabilité limitée (*private limited company*) de droit irlandais, le Dépositaire fournit des services de garde et de dépositaire aux organismes de placement collectif domiciliés en Irlande et aux institutions internationales et irlandaises.

Conformément à la Convention de dépositaire, le Dépositaire assure la garde des actifs du Fonds conformément aux Réglementations OPCVM et collecte tous les revenus découlant de ces actifs pour le compte du Fonds. De plus, le Dépositaire doit assumer les principales obligations suivantes, sans avoir le droit de les déléguer :

- (i) il doit s'assurer que la vente, l'émission, le rachat et l'annulation des Actions sont réalisés en accord avec les Réglementations OPCVM et les Statuts ;
- (ii) il doit s'assurer que la valeur des Actions est calculée en accord avec les Réglementations OPCVM et les Statuts ;
- (iii) il doit exécuter les instructions du Gérant sauf si ces instructions sont contraires aux Réglementations OPCVM, aux Statuts ou aux conditions de la Convention de dépositaire ;
- (iv) il doit veiller à ce que, dans les transactions impliquant les actifs du Fonds ou les actifs d'un Compartiment, tout paiement associé est remis au(x) Compartiment(s) concerné(s) dans les délais habituels ;
- (v) il doit s'assurer que le revenu du Fonds ou d'un Compartiment est appliqué en accord avec les Réglementations OPCVM et les Statuts ;

- (vi) il doit examiner la conduite du Fonds pendant chaque exercice comptable et rapporter ses conclusions aux Actionnaires ; et
- (vii) il doit s'assurer que les flux de trésorerie du Fonds sont correctement contrôlés en accord avec les Réglementations OPCVM.

Au titre de la Convention de dépositaire, le Dépositaire est responsable envers le Fonds et les Actionnaires (i) par rapport à la perte d'un instrument financier conservé sous sa garde (ou à la garde d'un tiers auquel les fonctions de garde du Dépositaire ont été déléguées en accord avec les Réglementations OPCVM) sauf si le Dépositaire peut prouver que la perte a été provoquée par un événement extérieur hors de ses capacités de contrôle raisonnable, dont les conséquences n'auraient pas pu être évitées en dépit de tous les efforts raisonnables ; et (ii) par rapport à toutes les autres pertes découlant d'une négligence ou d'un manquement délibéré du Dépositaire à remplir correctement ses obligations conformément aux Réglementations OPCVM. En outre, la Convention de dépositaire prévoit également que le Dépositaire doit être responsable, sous réserve et sans préjudice de ce qui précède, de toute négligence ou de tout manquement délibéré à remplir correctement ses fonctions au titre de la Convention de dépositaire.

Le Fonds a accepté d'indemniser le Dépositaire contre toute perte supportée dans le cadre de ses fonctions de dépositaire du Fonds, autre qu'une perte (telle que définie dans les présentes) dont le Dépositaire est jugé responsable envers le Fonds et/ou les Actionnaires, conformément aux conditions de la Convention de dépositaire ou de la loi applicable.

La Convention de dépositaire doit demeurer en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des deux parties par l'envoi d'un préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours civils ou immédiatement par préavis écrit si (i) un administrateur judiciaire ou un inspecteur est désigné envers l'autre partie ou lors d'un événement similaire, sur ordre d'un organisme réglementaire approprié ou d'un tribunal compétent ou autrement ; ou (ii) l'autre partie commet une violation importante de la Convention de dépositaire, qui en dépit des possibilités, n'a pas été corrigée dans les trente (30) jours suivant l'envoi d'un préavis de la partie non défaillante pour exiger la correction du manquement ; ou (iii) l'autorisation accordée par la Banque centrale au Dépositaire d'agir à titre de dépositaire d'organismes de placement collectif lui est retirée. Le Fonds peut résilier immédiatement la Convention de dépositaire par le biais d'un préavis écrit pour différents motifs qui sont énumérés dans la Convention de dépositaire.

Si, dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la date de signification d'un avis de résiliation du Dépositaire, un dépositaire remplaçant jugé acceptable par le Fonds et la Banque centrale n'a pas été nommé pour agir en tant que dépositaire, le Fonds doit convoquer tous les Actionnaires à une assemblée générale à laquelle une résolution sera déposée pour approuver le rachat de toutes les Actions participatives conformément aux dispositions des Statuts et doit organiser, immédiatement après le rachat de ces Actions, la liquidation du Fonds. À la fin de cette procédure, le Fonds doit demander à la Banque centrale de révoquer son autorisation au titre des Réglementations OPCVM.

Le Dépositaire peut déléguer ses fonctions de garde uniquement dans le plus strict respect des Réglementations OPCVM et à condition que : (i) les tâches ne soient pas déléguées en vue d'éviter les exigences des Réglementations OPCVM ; (ii) le Dépositaire peut démontrer qu'il existe une raison objective de déléguer ses fonctions ; et (iii) le Dépositaire a, avec la compétence, le soin et la diligence qui s'imposent, choisi et nommé un tiers auquel il a délégué tout ou partie de ses obligations de garde, et qu'il continue d'examiner régulièrement et de contrôler constamment, avec la compétence, le soin et la diligence qui s'imposent, ce tiers et les accords conclus avec ce tiers dans le cadre des affaires qu'il lui a déléguées. Tout tiers auquel le Dépositaire délègue ses fonctions de garde conformément aux Réglementations OPCVM peut déléguer à son tour ces fonctions, sous réserve des mêmes exigences que celles qui s'appliquent à une délégation directe effectuée par le Dépositaire. La responsabilité du Dépositaire au titre des Réglementations OPCVM ne sera pas affectée par une délégation quelconque de ses fonctions de garde.

Au titre des Réglementations OPCVM, le Dépositaire a délégué ses fonctions de garde à Brown Brothers Harriman & Co., son sous-dépositaire mondial, par le biais duquel il a accès au réseau mondial de sous-dépositaires de BBH&Co. Les entités auxquelles la garde des actifs du Fonds a été sous-déléguée par Brown Brothers Harriman & Co. à la date du présent Prospectus sont précisées dans l'Annexe III. Le Dépositaire ne prévoit aucun conflit d'intérêt spécifique en conséquence de ces délégations.

Conformément aux Réglementations OPCVM, le Dépositaire ne doit pas exécuter d'activités par rapport au Fonds ou par rapport au Gérant agissant pour le compte du Fonds qui est susceptible d'engendrer des conflits d'intérêt entre lui-même et (i) le Fonds ; (ii) les Actionnaires ; et/ou (iii) le Gérant, à moins qu'il ait distingué l'exécution de ses fonctions de dépositaires de ses autres tâches potentiellement conflictuelles, conformément aux Réglementations OPCVM et que les conflits potentiels aient été identifiés, gérés, contrôlés et divulgués aux Actionnaires. Veuillez consulter la section du présent Prospectus intitulée « *Risque lié aux conflits d'intérêt* » pour connaître les informations précises sur les conflits potentiels susceptibles de survenir en rapport avec le Dépositaire.

Des informations actualisées sur le Dépositaire, ses obligations, les fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, la liste des délégués et sous-délégués auxquels des fonctions de garde ont été délégués, et tous les conflits d'intérêt potentiels susceptibles de survenir seront mises à la disposition des Actionnaires auprès du Gérant sur demande.

**Distributeur.** Le Gérant a désigné FIL Distributors en tant que distributeur général des Actions, conformément à la Convention de distribution. FIL Distributors est constitué aux Bermudes. Le Distributeur général peut nommer des Sous-distributeurs afin qu'ils distribuent les Actions.

Au titre de la Convention de distribution, la nomination du Distributeur général demeure en vigueur à moins d'une résiliation par l'une des deux parties par le biais d'un préavis écrit d'au moins quatre-vingt-dix (90) jours, bien que dans certaines circonstances la convention puisse être résiliée à tout moment par préavis écrit envoyé par l'une des deux parties. Au titre de la Convention de distribution, le Distributeur général ne doit pas être responsable envers le Gérant ou un Actionnaire ou toute autre personne de tout acte, procédure, plainte, coût, demande, frais, perte, dommage ou dépense subi ou supporté par le Fonds ou les Compartiments dans le cadre de la Convention de distribution, à moins que cette perte ne découle d'une mauvaise foi, d'une négligence, d'une fraude, d'un manquement délibéré ou d'un mépris total, par lui-même ou par des personnes qu'il a désignées, envers ses devoirs ou obligations au titre de la Convention ou de l'un de ses administrateurs, dirigeants, employés, délégués ou leurs agents.

**Agents payeurs.** Les lois / réglementations locales de certains États membres de l'EEE peuvent exiger (i) du Gérant qu'il nomme des agents de facilité / agents payeurs / représentants / sous-distributeurs / banques correspondantes (une telle personne étant désignée ci-après comme un « **Agent Payeur** », et à condition par ailleurs que toute nomination de cette nature puisse être réalisée en dépit du fait qu'il ne s'agisse pas d'une exigence légale ou réglementaire) et (ii) la tenue de comptes par ces Agents payeurs par le biais desquels les montants de souscription et de rachat ou les dividendes peuvent être payés. Les Actionnaires ayant choisi ou étant obligés au titre des réglementations locales de payer des montants de souscription ou de recevoir des montants de rachat ou des dividendes par le biais d'un Agent payeur sont soumis au risque de crédit de l'Agent payeur par rapport (a) aux montants de souscription à investir dans un Compartiment et détenus par l'Agent payeur avant le transfert de ces sommes au Dépositaire pour le compte du Compartiment concerné et (b) aux montants de rachat et paiements de dividendes détenus par l'Agent payeur (après transmission par le Fonds) avant le paiement à l'Actionnaire concerné. Les Commissions et frais des Agents payeurs désignés par le Fonds, appliqués aux taux commerciaux normaux, sont supportés par le Compartiment par rapport auquel un Agent payeur a été nommé. Tous les Actionnaires du Compartiment concerné, pour le compte duquel un Agent payeur est nommé, peuvent faire appel aux services fournis par les Agents payeurs désignés par ou pour le compte du Compartiment.

**Secrétaire.** FIL Fund Management (Ireland) Limited est le secrétaire du Fonds.

**Commissaires aux comptes.** PricewaterhouseCoopers est le commissaire aux comptes du Fonds.

**Conseiller juridique.** Matheson est le conseiller juridique du Fonds.

---

## ANNEXE I – DÉFINITIONS

---

<b>Action ou Actions</b>	une Action ou des Actions d'une Catégorie quelconque relevant du capital du Fonds (autres que les Actions de Souscripteur) qui donnent droit à leurs détenteurs de prétendre aux bénéfices du Fonds qui sont attribuables au Compartiment concerné, comme décrit dans le Prospectus ;
<b>Actionnaire</b>	une personne inscrite dans le Registre en tant que détenteur d'Actions ;
<b>Actions de Souscripteur</b>	les actions de souscripteur sans valeur nominale de 1,00 € qui sont détenues par le Gestionnaire des investissements et/ou ses propriétaires apparents ;
<b>Administrateurs</b>	les Administrateurs existants du Fonds et tout comité des Administrateurs dûment constitué ;
<b>Agent administratif</b>	Brown Brothers Harriman Fund Administration Services (Ireland) Limited, ou toute autre société qui peut être désignée à tout moment pour fournir des services d'administration et de comptabilité au Fonds conformément aux exigences de la Banque centrale ;
<b>Banque centrale</b>	la Banque centrale irlandaise ou l'une de ses divisions ou tout successeur ;
<b>Catégorie</b>	les Actions d'un Compartiment particulier qui représentent une participation dans le Compartiment, mais qui sont désignées en tant que Catégorie d'actions au sein de ce Compartiment dans le but d'attribuer différents pourcentages de la Valeur liquidative du Compartiment concerné à ces Actions afin de prévoir différents frais de souscription, de conversion et de rachat, différents accords de dividendes, devises de référence, politiques de couverture de change et/ou accords de commission spécifiques pour ces Actions ;
<b>Catégories de capitalisation</b>	toute catégorie pour laquelle les Administrateurs ont décidé de cumuler tous les revenus d'investissement nets et les plus-values nettes réalisées attribuables à ces catégories et par rapport auxquelles il n'est pas prévu de déclarer des dividendes, comme indiqué dans le Supplément approprié ;
<b>Catégories de distribution</b>	toute Catégorie par rapport à laquelle les Administrateurs veulent déclarer des dividendes conformément aux Statuts, comme précisé sous l'intitulé « <i>Politique de distribution</i> » et dans le Supplément approprié ;
<b>Commissions de courtage</b>	les frais payables par les Compartiments à des tiers, qui comprennent : (i) les frais d'exécution des opérations ; et/ou (ii) les frais de recherche applicables ;
<b>Compartiment</b>	un portefeuille d'actifs établi par les Administrateurs (sous réserve de l'approbation préalable du Dépositaire et de la Banque centrale) et constituant un fonds distinct représenté par une série d'Actions distincte et investi en accord avec les objectifs et stratégies d'investissement qui s'appliquent à ce Compartiment ;
<b>Compartiment à gestion active</b>	un Compartiment qui n'est pas un compartiment indiciel et dont les investissements sont gérés activement par le Gestionnaire des investissements ou ses délégués afin de tenter d'atteindre son objectif d'investissement ;
<b>Compartiment indiciel</b>	un Compartiment qui cherche à suivre la performance d'un Indice, tout en cherchant à minimiser autant que possible la tracking error entre la performance du Compartiment et celle de son Indice applicable ;
<b>Convention d'administration</b>	la convention du 22 décembre 2017 conclue entre le Gérant et l'Agent administratif conformément à laquelle l'Agent administratif a été désigné pour fournir des services d'administration et de comptabilité au Fonds, telle que révisée, complétée ou modifiée de toute autre manière à tout moment, conformément aux exigences de la Banque centrale ;

<b>Convention de dépositaire</b>	la convention du 22 décembre 2017 conclue entre le Fonds et le Dépositaire, conformément à laquelle le Dépositaire a été désigné en tant que dépositaire du Fonds, telle que révisée, complétée ou modifiée de toute autre manière à tout moment, conformément aux exigences de la Banque centrale ;
<b>Convention de distribution</b>	la convention du 22 décembre 2017 conclue entre le Gérant et le Distributeur général, telle que révisée, complétée ou modifiée de toute autre manière à tout moment, conformément aux exigences de la Banque centrale ;
<b>Convention de gestion</b>	la convention du 22 décembre 2017 conclue entre le Gérant et le Fonds, conformément à laquelle le Gérant a été désigné en tant que société de gestion du Fonds, telle que révisée, complétée ou modifiée de toute autre manière à tout moment, conformément aux exigences de la Banque centrale ;
<b>Convention de souscription</b>	la Convention de souscription doit être remplie et signée par un Actionnaire potentiel (ou un Actionnaire existant, dans le cas d'une souscription supplémentaire) sous la forme prescrite par le Fonds de temps à autre ;
<b>Date limite de règlement</b>	l'heure de chaque Jour de négociation spécifiée dans le Supplément approprié de chaque Catégorie de chaque Compartiment, avant laquelle les fonds de souscription doivent être reçus ;
<b>Demande de rachat</b>	une demande à remplir et à signer par un l'Actionnaire demandant le rachat sous la forme prescrite par le Fonds de temps à autre ;
<b>Dépositaire</b>	Brown Brothers Harriman Trustee Services (Ireland) Limited ou toute autre société qui peut être désignée à tout moment pour fournir des services de dépositaire au Fonds conformément aux exigences de la Banque centrale ;
<b>Devise de référence</b>	la devise dans laquelle la Valeur liquidative de chaque Compartiment est calculée ou dans laquelle une catégorie d'Actions est libellée ;
<b>Distributeur</b>	le Distributeur général et/ou tout Sous-distributeur, selon le cas ;
<b>Distributeur général</b>	FIL Distributors et/ou toute société supplémentaire ou tout successeur ou autre entité dûment nommé en tant que distributeur général du Fonds conformément aux exigences de la Banque centrale ;
<b>€ ou euro</b>	la monnaie unique des états membres participant de l'Union monétaire européenne, lancée le 1 <sup>er</sup> janvier 1999 ;
<b>EEE</b>	Espace économique européen ;
<b>État membre</b>	un état membre de l'UE
<b>États-Unis</b>	les États-Unis d'Amérique, ses territoires et possessions, y compris les États et le District de Columbia ;
<b>Fidelity International</b>	le nom de marque utilisé pour la division des services financiers du Groupe FIL, soit FIL Limited et ses filiales, le groupe auquel appartient le Gérant ;
<b>Fonds</b>	Fidelity UCITS II ICAV ;
<b>Fournisseur d'indices</b>	par rapport à un Compartiment, l'entité ou la personne qui, par elle-même ou par le biais d'un agent désigné, compile, calcule et publie des informations sur un Indice, comme précisé dans le Supplément approprié ;
<b>Frais d'exécution des transactions</b>	les commissions qui sont versées à des courtiers tiers dans le cadre de l'exécution des transactions ;

<b>Frais de recherche</b>	Les frais que le Compartiment approprié doit payer à des tiers en échange des services de recherche d'investissements et de conseils qui se rapportent aux actions et aux titres associés à des actions. Des informations supplémentaires sur les Frais de recherche, y compris le montant maximum qui peut être facturé à un Compartiment, ainsi que les informations détaillées sur la méthodologie de recouvrement de ces frais, sont disponibles au siège social du Fonds ou sur le site du Gérant.
<b>Frais et dépenses</b>	tous les droits de timbre et autres droits, taxes, frais gouvernementaux, impôts, prélèvements, frais de change et commissions (y compris les écarts de change), frais de dépositaire et de sous-dépositaire, frais et dépenses de transfert, commissions des agents, Commissions de courtage, frais bancaires, frais d'enregistrement et autres droits et charges, y compris toute réserve pour tenir compte de l'écart ou de la différence qui existe entre le prix auquel un actif a été évalué aux fins du calcul de la Valeur liquidative par Action d'un Compartiment et le prix réel ou estimé auquel cet actif est acheté ou devrait être acheté, dans le cas des souscriptions d'Actions du Compartiment concerné, ou vendu ou devrait être vendu, dans le cas des rachats d'Actions du Compartiment concerné, y compris, afin d'éviter toute ambiguïté, tous les frais ou coûts découlant de l'ajustement d'un contrat dérivé nécessaire en raison d'une souscription ou d'un rachat, qu'il soit payé, à payer ou imputé ou prévu d'être payé, à payer ou imputé par rapport à la constitution, l'augmentation ou la réduction de toutes les liquidités et autres actifs du Fonds ou la création, l'acquisition, l'émission, la conversion, l'échange, l'achat, la détention, le rachat, la vente ou le transfert des Actions (y compris, le cas échéant, l'émission ou l'annulation de certificats d'Actions) ou des investissements par ou pour le compte du Fonds ;
<b>Gérant</b>	FIL Fund Management (Ireland) Limited ou tout autre gestionnaire désigné par le Fonds ;
<b>Gestionnaire des investissements</b>	l'entité indiquée dans le Supplément approprié en tant que gestionnaire des investissements qui a été nommée pour fournir des services de gestion d'investissement au Compartiment concerné et doit inclure, selon le contexte, tout gestionnaire délégué des investissements, désigné à tout moment par le Gestionnaire des investissements ;
<b>Heure limite de négociation</b>	l'heure de chaque Jour de négociation spécifiée dans le Supplément approprié de chaque Catégorie de chaque Compartiment, avant laquelle les ordres de souscription ou de rachat doivent être reçus ;
<b>IFD</b>	instruments financiers dérivés ;
<b>Indice</b>	tout indice financier qu'un Compartiment indiciel cherche à suivre conformément à son objectif d'investissement et/ou en accord avec ses politiques d'investissement, comme précisé dans le Supplément approprié ;
<b>Institution appropriée</b>	(a) un établissement de crédit autorisé dans l'EEE (États membres, Norvège, Islande, Liechtenstein) ; (b) un établissement de crédit autorisé dans un état signataire (autre qu'un État membre de l'EEE) de la Convention de Bâle de juillet 1988 portant coordination en matière de capitaux (Suisse, Canada, Japon, États-Unis) ; ou (c) un établissement de crédit autorisé à Jersey, à Guernesey, dans l'île de Man, en Australie ou en Nouvelle-Zélande.
<b>Jour d'évaluation</b>	un jour pendant lequel la Valeur liquidative d'un Compartiment est calculée, comme précisé dans le Supplément approprié ;
<b>Jour de négociation</b>	les jours spécifiés dans le Supplément approprié pour tout Compartiment et/ou tout autre jour que les Administrateurs peuvent fixer et notifier à l'avance aux Actionnaires, à condition qu'il y ait au moins deux Jours de négociation par mois à intervalles réguliers ;
<b>Jour ouvrable</b>	sauf spécification contraire dans le Supplément approprié d'un Compartiment, un jour ouvrable bancaire et/ou tout autre jour ou tous autres jours déterminés par les Administrateurs et signifiés au préalable aux Actionnaires ;
<b>Jour ouvrable bancaire à Londres</b>	un jour où les banques commerciales sont ouvertes et règlent les paiements à Londres, hormis les jours pendant lesquels ces banques commerciales sont ouvertes pour une demi-journée uniquement ;

<b>KRW</b>	Won de la République de Corée, devise légale de la république de Corée ;
<b>Loi</b>	la loi irlandaise sur les organismes de gestion collective d'actifs de 2015 (« Irish Collective Asset-management Vehicles Act 2015 ») et toutes les réglementations applicables établies et conditions imposées par la Banque centrale ;
<b>Marché reconnu</b>	tout marché ou bourse reconnu, énuméré ou mentionné dans l'Annexe II du présent Prospectus et tout autre marché que les Administrateurs peuvent à tout moment déterminer en accord avec les Réglementations OPCVM et préciser dans l'Annexe II au présent Prospectus ;
<b>OCDE</b>	l'Organisation de coopération et de développement économiques ;
<b>OPCVM</b>	un organisme de placement collectif en valeurs mobilières au sens des Réglementations OPCVM ;
<b>Période d'offre initiale</b>	la ou les période(s) spécifiée(s) dans le Supplément approprié comme étant la période pendant laquelle les Actions d'une Catégorie peuvent être achetées au Prix d'offre initiale ;
<b>Personne des États-Unis</b>	une « <i>Personne des États-Unis</i> » telle que définie dans le Règlementation S de la loi sur les titres boursiers (« Securities Act ») de 1933, dans sa version révisée, et une personne exclue de la définition d'une « personne autre que des États-Unis » telle qu'utilisée dans la Règle 4.7 de la Commodity Futures Trading Commission (« <b>CFTC</b> ») ;
<b>Personne non habilitée</b>	une personne qui est (a) une Personne des États-Unis ou qui détient des Actions pour le compte ou au profit d'une Personne des États-Unis ; ou (b) qui détient des Actions en infraction à une loi ou réglementation ou autrement, dans des circonstances ayant ou pouvant avoir des conséquences réglementaires, juridiques, pécuniaires ou fiscales défavorables, ou présenter un inconvénient administratif important pour le Fonds ou les Actionnaires dans leur ensemble ;
<b>Point d'évaluation</b>	l'heure précisée dans le Supplément approprié de chaque Compartiment ou toute autre heure que les Administrateurs peuvent à tout moment déterminer en informant les Actionnaires.  Pour éviter toute ambiguïté, l'heure à laquelle la Valeur liquidative est déterminée est toujours après l'heure que les Administrateurs choisiront comme étant l'Heure limite de négociation ;
<b>Prix d'offre initiale</b>	le prix auquel les Actions peuvent être souscrites pendant la Période d'offre Initiale, tel qu'indiqué dans le Supplément approprié ;
<b>Prospectus</b>	le présent document, le Supplément approprié d'un Compartiment et tout autre supplément ou addenda destiné à être lu et interprété conjointement et à faire partie de ce document ;
<b>Registre</b>	le registre des Actionnaires tenu pour le compte du Fonds ;
<b>Réglementations OPCVM</b>	la Réglementation des Communautés européennes (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) de 2011 (dans leur version révisée), la loi sur la supervision et l'application de la Banque centrale (« Central Bank (Supervision and Enforcement) Act ») de 2013 et la Section 48(1) des Réglementations sur les organismes de placement collectifs en valeurs mobilières (« Section 48(1) Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities Regulations ») de 2015, et tous les textes législatifs, règlements, avis, documents de questions-réponses, et autres lignes directrices publiés par la Banque centrale à tout moment conformément à ceux-ci et toutes les réglementations établies ou conditions imposées ou dérogation accordées par la Banque centrale au titre de ceux-ci, tels que révisés à tout moment ;
<b>Réglementations OPCVM de la Banque centrale</b>	la loi sur la supervision et l'application de la Banque centrale (« Central Bank (Supervision and Enforcement) Act ») de 2013 et la Section 48(1) des Réglementations sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (« Section 48(1) Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities Regulations ») de 2015, telle que révisée, et tous les avis, documents de questions-réponses, et autres lignes directrices publiés par la Banque centrale à tout moment à cet égard ;

<b>Site Web</b>	www.fidelityinternational.com, sur lequel la Valeur liquidative par Action actualisée, les avoirs du portefeuille et toute autre information pertinente relative à un Compartiment sont publiés et sur lequel le présent Prospectus et toute autre information relative au Fonds, y compris différentes communications aux Actionnaires et investisseurs, peuvent être publiés. Si ce site web n'est plus disponible pour une raison quelconque, un autre site web sera communiqué aux Actionnaires, sur lequel la Valeur liquidative par Action et toute autre information pertinente relative à un Compartiment seront publiés et sur lequel le présent Prospectus et toute autre information relative au Fonds, y compris les différentes communications aux Actionnaires et investisseurs, peuvent être publiés.
<b>Sous-distributeur</b>	tout sous-distributeur nommé à tout moment par le Distributeur général par rapport à un Compartiment ;
<b>Statuts</b>	les Statuts alors en vigueur du Fonds, tels qu'ils peuvent être modifiés à tout moment, sous réserve de l'approbation de la Banque centrale ;
<b>Supplément approprié</b>	un document complémentaire du Prospectus contenant des informations relatives à chaque Compartiment ;
<b>Titres de l'indice</b>	les titres qui constituent chaque Indice ;
<b>UE</b>	Union européenne ;
<b>Valeur liquidative</b>	la valeur liquidative d'un Compartiment, calculée de la manière décrite dans la section « <i>Détermination de la valeur liquidative</i> » ;
<b>Valeur liquidative par Action</b>	la valeur liquidative d'une Action d'un Compartiment, y compris une Action d'une Catégorie, calculée comme décrit dans la section « <i>Détermination de la valeur liquidative</i> » ;

---



---

## ANNEXE II – MARCHÉS RECONNUS

---

(i) Une bourse ou un marché de tout État membre ou de tout État membre de l'EEE, ou l'un des pays suivants : Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Hong Kong, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Suisse.

(ii) L'un des marchés ou bourses suivants :

Argentine	Bourse de Buenos Aires Bourse de Córdoba Bourse de La Plata Bourse de Mendoza Bourse de Rosario		Bourse d'Uttar Pradesh Bourse de Calcutta
		Indonésie	Bourse de Jakarta Bourse de Surabaya
Brésil	Bourse de Bahia-Sergipe-Alagoas Bourse de Brasilia Bourse d'Extremo Sul Porto Allegre Bourse de Minas Esperito Santo Bourse de Parana Curitiba Bourse de Pernambuco e Paraiba Recife Bourse régionale de Fortaleza Bourse de Rio de Janeiro Bourse de Santos Bourse de Sao Paulo	Israël	Bourse de Tel Aviv (TASE)
		Kazakhstan	Bourse du Kazakhstan
		Malaisie	Bourse de Kuala Lumpur Bourse de Bumiputra
		Mexique	Bolsa Mexicana de Valores
		Namibie	Bourse namibienne
Chili	Bourse de Santiago Bourse de Valparaiso	Nouvelle-Zélande	Bourse de Nouvelle-Zélande
Chine	Bourse de valeurs de Shanghai Bourse de Shenzhen	Nigeria	Bourse nigérienne
		Pakistan	Bourse de Karachi Bourse de Lahore
Colombie	Bourse colombienne		
Costa Rica	Bolsa Nacional de Valores S.A.	Pérou	Bourse de Lima
Égypte	Bourse du Caire et d'Alexandrie	Philippines	Bourse des Philippines
Ghana	Bourse du Ghana	Qatar	Marché de valeurs de Doha
Inde	Bourse de Bombay Bourse de Madras Bourse de Dehli Bourse d'Ahmedabad Bourse de Bangalore Bourse de Cochin Bourse de Gauhati Bourse de Magadh Bourse de Pune Bourse de Hyderabad Bourse de Ludhiana	Russie	Bourse internationale de Moscou Moscow Interbank Currency Exchange (MICEX) (actions uniquement)
		Serbie	Bourse de Belgrade
		Singapour	Bourse de Singapour SESDAQ
		Afrique du S	Bourse de Johannesburg
		Corée	Korea Exchange, Inc. (KRX)

du Sud	KRX Stock Market Division (Marché KRX KOSPI) KRX Futures Market Division (Marché des instruments dérivés KRX) KRX Korea Securities Dealers Association Automated Quotation (KOSDAQ) Division	Émirats arabes unis	Marché financier de Dubaï Marché Financier International de Dubaï
Sri Lanka	Bourse de Colombo	Ukraine	Bourse ukrainienne
Taïwan	Bourse de Taïwan	Uruguay	Rospide Sociedad de Bolsa S.A.
Thaïlande	Bourse de Thaïlande	Venezuela	Bolsa de Valores de Caracas
Turquie	Bourse d'Istanbul	Vietnam	Bourse du Vietnam
(iii)		Zambie	Bourse de Lusaka

Les marchés suivants :

- le marché organisé par l'International Capital Market Association (association des marchés de capitaux internationaux) ;
- Le marché britannique (i) placé sous la conduite des banques et autres institutions réglementées par la Financial Conduct Authority (FCA) et soumis aux dispositions en matière de conduite interprofessionnelle du *Market Conduct Sourcebook* de la FCA et (ii) de produits qui ne sont pas destinés à l'investissement et sont soumis aux lignes directrices énoncées dans le code *Non-Investment Product Code* rédigé par les participants du marché londonien, y compris la FCA et la Banque d'Angleterre (anciennement dénommé « *The Grey Paper* ») ;
- (a) le NASDAQ aux États-Unis, (b) le marché des titres d'État américains organisé par les négociants primaires régis par la Federal Reserve Bank of New York ; (c) le marché de gré à gré aux États-Unis organisé par des négociants primaires et secondaires régis par la Securities and Exchange Commission, la National Association of Securities Dealers et par des établissements bancaires réglementés par le US Controller of Currency, le Federal Reserve System ou la Federal Deposit Insurance Corporation ;
- (a) le NASDAQ Japan, (b) le marché de gré à gré du Japon réglementé par la Securities Dealers Association of Japan, et (c) le Market of the High-Growth and Emerging Stocks (« **MOTHERS** ») ;
- les marchés des investissements alternatifs du Royaume-Uni réglementés et opérés par la Bourse de Londres ;
- le Hong Kong Growth Enterprise Market (« **GEM** ») ;
- TAISDAQ ;
- le Stock Exchange of Singapore Dealing and Automated Quotation (SESDAQ) ;
- le Stock Exchange of Singapore Dealing and Automated Quotation (« **TIGER** ») ;
- le Korean Securities Dealers Automated Quotation (« **KOSDAQ** ») ;
- le marché français des titres de créances négociables
- le marché de gré à gré des obligations d'État canadiennes réglementé par l'Investment Dealers Association of Canada ;
- l'EASDAQ (European Association of Securities Dealers Automated Quotation)

Amérique du nord Chicago Mercantile Exchange  
American Stock Exchange  
Chicago Board of Trade  
Chicago Board of Options Exchange  
Coffee, Sugar and Cocoa Exchange  
Iowa Electronic Markets  
Kansas City Board of Trade  
Mid-American Commodity Exchange  
Minneapolis Grain Exchange  
New York Cotton Exchange  
Twin Cities Board of Trade  
New York Futures Exchange

	New York Board of Trade
	New York Mercantile Exchange
	CME Group
	Bourse de Montréal
Asie	China Financial Futures Exchange
	Dalian Commodity Exchange
	Shanghai Futures Exchange
	Zhengzhou Commodity Exchange
	China Interbank Bond Market
	Hong Kong Futures Exchange
	Ace Derivatives & Commodity Exchange
	Indonesia Commodity and Derivatives Exchange
	Bursa Malaysia Derivatives Berhad
	Singapore International Monetary Exchange
	Singapore Commodity Exchange
	Tokyo Financial Exchange
	Tokyo Commodity Exchange
	Taiwan Futures Exchange
	Thailand Futures Exchange
	Agricultural Futures Exchange of Thailand
	Singapore Commodity Exchange
	Singapore Mercantile Exchange
Australasie	New Zealand Exchange
Europe	Athens Derivative Exchange
	Borsa Italiana (IDEM)
	EUREX Deutschland
	EUREX Zurich
	EUREX for Bunds, OATs, BTPs
	Euronext Derivatives Amsterdam
	Euronext Derivatives Brussels
	Euronext Derivatives Paris
	ICE Futures Europe
	London Metal Exchange
	Meff Renta Variable (Madrid)
	OMX Nordic Exchange Copenhagen
	OMX Nordic Exchange Stockholm
	Ukrainian Interbank Currency Exchange
Afrique	South African Futures Exchange

et toute bourse ou tout marché, y compris une chambre de commerce ou entité similaire, ou un système de cotation automatisé, dont les bourses et marchés sont réglementés, sont ouverts régulièrement, reconnus et ouverts au public dans un État membre ou un État membre de l'EEE

À l'exception des investissements autorisés dans des placements non cotés et des instruments dérivés hors bourse, les investissements dans des titres ou des instruments financiers dérivés sont réalisés uniquement dans des titres ou des instruments financiers dérivés cotés ou négociés sur un Marché reconnu qui satisfait aux critères réglementaires (régulé, ouvert régulièrement, reconnu et ouvert au public) et qui sont énoncés ci-dessus. Ces marchés et bourses sont énumérés conformément aux exigences de la Banque centrale, et la Banque centrale ne délivre pas une liste des marchés approuvés.

Ces marchés et bourses sont énumérés précédemment conformément aux critères réglementaires, tels que définis dans les Réglementations OPCVM de la Banque centrale. La Banque centrale ne publie pas une liste de marchés approuvés.

---

**ANNEXE III – DEPOSITAIRES DELEGUES**

---

Le Dépositaire a délégué ses fonctions de garde à Brown Brothers Harriman & Co. (« **BBH&Co.** »), dont le siège social est situé au 140 Broadway, New York, NY 10005, et qu'il a nommé comme dépositaire délégué mondial. BBH&Co. a par ailleurs désigné les entités énumérées ci-après comme étant ses sous-dépositaires locaux sur les marchés spécifiés.

La liste ci-après comprend de multiples sous-dépositaires / correspondants sur certains marchés. La confirmation de quel sous-dépositaire / correspondant détient des actifs sur chacun de ces marchés par rapport à un client est disponible sur demande.

<b><u>PAYS</u></b>	<b><u>SOUS-DÉPOSITAIRE</u></b>
ARGENTINE	CITIBANK, N.A. SUCCURSALE À BUENOS AIRES
AUSTRALIE	HSBC BANK AUSTRALIA LIMITED POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
AUSTRALIE	NATIONAL AUSTRALIA BANK
AUTRICHE	DEUTSCHE BANK AG, SUCCURSALE À VIENNE
AUTRICHE	UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
BAHRAIN*	HSBC BANK MIDDLE EAST LIMITED, SUCCURSALE AU BAHREÏN POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
BANGLADESH*	STANDARD CHARTERED BANK, SUCCURSALE AU BANGLADESH
BELGIQUE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
BELGIQUE	DEUTSCHE BANK AG, SUCCURSALE À AMSTERDAM
BERMUDES*	HSBC BANK BERMUDA LIMITED POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
BOSNIE*	UNICREDIT BANK D.D. POUR UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
BOTSWANA*	STANDARD CHARTERED BANK BOTSWANA LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
BRÉSIL*	CITIBANK, N.A. SÃO PAULO
BRÉSIL	ITAÚ UNIBANCO S.A.
BULGARIE*	CITIBANK EUROPE PLC, SUCCURSALE BULGARE DE CITIBANK,
CANADA	CIBC MELLON TRUST COMPANY POUR CIBC MELLON TRUST COMPANY, CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE AND BANK OF NEW YORK MELLON
CANADA	RBC INVESTOR SERVICES TRUST POUR ROYAL BANK OF CANADA (RBC)
CHILI*	BANCO DE CHILE POUR CITIBANK, N.A.

CHINE*	CHINA CONSTRUCTION BANK CORPORATION
CHINE*	DEUTSCHE BANK (CHINA) CO., LTD., SUCCURSALE À SHANGHAI ** <i>Le recours à ce sous-dépositaire est limité.</i> **
CHINE*	HSBC BANK (CHINA) COMPANY LIMITED POUR HONGKONG ET SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
CHINE*	INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA LIMITED
CHINE*	STANDARD CHARTERED BANK (CHINA) LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
COLOMBIE*	CITITRUST COLOMBIA S.A., SOCIEDAD FIDUCIARIA POUR CITIBANK, N.A.
CROATIE*	ZAGREBACKA BANKA D.D. POUR UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
CHYPRE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	CITIBANK EUROPE PLC, ORGANIZAČNÍ SLOZKA POUR CITIBANK, N.A.
DANEMARK	NORDEA BANK DANMARK A/S POUR NORDEA BANK DANMARK A/S ET NORDEA BANK AB (PUBL)
DANEMARK	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (PUBL), SUCCURSALE AU DANEMARK
ÉGYPTE*	CITIBANK, N.A. - SUCCURSALE AU CAIRE
ÉGYPTE*	HSBC BANK EGYPT S.A.E. POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
ESTONIE	SWEDBANK POUR NORDEA BANK FINLAND PLC AND NORDEA BANK AB (PUBL)
FINLANDE	NORDEA BANK FINLAND PLC POUR NORDEA BANK FINLAND PLC ET NORDEA BANK AB (PUBL)
FINLANDE	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (PUBL), SUCCURSALE À HELSINKI
FRANCE	BNP PARABIS SECURITES SERVICES
FRANCE	CACEIS BANK FRANCE
FRANCE	DEUTSCHE BANK AG, SUCCURSALE À AMSTERDAM
ALLEMAGNE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - SUCCURSALE À FRANCFORT
ALLEMAGNE	DEUTSCHE BANK AG – FRANKFURT
GHANA*	STANDARD CHARTERED BANK GHANA LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK

GRÈCE	HSBC BANK PLC - SUCCURSALE À ATHÈNES POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
HONG KONG	STANDARD CHARTERED BANK (HONG KONG) LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
HONG KONG	HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
HONGRIE	CITIBANK EUROPE PLC, SUCCURSALE HONGROISE DE CITIBANK, N.A.
HONGRIE	UNICREDIT BANK HUNGARY ZRT POUR UNICREDIT BANK HUNGARY ZRT AND UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
ISLANDE*	LANDSBANKINN HF.
INDE*	CITIBANK, N.A. - SUCCURSALE À MUMBAI
INDE*	DEUTSCHE BANK AG - SUCCURSALE À MUMBAI
INDE*	HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) - SUCCURSALE INDIENNE
INDONÉSIE	CITIBANK, N.A. - SUCCURSALE À JAKARTA
INDONÉSIE	STANDARD CHARTERED BANK, SUCCURSALE INDONÉSIE
IRLANDE	CITIBANK, N.A. - SUCCURSALE LONDONIENNE
ISRAËL	BANK HAPOALIM BM
ISRAËL	CITIBANK, N.A., SUCCURSALE ISRAÉLIENNE
ITALIE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - SUCCURSALE À MILAN
ITALIE	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SECURITIES SERVICES S.P.A. (SGSS S.P.A.)
CÔTE D'IVOIRE*	STANDARD CHARTERED BANK CÔTE D'IVOIRE POUR STANDARD CHARTERED BANK
JAPON	MIZUHO BANK LTD
JAPON	SUMITOMO MITSUI BANKING CORPORATION
JAPON	THE BANK OF TOKYO-MITSUBISHI UFJ LTD.
JAPON	HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) - SUCCURSALE JAPONAISE
KAZAKHSTAN*	JSC CITIBANK KAZAKHSTAN POUR CITIBANK, N.A.
KENYA*	STANDARD CHARTERED BANK KENYA LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK

KOWEÏT*	HSBC BANK MIDDLE EAST LIMITED - SUCCURSALE AU KOWEÏT HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LTD. (HSBC)
LETTONIE	« SWEDBANK » POUR NORDEA BANK FINLAND PLC ET NORDEA BANK AB (PUBL)
LIBAN*	HSBC BANK MIDDLE EAST LIMITED - SUCCURSALE LIBANAISE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
LITUANIE	« SWEDBANK » AB POUR NORDEA BANK FINLAND PLC ET NORDEA BANK AB (PUBL)
LUXEMBOURG	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, SUCCURSALE À LUXEMBOURG *** <i>Réservée aux avoirs en fonds communs de placement.</i> ***
LUXEMBOURG	KBL EUROPEAN PRIVATE BANKERS S.A.
MALAISIE*	HSBC BANK MALAYSIA BERHAD (HBMB) POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LTD. (HSBC)
MALAISIE*	STANDARD CHARTERED BANK MALAYSIA BERHAD POUR STANDARD CHARTERED BANK
MAURICE*	HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) - SUCCURSALE À L'ILE MAURICE
MEXIQUE	BANCO NACIONAL DE MEXICO, SA (BANAMEX) POUR CITIBANK, N.A.
MEXIQUE	BANCO SANTANDER (MEXICO) S.A. POUR BANCO SANTANDER, S.A. ET BANCO SANTANDER (MEXICO) S.A.
MAROC	CITIBANK MAGHREB POUR CITIBANK, N.A.
NAMIBIE*	STANDARD BANK NAMIBIA LTD. POUR STANDARD BANK OF SOUTH AFRICA LIMITED
PAYS-BAS	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
PAYS-BAS	DEUTSCHE BANK AG, SUCCURSALE À AMSTERDAM
NOUVELLE-ZÉLANDE	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATON LIMITED (HSBC) - SUCCURSALE NÉO-ZÉLANDAISE
NIGERIA*	STANBIC IBTC BANK PLC POUR STANDARD BANK OF SOUTH AFRICA LIMITED
NORVÈGE	NORDEA BANK NORGE ASA POUR NORDEA BANK NORGE ASA ET NORDEA BANK AB (PUBL)
NORVÈGE	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (PUBL), OSLO
OMAN*	HSBC BANK OMAN SAOG POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)

PAKISTAN*	STANDARD CHARTERED BANK (PAKISTAN) LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
PÉROU*	CITIBANK DEL PERÚ S.A. POUR CITIBANK, N.A.
PHILIPPINES*	STANDARD CHARTERED BANK - SUCCURSALE PHILIPPINE
PHILIPPINES*	HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) - SUCCURSALE PHILIPPINE
POLOGNE	BANK HANDLOWY W WARSZAWIE S.A. (BHW) POUR CITIBANK NA
POLOGNE	BANK POLSKA KASA OPIEKI S.A.
POLOGNE	ING BANK SLASKI S.A. POUR ING BANK N.V.
PORTUGAL	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
QATAR*	HSBC BANK MIDDLE EAST LTD - SUCCURSALE AU QATAR POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
ROUMANIE	CITIBANK EUROPE PLC, DUBLIN - SUCCURSALE ROUMAINE POUR CITIBANK, N.A.
RUSSIE*	AO CITIBANK POUR CITIBANK, N.A.
ARABIE SAOUDITE*	HSBC SAUDI ARABIA LIMITED POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
SERBIE*	UNICREDIT BANK SERBIA JSC POUR UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
SINGAPOUR	DBS BANK LTD (DBS)
SINGAPOUR	STANDARD CHARTERED BANK - SUCCURSALE À SINGAPOUR
SINGAPOUR	HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) - SUCCURSALE À SINGAPOUR
SLOVAQUIE	CITIBANK EUROPE PLC, POBOČKA ZAHRANIČNEJ BANKY POUR CITIBANK, N.A.
SLOVÉNIE	UNICREDIT BANKA SLOVENIJA DD POUR UNICREDIT BANKA SLOVENIJA DD & UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
AFRIQUE DU SUD	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, SUCCURSALE À JOHANNESBOURG
AFRIQUE DU SUD	STANDARD BANK OF SOUTH AFRICA LIMITED (SBSA)
AFRIQUE DU SUD	STANDARD CHARTERED BANK, SUCCURSALE À JOHANNESBOURG
CORÉE DU SUD*	CITIBANK KOREA INC. POUR CITIBANK, N.A.
CORÉE DU SUD*	KEB HANA BANK

CORÉE DU SUD*	HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED - SUCCURSALE CORÉENNE
ESPAGNE	BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA SA
ESPAGNE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, SUCCURSALE ESPAGNOLE
ESPAGNE	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, SUCCURSALE ESPAGNOLE
SRI LANKA*	HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) - SUCCURSALE AU SRI LANKA
SWAZILAND*	STANDARD BANK SWAZILAND LTD. POUR STANDARD BANK OF SOUTH AFRICA LIMITED
SUÈDE	NORDEA BANK AB (PUBL)
SUÈDE	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (PUBL)
SUISSE	CREDIT SUISSE AG
SUISSE	UBS SWITZERLAND AG
TAÏWAN*	BANK OF TAIWAN
TAÏWAN*	JP MORGAN CHASE BANK, N.A., SUCCURSALE À TAIPEI ** <b>Le recours à ce sous-dépositaire est limité.</b> **
TAÏWAN*	STANDARD CHARTERED BANK (TAIWAN) LTD POUR STANDARD CHARTERED BANK
TANZANIE*	STANDARD CHARTERED BANK TANZANIA LIMITED AND STANDARD CHARTERED BANK (MAURITIUS) LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
THAÏLANDE	HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) - SUCCURSALE THAÏLANDAISE
THAÏLANDE*	STANDARD CHARTERED BANK (THAI) PUBLIC COMPANY LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
TRANSNATIONAL (CLEARSTREAM)	BROWN BROTHERS HARRIMAN & CO. (BBH&CO.)
TRANSNATIONAL (EUROCLEAR)	BROWN BROTHERS HARRIMAN & CO. (BBH&CO.)
TUNISIE*	UNION INTERNATIONALE DE BANQUES (UIB)
TURQUIE	CITIBANK ANONIM SIRKETI POUR CITIBANK, N.A.
TURQUIE	DEUTSCHE BANK A.S. POUR DEUTSCHE BANK A.S. ET DEUTSCHE BANK AG
UGANDA*	STANDARD CHARTERED BANK UGANDA LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK

UKRAINE*	PUBLIC JOINT STOCK COMPANY « CITIBANK » (PJSC « CITIBANK ») POUR CITIBANK, N.A.
ÉMIRATS ARABES UNIS*	HSBC BANK MIDDLE EAST LIMITED POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
ROYAUME-UNI	CITIBANK, N.A., SUCCURSALE LONDONIENNE
ROYAUME-UNI	HSBC BANK PLC
ÉTATS-UNIS	BBH&CO.
URUGUAY	BANCO ITAÚ URUGUAY S.A. POUR BANCO ITAÚ URUGUAY S.A. ET ITAÚ UNIBANCO S.A.
VENEZUELA*	CITIBANK, N.A. - SUCCURSALE À CARACAS
VIÊT NAM*	HSBC BANK (VIETNAM) LTD. POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
ZAMBIE*	STANDARD CHARTERED BANK ZAMBIA PLC POUR STANDARD CHARTERED BANK
ZIMBABWE*	STANDARD CHARTERED BANK ZIMBABWE LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK

\* Sur ces marchés, le sous-dépositaire impose aux clients d'avoir un dépôt en espèces. Pour tous les autres marchés, BBH & Co. ou l'une de ses sociétés affiliées impose aux clients d'avoir un dépôt en espèces.

# Fidelity UCITS II ICAV

## Fidelity MSCI Emerging Markets Index Fund

**15 mars 2019**

(Un Compartiment de Fidelity UCITS II ICAV, un organisme irlandais de gestion collective d'actifs constitué sous forme de fonds à compartiments multiples avec passif distinct entre les compartiments. Fidelity UCITS ICAV est agréé par la Banque centrale d'Irlande sous le numéro C174793 conformément aux Réglementations OPCVM)

Pour les besoins des Réglementations OPCVM, le présent supplément (le « Supplément ») fait partie intégrante du Prospectus de Fidelity UCITS II ICAV (l'« ICAV ») daté du 15 mars 2019 (le « Prospectus »). Le présent Supplément doit être lu dans le cadre du, et conjointement au, Prospectus et contient des informations relatives à Fidelity MSCI Emerging Markets Index Fund (le « Compartiment ») qui est un compartiment distinct de l'ICAV, représenté par la série d'actions Fidelity MSCI Emerging Markets Index Fund (les « Actions »).

**Le Compartiment est un compartiment indiciel.**

**Avant tout investissement dans ce Compartiment, les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin et lire en intégralité le présent Supplément et le Prospectus, et tenir compte des facteurs de risque présentés dans ces documents. Si vous avez un doute quelconque concernant le contenu du présent Supplément, vous devez consulter votre courtier, banquier, avocat, comptable et/ou conseiller financier.**

Les Administrateurs, présentés dans la section « *Gestion* » du Prospectus, assument la responsabilité des informations contenues dans le présent Supplément. Pour autant que les Administrateurs le sachent (ayant pris toutes les dispositions raisonnables pour s'assurer que tel est bien le cas), les informations contenues dans le présent Supplément correspondent à la réalité et n'omettent aucun élément susceptible d'altérer la nature de ces informations. Les Administrateurs en assument la responsabilité en conséquence.

Sauf définition contraire contenue dans le présent document ou stipulation contraire inhérente au contexte, tous les termes définis et utilisés dans le présent Supplément ont la même signification que celle qui leur est conférée dans le Prospectus.

### INFORMATIONS IMPORTANTES

<b>Devise de référence</b>	USD
<b>Base de la distribution</b>	Revenu net
<b>Jour ouvrable</b>	Tout jour à l'exception du samedi, dimanche, Nouvel an, jour de Noël et Vendredi Saint et/ou tous autres jours déterminés par les Administrateurs et signifiés au préalable aux Actionnaires
<b>Jour de négociation</b>	Chaque Jour ouvrable sera un Jour de négociation. Cependant, tout jour pendant lequel les marchés sur lesquels les Actions composant l'Indice sont cotées ou négociées ou tout jour où les marchés pertinents pour cet Indice sont fermés, et qu'en conséquence 25 % ou plus des Actions de l'Indice ne peuvent pas être négociées, ne sera pas un Jour de négociation. Toutefois, le Compartiment comptera au moins un Jour de négociation par quinzaine. Les Jours de négociation du Compartiment sont indiqués sur le site Internet.
<b>Heure limite de négociation</b>	17 h 00 (heure d'Irlande), le Jour ouvrable qui précède le Jour de négociation approprié
<b>Période d'offre initiale</b>	Pour chaque Catégorie d'actions, la période mentionnée dans le tableau de la section « <i>Catégorie</i> » ci-après ou toute date antérieure ou ultérieure que les Administrateurs pourront choisir
<b>Indice</b>	MSCI Emerging Markets Index
<b>Fournisseur de l'indice</b>	MSCI Inc.
<b>Gestionnaire en investissement</b>	Geode Capital Management LLC, One Post Office Square, 20th Floor, Boston, MA 02109, Etats-Unis d'Amérique
<b>Charges</b>	<p>Le TER maximum pour chaque catégorie est établi dans le tableau figurant dans la section « <i>Catégories</i> » ci-après.</p> <p>Le Gérant supportera les frais de constitution du Compartiment.</p> <p>Des informations supplémentaires sont présentées à cet égard ci-après ainsi que dans la section « <i>Frais et dépenses</i> » du Prospectus.</p>
<b>Montant de souscription minimum</b> <b>Montant de souscription minimum supplémentaire</b> <b>Montant de participation minimum</b>	<p><u>Toutes les Catégories d'actions (excepté les Catégories SE)</u></p> <p>Montant de souscription minimum : 100 000 dollars US  Montant de souscription minimum supplémentaire : 10 000 dollars US  Montant de participation minimum : 10 000 dollars US</p> <p><u>Catégories d'actions SE</u></p> <p>Montant de souscription minimum : 500 millions de dollars US  Montant de souscription minimum supplémentaire : s.o.  Montant de participation minimum : 500 millions de dollars US</p>

<b>Date limite de règlement</b>	Le deuxième Jour ouvrable qui suit un Jour de négociation
<b>Tracking error</b>	<p>50 bp dans des conditions de marché normales.</p> <p>La tracking error est définie comme étant l'écart-type des rendements excédentaires obtenus au cours d'un exercice annuel.</p> <p>La tracking error anticipée qui est mentionnée ci-dessus concerne les catégories d'Actions non couvertes par rapport à l'Indice qui n'est pas couvert. La tracking error relative aux catégories d'Actions à devise couverte évoluera au fil du temps car la couverture appliquée à ces catégories couvertes entraînera une déviation plus importante par rapport à l'Indice.</p>
<b>Valorisation</b>	La Valeur liquidative par Action est calculée conformément à la section « <i>Détermination de la Valeur liquidative</i> » du Prospectus, en utilisant, pour chaque Jour d'évaluation, le prix de clôture officiel publié par le Marché reconnu approprié pour les actifs cotés ou négociés selon les règles d'un Marché reconnu.
<b>Jour d'évaluation</b>	Tout jour, à l'exception du : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouvel An, Jour de Noël et Vendredi saint</li> <li>- Tout jour au cours duquel l'Indice n'est pas publié.</li> </ul>
<b>Point d'évaluation</b>	23 h 00 (heure d'Irlande), chaque Jour d'évaluation

## Catégories

Les Actions d'un Compartiment peuvent être divisées en plusieurs catégories d'Actions qui présentent des politiques de dividendes et des couvertures de change différentes. Par conséquent, les frais et dépenses peuvent être différents. Les catégories d'Actions suivantes pourront être lancées à la discrétion du Gérant.

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P USD Inc	USD	Non	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
I USD Inc*	USD	Non	Distribution	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Acc	USD	Non	Capitalisation	0,20	s.o. <sup>+</sup>	5 USD
I USD Acc*	USD	Non	Capitalisation	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P GBP Inc	GBP	Non	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P GBP Acc	GBP	Non	Capitalisation	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P EUR Inc	EUR	Non	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Acc	EUR	Non	Capitalisation	0,20	s.o. <sup>+</sup>	5 EUR
P CHF Inc	CHF	Non	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Acc	CHF	Non	Capitalisation	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Acc	PLN	Non	Capitalisation	0,20	s.o. <sup>+</sup>	25 PLN
P USD Hedged Inc	USD	Oui	Distribution	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Hedged Acc	USD	Oui	Capitalisation	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P GBP Hedged Inc	GBP	Oui	Distribution	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P GBP Hedged Acc	GBP	Oui	Capitalisation	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P EUR Hedged Inc	EUR	Oui	Distribution	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Hedged Acc	EUR	Oui	Capitalisation	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P CHF Hedged Inc	CHF	Oui	Distribution	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Hedged Acc	CHF	Oui	Capitalisation	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Hedged Inc	PLN	Oui	Distribution	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P PLN Hedged Acc	PLN	Oui	Capitalisation	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P JPY Hedged Inc	JPY	Oui	Distribution	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY
P JPY Hedged Acc	JPY	Oui	Capitalisation	0,30	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY
SE USD Acc <sup>‡</sup>	USD	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
SE EUR Acc <sup>‡</sup>	EUR	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
SE GBP Acc <sup>‡</sup>	GBP	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP

\*Les catégories d'Actions I sont réservées aux personnes auxquelles le Gérant, les associés du Gérant ou les personnes auxquelles le Gérant, ou l'un de ses associés, fournissent des services au titre d'un contrat de gestion des investissements ou autre accord.

+La période d'offre initiale de cette Catégorie d'actions est close. Les Actions de cette Catégorie seront donc émises à la Valeur liquidative par actions chaque Jour de négociation.

‡La Catégorie d'actions SE n'est ouverte à la souscription qu'à la discrétion du Gérant jusqu'au 30 novembre 2021. Le 30 novembre 2021, toutes les Actions de la Catégorie SE en circulation seront automatiquement converties en ou échangées contre des Actions de la Catégorie P ayant la même devise de

référence, la même politique de dividendes et la même couverture du risque de change (par ex. les Actions de la Catégorie de capitalisation SE en USD seront converties en ou échangées contre des Actions de la Catégorie de capitalisation P en USD). Veuillez consulter la sous-section « *Conversions* » du Prospectus pour de plus amples informations sur le déroulement de la procédure. Les Actionnaires doivent savoir que, selon leurs circonstances personnelles et la législation fiscale des différentes juridictions où ils résident, le rachat, la conversion ou l'échange de leurs Actions, y compris les conversions automatiques décrites ci-dessus, peuvent être considérés comme une cession d'actions aux fins de l'imposition. Si les Actionnaires ont des doutes quant à leur statut fiscal, nous leur recommandons de consulter un conseiller fiscal indépendant.

## OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

**Objectif d'investissement.** Le Compartiment a pour objectif d'investissement de générer un rendement total qui prend en compte le capital et les revenus et qui reflète le rendement de l'Indice, avant prélèvement des frais et dépenses.

L'Indice est conçu pour refléter la performance des grandes et moyennes capitalisations des marchés des pays émergents qui répondent aux critères de taille, de liquidité et de flottant de MSCI. Ces critères sont conçus pour identifier les entreprises dont 85 % des titres sont cotés en bourse (c.-à-d. les grandes et moyennes capitalisations). Pour de plus amples informations sur les critères, veuillez consulter le site du fournisseur d'indice sur <https://www.msci.com/index-methodology>.

Au 1<sup>er</sup> août 2018, l'Indice comprenait les composantes admissibles des pays suivants : Brésil, Chili, Chine, Colombie, République tchèque, Egypte, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Corée, Malaisie, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Russie, Qatar, Afrique du Sud, Taïwan, Thaïlande, Turquie et Emirats Arabes Unis. La liste des pays peut changer à tout moment. L'Indice est pondéré par capitalisation boursière, et un rééquilibrage est opéré chaque trimestre. Des informations supplémentaires sur l'Indice (y compris ses composantes) sont disponibles sur le site Internet du fournisseur d'indice <https://www.msci.com/constituents>.

À la date de ce Supplément, l'administrateur d'indices, MSCI Limited, était inscrit au Registre des administrateurs et des indices de référence de l'AEMF.

**Politique d'investissement.** Le Compartiment a pour stratégie d'investissement de suivre la performance de l'Indice aussi étroitement que possible, que le niveau de ce dernier monte ou descende, tout en cherchant à minimiser autant que possible la tracking error entre la performance du Compartiment et celle de l'Indice.

Afin d'atteindre cet objectif d'investissement, le Gestionnaire en investissement cherchera à répliquer l'Indice en détenant tous les Titres de l'Indice, dans des proportions similaires à leur pondération dans l'Indice. Toutefois, lorsqu'il n'est pas vraiment possible de répliquer parfaitement l'Indice (par exemple en raison du nombre de titres ou de l'illiquidité de certains titres composant l'Indice), le Compartiment utilisera une méthode d'optimisation pour sélectionner les Titres de l'Indice et créer un portefeuille représentatif qui générera un rendement comparable à celui de l'Indice. Par conséquent, le Compartiment peut, à certains moments, ne détenir qu'un certain nombre de Titres de l'Indice. Des informations supplémentaires sur l'utilisation de la méthode par optimisation sont disponibles sous l'intitulé « *Compartiments indiciels* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Le Compartiment peut détenir certains titres qui n'apparaissent pas dans l'Indice, lorsqu'ils fournissent une exposition similaire (avec des profils de risque similaires) à certains titres composant l'Indice. Ces titres qui ne font pas partie de l'Indice sont sélectionnés en vertu du fait qu'ils apportent globalement la même exposition en termes de secteur et de type de société si l'on prend en compte le niveau de liquidités ou les opérations de société liées à certains Titres de l'Indice.

L'objectif et la politique d'investissement spécifiés pour ce Compartiment s'appliquent à toutes les catégories d'Actions proposées dans ce Compartiment. Pour les catégories d'Actions à devise couverte, le rendement sera couvert par rapport à la devise de référence de la catégorie d'Actions concernée. Les catégories d'Actions à devise couverte visent à réduire l'impact que les fluctuations des taux de change entre les expositions monétaires du portefeuille sous-jacent du Compartiment et la Devise de référence de la catégorie couverte ont sur les rendements de l'Indice approprié qui sont destinés aux investisseurs de cette catégorie couverte en recourant à des contrats de change à terme pour couvrir les expositions monétaires. Les catégories d'Actions à devise couverte feront appel à une couverture de change conformément à la section « *Couverture de change au niveau du portefeuille* » du Prospectus.

Le Compartiment peut, exclusivement à des fins de gestion efficace du portefeuille et en accord avec les conditions et dans les limites imposées par la Banque centrale, utiliser des contrats de change à terme (y compris des contrats à terme non livrables) et des contrats à terme standardisés sur devises à des fins de couverture de change, ainsi que des contrats à terme standardisés sur indices boursiers aux fins de la péréquation des liquidités (c.-à-d. investir les participations liquides du Compartiment dans des contrats à terme standardisés sur indices boursiers afin de générer un rendement mieux

adapté à l'objectif d'investissement du Compartiment, par rapport au rendement généré par un investissement dans des quasi-liquidités ou autres actifs liquides accessoires). Les contrats à terme et les contrats à terme standardisés, ainsi que leur utilisation à cet égard, sont décrits sous l'intitulé « *Utilisation des instruments financiers dérivés* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Par conséquent, alors que le Compartiment peut subir un effet de levier suite à l'utilisation d'IFD, l'objet principal de l'emploi des IFD consiste à réduire le risque, et ce levier, calculé à l'aide de l'approche des engagements, ne devra pas dépasser 100 % de la Valeur liquidative du Compartiment.

Les titres dans lesquels le Compartiment investit seront principalement cotés ou négociés sur des Marchés reconnus du monde entier, conformément aux limites établies dans les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut détenir des actifs liquides accessoires (dépôts, effets de commerce et effets de commerce à court terme) conformément aux limites et restrictions imposées par les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut également investir dans d'autres organismes de placement collectif à capital variable réglementés, comme décrit sous l'intitulé « *Techniques d'investissement générales* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » lorsque les objectifs de ces fonds sont compatibles avec l'objectif du Compartiment. Pour obtenir des informations supplémentaires sur les difficultés à suivre des indices, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié au suivi des indices* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

### **Investissements en Chine**

Un Compartiment peut être directement exposé sur les Actions « A » chinoises par le biais du Shanghai-Hong Kong Stock Connect ou du Shenzhen-Hong Kong Stock Connect (les « **Programmes Stock Connect** ») ou être exposé indirectement via des investissements dans des obligations structurées, des bons de souscription, des obligations indexées sur des actions ou des organismes de placement collectif qui investissent essentiellement dans des Actions « A » chinoises, des obligations structurées, des bons de souscription et des obligations indexées sur des actions pour lesquels les actifs sous-jacents sont des titres émis par des sociétés cotées sur des Marchés reconnus en Chine et/ou dont la performance est liée à celle des titres émis par les sociétés cotées sur des Marchés reconnus en Chine. Seuls les bons de souscription et les obligations structurées qui remplissent les critères nécessaires pour être qualifiés de valeurs mobilières au sens des Réglementations OPCVM, qui sont titrisés, qui ne bénéficient pas d'un effet de levier, qui peuvent être vendus ou transférés librement à d'autres investisseurs et qui sont acquis via des opérateurs reconnus et réglementés, sont considérés comme des valeurs mobilières qui peuvent être négociées sur des Marchés reconnus.

Les Actions « A » chinoises sont des actions émises par des sociétés établies en République populaire de Chine (« **RPC** ») et cotées sur les bourses de Shanghai (Shanghai Stock Exchange – « **SSE** ») et de Shenzhen (Shenzhen Stock Exchange – « **SZSE** ») qui peuvent être souscrites ou négociées en RMB par des investisseurs de la RPC et des investisseurs étrangers par le biais des Programmes Stock Connect. Les Programmes Stock Connect sont des programmes de négociation et de compensation de titres développés par Stock Exchange of Hong Kong Limited, SSE, SZSE et China Securities Depository and Clearing Corporation Limited.

*Investissement minimum dans des participations en actions au titre de la Loi allemande sur la fiscalité des investissements (« ITA allemande »)*

Le Compartiment peut prétendre au statut de « compartiment d'actions » au titre de la section 2 alinéa 6 de la nouvelle version de la loi fiscale allemande entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (« **l'ITA allemande 2018** ») car conformément à sa politique d'investissement spécifiée ci-dessus, il investit en permanence au moins 51 % de sa valeur dans des « participations en actions » telles que définies dans la section 2 alinéa 8 de l'ITA allemande 2018.

Le Fonds surveillera en permanence l'étendue des « participations en actions » détenues dans le portefeuille du Compartiment. Dans la mesure où elles provoquent une violation (autre qu'un manquement de courte durée) du pourcentage minimum allemand requis ci-dessus, les modifications de la composition du portefeuille seront considérées comme telles avec pour conséquence une déclaration et une notification conformes à la loi allemande.

## RISQUES D'INVESTISSEMENT

L'investissement dans le Compartiment comporte un certain niveau de risque, notamment les risques décrits dans la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus et, en particulier, les risques décrits dans la sous-section associée intitulée « *Risques liés aux marchés émergents* ». Cette liste n'est pas destinée à être exhaustive et les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin le Prospectus et le présent Supplément et consulter leurs conseillers professionnels avant d'acheter des Actions.

Le Compartiment ne devrait pas présenter un profil de risque supérieur à la moyenne ou une volatilité élevée en raison de son emploi d'IFD. Pour de plus amples informations sur les risques associés à l'utilisation des instruments financiers dérivés, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié aux dérivés* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

### *Risques liés aux investissements en RPC et dans la région Grande Chine*

Comme mentionné ci-dessus, le Compartiment peut investir dans des titres qui sont économiquement liés à des émetteurs de la RPC ou des émetteurs d'autres régions de la Grande Chine telles que Hong Kong, Macao et Taiwan.

Les investissements dans des titres de la RPC supposent certains risques et considérations particulières qui ne sont généralement pas associés aux marchés de la sphère anglophone (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et États-Unis) comme un contrôle accru du gouvernement sur l'économie ; des incertitudes politiques et légales ; des contrôles imposés par les autorités chinoises sur les devises et les fluctuations des taux de change (qui peuvent affecter les opérations et les résultats financiers des sociétés chinoises) ; des impôts confiscatoires ; le risque que le gouvernement chinois décide de ne plus supporter les programmes de réformes économiques ; le risque de nationalisation et d'expropriation des actifs ; le manque de cohérence des normes comptables et d'audit ; l'accès restreint aux informations financières et autres ; les difficultés éventuelles à faire respecter des obligations contractuelles ou encore les restrictions affectant le versement des dividendes en raison des problèmes de change qui pourraient entraîner une perte de traitement fiscal favorable. En conséquence, les investissements du Compartiment en RPC peuvent être assujettis à une volatilité des prix supérieure à celle des marchés de la sphère anglophone en raison d'une sensibilité accrue aux taux d'intérêt, de la perception du marché concernant la solvabilité d'un émetteur et de la liquidité générale du marché.

SSE et SZSE affichent des volumes de négociation inférieurs à ceux des marchés développés et les capitalisations boursières proposées sur ces deux bourses pour de nombreuses sociétés sont plus petites que celles des marchés développés. Beaucoup d'actions de sociétés cotées en RPC, telles que les Actions « A », sont donc moins liquides et peuvent afficher une plus grande volatilité que celles des pays plus développés de l'OCDE.

Le Compartiment peut choisir d'obtenir une exposition sur certains émetteurs de la Grande Chine en recourant aux programmes ou aux produits d'« accès » utilisés actuellement. Un Compartiment participera aux Programmes Stock Connect, qui sont des programmes de négociation et de compensation de titres développés par Stock Exchange of Hong Kong Limited, SSE, SZSE et China Securities Depository and Clearing Corporation Limited.

Dans la mesure où le Compartiment participe aux Programmes Stock Connect, il peut être assujetti à des règles et des réglementations nouvelles, incertaines et non testées pouvant être imposées par les autorités réglementaires concernées. En outre, les réglementations en vigueur auxquelles les investissements du Compartiment sont assujettis en RPC peuvent changer. Aucune assurance ne peut être donnée que les Programmes Stock Connect ne seront pas abolis et le Compartiment pourra être affecté négativement par un tel événement.

## PROFIL DE L'INVESTISSEUR

Les investisseurs types du Compartiment sont des particuliers et des investisseurs institutionnels désireux d'adopter une exposition à long ou court terme sur le marché couvert par l'Indice (c.-à-d. les

grandes et moyennes sociétés des marchés émergents) et prêts à accepter les risques associés à un investissement de ce type, y compris la volatilité de ce marché.

## **GESTIONNAIRE EN INVESTISSEMENT**

Le Gérant a nommé Geode Capital Management, LLC en tant que Gestionnaire en investissement du Compartiment. Le Gestionnaire en investissement est enregistré en tant que fournisseur de services de gestion d'actifs auprès de la *US Securities Exchange Commission* (autorité américaine des marchés financiers) aux Etats-Unis d'Amérique. Le Gestionnaire en investissement agit à titre de gestionnaire en investissement ou de conseiller en investissements auprès d'un éventail d'organismes d'investissement collectif.

Au titre de la Convention de gestion des investissements, la nomination du Gestionnaire en investissement restera en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des parties par le biais d'un préavis de six (6) mois. La Convention de gestion des investissements peut également être résiliée immédiatement, sans aucun préavis dans certaines circonstances, notamment en cas d'insolvabilité de l'une des parties (ou de tout événement similaire) ou lors d'un manquement non corrigé dans les trente (30) jours suivant la réception d'un préavis. Le Gérant peut également mettre un terme à la nomination du Gestionnaire en investissement avec effet immédiat dans certaines circonstances, y compris dans le meilleur intérêt du Compartiment. La Convention de gestion des investissements comprend certaines dispositions sur les responsabilités légales du Gestionnaire en investissement. Le Gestionnaire en investissement n'est pas responsable des pertes, dettes, dommages ou dépenses supportés par le Compartiment, sauf en cas de faute majeure, manquement délibéré, mauvaise foi ou fraude de sa part.

Le Gestionnaire en investissement a la possibilité de déléguer tous les pouvoirs, obligations et pouvoirs discrétionnaires qui lui incombent au titre de la Convention de gestion des investissements, tel que le Gestionnaire en investissement et un délégué peuvent à tout moment en convenir. Une telle nomination sera réalisée en accord avec les exigences de la Banque centrale.

## **SOUSCRIPTIONS**

Au cours de la Période d'offre initiale, les Actions seront disponibles au Prix d'offre initiale indiqué dans le tableau ci-dessus. Après la Période d'offre initiale, les Actions peuvent être achetées tout Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action au Jour d'évaluation applicable, majorée d'un montant reflétant les Frais et dépenses (le cas échéant). Les investisseurs peuvent souscrire des Actions contre des liquidités ou en nature chaque Jour de négociation en déposant une demande avant l'Heure limite de négociation conformément aux exigences énoncées dans la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le paiement du montant de souscription en fonds libérés/titres doit être reçu avant l'Heure limite de règlement.

## **RACHATS**

Les Actionnaires peuvent effectuer un rachat d'Actions chaque Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action appropriée, sous réserve d'une provision appropriée pour les Frais et dépenses, à condition qu'une demande de rachat valide de l'Actionnaire soit reçue par le Gérant avant l'Heure limite de négociation, conformément aux dispositions des présentes et à la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le règlement n'aura pas lieu plus de 10 Jours ouvrables après l'Heure limite de négociation.

## **DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES**

Concernant les catégories de distribution et sous réserve de la disponibilité du Revenu net pour une distribution, les Administrateurs ont actuellement l'intention, sous réserve d'un seuil *de minimis*, de déclarer des dividendes sur le Revenu net à attribuer aux catégories de distribution. Dans des circonstances normales, les Administrateurs prévoient de déclarer des dividendes tous les trimestres, aux alentours des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, et de payer ces dividendes le dernier jeudi de chaque mois concerné, ou tout autre Jour ouvrable que les Administrateurs estiment approprié. Toutefois, les Actionnaires doivent savoir que les Administrateurs

peuvent, à leur discrétion, décider de ne pas effectuer ce paiement par rapport à une catégorie de distribution.

## **AVIS DE NON-RESPONSABILITE**

CE COMPARTIMENT N'EST EN AUCUN CAS PARRAINE, GARANTI, VENDU OU PROMU PAR MSCI INC. (« MSCI ») OU PAR SES SOCIETES AFFILIEES OU FOURNISSEURS D'INFORMATIONS OU TOUT AUTRE TIERS IMPLIQUE OU LIE A LA COMPILATION, AU CALCUL OU A LA CREATION DES INDICES MSCI (COLLECTIVEMENT LES « PARTIES MSCI »). LES INDICES MSCI SONT LA PROPRIETE EXCLUSIVE DE MSCI. MSCI ET LE NOM DE L'INDICE MSCI SONT DES MARQUES DE SERVICE DE MSCI OU DE SES SOCIETES AFFILIEES ET FIDELITY EST AUTORISE A LES UTILISER A CERTAINES FINS DANS LE CADRE D'UNE LICENCE. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'ACCORDENT AUCUNE GARANTIE OU REPRESENTATION DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT, EXPRESSE OU IMPLICITE, AUX EMETTEURS OU AUX DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU A TOUT AUTRE PERSONNE OU ENTITE CONCERNANT DES CONSEILS D'INVESTISSEMENT DANS LES FONDS EN GENERAL OU DANS CE COMPARTIMENT EN PARTICULIER OU QUANT A LA CAPACITE DE TOUT INDICE MSCI A SUIVRE LA PERFORMANCE DU MARCHE AUQUEL IL SE RATTACHE. MSCI ET SES SOCIETES AFFILIEES SONT DES CONCEDANTS DE LICENCES POUR CERTAINES MARQUES DEPOSEES, MARQUES DE SERVICE OU NOMS DEPOSES ET POUR LES INDICES MSCI QUI SONT DETERMINES, COMPOSES ET CALCULES PAR MSCI SANS RAPPORT AVEC CE COMPARTIMENT OU AVEC L'EMETTEUR ET LES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU AVEC TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'A L'OBLIGATION DE PRENDRE EN COMPTE LES BESOINS DE L'EMETTEUR OU DES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU DE TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE LORS DE LA DETERMINATION, DE LA COMPOSITION ET DU CALCUL DES INDICES MSCI. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'EST RESPONSABLE, NI NE PREND PART A LA DETERMINATION DU CALENDRIER, DES COURS OU DU NOMBRE DE PARTS EMISES PAR CE COMPARTIMENT OU A LA DETERMINATION ET AU CALCUL DE L'EQUATION UTILISEE POUR OU AUX CONSIDERATIONS PRISES EN COMPTE POUR LE RACHAT DE CE COMPARTIMENT. DE PLUS, AUCUNE DES PARTIES MSCI N'A D'OBLIGATION OU DE RESPONSABILITE ENVERS L'EMETTEUR OU LES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU ENVERS TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE CONCERNANT L'ADMINISTRATION, LA COMMERCIALISATION OU L'OFFRE DE CE COMPARTIMENT. BIEN QUE, A DES FINS D'INCLUSION DANS LES INDICES MSCI OU DE CALCUL DE CEUX-CI, MSCI AIT RECOURS A DES INFORMATIONS PROVENANT DE SOURCES CONSIDEREES PAR MSCI COMME FIABLES, AUCUNE DES PARTIES MSCI NE SE PORTE GARANTE ET NE GARANTIT L'ORIGINE, LA PRECISION ET/OU L'EXHAUSTIVITE DE TOUT INDICE MSCI OU DE TOUTE DONNEE COMPRISE DANS LESDITS INDICES. AUCUNE DES PARTIES MSCI NE GARANTIT, DE MANIERE EXPRESSE OU IMPLICITE, LES RESULTATS OBTENUS PAR L'EMETTEUR DE CE COMPARTIMENT OU LES DETENEURS DU COMPARTIMENT OU PAR TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE AYANT UTILISE UN DES INDICES MSCI OU LES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS. AUCUNE DES PARTIES MSCI NE PEUT ETRE TENUE POUR RESPONSABLE DE TOUTE ERREUR, OMISSION OU SUSPENSION DES INDICES MSCI OU DES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS, OU EN RAPPORT AVEC LESDITS INDICES OU DONNEES. EN OUTRE, AUCUNE DES PARTIES MSCI N'OFFRE DE GARANTIE QUELCONQUE, DE MANIERE EXPRESSE OU IMPLICITE, ET LES PARTIES MSCI REFUTENT EXPRESSEMENT TOUTE GARANTIE DE COMMERCIALISATION OU D'ADEQUATION POUR UN OBJECTIF PRECIS CONCERNANT LES INDICES MSCI ET LES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS. SANS LIMITATION DE CE QUI PRECEDE, LES PARTIES MSCI NE SERONT TENUES A AUCUN MOMENT RESPONSABLES DE TOUT DOMMAGE DIRECT, INDIRECT, SPECIFIQUE, PUNITIF, IMPORTANT OU AUTRE (Y COMPRIS LA PERTE DE BENEFICES) MEME SI CES DERNIERES ONT ETE INFORMEES DE LA POSSIBILITE D'UN TEL DOMMAGE.

# Fidelity UCITS II ICAV

## Fidelity MSCI Europe Index Fund

**15 mars 2019**

(Un Compartiment de Fidelity UCITS II ICAV, un organisme irlandais de gestion collective d'actifs constitué sous forme de fonds à compartiments multiples avec passif distinct entre les compartiments. Fidelity UCITS ICAV est agréé par la Banque centrale d'Irlande sous le numéro C174793 conformément aux Réglementations OPCVM)

Pour les besoins des Réglementations OPCVM, le présent supplément (le « Supplément ») fait partie intégrante du Prospectus de Fidelity UCITS II ICAV (l'« ICAV ») daté du 15 mars 2019 (le « Prospectus »). Le présent Supplément doit être lu dans le cadre du, et conjointement au, Prospectus et contient des informations relatives à Fidelity MSCI Europe Index Fund (le « Compartiment ») qui est un compartiment distinct de l'ICAV, représenté par la série d'actions Fidelity MSCI Europe Index Fund (les « Actions »).

**Le Compartiment est un compartiment indiciel.**

**Avant tout investissement dans ce Compartiment, les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin et lire en intégralité le présent Supplément et le Prospectus, et tenir compte des facteurs de risque présentés dans ces documents. Si vous avez un doute quelconque concernant le contenu du présent Supplément, vous devez consulter votre courtier, banquier, avocat, comptable et/ou conseiller financier.**

Les Administrateurs, présentés dans la section « *Gestion* » du Prospectus, assument la responsabilité des informations contenues dans le présent Supplément. Pour autant que les Administrateurs le sachent (ayant pris toutes les dispositions raisonnables pour s'assurer que tel est bien le cas), les informations contenues dans le présent Supplément correspondent à la réalité et n'omettent aucun élément susceptible d'altérer la nature de ces informations. Les Administrateurs en assument la responsabilité en conséquence.

Sauf définition contraire contenue dans le présent document ou stipulation contraire inhérente au contexte, tous les termes définis et utilisés dans le présent Supplément ont la même signification que celle qui leur est conférée dans le Prospectus.

### INFORMATIONS IMPORTANTES

<b>Devise de référence</b>	EUR
<b>Base de la distribution</b>	Revenu net
<b>Jour ouvrable</b>	Tout jour à l'exception du samedi, dimanche, Nouvel an, jour de Noël et Vendredi Saint et/ou tous autres jours déterminés par les Administrateurs et signifiés au préalable aux Actionnaires
<b>Jour de négociation</b>	Chaque Jour ouvrable sera un Jour de négociation. Cependant, tout jour pendant lequel les marchés sur lesquels les Actions composant l'Indice sont cotées ou négociées ou tout jour où les marchés pertinents pour cet Indice sont fermés, et qu'en conséquence 25 % ou plus des Actions de l'Indice ne peuvent pas être négociées, ne sera pas un Jour de négociation. Toutefois, le Compartiment comptera au moins un Jour de négociation par quinzaine. Les Jours de négociation du Compartiment sont indiqués sur le site Internet.
<b>Heure limite de négociation</b>	14 h 30 (heure d'Irlande), le Jour de négociation approprié
<b>Période d'offre initiale</b>	Pour chaque Catégorie d'actions, la période mentionnée dans le tableau de la section « <i>Catégorie</i> » ci-après ou toute date antérieure ou ultérieure que les Administrateurs pourront choisir
<b>Indice</b>	MSCI Europe Index
<b>Fournisseur de l'indice</b>	MSCI Inc.
<b>Gestionnaire en investissement</b>	Geode Capital Management LLC, One Post Office Square, 20th Floor, Boston, MA 02109, Etats-Unis d'Amérique
<b>Charges</b>	<p>Le TER maximum pour chaque catégorie est établi dans le tableau figurant dans la section « <i>Catégories</i> » ci-après.</p> <p>Le Gérant supportera les frais de constitution du Compartiment.</p> <p>Des informations supplémentaires sont présentées à cet égard ci-après ainsi que dans la section « <i>Frais et dépenses</i> » du Prospectus.</p>
<b>Montant de souscription minimum</b>	100 000 EUR
<b>Montant de souscription minimum supplémentaire</b>	10 000 EUR
<b>Montant de participation minimum</b>	10 000 EUR
<b>Date limite de règlement</b>	Le deuxième Jour ouvrable qui suit un Jour de négociation

<b>Tracking error</b>	<p>20 bp dans des conditions de marché normales.</p> <p>La tracking error est définie comme étant l'écart-type des rendements excédentaires obtenus au cours d'un exercice annuel.</p> <p>La tracking error anticipée qui est mentionnée ci-dessus concerne les catégories d'Actions non couvertes par rapport à l'Indice qui n'est pas couvert. La tracking error relative aux catégories d'Actions à devise couverte évoluera au fil du temps car la couverture appliquée à ces catégories couvertes entraînera une déviation plus importante par rapport à l'Indice.</p>
<b>Valorisation</b>	<p>La Valeur liquidative par Action est calculée conformément à la section « <i>Détermination de la Valeur liquidative</i> » du Prospectus, en utilisant, pour chaque Jour d'évaluation, le prix de clôture officiel publié par le Marché reconnu approprié pour les actifs cotés ou négociés selon les règles d'un Marché reconnu.</p>
<b>Jour d'évaluation</b>	<p>Tout jour, à l'exception du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouvel An, Jour de Noël et Vendredi saint</li> <li>- Tout jour au cours duquel l'Indice n'est pas publié.</li> </ul>
<b>Point d'évaluation</b>	<p>23 h 00 (heure d'Irlande), chaque Jour d'évaluation</p>

## Catégories

Les Actions d'un Compartiment peuvent être divisées en plusieurs catégories d'Actions qui présentent des politiques de dividendes et des couvertures de change différentes. Par conséquent, les frais et dépenses peuvent être différents. Les catégories d'Actions suivantes pourront être lancées à la discrétion du Gérant.

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P EUR Inc	EUR	Non	Distribution	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
I EUR Inc*	EUR	Non	Distribution	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Acc	EUR	Non	Capitalisation	0,10	s.o. <sup>+</sup>	5 EUR
I EUR Acc*	EUR	Non	Capitalisation	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P GBP Inc	GBP	Non	Distribution	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P GBP Acc	GBP	Non	Capitalisation	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P USD Inc	USD	Non	Distribution	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Acc	USD	Non	Capitalisation	0,10	s.o. <sup>+</sup>	5 USD
P CHF Inc	CHF	Non	Distribution	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Acc	CHF	Non	Capitalisation	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Acc	PLN	Non	Capitalisation	0,10	s.o. <sup>+</sup>	25 PLN
P EUR Hedged Inc	EUR	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Hedged Acc	EUR	Oui	Capitalisation	0,20	s.o. <sup>+</sup>	5 EUR
P GBP Hedged Inc	GBP	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P GBP Hedged Acc	GBP	Oui	Capitalisation	0,20	s.o. <sup>+</sup>	5 GBP

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P USD Hedged Inc	USD	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Hedged Acc	USD	Oui	Capitalisation	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P CHF Hedged Inc	CHF	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Hedged Acc	CHF	Oui	Capitalisation	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Hedged Inc	PLN	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P PLN Hedged Acc	PLN	Oui	Capitalisation	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P JPY Hedged Inc	JPY	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY
P JPY Hedged Acc	JPY	Oui	Capitalisation	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY

\*Les catégories d'Actions I sont réservées aux personnes auxquelles le Gérant, les associés du Gérant ou les personnes auxquelles le Gérant, ou l'un de ses associés, fournissent des services au titre d'un contrat de gestion des investissements ou autre accord.

\*La période d'offre initiale de cette Catégorie d'actions est close. Les Actions de cette Catégorie seront donc émises à la Valeur liquidative par actions chaque Jour de négociation.

## OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

**Objectif d'investissement.** Le Compartiment a pour objectif d'investissement de générer un rendement total qui prend en compte le capital et les revenus et qui reflète le rendement de l'Indice, avant prélèvement des frais et dépenses.

L'Indice est conçu pour refléter la performance des grandes et moyennes capitalisations des marchés des pays européens développés qui répondent aux critères de taille, de liquidité et de flottant de MSCI. Ces critères sont conçus pour identifier les entreprises dont 85 % des titres sont cotés en bourse (c.-à-d. les grandes et moyennes capitalisations). Pour de plus amples informations sur les critères, veuillez consulter le site du fournisseur d'indice sur <https://www.msci.com/index-methodology>.

Au 1<sup>er</sup> août 2018, l'Indice comprenait les composantes admissibles des pays suivants : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse et Royaume-Uni. La liste des pays peut changer à tout moment. L'Indice est pondéré par capitalisation boursière, et un rééquilibrage est opéré chaque trimestre. Des informations supplémentaires sur l'Indice (y compris ses composantes) sont disponibles sur le site Internet du fournisseur d'indice <https://www.msci.com/constituents>.

À la date de ce Supplément, l'administrateur d'indices, MSCI Limited, était inscrit au Registre des administrateurs et des indices de référence de l'AEMF.

**Politique d'investissement.** Le Compartiment a pour stratégie d'investissement de suivre la performance de l'Indice aussi étroitement que possible, que le niveau de ce dernier monte ou descende, tout en cherchant à minimiser autant que possible la tracking error entre la performance du Compartiment et celle de l'Indice.

Afin d'atteindre cet objectif d'investissement, le Gestionnaire en investissement cherchera à répliquer l'Indice en détenant tous les Titres de l'Indice, dans des proportions similaires à leur pondération dans l'Indice. Toutefois, lorsqu'il n'est pas vraiment possible de répliquer parfaitement l'Indice (par exemple en raison du nombre de titres ou de l'illiquidité de certains titres composant l'Indice), le Compartiment utilisera une méthode d'optimisation pour sélectionner les Titres de l'Indice et créer un portefeuille représentatif qui générera un rendement comparable à celui de l'Indice. Par conséquent, le Compartiment peut, à certains moments, ne détenir qu'un certain nombre de Titres de l'Indice. Des informations supplémentaires sur l'utilisation de la méthode par optimisation sont disponibles sous l'intitulé « *Compartiments indiciels* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Le Compartiment peut détenir certains titres qui n'apparaissent pas dans l'Indice, lorsqu'ils fournissent une exposition similaire (avec des profils de risque similaires) à certains titres composant l'Indice. Ces titres qui ne font pas partie de l'Indice sont sélectionnés en vertu du fait qu'ils apportent globalement la même exposition en termes de secteur et de type de société si l'on prend en compte le niveau de liquidités ou les opérations de société liées à certains Titres de l'Indice.

L'objectif et la politique d'investissement spécifiés pour ce Compartiment s'appliquent à toutes les catégories d'Actions proposées dans ce Compartiment. Pour les catégories d'Actions à devise couverte, le rendement sera couvert par rapport à la devise de référence de la catégorie d'Actions concernée. Les catégories d'Actions à devise couverte visent à réduire l'impact que les fluctuations des taux de change entre les expositions monétaires du portefeuille sous-jacent du Compartiment et la Devise de référence de la catégorie couverte ont sur les rendements de l'Indice approprié qui sont destinés aux investisseurs de cette catégorie couverte en recourant à des contrats de change à terme pour couvrir les expositions monétaires. Les catégories d'Actions à devise couverte feront appel à une couverture de change conformément à la section « *Couverture de change au niveau du portefeuille* » du Prospectus.

Le Compartiment peut, exclusivement à des fins de gestion efficace du portefeuille et en accord avec les conditions et dans les limites imposées par la Banque centrale, utiliser des contrats de change à terme (y compris des contrats à terme non livrables) et des contrats à terme standardisés sur devises à des fins de couverture de change, ainsi que des contrats à terme standardisés sur indices boursiers aux fins de la péréquation des liquidités (c.-à-d. investir les participations liquides du Compartiment dans des contrats à terme standardisés sur indices boursiers afin de générer un rendement mieux

adapté à l'objectif d'investissement du Compartiment, par rapport au rendement généré par un investissement dans des quasi-liquidités ou autres actifs liquides accessoires). Les contrats à terme et les contrats à terme standardisés, ainsi que leur utilisation à cet égard, sont décrits sous l'intitulé « *Utilisation des instruments financiers dérivés* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Par conséquent, alors que le Compartiment peut subir un effet de levier suite à l'utilisation d'IFD, l'objet principal de l'emploi des IFD consiste à réduire le risque, et ce levier, calculé à l'aide de l'approche des engagements, ne devra pas dépasser 100 % de la Valeur liquidative du Compartiment.

Les titres dans lesquels le Compartiment investit seront principalement cotés ou négociés sur des Marchés reconnus du monde entier, conformément aux limites établies dans les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut détenir des actifs liquides accessoires (dépôts, effets de commerce et effets de commerce à court terme) conformément aux limites et restrictions imposées par les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut également investir dans d'autres organismes de placement collectif à capital variable réglementés, comme décrit sous l'intitulé « *Techniques d'investissement générales* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » lorsque les objectifs de ces fonds sont compatibles avec l'objectif du Compartiment. Pour obtenir des informations supplémentaires sur les difficultés à suivre des indices, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié au suivi des indices* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

*Investissement minimum dans des participations en actions au titre de la Loi allemande sur la fiscalité des investissements (« ITA allemande »)*

Le Compartiment peut prétendre au statut de « compartiment d'actions » au titre de la section 2 alinéa 6 de la nouvelle version de la loi fiscale allemande entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (« **l'ITA allemande 2018** ») car conformément à sa politique d'investissement spécifiée ci-dessus, il investit en permanence au moins 51 % de sa valeur dans des « participations en actions » telles que définies dans la section 2 alinéa 8 de l'ITA allemande 2018.

Le Fonds surveillera en permanence l'étendue des « participations en actions » détenues dans le portefeuille du Compartiment. Dans la mesure où elles provoquent une violation (autre qu'un manquement de courte durée) du pourcentage minimum allemand requis ci-dessus, les modifications de la composition du portefeuille seront considérées comme telles avec pour conséquence une déclaration et une notification conformes à la loi allemande.

## **RISQUES D'INVESTISSEMENT**

L'investissement dans le Compartiment comporte un certain niveau de risque, y compris les risques décrits dans la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus. Cette liste n'est pas destinée à être exhaustive et les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin le Prospectus et le présent Supplément et consulter leurs conseillers professionnels avant d'acheter des Actions.

Le Compartiment ne devrait pas présenter un profil de risque supérieur à la moyenne ou une volatilité élevée en raison de son emploi d'IFD. Pour de plus amples informations sur les risques associés à l'utilisation des instruments financiers dérivés, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié aux dérivés* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

## **PROFIL DE L'INVESTISSEUR**

Les investisseurs types du Compartiment sont des particuliers et des investisseurs institutionnels désireux d'adopter une exposition à long ou court terme sur le marché couvert par l'Indice (c.-à-d. les grandes et moyennes sociétés européennes) et prêts à accepter les risques associés à un investissement de ce type, y compris la volatilité de ce marché.

## **GESTIONNAIRE EN INVESTISSEMENT**

Le Gérant a nommé Geode Capital Management, LLC en tant que Gestionnaire en investissement du Compartiment. Le Gestionnaire en investissement est enregistré en tant que fournisseur de services de gestion d'actifs auprès de la *US Securities Exchange Commission* (autorité américaine des marchés financiers) aux Etats-Unis d'Amérique. Le Gestionnaire en investissement agit à titre de

gestionnaire en investissement ou de conseiller en investissements auprès d'un éventail d'organismes d'investissement collectif.

Au titre de la Convention de gestion des investissements, la nomination du Gestionnaire en investissement restera en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des parties par le biais d'un préavis de six (6) mois. La Convention de gestion des investissements peut également être résiliée immédiatement, sans aucun préavis dans certaines circonstances, notamment en cas d'insolvabilité de l'une des parties (ou de tout événement similaire) ou lors d'un manquement non corrigé dans les trente (30) jours suivant la réception d'un préavis. Le Gérant peut également mettre un terme à la nomination du Gestionnaire en investissement avec effet immédiat dans certaines circonstances, y compris dans le meilleur intérêt du Compartiment. La Convention de gestion des investissements comprend certaines dispositions sur les responsabilités légales du Gestionnaire en investissement. Le Gestionnaire en investissement n'est pas responsable des pertes, dettes, dommages ou dépenses supportés par le Compartiment, sauf en cas de faute majeure, manquement délibéré, mauvaise foi ou fraude de sa part.

Le Gestionnaire en investissement a la possibilité de déléguer tous les pouvoirs, obligations et pouvoirs discrétionnaires qui lui incombent au titre de la Convention de gestion des investissements, tel que le Gestionnaire en investissement et un délégué peuvent à tout moment en convenir. Une telle nomination sera réalisée en accord avec les exigences de la Banque centrale.

## **SOUSCRIPTIONS**

Au cours de la Période d'offre initiale, les Actions seront disponibles au Prix d'offre initiale indiqué dans le tableau ci-dessus. Après la Période d'offre initiale, les Actions peuvent être achetées tout Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action au Jour d'évaluation applicable, majorée d'un montant reflétant les Frais et dépenses (le cas échéant). Les investisseurs peuvent souscrire des Actions contre des liquidités ou en nature chaque Jour de négociation en déposant une demande avant l'Heure limite de négociation conformément aux exigences énoncées dans la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le paiement du montant de souscription en fonds libérés/titres doit être reçu avant l'Heure limite de règlement.

## **RACHATS**

Les Actionnaires peuvent effectuer un rachat d'Actions chaque Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action appropriée, sous réserve d'une provision appropriée pour les Frais et dépenses, à condition qu'une demande de rachat valide de l'Actionnaire soit reçue par le Gérant avant l'Heure limite de négociation, conformément aux dispositions des présentes et à la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le règlement n'aura pas lieu plus de 10 Jours ouvrables après l'Heure limite de négociation.

## **DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES**

Concernant les catégories de distribution et sous réserve de la disponibilité du Revenu net pour une distribution, les Administrateurs ont actuellement l'intention, sous réserve d'un seuil *de minimis*, de déclarer des dividendes sur le Revenu net à attribuer aux catégories de distribution. Dans des circonstances normales, les Administrateurs prévoient de déclarer des dividendes tous les trimestres, aux alentours des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, et de payer ces dividendes le dernier jeudi de chaque mois concerné, ou tout autre Jour ouvrable que les Administrateurs estiment approprié. Toutefois, les Actionnaires doivent savoir que les Administrateurs peuvent, à leur discrétion, décider de ne pas effectuer ce paiement par rapport à une catégorie de distribution.

## **AVIS DE NON-RESPONSABILITE**

CE COMPARTIMENT N'EST EN AUCUN CAS PARRAINE, GARANTI, VENDU OU PROMU PAR MSCI INC. (« MSCI ») OU PAR SES SOCIETES AFFILIEES OU FOURNISSEURS D'INFORMATIONS OU TOUT AUTRE TIERS IMPLIQUE OU LIE A LA COMPILATION, AU CALCUL OU A LA CREATION DES INDICES MSCI (COLLECTIVEMENT LES « PARTIES MSCI ». LES INDICES MSCI SONT LA PROPRIETE EXCLUSIVE DE MSCI. MSCI ET LE NOM DE L'INDICE

MSCI SONT DES MARQUES DE SERVICE DE MSCI OU DE SES SOCIETES AFFILIEES ET FIDELITY EST AUTORISE A LES UTILISER A CERTAINES FINS DANS LE CADRE D'UNE LICENCE. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'ACCORDENT AUCUNE GARANTIE OU REPRESENTATION DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT, EXPRESSE OU IMPLICITE, AUX EMETTEURS OU AUX DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU A TOUT AUTRE PERSONNE OU ENTITE CONCERNANT DES CONSEILS D'INVESTISSEMENT DANS LES FONDS EN GENERAL OU DANS CE COMPARTIMENT EN PARTICULIER OU QUANT A LA CAPACITE DE TOUT INDICE MSCI A SUIVRE LA PERFORMANCE DU MARCHE AUQUEL IL SE RATTACHE. MSCI ET SES SOCIETES AFFILIEES SONT DES CONCEDANTS DE LICENCES POUR CERTAINES MARQUES DEPOSEES, MARQUES DE SERVICE OU NOMS DEPOSES ET POUR LES INDICES MSCI QUI SONT DETERMINES, COMPOSES ET CALCULES PAR MSCI SANS RAPPORT AVEC CE COMPARTIMENT OU AVEC L'EMETTEUR ET LES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU AVEC TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'A L'OBLIGATION DE PRENDRE EN COMPTE LES BESOINS DE L'EMETTEUR OU DES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU DE TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE LORS DE LA DETERMINATION, DE LA COMPOSITION ET DU CALCUL DES INDICES MSCI. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'EST RESPONSABLE, NI NE PREND PART A LA DETERMINATION DU CALENDRIER, DES COURS OU DU NOMBRE DE PARTS EMISES PAR CE COMPARTIMENT OU A LA DETERMINATION ET AU CALCUL DE L'EQUATION UTILISEE POUR OU AUX CONSIDERATIONS PRISES EN COMPTE POUR LE RACHAT DE CE COMPARTIMENT. DE PLUS, AUCUNE DES PARTIES MSCI N'A D'OBLIGATION OU DE RESPONSABILITE ENVERS L'EMETTEUR OU LES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU ENVERS TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE CONCERNANT L'ADMINISTRATION, LA COMMERCIALISATION OU L'OFFRE DE CE COMPARTIMENT. BIEN QUE, A DES FINS D'INCLUSION DANS LES INDICES MSCI OU DE CALCUL DE CEUX-CI, MSCI AIT RECOURS A DES INFORMATIONS PROVENANT DE SOURCES CONSIDEREES PAR MSCI COMME FIABLES, AUCUNE DES PARTIES MSCI NE SE PORTE GARANTE ET NE GARANTIT L'ORIGINE, LA PRECISION ET/OU L'EXHAUSTIVITE DE TOUT INDICE MSCI OU DE TOUTE DONNEE COMPRISE DANS LESDITS INDICES. AUCUNE DES PARTIES MSCI NE GARANTIT, DE MANIERE EXPRESSE OU IMPLICITE, LES RESULTATS OBTENUS PAR L'EMETTEUR DE CE COMPARTIMENT OU LES DETENEURS DU COMPARTIMENT OU PAR TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE AYANT UTILISE UN DES INDICES MSCI OU LES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS. AUCUNE DES PARTIES MSCI NE PEUT ETRE TENUE POUR RESPONSABLE DE TOUTE ERREUR, OMISSION OU SUSPENSION DES INDICES MSCI OU DES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS, OU EN RAPPORT AVEC LESDITS INDICES OU DONNEES. EN OUTRE, AUCUNE DES PARTIES MSCI N'OFFRE DE GARANTIE QUELCONQUE, DE MANIERE EXPRESSE OU IMPLICITE, ET LES PARTIES MSCI REFUTENT EXPRESSEMENT TOUTE GARANTIE DE COMMERCIALISATION OU D'ADEQUATION POUR UN OBJECTIF PRECIS CONCERNANT LES INDICES MSCI ET LES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS. SANS LIMITATION DE CE QUI PRECEDE, LES PARTIES MSCI NE SERONT TENUES A AUCUN MOMENT RESPONSABLES DE TOUT DOMMAGE DIRECT, INDIRECT, SPECIFIQUE, PUNITIF, IMPORTANT OU AUTRE (Y COMPRIS LA PERTE DE BENEFICES) MEME SI CES DERNIERES ONT ETE INFORMEES DE LA POSSIBILITE D'UN TEL DOMMAGE.

# Fidelity UCITS II ICAV

## Fidelity MSCI Japan Index Fund

**15 mars 2019**

(Un Compartiment de Fidelity UCITS II ICAV, un organisme irlandais de gestion collective d'actifs constitué sous forme de fonds à compartiments multiples avec passif distinct entre les compartiments. Fidelity UCITS ICAV est agréé par la Banque centrale d'Irlande sous le numéro C174793 conformément aux Réglementations OPCVM)

Pour les besoins des Réglementations OPCVM, le présent supplément (le « Supplément ») fait partie intégrante du Prospectus de Fidelity UCITS II ICAV (l'« ICAV ») daté du 15 mars 2019 (le « Prospectus »). Le présent Supplément doit être lu dans le cadre du, et conjointement au, Prospectus et contient des informations relatives à Fidelity MSCI Japan Index Fund (le « Compartiment ») qui est un compartiment distinct de l'ICAV, représenté par la série d'actions Fidelity MSCI Japan Index Fund (les « Actions »).

**Le Compartiment est un compartiment indiciel.**

**Avant tout investissement dans ce Compartiment, les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin et lire en intégralité le présent Supplément et le Prospectus, et tenir compte des facteurs de risque présentés dans ces documents. Si vous avez un doute quelconque concernant le contenu du présent Supplément, vous devez consulter votre courtier, banquier, avocat, comptable et/ou conseiller financier.**

Les Administrateurs, présentés dans la section « *Gestion* » du Prospectus, assument la responsabilité des informations contenues dans le présent Supplément. Pour autant que les Administrateurs le sachent (ayant pris toutes les dispositions raisonnables pour s'assurer que tel est bien le cas), les informations contenues dans le présent Supplément correspondent à la réalité et n'omettent aucun élément susceptible d'altérer la nature de ces informations. Les Administrateurs en assument la responsabilité en conséquence.

Sauf définition contraire contenue dans le présent document ou stipulation contraire inhérente au contexte, tous les termes définis et utilisés dans le présent Supplément ont la même signification que celle qui leur est conférée dans le Prospectus.

### INFORMATIONS IMPORTANTES

<b>Devise de référence</b>	USD
<b>Base de la distribution</b>	Revenu net
<b>Jour ouvrable</b>	Tout jour à l'exception du samedi, dimanche, Nouvel an, jour de Noël et Vendredi Saint et/ou tous autres jours déterminés par les Administrateurs et signifiés au préalable aux Actionnaires
<b>Jour de négociation</b>	Chaque Jour ouvrable sera un Jour de négociation. Cependant, tout jour pendant lequel les marchés sur lesquels les Actions composant l'Indice sont cotées ou négociées ou tout jour où les marchés pertinents pour cet Indice sont fermés, et qu'en conséquence 25 % ou plus des Actions de l'Indice ne peuvent pas être négociées, ne sera pas un Jour de négociation. Toutefois, le Compartiment comptera au moins un Jour de négociation par quinzaine. Les Jours de négociation du Compartiment sont indiqués sur le site Internet.
<b>Heure limite de négociation</b>	17 h 00 (heure d'Irlande), le Jour ouvrable qui précède le Jour de négociation approprié
<b>Période d'offre initiale</b>	Pour chaque Catégorie d'actions, la période mentionnée dans le tableau de la section « <i>Catégorie</i> » ci-après ou toute date antérieure ou ultérieure que les Administrateurs pourront choisir
<b>Indice</b>	MSCI Japan Index
<b>Fournisseur de l'indice</b>	MSCI Inc.
<b>Gestionnaire en investissement</b>	Geode Capital Management LLC, One Post Office Square, 20th Floor, Boston, MA 02109, États-Unis d'Amérique
<b>Charges</b>	<p>Le TER maximum pour chaque catégorie est établi dans le tableau figurant dans la section « <i>Catégories</i> » ci-après.</p> <p>Le Gérant supportera les frais de constitution du Compartiment.</p> <p>Des informations supplémentaires sont présentées à cet égard ci-après ainsi que dans la section « <i>Frais et dépenses</i> » du Prospectus.</p>
<b>Montant de souscription minimum</b>	100 000 dollars US
<b>Montant de souscription minimum supplémentaire</b>	10 000 dollars US
<b>Montant de participation minimum</b>	10 000 dollars US
<b>Date limite de règlement</b>	Le troisième Jour ouvrable qui suit un Jour de négociation

<p><b>Tracking error</b></p>	<p>40 bp dans des conditions de marché normales.</p> <p>La tracking error est définie comme étant l'écart-type des rendements excédentaires obtenus au cours d'un exercice annuel.</p> <p>La tracking error anticipée qui est mentionnée ci-dessus concerne les catégories d'Actions non couvertes par rapport à l'Indice qui n'est pas couvert. La tracking error relative aux catégories d'Actions à devise couverte évoluera au fil du temps car la couverture appliquée à ces catégories couvertes entraînera une déviation plus importante par rapport à l'Indice.</p>
<p><b>Valorisation</b></p>	<p>La Valeur liquidative par Action est calculée conformément à la section « <i>Détermination de la Valeur liquidative</i> » du Prospectus, en utilisant, pour chaque Jour d'évaluation, le prix de clôture officiel publié par le Marché reconnu approprié pour les actifs cotés ou négociés selon les règles d'un Marché reconnu.</p>
<p><b>Jour d'évaluation</b></p>	<p>Tout jour, à l'exception du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouvel An, Jour de Noël et Vendredi saint</li> <li>- Tout jour au cours duquel l'Indice n'est pas publié.</li> </ul>
<p><b>Point d'évaluation</b></p>	<p>23 h 00 (heure d'Irlande), chaque Jour d'évaluation</p>

## Catégories

Les Actions d'un Compartiment peuvent être divisées en plusieurs catégories d'Actions qui présentent des politiques de dividendes et des couvertures de change différentes. Par conséquent, les frais et dépenses peuvent être différents. Les catégories d'Actions suivantes pourront être lancées à la discrétion du Gérant.

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P USD Inc	USD	Non	Distribution	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
I USD Inc*	USD	Non	Distribution	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Acc	USD	Non	Capitalisation	0,10	s.o. <sup>+</sup>	5 USD
I USD Acc*	USD	Non	Capitalisation	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P GBP Inc	GBP	Non	Distribution	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P GBP Acc	GBP	Non	Capitalisation	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P EUR Inc	EUR	Non	Distribution	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Acc	EUR	Non	Capitalisation	0,10	s.o. <sup>+</sup>	5 EUR
P CHF Inc	CHF	Non	Distribution	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Acc	CHF	Non	Capitalisation	0,10	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Acc	PLN	Non	Capitalisation	0,10	s.o. <sup>+</sup>	25 PLN
P USD Hedged Inc	USD	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Hedged Acc	USD	Oui	Capitalisation	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P GBP Hedged Inc	GBP	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P GBP Hedged Acc	GBP	Oui	Capitalisation	0,20	s.o.*	5 GBP
P EUR Hedged Inc	EUR	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Hedged Acc	EUR	Oui	Capitalisation	0,20	s.o.*	5 EUR
P CHF Hedged Inc	CHF	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Hedged Acc	CHF	Oui	Capitalisation	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Hedged Inc	PLN	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P PLN Hedged Acc	PLN	Oui	Capitalisation	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P JPY Hedged Inc	JPY	Oui	Distribution	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY
P JPY Hedged Acc	JPY	Oui	Capitalisation	0,20	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY

\*Les catégories d'Actions I sont réservées aux personnes auxquelles le Gérant, les associés du Gérant ou les personnes auxquelles le Gérant, ou l'un de ses associés, fournissent des services au titre d'un contrat de gestion des investissements ou autre accord.

\*La période d'offre initiale de cette Catégorie d'actions est close. Les Actions de cette Catégorie seront donc émises à la Valeur liquidative par actions chaque Jour de négociation.

## OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

**Objectif d'investissement.** Le Compartiment a pour objectif d'investissement de générer un rendement total qui prend en compte le capital et les revenus et qui reflète le rendement de l'Indice, avant prélèvement des frais et dépenses.

L'Indice est conçu pour refléter la performance des grandes et moyennes capitalisations japonaises qui répondent aux critères de taille, de liquidité et de flottant de MSCI. Ces critères sont conçus pour identifier les entreprises dont 85 % des titres sont cotés en bourse (c.-à-d. les grandes et moyennes capitalisations). Pour de plus amples informations sur les critères, veuillez consulter le site du fournisseur d'indice sur <https://www.msci.com/index-methodology>.

L'Indice est pondéré par capitalisation boursière, et un rééquilibrage est opéré chaque trimestre. Des informations supplémentaires sur l'Indice (y compris ses composantes) sont disponibles sur le site Internet du fournisseur d'indice <https://www.msci.com/constituents>.

À la date de ce Supplément, l'administrateur d'indices, MSCI Limited, était inscrit au Registre des administrateurs et des indices de référence de l'AEMF.

**Politique d'investissement.** Le Compartiment a pour stratégie d'investissement de suivre la performance de l'Indice aussi étroitement que possible, que le niveau de ce dernier monte ou descende, tout en cherchant à minimiser autant que possible la tracking error entre la performance du Compartiment et celle de l'Indice.

Afin d'atteindre cet objectif d'investissement, le Gestionnaire en investissement cherchera à répliquer l'Indice en détenant tous les Titres de l'Indice, dans des proportions similaires à leur pondération dans l'Indice. Toutefois, lorsqu'il n'est pas vraiment possible de répliquer parfaitement l'Indice (par exemple en raison du nombre de titres ou de l'illiquidité de certains titres composant l'Indice), le Compartiment utilisera une méthode d'optimisation pour sélectionner les Titres de l'Indice et créer un portefeuille représentatif qui générera un rendement comparable à celui de l'Indice. Par conséquent, le Compartiment peut, à certains moments, ne détenir qu'un certain nombre de Titres de l'Indice. Des informations supplémentaires sur l'utilisation de la méthode par optimisation sont disponibles sous l'intitulé « *Compartiments indiciels* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Le Compartiment peut détenir certains titres qui n'apparaissent pas dans l'Indice, lorsqu'ils fournissent une exposition similaire (avec des profils de risque similaires) à certains titres composant l'Indice. Ces titres qui ne font pas partie de l'Indice sont sélectionnés en vertu du fait qu'ils apportent globalement la même exposition en termes de secteur et de type de société si l'on prend en compte le niveau de liquidités ou les opérations de société liées à certains Titres de l'Indice.

L'objectif et la politique d'investissement spécifiés pour ce Compartiment s'appliquent à toutes les catégories d'Actions proposées dans ce Compartiment. Pour les catégories d'Actions à devise couverte, le rendement sera couvert par rapport à la devise de référence de la catégorie d'Actions concernée. Les catégories d'Actions à devise couverte visent à réduire l'impact que les fluctuations des taux de change entre les expositions monétaires du portefeuille sous-jacent du Compartiment et la Devise de référence de la catégorie couverte ont sur les rendements de l'Indice approprié qui sont destinés aux investisseurs de cette catégorie couverte en recourant à des contrats de change à terme pour couvrir les expositions monétaires. Les catégories d'Actions à devise couverte feront appel à une couverture de change conformément à la section « *Couverture de change au niveau du portefeuille* » du Prospectus.

Le Compartiment peut, exclusivement à des fins de gestion efficace du portefeuille et en accord avec les conditions et dans les limites imposées par la Banque centrale, utiliser des contrats de change à terme (y compris des contrats à terme non livrables) et des contrats à terme standardisés sur devises à des fins de couverture de change, ainsi que des contrats à terme standardisés sur indices boursiers aux fins de la péréquation des liquidités (c.-à-d. investir les participations liquides du Compartiment dans des contrats à terme standardisés sur indices boursiers afin de générer un rendement mieux adapté à l'objectif d'investissement du Compartiment, par rapport au rendement généré par un investissement dans des quasi-liquidités ou autres actifs liquides accessoires). Les contrats à terme et les contrats à terme standardisés, ainsi que leur utilisation à cet égard, sont décrits sous l'intitulé « *Utilisation des instruments financiers dérivés* » de la section « *Objectifs et politiques*

*d'investissement* » du Prospectus. Par conséquent, alors que le Compartiment peut subir un effet de levier suite à l'utilisation d'IFD, l'objet principal de l'emploi des IFD consiste à réduire le risque, et ce levier, calculé à l'aide de l'approche des engagements, ne devra pas dépasser 100 % de la Valeur liquidative du Compartiment.

Les titres dans lesquels le Compartiment investit seront principalement cotés ou négociés sur des Marchés reconnus du monde entier, conformément aux limites établies dans les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut détenir des actifs liquides accessoires (dépôts, effets de commerce et effets de commerce à court terme) conformément aux limites et restrictions imposées par les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut également investir dans d'autres organismes de placement collectif à capital variable réglementés, comme décrit sous l'intitulé « *Techniques d'investissement générales* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » lorsque les objectifs de ces fonds sont compatibles avec l'objectif du Compartiment. Pour obtenir des informations supplémentaires sur les difficultés à suivre des indices, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié au suivi des indices* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

*Investissement minimum dans des participations en actions au titre de la Loi allemande sur la fiscalité des investissements (« ITA allemande »)*

Le Compartiment peut prétendre au statut de « compartiment d'actions » au titre de la section 2 alinéa 6 de la nouvelle version de la loi fiscale allemande entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (« **l'ITA allemande 2018** ») car conformément à sa politique d'investissement spécifiée ci-dessus, il investit en permanence au moins 51 % de sa valeur dans des « participations en actions » telles que définies dans la section 2 alinéa 8 de l'ITA allemande 2018.

Le Fonds surveillera en permanence l'étendue des « participations en actions » détenues dans le portefeuille du Compartiment. Dans la mesure où elles provoquent une violation (autre qu'un manquement de courte durée) du pourcentage minimum allemand requis ci-dessus, les modifications de la composition du portefeuille seront considérées comme telles avec pour conséquence une déclaration et une notification conformes à la loi allemande.

## **RISQUES D'INVESTISSEMENT**

L'investissement dans le Compartiment comporte un certain niveau de risque, y compris les risques décrits dans la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus. Cette liste n'est pas destinée à être exhaustive et les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin le Prospectus et le présent Supplément et consulter leurs conseillers professionnels avant d'acheter des Actions.

Le Compartiment ne devrait pas présenter un profil de risque supérieur à la moyenne ou une volatilité élevée en raison de son emploi d'IFD. Pour de plus amples informations sur les risques associés à l'utilisation des instruments financiers dérivés, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié aux dérivés* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

## **PROFIL DE L'INVESTISSEUR**

Les investisseurs types du Compartiment sont des particuliers et des investisseurs institutionnels désireux d'adopter une exposition à long ou court terme sur le marché couvert par l'Indice (c.-à-d. les grandes et moyennes sociétés japonaises) et prêts à accepter les risques associés à un investissement de ce type, y compris la volatilité de ce marché.

## **GESTIONNAIRE EN INVESTISSEMENT**

Le Gérant a nommé Geode Capital Management, LLC en tant que Gestionnaire en investissement du Compartiment. Le Gestionnaire en investissement est enregistré en tant que fournisseur de services de gestion d'actifs auprès de la *US Securities Exchange Commission* (autorité américaine des marchés financiers) aux États-Unis d'Amérique. Le Gestionnaire en investissement agit à titre de gestionnaire en investissement ou de conseiller en investissements auprès d'un éventail d'organismes d'investissement collectif.

Au titre de la Convention de gestion des investissements, la nomination du Gestionnaire en investissement restera en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des parties par le biais d'un préavis de six (6) mois. La Convention de gestion des investissements peut également être résiliée immédiatement, sans aucun préavis dans certaines circonstances, notamment en cas d'insolvabilité de l'une des parties (ou de tout événement similaire) ou lors d'un manquement non corrigé dans les trente (30) jours suivant la réception d'un préavis. Le Gérant peut également mettre un terme à la nomination du Gestionnaire en investissement avec effet immédiat dans certaines circonstances, y compris dans le meilleur intérêt du Compartiment. La Convention de gestion des investissements comprend certaines dispositions sur les responsabilités légales du Gestionnaire en investissement. Le Gestionnaire en investissement n'est pas responsable des pertes, dettes, dommages ou dépenses supportés par le Compartiment, sauf en cas de faute majeure, manquement délibéré, mauvaise foi ou fraude de sa part.

Le Gestionnaire en investissement a la possibilité de déléguer tous les pouvoirs, obligations et pouvoirs discrétionnaires qui lui incombent au titre de la Convention de gestion des investissements, tel que le Gestionnaire en investissement et un délégué peuvent à tout moment en convenir. Une telle nomination sera réalisée en accord avec les exigences de la Banque centrale.

## **SOUSCRIPTIONS**

Au cours de la Période d'offre initiale, les Actions seront disponibles au Prix d'offre initiale indiqué dans le tableau ci-dessus. Après la Période d'offre initiale, les Actions peuvent être achetées tout Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action au Jour d'évaluation applicable, majorée d'un montant reflétant les Frais et dépenses (le cas échéant). Les investisseurs peuvent souscrire des Actions contre des liquidités ou en nature chaque Jour de négociation en déposant une demande avant l'Heure limite de négociation conformément aux exigences énoncées dans la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le paiement du montant de souscription en fonds libérés/titres doit être reçu avant l'Heure limite de règlement.

## **RACHATS**

Les Actionnaires peuvent effectuer un rachat d'Actions chaque Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action appropriée, sous réserve d'une provision appropriée pour les Frais et dépenses, à condition qu'une demande de rachat valide de l'Actionnaire soit reçue par le Gérant avant l'Heure limite de négociation, conformément aux dispositions des présentes et à la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le règlement n'aura pas lieu plus de 10 Jours ouvrables après l'Heure limite de négociation.

## **DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES**

Concernant les catégories de distribution et sous réserve de la disponibilité du Revenu net pour une distribution, les Administrateurs ont actuellement l'intention, sous réserve d'un seuil *de minimis*, de déclarer des dividendes sur le Revenu net à attribuer aux catégories de distribution. Dans des circonstances normales, les Administrateurs prévoient de déclarer des dividendes tous les trimestres, aux alentours des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, et de payer ces dividendes le dernier jeudi de chaque mois concerné, ou tout autre Jour ouvrable que les Administrateurs estiment approprié. Toutefois, les Actionnaires doivent savoir que les Administrateurs peuvent, à leur discrétion, décider de ne pas effectuer ce paiement par rapport à une catégorie de distribution.

## **AVIS DE NON-RESPONSABILITE**

CE COMPARTIMENT N'EST EN AUCUN CAS PARRAINE, GARANTI, VENDU OU PROMU PAR MSCI INC. (« MSCI ») OU PAR SES SOCIETES AFFILIEES OU FOURNISSEURS D'INFORMATIONS OU TOUT AUTRE TIERS IMPLIQUE OU LIE A LA COMPILATION, AU CALCUL OU A LA CREATION DES INDICES MSCI (COLLECTIVEMENT LES « PARTIES MSCI »). LES INDICES MSCI SONT LA PROPRIETE EXCLUSIVE DE MSCI. MSCI ET LE NOM DE L'INDICE

MSCI SONT DES MARQUES DE SERVICE DE MSCI OU DE SES SOCIETES AFFILIEES ET FIDELITY EST AUTORISE A LES UTILISER A CERTAINES FINS DANS LE CADRE D'UNE LICENCE. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'ACCORDENT AUCUNE GARANTIE OU REPRESENTATION DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT, EXPRESSE OU IMPLICITE, AUX EMETTEURS OU AUX DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU A TOUT AUTRE PERSONNE OU ENTITE CONCERNANT DES CONSEILS D'INVESTISSEMENT DANS LES FONDS EN GENERAL OU DANS CE COMPARTIMENT EN PARTICULIER OU QUANT A LA CAPACITE DE TOUT INDICE MSCI A SUIVRE LA PERFORMANCE DU MARCHE AUQUEL IL SE RATTACHE. MSCI ET SES SOCIETES AFFILIEES SONT DES CONCEDANTS DE LICENCES POUR CERTAINES MARQUES DEPOSEES, MARQUES DE SERVICE OU NOMS DEPOSES ET POUR LES INDICES MSCI QUI SONT DETERMINES, COMPOSES ET CALCULES PAR MSCI SANS RAPPORT AVEC CE COMPARTIMENT OU AVEC L'EMETTEUR ET LES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU AVEC TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'A L'OBLIGATION DE PRENDRE EN COMPTE LES BESOINS DE L'EMETTEUR OU DES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU DE TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE LORS DE LA DETERMINATION, DE LA COMPOSITION ET DU CALCUL DES INDICES MSCI. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'EST RESPONSABLE, NI NE PREND PART A LA DETERMINATION DU CALENDRIER, DES COURS OU DU NOMBRE DE PARTS EMISES PAR CE COMPARTIMENT OU A LA DETERMINATION ET AU CALCUL DE L'EQUATION UTILISEE POUR OU AUX CONSIDERATIONS PRISES EN COMPTE POUR LE RACHAT DE CE COMPARTIMENT. DE PLUS, AUCUNE DES PARTIES MSCI N'A D'OBLIGATION OU DE RESPONSABILITE ENVERS L'EMETTEUR OU LES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU ENVERS TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE CONCERNANT L'ADMINISTRATION, LA COMMERCIALISATION OU L'OFFRE DE CE COMPARTIMENT. BIEN QUE, A DES FINS D'INCLUSION DANS LES INDICES MSCI OU DE CALCUL DE CEUX-CI, MSCI AIT RECOURS A DES INFORMATIONS PROVENANT DE SOURCES CONSIDEREES PAR MSCI COMME FIABLES, AUCUNE DES PARTIES MSCI NE SE PORTE GARANTE ET NE GARANTIT L'ORIGINE, LA PRECISION ET/OU L'EXHAUSTIVITE DE TOUT INDICE MSCI OU DE TOUTE DONNEE COMPRISE DANS LESDITS INDICES. AUCUNE DES PARTIES MSCI NE GARANTIT, DE MANIERE EXPRESSE OU IMPLICITE, LES RESULTATS OBTENUS PAR L'EMETTEUR DE CE COMPARTIMENT OU LES DETENEURS DU COMPARTIMENT OU PAR TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE AYANT UTILISE UN DES INDICES MSCI OU LES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS. AUCUNE DES PARTIES MSCI NE PEUT ETRE TENUE POUR RESPONSABLE DE TOUTE ERREUR, OMISSION OU SUSPENSION DES INDICES MSCI OU DES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS, OU EN RAPPORT AVEC LESDITS INDICES OU DONNEES. EN OUTRE, AUCUNE DES PARTIES MSCI N'OFFRE DE GARANTIE QUELCONQUE, DE MANIERE EXPRESSE OU IMPLICITE, ET LES PARTIES MSCI REFUTENT EXPRESSEMENT TOUTE GARANTIE DE COMMERCIALISATION OU D'ADEQUATION POUR UN OBJECTIF PRECIS CONCERNANT LES INDICES MSCI ET LES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS. SANS LIMITATION DE CE QUI PRECEDE, LES PARTIES MSCI NE SERONT TENUES A AUCUN MOMENT RESPONSABLES DE TOUT DOMMAGE DIRECT, INDIRECT, SPECIFIQUE, PUNITIF, IMPORTANT OU AUTRE (Y COMPRIS LA PERTE DE BENEFICES) MEME SI CES DERNIERES ONT ETE INFORMEES DE LA POSSIBILITE D'UN TEL DOMMAGE.

# Fidelity UCITS II ICAV

## Fidelity MSCI Pacific ex-Japan Index Fund

**15 mars 2019**

(Un Compartiment de Fidelity UCITS II ICAV, un organisme irlandais de gestion collective d'actifs constitué sous forme de fonds à compartiments multiples avec passif distinct entre les compartiments. Fidelity UCITS ICAV est agréé par la Banque centrale d'Irlande sous le numéro C174793 conformément aux Réglementations OPCVM)

Pour les besoins des Réglementations OPCVM, le présent supplément (le « Supplément ») fait partie intégrante du Prospectus de Fidelity UCITS II ICAV (l'« ICAV ») daté du 15 mars 2019 (le « Prospectus »). Le présent Supplément doit être lu dans le cadre du, et conjointement au, Prospectus et contient des informations relatives à Fidelity MSCI Pacific ex-Japan Index Fund (le « Compartiment ») qui est un compartiment distinct de l'ICAV, représenté par la série d'actions Fidelity MSCI Pacific ex-Japan Index Fund (les « Actions »).

**Le Compartiment est un compartiment indiciel.**

**Avant tout investissement dans ce Compartiment, les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin et lire en intégralité le présent Supplément et le Prospectus, et tenir compte des facteurs de risque présentés dans ces documents. Si vous avez un doute quelconque concernant le contenu du présent Supplément, vous devez consulter votre courtier, banquier, avocat, comptable et/ou conseiller financier.**

Les Administrateurs, présentés dans la section « *Gestion* » du Prospectus, assument la responsabilité des informations contenues dans le présent Supplément. Pour autant que les Administrateurs le sachent (ayant pris toutes les dispositions raisonnables pour s'assurer que tel est bien le cas), les informations contenues dans ce Supplément correspondent à la réalité et n'omettent aucun élément susceptible d'altérer la nature de ces informations. Les Administrateurs en assument la responsabilité en conséquence.

Sauf définition contraire contenue dans le présent document ou stipulation contraire inhérente au contexte, tous les termes définis et utilisés dans le présent Supplément ont la même signification que celle qui leur est conférée dans le Prospectus.

### INFORMATIONS IMPORTANTES

<b>Devise de référence</b>	USD
<b>Base de la distribution</b>	Revenu net
<b>Jour ouvrable</b>	Tout jour à l'exception du samedi, dimanche, Nouvel an, jour de Noël et Vendredi Saint et/ou tous autres jours déterminés par les Administrateurs et signifiés au préalable aux Actionnaires
<b>Jour de négociation</b>	Chaque Jour ouvrable sera un Jour de négociation. Cependant, tout jour pendant lequel les marchés sur lesquels les Actions composant l'Indice sont cotées ou négociées ou tout jour où les marchés pertinents pour cet Indice sont fermés, et qu'en conséquence 25 % ou plus des Actions de l'Indice ne peuvent pas être négociées, ne sera pas un Jour de négociation. Toutefois, le Compartiment comptera au moins un Jour de négociation par quinzaine. Les Jours de négociation du Compartiment sont indiqués sur le site Internet.
<b>Heure limite de négociation</b>	17 h 00 (heure d'Irlande), le Jour ouvrable qui précède le Jour de négociation approprié
<b>Période d'offre initiale</b>	Pour chaque Catégorie d'actions, la période mentionnée dans le tableau de la section « <i>Catégorie</i> » ci-après ou toute date antérieure ou ultérieure que les Administrateurs pourront choisir
<b>Indice</b>	MSCI Pacific ex-Japan Index
<b>Fournisseur de l'indice</b>	MSCI Inc.
<b>Gestionnaire en investissement</b>	Geode Capital Management LLC, One Post Office Square, 20th Floor, Boston, MA 02109, Etats-Unis d'Amérique
<b>Charges</b>	<p>Le TER maximum pour chaque catégorie est établi dans le tableau figurant dans la section « <i>Catégories</i> » ci-après.</p> <p>Le Gérant supportera les frais de constitution du Compartiment.</p> <p>Des informations supplémentaires sont présentées à cet égard ci-après ainsi que dans la section « <i>Frais et dépenses</i> » du Prospectus.</p>
<b>Montant de souscription minimum</b> <b>Montant de souscription minimum supplémentaire</b> <b>Montant de participation minimum</b>	<p><u>Toutes les Catégories d'actions (excepté les Catégories SE)</u></p> <p>Montant de souscription minimum : 100 000 dollars US  Montant de souscription minimum supplémentaire : 10 000 dollars US  Montant de participation minimum : 10 000 dollars US</p> <p><u>Catégories d'actions SE</u></p> <p>Montant de souscription minimum : 500 millions de dollars US  Montant de souscription minimum supplémentaire : s.o.  Montant de participation minimum : 500 millions de dollars US</p>

<b>Date limite de règlement</b>	Le deuxième Jour ouvrable qui suit un Jour de négociation
<b>Tracking error</b>	<p>40 bp dans des conditions de marché normales.</p> <p>La tracking error est définie comme étant l'écart-type des rendements excédentaires obtenus au cours d'un exercice annuel.</p> <p>La tracking error anticipée qui est mentionnée ci-dessus concerne les catégories d'Actions non couvertes par rapport à l'Indice qui n'est pas couvert. La tracking error relative aux catégories d'Actions à devise couverte évoluera au fil du temps car la couverture appliquée à ces catégories couvertes entraînera une déviation plus importante par rapport à l'Indice.</p>
<b>Valorisation</b>	La Valeur liquidative par Action est calculée conformément à la section « <i>Détermination de la Valeur liquidative</i> » du Prospectus, en utilisant, pour chaque Jour d'évaluation, le prix de clôture officiel publié par le Marché reconnu approprié pour les actifs cotés ou négociés selon les règles d'un Marché reconnu.
<b>Jour d'évaluation</b>	<p>Tout jour, à l'exception du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouvel An, Jour de Noël et Vendredi saint</li> <li>- Tout jour au cours duquel l'Indice n'est pas publié.</li> </ul>
<b>Point d'évaluation</b>	23 h 00 (heure d'Irlande), chaque Jour d'évaluation

## Catégories

Les Actions d'un Compartiment peuvent être divisées en plusieurs catégories d'Actions qui présentent des politiques de dividendes et des couvertures de change différentes. Par conséquent, les frais et dépenses peuvent être différents. Les catégories d'Actions suivantes pourront être lancées à la discrétion du Gérant.

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P USD Inc	USD	Non	Distribution	0,13	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
I USD Inc*	USD	Non	Distribution	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Acc	USD	Non	Capitalisation	0,13	s.o. <sup>+</sup>	5 USD
I USD Acc*	USD	Non	Capitalisation	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P GBP Inc	GBP	Non	Distribution	0,13	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P GBP Acc	GBP	Non	Capitalisation	0,13	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P EUR Inc	EUR	Non	Distribution	0,13	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Acc	EUR	Non	Capitalisation	0,13	s.o. <sup>+</sup>	5 EUR
P CHF Inc	CHF	Non	Distribution	0,13	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Acc	CHF	Non	Capitalisation	0,13	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Acc	PLN	Non	Capitalisation	0,13	s.o. <sup>+</sup>	25 PLN
P USD Hedged Inc	USD	Oui	Distribution	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Hedged Acc	USD	Oui	Capitalisation	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P GBP Hedged Inc	GBP	Oui	Distribution	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P GBP Hedged Acc	GBP	Oui	Capitalisation	0,23	s.o. <sup>†</sup>	5 GBP
P EUR Hedged Inc	EUR	Oui	Distribution	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Hedged Acc	EUR	Oui	Capitalisation	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P CHF Hedged Inc	CHF	Oui	Distribution	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Hedged Acc	CHF	Oui	Capitalisation	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Hedged Inc	PLN	Oui	Distribution	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P PLN Hedged Acc	PLN	Oui	Capitalisation	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P JPY Hedged Inc	JPY	Oui	Distribution	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY
P JPY Hedged Acc	JPY	Oui	Capitalisation	0,23	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY
SE USD Acc <sup>‡</sup>	USD	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
SE EUR Acc <sup>‡</sup>	EUR	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
SE GBP Acc <sup>‡</sup>	GBP	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP

\*Les catégories d'Actions I sont réservées aux personnes auxquelles le Gérant, les associés du Gérant ou les personnes auxquelles le Gérant, ou l'un de ses associés, fournissent des services au titre d'un contrat de gestion des investissements ou autre accord.

\*La période d'offre initiale de cette Catégorie d'actions est close. Les Actions de cette Catégorie seront donc émises à la Valeur liquidative par actions chaque Jour de négociation.

‡La Catégorie d'actions SE n'est ouverte à la souscription qu'à la discrétion du Gérant jusqu'au 30 novembre 2021. Le 30 novembre 2021, toutes les Actions de la Catégorie SE en circulation seront automatiquement converties en ou échangées contre des Actions de la Catégorie P ayant la même devise de référence, la même politique de dividendes et la même couverture du risque de change (par ex. les Actions de la Catégorie de capitalisation SE en USD seront converties en ou échangées contre des Actions de la Catégorie de capitalisation P en USD). Veuillez consulter la sous-section « Conversions » du Prospectus pour de plus amples informations sur le déroulement de la procédure. Les Actionnaires doivent savoir que, selon les circonstances personnelles et la législation fiscale des différentes juridictions où ils résident, le rachat, la conversion ou l'échange de leurs Actions, y compris les conversions automatiques décrites ci-dessus, peuvent être considérés comme une cession d'actions aux fins de l'imposition. Si les Actionnaires ont des doutes quant à leur statut fiscal, nous leur recommandons de consulter un conseiller fiscal indépendant.

## OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

**Objectif d'investissement.** Le Compartiment a pour objectif d'investissement de générer un rendement total qui prend en compte le capital et les revenus et qui reflète le rendement de l'Indice, avant prélèvement des frais et dépenses.

L'Indice est conçu pour refléter la performance des grandes et moyennes capitalisations des marchés des pays développés de la Région pacifique, hors Japon, qui répondent aux critères de taille, de liquidité et de flottant de MSCI. Ces critères sont conçus pour identifier les entreprises dont 85 % des titres sont cotés en bourse (c.-à-d. les grandes et moyennes capitalisations). Pour de plus amples informations sur les critères, veuillez consulter le site du fournisseur d'indice sur <https://www.msci.com/index-methodology>.

Au 1<sup>er</sup> août 2018, l'Indice comprenait les composantes admissibles des pays suivants : Australie, Hong Kong, Nouvelle-Zélande et Singapour. La liste des pays peut changer à tout moment. L'Indice est pondéré par capitalisation boursière, et un rééquilibrage est opéré chaque trimestre. Des informations supplémentaires sur l'Indice (y compris ses composantes) sont disponibles sur le site Internet du fournisseur d'indice <https://www.msci.com/constituents>.

À la date de ce Supplément, l'administrateur d'indices, MSCI Limited, était inscrit au Registre des administrateurs et des indices de référence de l'AEMF.

**Politique d'investissement.** Le Compartiment a pour stratégie d'investissement de suivre la performance de l'Indice aussi étroitement que possible, que le niveau de ce dernier monte ou descende, tout en cherchant à minimiser autant que possible la tracking error entre la performance du Compartiment et celle de l'Indice.

Afin d'atteindre cet objectif d'investissement, le Gestionnaire en investissement cherchera à répliquer l'Indice en détenant tous les Titres de l'Indice, dans des proportions similaires à leur pondération dans l'Indice. Toutefois, lorsqu'il n'est pas vraiment possible de répliquer parfaitement l'Indice (par exemple en raison du nombre de titres ou de l'illiquidité de certains titres composant l'Indice), le Compartiment utilisera une méthode d'optimisation pour sélectionner les Titres de l'Indice et créer un portefeuille représentatif qui générera un rendement comparable à celui de l'Indice. Par conséquent, le Compartiment peut, à certains moments, ne détenir qu'un certain nombre de Titres de l'Indice. Des informations supplémentaires sur l'utilisation de la méthode par optimisation sont disponibles sous l'intitulé « *Compartiments indiciels* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Le Compartiment peut détenir certains titres qui n'apparaissent pas dans l'Indice, lorsqu'ils fournissent une exposition similaire (avec des profils de risque similaires) à certains titres composant l'Indice. Ces titres qui ne font pas partie de l'Indice sont sélectionnés en vertu du fait qu'ils apportent globalement la même exposition en termes de secteur et de type de société si l'on prend en compte le niveau de liquidités ou les opérations de société liées à certains Titres de l'Indice.

L'objectif et la politique d'investissement spécifiés pour ce Compartiment s'appliquent à toutes les catégories d'Actions proposées dans ce Compartiment. Pour les catégories d'Actions à devise couverte, le rendement sera couvert par rapport à la devise de référence de la catégorie d'Actions concernée. Les catégories d'Actions à devise couverte visent à réduire l'impact que les fluctuations des taux de change entre les expositions monétaires du portefeuille sous-jacent du Compartiment et la Devise de référence de la catégorie couverte ont sur les rendements de l'Indice approprié qui sont destinés aux investisseurs de cette catégorie couverte en recourant à des contrats de change à terme pour couvrir les expositions monétaires. Les catégories d'Actions à devise couverte feront appel à une couverture de change conformément à la section « *Couverture de change au niveau du portefeuille* » du Prospectus.

Le Compartiment peut, exclusivement à des fins de gestion efficace du portefeuille et en accord avec les conditions et dans les limites imposées par la Banque centrale, utiliser des contrats de change à terme (y compris des contrats à terme non livrables) et des contrats à terme standardisés sur devises à des fins de couverture de change, ainsi que des contrats à terme standardisés sur indices boursiers aux fins de la péréquation des liquidités (c.-à-d. investir les participations liquides du Compartiment dans des contrats à terme standardisés sur indices boursiers afin de générer un rendement mieux adapté à l'objectif d'investissement du Compartiment, par rapport au rendement généré par un

investissement dans des quasi-liquidités ou autres actifs liquides accessoires). Les contrats à terme et les contrats à terme standardisés, ainsi que leur utilisation à cet égard, sont décrits sous l'intitulé « *Utilisation des instruments financiers dérivés* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Par conséquent, alors que le Compartiment peut subir un effet de levier suite à l'utilisation d'IFD, l'objet principal de l'emploi des IFD consiste à réduire le risque, et ce levier, calculé à l'aide de l'approche des engagements, ne devra pas dépasser 100 % de la Valeur liquidative du Compartiment.

Les titres dans lesquels le Compartiment investit seront principalement cotés ou négociés sur des Marchés reconnus du monde entier, conformément aux limites établies dans les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut détenir des actifs liquides accessoires (dépôts, effets de commerce et effets de commerce à court terme) conformément aux limites et restrictions imposées par les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut également investir dans d'autres organismes de placement collectif à capital variable réglementés, comme décrit sous l'intitulé « *Techniques d'investissement générales* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » lorsque les objectifs de ces fonds sont compatibles avec l'objectif du Compartiment. Pour obtenir des informations supplémentaires sur les difficultés à suivre des indices, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié au suivi des indices* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

*Investissement minimum dans des participations en actions au titre de la Loi allemande sur la fiscalité des investissements (« ITA allemande »)*

Le Compartiment peut prétendre au statut de « compartiment d'actions » au titre de la section 2 alinéa 6 de la nouvelle version de la loi fiscale allemande entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (« **l'ITA allemande 2018** ») car conformément à sa politique d'investissement spécifiée ci-dessus, il investit en permanence au moins 51 % de sa valeur dans des « participations en actions » telles que définies dans la section 2 alinéa 8 de l'ITA allemande 2018.

Le Fonds surveillera en permanence l'étendue des « participations en actions » détenues dans le portefeuille du Compartiment. Dans la mesure où elles provoquent une violation (autre qu'un manquement de courte durée) du pourcentage minimum allemand requis ci-dessus, les modifications de la composition du portefeuille seront considérées comme telles avec pour conséquence une déclaration et une notification conformément à la loi allemande.

## **RISQUES D'INVESTISSEMENT**

L'investissement dans le Compartiment comporte un certain niveau de risque, y compris les risques décrits dans la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus. Cette liste n'est pas destinée à être exhaustive et les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin le Prospectus et le présent Supplément et consulter leurs conseillers professionnels avant d'acheter des Actions.

Le Compartiment ne devrait pas présenter un profil de risque supérieur à la moyenne ou une volatilité élevée en raison de son emploi d'IFD. Pour de plus amples informations sur les risques associés à l'utilisation des instruments financiers dérivés, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié aux dérivés* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

## **PROFIL DE L'INVESTISSEUR**

Les investisseurs types du Compartiment sont des particuliers et des investisseurs institutionnels désireux d'adopter une exposition à long ou court terme sur le marché couvert par l'Indice (c.-à-d. les grandes et moyennes sociétés des pays développés de la Région pacifique, hors Japon) et prêts à accepter les risques associés à un investissement de ce type, y compris la volatilité de ce marché.

## **GESTIONNAIRE EN INVESTISSEMENT**

Le Gérant a nommé Geode Capital Management, LLC en tant que Gestionnaire en investissement du Compartiment. Le Gestionnaire en investissement est enregistré en tant que fournisseur de services de gestion d'actifs auprès de la *US Securities Exchange Commission* (autorité américaine des marchés financiers) aux Etats-Unis d'Amérique. Le Gestionnaire en investissement agit à titre de

gestionnaire en investissement ou de conseiller en investissements auprès d'un éventail d'organismes d'investissement collectif.

Au titre de la Convention de gestion des investissements, la nomination du Gestionnaire en investissement restera en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des parties par le biais d'un préavis de six (6) mois. La Convention de gestion des investissements peut également être résiliée immédiatement, sans aucun préavis dans certaines circonstances, notamment en cas d'insolvabilité de l'une des parties (ou de tout événement similaire) ou lors d'un manquement non corrigé dans les trente (30) jours suivant la réception d'un préavis. Le Gérant peut également mettre un terme à la nomination du Gestionnaire en investissement avec effet immédiat dans certaines circonstances, y compris dans le meilleur intérêt du Compartiment. La Convention de gestion des investissements comprend certaines dispositions sur les responsabilités légales du Gestionnaire en investissement. Le Gestionnaire en investissement n'est pas responsable des pertes, dettes, dommages ou dépenses supportés par le Compartiment, sauf en cas de faute majeure, manquement délibéré, mauvaise foi ou fraude de sa part.

Le Gestionnaire en investissement a la possibilité de déléguer tous les pouvoirs, obligations et pouvoirs discrétionnaires qui lui incombent au titre de la Convention de gestion des investissements, tel que le Gestionnaire en investissement et un délégué peuvent à tout moment en convenir. Une telle nomination sera réalisée en accord avec les exigences de la Banque centrale.

## **SOUSCRIPTIONS**

Au cours de la Période d'offre initiale, les Actions seront disponibles au Prix d'offre initiale indiqué dans le tableau ci-dessus. Après la Période d'offre initiale, les Actions peuvent être achetées tout Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action au Jour d'évaluation applicable, majorée d'un montant reflétant les Frais et dépenses (le cas échéant). Les investisseurs peuvent souscrire des Actions contre des liquidités ou en nature chaque Jour de négociation en déposant une demande avant l'Heure limite de négociation conformément aux exigences énoncées dans la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le paiement du montant de souscription en fonds libérés/titres doit être reçu avant l'Heure limite de règlement.

## **RACHATS**

Les Actionnaires peuvent effectuer un rachat d'Actions chaque Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action appropriée, sous réserve d'une provision appropriée pour les Frais et dépenses, à condition qu'une demande de rachat valide de l'Actionnaire soit reçue par le Gérant avant l'Heure limite de négociation, conformément aux dispositions des présentes et à la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le règlement n'aura pas lieu plus de 10 Jours ouvrables après l'Heure limite de négociation.

## **DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES**

Concernant les catégories de distribution et sous réserve de la disponibilité du Revenu net pour une distribution, les Administrateurs ont actuellement l'intention, sous réserve d'un seuil *de minimis*, de déclarer des dividendes sur le Revenu net à attribuer aux catégories de distribution. Dans des circonstances normales, les Administrateurs prévoient de déclarer des dividendes tous les trimestres, aux alentours des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, et de payer ces dividendes le dernier jeudi de chaque mois concerné, ou tout autre Jour ouvrable que les Administrateurs estiment approprié. Toutefois, les Actionnaires doivent savoir que les Administrateurs peuvent, à leur discrétion, décider de ne pas effectuer ce paiement par rapport à une catégorie de distribution.

## **AVIS DE NON-RESPONSABILITE**

CE COMPARTIMENT N'EST EN AUCUN CAS PARRAINE, GARANTI, VENDU OU PROMU PAR MSCI INC. (« MSCI ») OU PAR SES SOCIETES AFFILIEES OU FOURNISSEURS D'INFORMATIONS OU TOUT AUTRE TIERS IMPLIQUE OU LIE A LA COMPILATION, AU CALCUL OU A LA CREATION DES INDICES MSCI (COLLECTIVEMENT LES « PARTIES MSCI ». LES INDICES MSCI SONT LA PROPRIETE EXCLUSIVE DE MSCI. MSCI ET LE NOM DE L'INDICE

MSCI SONT DES MARQUES DE SERVICE DE MSCI OU DE SES SOCIETES AFFILIEES ET FIDELITY EST AUTORISE A LES UTILISER A CERTAINES FINS DANS LE CADRE D'UNE LICENCE. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'ACCORDENT AUCUNE GARANTIE OU REPRESENTATION DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT, EXPRESSE OU IMPLICITE, AUX EMETTEURS OU AUX DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU A TOUT AUTRE PERSONNE OU ENTITE CONCERNANT DES CONSEILS D'INVESTISSEMENT DANS LES FONDS EN GENERAL OU DANS CE COMPARTIMENT EN PARTICULIER OU QUANT A LA CAPACITE DE TOUT INDICE MSCI A SUIVRE LA PERFORMANCE DU MARCHE AUQUEL IL SE RATTACHE. MSCI ET SES SOCIETES AFFILIEES SONT DES CONCEDANTS DE LICENCES POUR CERTAINES MARQUES DEPOSEES, MARQUES DE SERVICE OU NOMS DEPOSES ET POUR LES INDICES MSCI QUI SONT DETERMINES, COMPOSES ET CALCULES PAR MSCI SANS RAPPORT AVEC CE COMPARTIMENT OU AVEC L'EMETTEUR ET LES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU AVEC TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'A L'OBLIGATION DE PRENDRE EN COMPTE LES BESOINS DE L'EMETTEUR OU DES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU DE TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE LORS DE LA DETERMINATION, DE LA COMPOSITION ET DU CALCUL DES INDICES MSCI. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'EST RESPONSABLE, NI NE PREND PART A LA DETERMINATION DU CALENDRIER, DES COURS OU DU NOMBRE DE PARTS EMISES PAR CE COMPARTIMENT OU A LA DETERMINATION ET AU CALCUL DE L'EQUATION UTILISEE POUR OU AUX CONSIDERATIONS PRISES EN COMPTE POUR LE RACHAT DE CE COMPARTIMENT. DE PLUS, AUCUNE DES PARTIES MSCI N'A D'OBLIGATION OU DE RESPONSABILITE ENVERS L'EMETTEUR OU LES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU ENVERS TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE CONCERNANT L'ADMINISTRATION, LA COMMERCIALISATION OU L'OFFRE DE CE COMPARTIMENT. BIEN QUE, A DES FINS D'INCLUSION DANS LES INDICES MSCI OU DE CALCUL DE CEUX-CI, MSCI AIT RECOURS A DES INFORMATIONS PROVENANT DE SOURCES CONSIDEREES PAR MSCI COMME FIABLES, AUCUNE DES PARTIES MSCI NE SE PORTE GARANTE ET NE GARANTIT L'ORIGINE, LA PRECISION ET/OU L'EXHAUSTIVITE DE TOUT INDICE MSCI OU DE TOUTE DONNEE COMPRISE DANS LESDITS INDICES. AUCUNE DES PARTIES MSCI NE GARANTIT, DE MANIERE EXPRESSE OU IMPLICITE, LES RESULTATS OBTENUS PAR L'EMETTEUR DE CE COMPARTIMENT OU LES DETENEURS DU COMPARTIMENT OU PAR TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE AYANT UTILISE UN DES INDICES MSCI OU LES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS. AUCUNE DES PARTIES MSCI NE PEUT ETRE TENUE POUR RESPONSABLE DE TOUTE ERREUR, OMISSION OU SUSPENSION DES INDICES MSCI OU DES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS, OU EN RAPPORT AVEC LESDITS INDICES OU DONNEES. EN OUTRE, AUCUNE DES PARTIES MSCI N'OFFRE DE GARANTIE QUELCONQUE, DE MANIERE EXPRESSE OU IMPLICITE, ET LES PARTIES MSCI REFUTENT EXPRESSEMENT TOUTE GARANTIE DE COMMERCIALISATION OU D'ADEQUATION POUR UN OBJECTIF PRECIS CONCERNANT LES INDICES MSCI ET LES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS. SANS LIMITATION DE CE QUI PRECEDE, LES PARTIES MSCI NE SERONT TENUES A AUCUN MOMENT RESPONSABLES DE TOUT DOMMAGE DIRECT, INDIRECT, SPECIFIQUE, PUNITIF, IMPORTANT OU AUTRE (Y COMPRIS LA PERTE DE BENEFICES) MEME SI CES DERNIERES ONT ETE INFORMEES DE LA POSSIBILITE D'UN TEL DOMMAGE.

# Fidelity UCITS II ICAV

## Fidelity MSCI World Index Fund

**15 mars 2019**

(Un Compartiment de Fidelity UCITS II ICAV, un organisme irlandais de gestion collective d'actifs constitué sous forme de fonds à compartiments multiples avec passif distinct entre les compartiments. Fidelity UCITS ICAV est agréé par la Banque centrale d'Irlande sous le numéro C174793 conformément aux Réglementations OPCVM)

Pour les besoins des Réglementations OPCVM, le présent supplément (le « Supplément ») fait partie intégrante du Prospectus de Fidelity UCITS II ICAV (l'« ICAV ») daté du 15 mars 2019 (le « Prospectus »). Le présent Supplément doit être lu dans le cadre du, et conjointement au, Prospectus et contient des informations relatives à Fidelity MSCI World Index Fund (le « Compartiment ») qui est un compartiment distinct de l'ICAV, représenté par la série d'actions Fidelity MSCI World Index Fund (les « Actions »).

**Le Compartiment est un compartiment indiciel.**

**Avant tout investissement dans ce Compartiment, les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin et lire en intégralité le présent Supplément et le Prospectus, et tenir compte des facteurs de risque présentés dans ces documents. Si vous avez un doute quelconque concernant le contenu du présent Supplément, vous devez consulter votre courtier, banquier, avocat, comptable et/ou conseiller financier.**

Les Administrateurs, présentés dans la section « *Gestion* » du Prospectus, assument la responsabilité des informations contenues dans le présent Supplément. Pour autant que les Administrateurs le sachent (ayant pris toutes les dispositions raisonnables pour s'assurer que tel est bien le cas), les informations contenues dans le présent Supplément correspondent à la réalité et n'omettent aucun élément susceptible d'altérer la nature de ces informations. Les Administrateurs en assument la responsabilité en conséquence.

Sauf définition contraire contenue dans le présent document ou stipulation contraire inhérente au contexte, tous les termes définis et utilisés dans le présent Supplément ont la même signification que celle qui leur est conférée dans le Prospectus.

### INFORMATIONS IMPORTANTES

<b>Devise de référence</b>	USD
<b>Base de la distribution</b>	Revenu net
<b>Jour ouvrable</b>	Tout jour à l'exception du samedi, dimanche, Nouvel an, jour de Noël et Vendredi Saint et/ou tous autres jours déterminés par les Administrateurs et signifiés au préalable aux Actionnaires
<b>Jour de négociation</b>	Chaque Jour ouvrable sera un Jour de négociation. Cependant, tout jour pendant lequel les marchés sur lesquels les Actions composant l'Indice sont cotées ou négociées ou tout jour où les marchés pertinents pour cet Indice sont fermés, et qu'en conséquence 25 % ou plus des Actions de l'Indice ne peuvent pas être négociées, ne sera pas un Jour de négociation. Toutefois, le Compartiment comptera au moins un Jour de négociation par quinzaine. Les Jours de négociation du Compartiment sont indiqués sur le site Internet.
<b>Heure limite de négociation</b>	17 h 00 (heure d'Irlande), le Jour ouvrable qui précède le Jour de négociation approprié
<b>Période d'offre initiale</b>	Pour chaque Catégorie d'actions, la période mentionnée dans le tableau de la section « <i>Catégorie</i> » ci-après ou toute date antérieure ou ultérieure que les Administrateurs pourront choisir
<b>Indice</b>	MSCI World Index
<b>Fournisseur de l'indice</b>	MSCI Inc.
<b>Gestionnaire en investissement</b>	Geode Capital Management LLC, One Post Office Square, 20th Floor, Boston, MA 02109, Etats-Unis d'Amérique
<b>Charges</b>	Le TER maximum pour chaque catégorie est établi dans le tableau figurant dans la section « <i>Catégories</i> » ci-après.  Le Gérant supportera les frais de constitution du Compartiment.  Des informations supplémentaires sont présentées à cet égard ci-après ainsi que dans la section « <i>Frais et dépenses</i> » du Prospectus.
<b>Montant de souscription minimum</b> <b>Montant de souscription minimum supplémentaire</b> <b>Montant de participation minimum</b>	<u>Toutes les Catégories d'actions (excepté les Catégories SE)</u> Montant de souscription minimum : 100 000 dollars US Montant de souscription minimum supplémentaire : 10 000 dollars US Montant de participation minimum : 10 000 dollars US  <u>Catégories d'actions SE</u> Montant de souscription minimum : 500 millions de dollars US Montant de souscription minimum supplémentaire : s.o. Montant de participation minimum : 500 millions de dollars US
<b>Date limite de règlement</b>	Le deuxième Jour ouvrable qui suit un Jour de négociation

<b>Tracking error</b>	<p>20 bp dans des conditions de marché normales.</p> <p>La tracking error est définie comme étant l'écart-type des rendements excédentaires obtenus au cours d'un exercice annuel.</p> <p>La tracking error anticipée qui est mentionnée ci-dessus concerne les catégories d'Actions non couvertes par rapport à l'Indice qui n'est pas couvert. La tracking error relative aux catégories d'Actions à devise couverte évoluera au fil du temps car la couverture appliquée à ces catégories couvertes entraînera une déviation plus importante par rapport à l'Indice.</p>
<b>Valorisation</b>	<p>La Valeur liquidative par Action est calculée conformément à la section « <i>Détermination de la Valeur liquidative</i> » du Prospectus, en utilisant, pour chaque Jour d'évaluation, le prix de clôture officiel publié par le Marché reconnu approprié pour les actifs cotés ou négociés selon les règles d'un Marché reconnu.</p>
<b>Jour d'évaluation</b>	<p>Tout jour, à l'exception du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouvel An, Jour de Noël et Vendredi saint</li> <li>- Tout jour au cours duquel l'Indice n'est pas publié.</li> </ul>
<b>Point d'évaluation</b>	<p>23 h 00 (heure d'Irlande), chaque Jour d'évaluation</p>

## Catégories

Les Actions d'un Compartiment peuvent être divisées en plusieurs catégories d'Actions qui présentent des politiques de dividendes et des couvertures de change différentes. Par conséquent, les frais et dépenses peuvent être différents. Les catégories d'Actions suivantes pourront être lancées à la discrétion du Gérant.

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P USD Inc	USD	Non	Distribution	0,12	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
I USD Inc*	USD	Non	Distribution	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Acc	USD	Non	Capitalisation	0,12	s.o. <sup>+</sup>	5 USD
I USD Acc*	USD	Non	Capitalisation	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P GBP Inc	GBP	Non	Distribution	0,12	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P GBP Acc	GBP	Non	Capitalisation	0,12	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P EUR Inc	EUR	Non	Distribution	0,12	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Acc	EUR	Non	Capitalisation	0,12	s.o. <sup>+</sup>	5 EUR
P CHF Inc	CHF	Non	Distribution	0,12	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Acc	CHF	Non	Capitalisation	0,12	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Acc	PLN	Non	Capitalisation	0,12	s.o. <sup>+</sup>	25 PLN
P USD Hedged Inc	USD	Oui	Distribution	0,22	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Hedged Acc	USD	Oui	Capitalisation	0,22	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P GBP Hedged Inc	GBP	Oui	Distribution	0,22	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P GBP Hedged Acc	GBP	Oui	Capitalisation	0,22	s.o. <sup>+</sup>	5 GBP

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P EUR Hedged Inc	EUR	Oui	Distribution	0,22	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Hedged Acc	EUR	Oui	Capitalisation	0,22	s.o. <sup>+</sup>	5 EUR
P CHF Hedged Inc	CHF	Oui	Distribution	0,22	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Hedged Acc	CHF	Oui	Capitalisation	0,22	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Hedged Inc	PLN	Oui	Distribution	0,22	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P PLN Hedged Acc	PLN	Oui	Capitalisation	0,22	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P JPY Hedged Inc	JPY	Oui	Distribution	0,22	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY
P JPY Hedged Acc	JPY	Oui	Capitalisation	0,22	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY
P CZK Hedged Acc	CZK	Oui	Capitalisation	0,22	s.o. <sup>+</sup>	100 CZK
SE USD Acc <sup>‡</sup>	USD	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
SE EUR Acc <sup>‡</sup>	EUR	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
SE GBP Acc <sup>‡</sup>	GBP	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP

\*Les catégories d'Actions I sont réservées aux personnes auxquelles le Gérant, les associés du Gérant ou les personnes auxquelles le Gérant, ou l'un de ses associés, fournissent des services au titre d'un contrat de gestion des investissements ou autre accord.

\*La période d'offre initiale de cette Catégorie d'actions est close. Les Actions de cette Catégorie seront donc émises à la Valeur liquidative par actions chaque Jour de négociation.

‡La Catégorie d'actions SE n'est ouverte à la souscription qu'à la discrétion du Gérant jusqu'au 30 novembre 2021. Le 30 novembre 2021, toutes les Actions de la Catégorie SE en circulation seront automatiquement converties en ou échangées contre des Actions de la Catégorie P ayant la même devise de référence, la même politique de dividendes et la même couverture du risque de change (par ex. les Actions de la Catégorie de capitalisation SE en USD seront converties en ou échangées contre des Actions de la Catégorie de capitalisation P en USD). Veuillez consulter la sous-section « Conversions » du

Prospectus pour de plus amples informations sur le déroulement de la procédure. Les Actionnaires doivent savoir que, selon les circonstances personnelles et la législation fiscale des différentes juridictions où ils résident, le rachat, la conversion ou l'échange de leurs Actions, y compris les conversions automatiques décrites ci-dessus, peuvent être considérés comme une cession d'actions aux fins de l'imposition. Si les Actionnaires ont des doutes quant à leur statut fiscal, nous leur recommandons de consulter un conseiller fiscal indépendant.

## OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

**Objectif d'investissement.** Le Compartiment a pour objectif d'investissement de générer un rendement total qui prend en compte le capital et les revenus et qui reflète le rendement de l'Indice, avant prélèvement des frais et dépenses.

L'Indice est conçu pour refléter la performance des grandes et moyennes capitalisations des marchés des pays développés qui répondent aux critères de taille, de liquidité et de flottant de MSCI. Ces critères sont conçus pour identifier les entreprises dont 85 % des titres sont cotés en bourse (c.-à-d. les grandes et moyennes capitalisations). Pour de plus amples informations sur les critères, veuillez consulter le site du fournisseur d'indice sur <https://www.msci.com/index-methodology>.

Au 1<sup>er</sup> août 2018, l'Indice comprenait les composantes admissibles des pays suivants : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Hong Kong, Irlande, Israël, Italie, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Singapour, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni et Etats-Unis. La liste des pays peut changer à tout moment. L'Indice est pondéré par capitalisation boursière, et un rééquilibrage est opéré chaque trimestre. Des informations supplémentaires sur l'Indice (y compris ses composantes) sont disponibles sur le site Internet du fournisseur d'indice <https://www.msci.com/constituents>.

À la date de ce Supplément, l'administrateur d'indices, MSCI Limited, était inscrit au Registre des administrateurs et des indices de référence de l'AEMF.

**Politique d'investissement.** Le Compartiment a pour stratégie d'investissement de suivre la performance de l'Indice aussi étroitement que possible, que le niveau de ce dernier monte ou descende, tout en cherchant à minimiser autant que possible la tracking error entre la performance du Compartiment et celle de l'Indice.

Afin d'atteindre cet objectif d'investissement, le Gestionnaire en investissement cherchera à répliquer l'Indice en détenant tous les Titres de l'Indice, dans des proportions similaires à leur pondération dans l'Indice. Toutefois, lorsqu'il n'est pas vraiment possible de répliquer parfaitement l'Indice (par exemple en raison du nombre de titres ou de l'illiquidité de certains titres composant l'Indice), le Compartiment utilisera une méthode d'optimisation pour sélectionner les Titres de l'Indice et créer un portefeuille représentatif qui générera un rendement comparable à celui de l'Indice. Par conséquent, le Compartiment peut, à certains moments, ne détenir qu'un certain nombre de Titres de l'Indice. Des informations supplémentaires sur l'utilisation de la méthode par optimisation sont disponibles sous l'intitulé « *Compartiments indiciels* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Le Compartiment peut détenir certains titres qui n'apparaissent pas dans l'Indice, lorsqu'ils fournissent une exposition similaire (avec des profils de risque similaires) à certains titres composant l'Indice. Ces titres qui ne font pas partie de l'Indice sont sélectionnés en vertu du fait qu'ils apportent globalement la même exposition en termes de secteur et de type de société si l'on prend en compte le niveau de liquidités ou les opérations de société liées à certains Titres de l'Indice.

L'objectif et la politique d'investissement spécifiés pour ce Compartiment s'appliquent à toutes les catégories d'Actions proposées dans ce Compartiment. Pour les catégories d'Actions à devise couverte, le rendement sera couvert par rapport à la devise de référence de la catégorie d'Actions concernée. Les catégories d'Actions à devise couverte visent à réduire l'impact que les fluctuations des taux de change entre les expositions monétaires du portefeuille sous-jacent du Compartiment et la Devise de référence de la catégorie couverte ont sur les rendements de l'Indice approprié qui sont destinés aux investisseurs de cette catégorie couverte en recourant à des contrats de change à terme pour couvrir les expositions monétaires. Les catégories d'Actions à devise couverte feront appel à une couverture de change conformément à la section « *Couverture de change au niveau du portefeuille* » du Prospectus.

Le Compartiment peut, exclusivement à des fins de gestion efficace du portefeuille et en accord avec les conditions et dans les limites imposées par la Banque centrale, utiliser des contrats de change à terme (y compris des contrats à terme non livrables) et des contrats à terme standardisés sur devises à des fins de couverture de change, ainsi que des contrats à terme standardisés sur indices boursiers aux fins de la péréquation des liquidités (c.-à-d. investir les participations liquides du Compartiment dans des contrats à terme standardisés sur indices boursiers afin de générer un rendement mieux

adapté à l'objectif d'investissement du Compartiment, par rapport au rendement généré par un investissement dans des quasi-liquidités ou autres actifs liquides accessoires). Les contrats à terme et les contrats à terme standardisés, ainsi que leur utilisation à cet égard, sont décrits sous l'intitulé « *Utilisation des instruments financiers dérivés* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Par conséquent, alors que le Compartiment peut subir un effet de levier suite à l'utilisation d'IFD, l'objet principal de l'emploi des IFD consiste à réduire le risque, et ce levier, calculé à l'aide de l'approche des engagements, ne devra pas dépasser 100 % de la Valeur liquidative du Compartiment.

Les titres dans lesquels le Compartiment investit seront principalement cotés ou négociés sur des Marchés reconnus du monde entier, conformément aux limites établies dans les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut détenir des actifs liquides accessoires (dépôts, effets de commerce et effets de commerce à court terme) conformément aux limites et restrictions imposées par les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut également investir dans d'autres organismes de placement collectif à capital variable réglementés, comme décrit sous l'intitulé « *Techniques d'investissement générales* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » lorsque les objectifs de ces fonds sont compatibles avec l'objectif du Compartiment. Pour obtenir des informations supplémentaires sur les difficultés à suivre des indices, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié au suivi des indices* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

*Investissement minimum dans des participations en actions au titre de la Loi allemande sur la fiscalité des investissements (« ITA allemande »)*

Le Compartiment peut prétendre au statut de « compartiment d'actions » au titre de la section 2 alinéa 6 de la nouvelle version de la loi fiscale allemande entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (« **l'ITA allemande 2018** ») car conformément à sa politique d'investissement, il investit en permanence au moins 51 % de sa valeur dans des « participations en actions » telles que définies dans la section 2 alinéa 8 de l'ITA allemande 2018.

Le Fonds surveillera en permanence l'étendue des « participations en actions » détenues dans le portefeuille du Compartiment. Dans la mesure où elles provoquent une violation (autre qu'un manquement de courte durée) du pourcentage minimum allemand requis ci-dessus, les modifications de la composition du portefeuille seront considérées comme telles avec pour conséquence une déclaration et une notification conformes à la loi allemande.

## **RISQUES D'INVESTISSEMENT**

L'investissement dans le Compartiment comporte un certain niveau de risque, y compris les risques décrits dans la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus. Cette liste n'est pas destinée à être exhaustive et les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin le Prospectus et le présent Supplément et consulter leurs conseillers professionnels avant d'acheter des Actions.

Le Compartiment ne devrait pas présenter un profil de risque supérieur à la moyenne ou une volatilité élevée en raison de son emploi d'IFD. Pour de plus amples informations sur les risques associés à l'utilisation des instruments financiers dérivés, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié aux dérivés* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

## **PROFIL DE L'INVESTISSEUR**

Les investisseurs types du Compartiment sont des particuliers et des investisseurs institutionnels désireux d'adopter une exposition à long ou court terme sur le marché couvert par l'Indice (c.-à-d. les grandes et moyennes sociétés des pays développés) et prêts à accepter les risques associés à un investissement de ce type, y compris la volatilité de ce marché.

## **GESTIONNAIRE EN INVESTISSEMENT**

Le Gérant a nommé Geode Capital Management, LLC en tant que Gestionnaire en investissement du Compartiment. Le Gestionnaire en investissement est enregistré en tant que fournisseur de services de gestion d'actifs auprès de la *US Securities Exchange Commission* (autorité américaine des marchés financiers) aux Etats-Unis d'Amérique. Le Gestionnaire en investissement agit à titre de

gestionnaire en investissement ou de conseiller en investissements auprès d'un éventail d'organismes d'investissement collectif.

Au titre de la Convention de gestion des investissements, la nomination du Gestionnaire en investissement restera en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des parties par le biais d'un préavis de six (6) mois. La Convention de gestion des investissements peut également être résiliée immédiatement, sans aucun préavis dans certaines circonstances, notamment en cas d'insolvabilité de l'une des parties (ou de tout événement similaire) ou lors d'un manquement non corrigé dans les trente (30) jours suivant la réception d'un préavis. Le Gérant peut également mettre un terme à la nomination du Gestionnaire en investissement avec effet immédiat dans certaines circonstances, y compris dans le meilleur intérêt du Compartiment. La Convention de gestion des investissements comprend certaines dispositions sur les responsabilités légales du Gestionnaire en investissement. Le Gestionnaire en investissement n'est pas responsable des pertes, dettes, dommages ou dépenses supportés par le Compartiment, sauf en cas de faute majeure, manquement délibéré, mauvaise foi ou fraude de sa part.

Le Gestionnaire en investissement a la possibilité de déléguer tous les pouvoirs, obligations et pouvoirs discrétionnaires qui lui incombent au titre de la Convention de gestion des investissements, tel que le Gestionnaire en investissement et un délégué peuvent à tout moment en convenir. Une telle nomination sera réalisée en accord avec les exigences de la Banque centrale.

## **SOUSCRIPTIONS**

Au cours de la Période d'offre initiale, les Actions seront disponibles au Prix d'offre initiale indiqué dans le tableau ci-dessus. Après la Période d'offre initiale, les Actions peuvent être achetées tout Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action au Jour d'évaluation applicable, majorée d'un montant reflétant les Frais et dépenses (le cas échéant). Les investisseurs peuvent souscrire des Actions contre des liquidités ou en nature chaque Jour de négociation en déposant une demande avant l'Heure limite de négociation conformément aux exigences énoncées dans la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le paiement du montant de souscription en fonds libérés/titres doit être reçu avant l'Heure limite de règlement.

## **RACHATS**

Les Actionnaires peuvent effectuer un rachat d'Actions chaque Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action appropriée, sous réserve d'une provision appropriée pour les Frais et dépenses, à condition qu'une demande de rachat valide de l'Actionnaire soit reçue par le Gérant avant l'Heure limite de négociation, conformément aux dispositions des présentes et à la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le règlement n'aura pas lieu plus de 10 Jours ouvrables après l'Heure limite de négociation.

## **DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES**

Concernant les catégories de distribution et sous réserve de la disponibilité du Revenu net pour une distribution, les Administrateurs ont actuellement l'intention, sous réserve d'un seuil *de minimis*, de déclarer des dividendes sur le Revenu net à attribuer aux catégories de distribution. Dans des circonstances normales, les Administrateurs prévoient de déclarer des dividendes tous les trimestres, aux alentours des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, et de payer ces dividendes le dernier jeudi de chaque mois concerné, ou tout autre Jour ouvrable que les Administrateurs estiment approprié. Toutefois, les Actionnaires doivent savoir que les Administrateurs peuvent, à leur discrétion, décider de ne pas effectuer ce paiement par rapport à une catégorie de distribution.

## **AVIS DE NON-RESPONSABILITE**

CE COMPARTIMENT N'EST EN AUCUN CAS PARRAINE, GARANTI, VENDU OU PROMU PAR MSCI INC. (« MSCI ») OU PAR SES SOCIETES AFFILIEES OU FOURNISSEURS D'INFORMATIONS OU TOUT AUTRE TIERS IMPLIQUE OU LIE A LA COMPILATION, AU CALCUL OU A LA CREATION DES INDICES MSCI (COLLECTIVEMENT LES « PARTIES MSCI ». LES INDICES MSCI SONT LA PROPRIETE EXCLUSIVE DE MSCI. MSCI ET LE NOM DE L'INDICE

MSCI SONT DES MARQUES DE SERVICE DE MSCI OU DE SES SOCIETES AFFILIEES ET FIDELITY EST AUTORISE A LES UTILISER A CERTAINES FINS DANS LE CADRE D'UNE LICENCE. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'ACCORDENT AUCUNE GARANTIE OU REPRESENTATION DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT, EXPRESSE OU IMPLICITE, AUX EMETTEURS OU AUX DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU A TOUT AUTRE PERSONNE OU ENTITE CONCERNANT DES CONSEILS D'INVESTISSEMENT DANS LES FONDS EN GENERAL OU DANS CE COMPARTIMENT EN PARTICULIER OU QUANT A LA CAPACITE DE TOUT INDICE MSCI A SUIVRE LA PERFORMANCE DU MARCHE AUQUEL IL SE RATTACHE. MSCI ET SES SOCIETES AFFILIEES SONT DES CONCEDANTS DE LICENCES POUR CERTAINES MARQUES DEPOSEES, MARQUES DE SERVICE OU NOMS DEPOSES ET POUR LES INDICES MSCI QUI SONT DETERMINES, COMPOSES ET CALCULES PAR MSCI SANS RAPPORT AVEC CE COMPARTIMENT OU AVEC L'EMETTEUR ET LES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU AVEC TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'A L'OBLIGATION DE PRENDRE EN COMPTE LES BESOINS DE L'EMETTEUR OU DES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU DE TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE LORS DE LA DETERMINATION, DE LA COMPOSITION ET DU CALCUL DES INDICES MSCI. AUCUNE DES PARTIES MSCI N'EST RESPONSABLE, NI NE PREND PART A LA DETERMINATION DU CALENDRIER, DES COURS OU DU NOMBRE DE PARTS EMISES PAR CE COMPARTIMENT OU A LA DETERMINATION ET AU CALCUL DE L'EQUATION UTILISEE POUR OU AUX CONSIDERATIONS PRISES EN COMPTE POUR LE RACHAT DE CE COMPARTIMENT. DE PLUS, AUCUNE DES PARTIES MSCI N'A D'OBLIGATION OU DE RESPONSABILITE ENVERS L'EMETTEUR OU LES DETENEURS DE CE COMPARTIMENT OU ENVERS TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE CONCERNANT L'ADMINISTRATION, LA COMMERCIALISATION OU L'OFFRE DE CE COMPARTIMENT. BIEN QUE, A DES FINS D'INCLUSION DANS LES INDICES MSCI OU DE CALCUL DE CEUX-CI, MSCI AIT RECOURS A DES INFORMATIONS PROVENANT DE SOURCES CONSIDEREES PAR MSCI COMME FIABLES, AUCUNE DES PARTIES MSCI NE SE PORTE GARANTE ET NE GARANTIT L'ORIGINE, LA PRECISION ET/OU L'EXHAUSTIVITE DE TOUT INDICE MSCI OU DE TOUTE DONNEE COMPRISE DANS LESDITS INDICES. AUCUNE DES PARTIES MSCI NE GARANTIT, DE MANIERE EXPRESSE OU IMPLICITE, LES RESULTATS OBTENUS PAR L'EMETTEUR DE CE COMPARTIMENT OU LES DETENEURS DU COMPARTIMENT OU PAR TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE AYANT UTILISE UN DES INDICES MSCI OU LES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS. AUCUNE DES PARTIES MSCI NE PEUT ETRE TENUE POUR RESPONSABLE DE TOUTE ERREUR, OMISSION OU SUSPENSION DES INDICES MSCI OU DES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS, OU EN RAPPORT AVEC LESDITS INDICES OU DONNEES. EN OUTRE, AUCUNE DES PARTIES MSCI N'OFFRE DE GARANTIE QUELCONQUE, DE MANIERE EXPRESSE OU IMPLICITE, ET LES PARTIES MSCI REFUTENT EXPRESSEMENT TOUTE GARANTIE DE COMMERCIALISATION OU D'ADEQUATION POUR UN OBJECTIF PRECIS CONCERNANT LES INDICES MSCI ET LES DONNEES COMPRISES DANS CES DERNIERS. SANS LIMITATION DE CE QUI PRECEDE, LES PARTIES MSCI NE SERONT TENUES A AUCUN MOMENT RESPONSABLES DE TOUT DOMMAGE DIRECT, INDIRECT, SPECIFIQUE, PUNITIF, IMPORTANT OU AUTRE (Y COMPRIS LA PERTE DE BENEFICES) MEME SI CES DERNIERES ONT ETE INFORMEES DE LA POSSIBILITE D'UN TEL DOMMAGE.

# Fidelity UCITS II ICAV

## Fidelity S&P 500 Index Fund

**15 mars 2019**

(Un Compartiment de Fidelity UCITS II ICAV, un organisme irlandais de gestion collective d'actifs constitué sous forme de fonds à compartiments multiples avec passif distinct entre les compartiments. Fidelity UCITS ICAV est agréé par la Banque centrale d'Irlande sous le numéro C174793 conformément aux Réglementations OPCVM)

Pour les besoins des Réglementations OPCVM, le présent supplément (le « Supplément ») fait partie intégrante du Prospectus de Fidelity UCITS II ICAV (l'« ICAV ») daté du 15 mars 2019 (le « Prospectus »). Le présent Supplément doit être lu dans le cadre du, et conjointement au, Prospectus et contient des informations relatives à Fidelity S&P 500 Fund (le « Compartiment ») qui est un compartiment distinct de l'ICAV, représenté par la série d'actions Fidelity S&P 500 Fund (les « Actions »).

**Le Compartiment est un compartiment indiciel.**

**Avant tout investissement dans ce Compartiment, les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin et lire en intégralité le présent Supplément et le Prospectus, et tenir compte des facteurs de risque présentés dans ces documents. Si vous avez un doute quelconque concernant le contenu du présent Supplément, vous devez consulter votre courtier, banquier, avocat, comptable et/ou conseiller financier.**

Les Administrateurs, présentés dans la section « *Gestion* » du Prospectus, assument la responsabilité des informations contenues dans le présent Supplément. Pour autant que les Administrateurs le sachent (ayant pris toutes les dispositions raisonnables pour s'assurer que tel est bien le cas), les informations contenues dans le présent Supplément correspondent à la réalité et n'omettent aucun élément susceptible d'altérer la nature de ces informations. Les Administrateurs en assument la responsabilité en conséquence.

Sauf définition contraire contenue dans le présent document ou stipulation contraire inhérente au contexte, tous les termes définis et utilisés dans le présent Supplément ont la même signification que celle qui leur est conférée dans le Prospectus.

### INFORMATIONS IMPORTANTES

<b>Devise de référence</b>	USD
<b>Base de la distribution</b>	Revenu net
<b>Jour ouvrable</b>	Tout jour à l'exception du samedi, dimanche, Nouvel an, jour de Noël et Vendredi Saint et/ou tous autres jours déterminés par les Administrateurs et signifiés au préalable aux Actionnaires
<b>Jour de négociation</b>	Chaque Jour ouvrable sera un Jour de négociation. Cependant, tout jour pendant lequel les marchés sur lesquels les Actions composant l'Indice sont cotées ou négociées ou tout jour où les marchés pertinents pour cet Indice sont fermés, et qu'en conséquence 25 % ou plus des Actions de l'Indice ne peuvent pas être négociées, ne sera pas un Jour de négociation. Toutefois, le Compartiment comptera au moins un Jour de négociation par quinzaine. Les Jours de négociation du Compartiment sont indiqués sur le site Internet.
<b>Heure limite de négociation</b>	17 h 00 (heure d'Irlande), le Jour de négociation approprié
<b>Période d'offre initiale</b>	Pour chaque Catégorie d'actions, la période mentionnée dans le tableau de la section « <i>Catégorie</i> » ci-après ou toute date antérieure ou ultérieure que les Administrateurs pourront choisir
<b>Indice</b>	S&P 500 Index
<b>Fournisseur de l'indice</b>	S&P Dow Jones Indices LLC
<b>Gestionnaire en investissement</b>	Geode Capital Management LLC, One Post Office Square, 20th Floor, Boston, MA 02109, Etats-Unis d'Amérique
<b>Charges</b>	<p>Le TER maximum pour chaque catégorie est établi dans le tableau figurant dans la section « <i>Catégories</i> » ci-après.</p> <p>Le Gérant supportera les frais de constitution du Compartiment.</p> <p>Des informations supplémentaires sont présentées à cet égard ci-après ainsi que dans la section « <i>Frais et dépenses</i> » du Prospectus.</p>
<b>Montant de souscription minimum</b> <b>Montant de souscription minimum supplémentaire</b> <b>Montant de participation minimum</b>	<p>Toutes les Catégories d'actions (excepté les Catégories SE)</p> <p>Montant de souscription minimum : 100 000 dollars US Montant de souscription minimum supplémentaire : 10 000 dollars US Montant de participation minimum : 10 000 dollars US</p> <p><u>Catégories d'actions SE</u></p> <p>Montant de souscription minimum : 500 millions de dollars US Montant de souscription minimum supplémentaire : s.o. Montant de participation minimum : 500 millions de dollars US</p>
<b>Date limite de règlement</b>	Le deuxième Jour ouvrable qui suit un Jour de négociation

<b>Tracking error</b>	<p>15 bp dans des conditions de marché normales.</p> <p>La tracking error est définie comme étant l'écart-type des rendements excédentaires obtenus au cours d'un exercice annuel.</p> <p>La tracking error anticipée qui est mentionnée ci-dessus concerne les catégories d'Actions non couvertes par rapport à l'Indice qui n'est pas couvert. La tracking error relative aux catégories d'Actions à devise couverte évoluera au fil du temps car la couverture appliquée à ces catégories couvertes entraînera une déviation plus importante par rapport à l'Indice.</p>
<b>Valorisation</b>	<p>La Valeur liquidative par Action est calculée conformément à la section « <i>Détermination de la Valeur liquidative</i> » du Prospectus, en utilisant, pour chaque Jour d'évaluation, le prix de clôture officiel publié par le Marché reconnu approprié pour les actifs cotés ou négociés selon les règles d'un Marché reconnu.</p>
<b>Jour d'évaluation</b>	<p>Tout jour, à l'exception du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouvel An, Jour de Noël et Vendredi saint</li> <li>- Tout jour au cours duquel l'Indice n'est pas publié.</li> </ul>
<b>Point d'évaluation</b>	<p>23 h 00 (heure d'Irlande), chaque Jour d'évaluation</p>

## Catégories

Les Actions d'un Compartiment peuvent être divisées en plusieurs catégories d'Actions qui présentent des politiques de dividendes et des couvertures de change différentes. Par conséquent, les frais et dépenses peuvent être différents. Les catégories d'Actions suivantes pourront être lancées à la discrétion du Gérant.

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P USD Inc	USD	Non	Distribution	0,06	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
I USD Inc*	USD	Non	Distribution	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P USD Acc	USD	Non	Capitalisation	0,06	s.o. <sup>+</sup>	5 USD
I USD Acc*	USD	Non	Capitalisation	0,00	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
P GBP Inc	GBP	Non	Distribution	0,06	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P GBP Acc	GBP	Non	Capitalisation	0,06	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P EUR Inc	EUR	Non	Distribution	0,06	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Acc	EUR	Non	Capitalisation	0,06	s.o. <sup>+</sup>	5 EUR
P CHF Inc	CHF	Non	Distribution	0,06	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Acc	CHF	Non	Capitalisation	0,06	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Acc	PLN	Non	Capitalisation	0,06	s.o. <sup>+</sup>	25 PLN
P GBP Hedged Inc	GBP	Oui	Distribution	0,15	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP
P GBP Hedged Acc	GBP	Oui	Capitalisation	0,15	s.o. <sup>+</sup>	5 GBP
P EUR Hedged Inc	EUR	Oui	Distribution	0,15	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
P EUR Hedged Acc	EUR	Oui	Capitalisation	0,15	s.o. <sup>+</sup>	5 EUR

Nom de la catégorie	Devise de la catégorie d'Actions	Catégorie à devise couverte	Politique de distribution de dividendes	TER maximum %	Période d'offre initiale	Prix d'offre
P CHF Hedged Inc	CHF	Oui	Distribution	0,15	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P CHF Hedged Acc	CHF	Oui	Capitalisation	0,15	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 CHF
P PLN Hedged Inc	PLN	Oui	Distribution	0,15	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P PLN Hedged Acc	PLN	Oui	Capitalisation	0,15	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	25 PLN
P JPY Hedged Inc	JPY	Oui	Distribution	0,15	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY
P JPY Hedged Acc	JPY	Oui	Capitalisation	0,15	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	500 JPY
SE USD Acc <sup>‡</sup>	USD	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 USD
SE EUR Acc <sup>‡</sup>	EUR	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 EUR
SE GBP Acc <sup>‡</sup>	GBP	Non	Capitalisation	0,045	Du 19 mars 2019 au 19 septembre 2019	5 GBP

\*Les catégories d'Actions I sont réservées aux personnes auxquelles le Gérant, les associés du Gérant ou les personnes auxquelles le Gérant, ou l'un de ses associés, fournissent des services au titre d'un contrat de gestion des investissements ou autre accord.

†La période d'offre initiale de cette Catégorie d'actions est close. Les Actions de cette Catégorie seront donc émises à la Valeur liquidative par actions chaque Jour de négociation.

‡La Catégorie d'actions SE n'est ouverte à la souscription qu'à la discrétion du Gérant jusqu'au 30 novembre 2021. Le 30 novembre 2021, toutes les Actions de la Catégorie SE en circulation seront automatiquement converties en ou échangées contre des Actions de la Catégorie P ayant la même devise de référence, la même politique de dividendes et la même couverture du risque de change (par ex. les Actions de la Catégorie de capitalisation SE en USD seront converties en ou échangées contre des Actions de la Catégorie de capitalisation P en USD). Veuillez consulter la sous-section « Conversions » du Prospectus pour de plus amples informations sur le déroulement de la procédure. Les Actionnaires doivent savoir que, selon les circonstances personnelles et la législation fiscale des différentes juridictions où ils résident, le rachat, la conversion ou l'échange de leurs Actions, y compris les conversions automatiques décrites ci-dessus, peuvent être considérés comme une cession d'actions aux fins de l'imposition. Si les Actionnaires ont des doutes quant à leur statut fiscal, nous leur recommandons de consulter un conseiller fiscal indépendant.

## OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

**Objectif d'investissement.** Le Compartiment a pour objectif d'investissement de générer un rendement total qui prend en compte le capital et les revenus et qui reflète le rendement de l'Indice, avant prélèvement des frais et dépenses.

L'Indice mesure la performance des 500 sociétés dominantes dans les secteurs économiques du marché des Etats-Unis qui répondent aux critères de taille, de liquidité et de flottant de S&P. Ces critères sont conçus pour identifier les entreprises dont 85 % des titres sont cotés en bourse (c.-à-d. les grandes et moyennes capitalisations). Pour de plus amples informations sur les critères, veuillez consulter le site du fournisseur d'indice sur <http://us.spindices.com/indices/equity/sp-500>.

L'Indice est pondéré par capitalisation boursière flottante, et un rééquilibrage est opéré chaque trimestre (ou plus fréquemment si nécessaire). Des informations supplémentaires sur l'Indice de référence (y compris ses composantes) sont disponibles sur le site Internet du fournisseur d'indice <http://supplemental.spindices.com/supplemental-data/eu>.

À la date de ce Supplément, l'administrateur d'indices, MSCI Limited, était inscrit au Registre des administrateurs et des indices de référence de l'AEMF.

**Politique d'investissement.** Le Compartiment a pour stratégie d'investissement de suivre la performance de l'Indice aussi étroitement que possible, que le niveau de ce dernier monte ou descende, tout en cherchant à minimiser autant que possible la tracking error entre la performance du Compartiment et celle de l'Indice.

Afin d'atteindre cet objectif d'investissement, le Gestionnaire en investissement cherchera à répliquer l'Indice en détenant tous les Titres de l'Indice, dans des proportions similaires à leur pondération dans l'Indice. Toutefois, lorsqu'il n'est pas vraiment possible de répliquer parfaitement l'Indice (par exemple en raison du nombre de titres ou de l'illiquidité de certains titres composant l'Indice), le Compartiment utilisera une méthode d'optimisation pour sélectionner les Titres de l'Indice et créer un portefeuille représentatif qui générera un rendement comparable à celui de l'Indice. Par conséquent, le Compartiment peut, à certains moments, ne détenir qu'un certain nombre de Titres de l'Indice. Des informations supplémentaires sur l'utilisation de la méthode par optimisation sont disponibles sous l'intitulé « *Compartiments indiciels* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Le Compartiment peut détenir certains titres qui n'apparaissent pas dans l'Indice, lorsqu'ils fournissent une exposition similaire (avec des profils de risque similaires) à certains titres composant l'Indice. Ces titres qui ne font pas partie de l'Indice sont sélectionnés en vertu du fait qu'ils apportent globalement la même exposition en termes de secteur et de type de société si l'on prend en compte le niveau de liquidités ou les opérations de société liées à certains Titres de l'Indice.

L'objectif et la politique d'investissement spécifiés pour ce Compartiment s'appliquent à toutes les catégories d'Actions proposées dans ce Compartiment. Pour les catégories d'Actions à devise couverte, le rendement sera couvert par rapport à la devise de référence de la catégorie d'Actions concernée. Les catégories d'Actions à devise couverte visent à réduire l'impact que les fluctuations des taux de change entre les expositions monétaires du portefeuille sous-jacent du Compartiment et la Devise de référence de la catégorie couverte ont sur les rendements de l'Indice approprié qui sont destinés aux investisseurs de cette catégorie couverte en recourant à des contrats de change à terme pour couvrir les expositions monétaires. Les catégories d'Actions à devise couverte feront appel à une couverture de change conformément à la section « *Couverture de change au niveau du portefeuille* » du Prospectus.

Le Compartiment peut, exclusivement à des fins de gestion efficace du portefeuille et en accord avec les conditions et dans les limites imposées par la Banque centrale, utiliser des contrats de change à terme (y compris des contrats à terme non livrables) et des contrats à terme standardisés sur devises à des fins de couverture de change, ainsi que des contrats à terme standardisés sur indices boursiers aux fins de la péréquation des liquidités (c.-à-d. investir les participations liquides du Compartiment dans des contrats à terme standardisés sur indices boursiers afin de générer un rendement mieux adapté à l'objectif d'investissement du Compartiment, par rapport au rendement généré par un investissement dans des quasi-liquidités ou autres actifs liquides accessoires). Les contrats à terme et les contrats à terme standardisés, ainsi que leur utilisation à cet égard, sont décrits sous l'intitulé

« *Utilisation des instruments financiers dérivés* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » du Prospectus. Par conséquent, alors que le Compartiment peut subir un effet de levier suite à l'utilisation d'IFD, l'objet principal de l'emploi des IFD consiste à réduire le risque, et ce levier, calculé à l'aide de l'approche des engagements, ne devra pas dépasser 100 % de la Valeur liquidative du Compartiment.

Les titres dans lesquels le Compartiment investit seront principalement cotés ou négociés sur des Marchés reconnus du monde entier, conformément aux limites établies dans les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut détenir des actifs liquides accessoires (dépôts, effets de commerce et effets de commerce à court terme) conformément aux limites et restrictions imposées par les Réglementations OPCVM. Le Compartiment peut également investir dans d'autres organismes de placement collectif à capital variable réglementés, comme décrit sous l'intitulé « *Techniques d'investissement générales* » de la section « *Objectifs et politiques d'investissement* » lorsque les objectifs de ces fonds sont compatibles avec l'objectif du Compartiment. Pour obtenir des informations supplémentaires sur les difficultés à suivre des indices, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié au suivi des indices* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

*Investissement minimum dans des participations en actions au titre de la Loi allemande sur la fiscalité des investissements (« ITA allemande »)*

Le Compartiment peut prétendre au statut de « compartiment d'actions » au titre de la section 2 alinéa 6 de la nouvelle version de la loi fiscale allemande entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (« **l'ITA allemande 2018** ») car conformément à( sa politique d'investissement, il investit en permanence au moins 51 % de sa valeur dans des « participations en actions » telles que définies dans la section 2 alinéa 8 de l'ITA allemande 2018.

Le Fonds surveillera en permanence l'étendue des « participations en actions » détenues dans le portefeuille du Compartiment. Dans la mesure où elles provoquent une violation (autre qu'un manquement de courte durée) du pourcentage minimum allemand requis ci-dessus, les modifications de la composition du portefeuille seront considérées comme telles avec pour conséquence une déclaration et une notification conformes à la loi allemande.

## **RISQUES D'INVESTISSEMENT**

L'investissement dans le Compartiment comporte un certain niveau de risque, y compris les risques décrits dans la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus. Cette liste n'est pas destinée à être exhaustive et les investisseurs potentiels doivent étudier avec soin le Prospectus et le présent Supplément et consulter leurs conseillers professionnels avant d'acheter des Actions.

Le Compartiment ne devrait pas présenter un profil de risque supérieur à la moyenne ou une volatilité élevée en raison de son emploi d'IFD. Pour de plus amples informations sur les risques associés à l'utilisation des instruments financiers dérivés, veuillez consulter l'intitulé « *Risque lié aux dérivés* » de la section « *Informations sur les risques* » du Prospectus.

## **PROFIL DE L'INVESTISSEUR**

Les investisseurs types du Compartiment sont des particuliers et des investisseurs institutionnels désireux d'adopter une exposition à long ou court terme sur le marché couvert par l'Indice (c.-à-d. les grandes et moyennes sociétés des Etats-Unis) et prêts à accepter les risques associés à un investissement de ce type, y compris la volatilité de ce marché.

## **GESTIONNAIRE EN INVESTISSEMENT**

Le Gérant a nommé Geode Capital Management, LLC en tant que Gestionnaire en investissement du Compartiment. Le Gestionnaire en investissement est enregistré en tant que fournisseur de services de gestion d'actifs auprès de la *US Securities Exchange Commission* (autorité américaine des marchés financiers) aux Etats-Unis d'Amérique. Le Gestionnaire en investissement agit à titre de gestionnaire en investissement ou de conseiller en investissements auprès d'un éventail d'organismes d'investissement collectif.

Au titre de la Convention de gestion des investissements, la nomination du Gestionnaire en investissement restera en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des parties par le biais d'un préavis de six (6) mois. La Convention de gestion des investissements peut également être résiliée immédiatement, sans aucun préavis dans certaines circonstances, notamment en cas d'insolvabilité de l'une des parties (ou de tout événement similaire) ou lors d'un manquement non corrigé dans les trente (30) jours suivant la réception d'un préavis. Le Gérant peut également mettre un terme à la nomination du Gestionnaire en investissement avec effet immédiat dans certaines circonstances, y compris dans le meilleur intérêt du Compartiment. La Convention de gestion des investissements comprend certaines dispositions sur les responsabilités légales du Gestionnaire en investissement. Le Gestionnaire en investissement n'est pas responsable des pertes, dettes, dommages ou dépenses supportés par le Compartiment, sauf en cas de faute majeure, manquement délibéré, mauvaise foi ou fraude de sa part.

Le Gestionnaire en investissement a la possibilité de déléguer tous les pouvoirs, obligations et pouvoirs discrétionnaires qui lui incombent au titre de la Convention de gestion des investissements, tel que le Gestionnaire en investissement et un délégué peuvent à tout moment en convenir. Une telle nomination sera réalisée en accord avec les exigences de la Banque centrale.

## **SOUSCRIPTIONS**

Au cours de la Période d'offre initiale, les Actions seront disponibles au Prix d'offre initiale indiqué dans le tableau ci-dessus. Après la Période d'offre initiale, les Actions peuvent être achetées tout Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action au Jour d'évaluation applicable, majorée d'un montant reflétant les Frais et dépenses (le cas échéant). Les investisseurs peuvent souscrire des Actions contre des liquidités ou en nature chaque Jour de négociation en déposant une demande avant l'Heure limite de négociation conformément aux exigences énoncées dans la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le paiement du montant de souscription en fonds libérés/titres doit être reçu avant l'Heure limite de règlement.

## **RACHATS**

Les Actionnaires peuvent effectuer un rachat d'Actions chaque Jour de négociation à la Valeur liquidative par Action appropriée, sous réserve d'une provision appropriée pour les Frais et dépenses, à condition qu'une demande de rachat valide de l'Actionnaire soit reçue par le Gérant avant l'Heure limite de négociation, conformément aux dispositions des présentes et à la section « *Information sur l'achat et la vente* » du Prospectus. Le règlement n'aura pas lieu plus de 10 Jours ouvrables après l'Heure limite de négociation.

## **DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES**

Concernant les catégories de distribution et sous réserve de la disponibilité du Revenu net pour une distribution, les Administrateurs ont actuellement l'intention, sous réserve d'un seuil *de minimis*, de déclarer des dividendes sur le Revenu net à attribuer aux catégories de distribution. Dans des circonstances normales, les Administrateurs prévoient de déclarer des dividendes tous les trimestres, aux alentours des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, et de payer ces dividendes le dernier jeudi de chaque mois concerné, ou tout autre Jour ouvrable que les Administrateurs estiment approprié. Toutefois, les Actionnaires doivent savoir que les Administrateurs peuvent, à leur discrétion, décider de ne pas effectuer ce paiement par rapport à une catégorie de distribution.

## **AVIS DE NON-RESPONSABILITE**

S&P 500 Index (l'« Indice ») est un produit de S&P Dow Jones Indices LLC ou de ses sociétés affiliées (« SPDJI ») et Fidelity est autorisé à l'utiliser dans le cadre d'une licence. Standard & Poor's® et S&P® sont des marques déposées de Standard & Poor's Financial Services LLC (« S&P ») et Dow Jones® est une marque déposée de Dow Jones Trademark Holdings LLC (« Dow Jones »). Une autorisation d'utilisation des marques déposées a été accordée à SPDJI et une autorisation d'utilisation secondaire a été accordée à certaines fins à Fidelity. Le Compartiment n'est en aucun cas parrainé, garanti, vendu ou promu par SPDJI, Dow Jones, S&P, ou leurs sociétés affiliées (collectivement « S&P Dow Jones Indices »). S&P Dow Jones Indices n'accorde aucune garantie ou

représentation de quelque nature que ce soit, expresse ou implicite, aux propriétaires du Compartiment ou à tout autre membre du public concernant des conseils d'investissement dans les titres boursiers en général ou dans les titres du Compartiment en particulier ou quant à la capacité de l'Indice à suivre la performance générale du marché. La seule relation existant entre S&P Dow Jones Indices et Fidelity concernant l'Indice porte sur la licence d'utilisation de cet Indice et de certaines marques déposées, marques de service et noms déposés par S&P Dow Jones Indices ou ses concédants de licences. L'Indice est déterminé, compilé et calculé par S&P Dow Jones Indices sans aucun rapport avec Fidelity ou le Compartiment. S&P Dow Jones Indices n'a aucune obligation de prendre en compte les besoins de Fidelity ou des propriétaires du Compartiment lors de la détermination, de la compilation et du calcul de l'Indice. S&P Dow Jones Indices n'est en aucun cas responsable de, et n'a aucunement pris part à, la détermination des cours et du montant du Compartiment ou du calendrier des émissions ou des ventes du Compartiment, ou à la détermination ou au calcul de l'équation selon laquelle le Compartiment est converti en liquidités, vendu ou racheté, selon le cas. S&P Dow Jones Indices n'est aucunement responsable et n'assume aucune obligation quant à l'administration, la commercialisation ou la négociation du Compartiment. Aucune garantie n'est donnée que les instruments de placement s'appuyant sur l'Indice suivront précisément la performance de l'Indice ou généreront des rendements positifs. S&P Dow Jones Indices LLC n'est pas un conseiller en investissement. L'inclusion d'un titre dans un Indice ne constitue aucunement une recommandation de la part de S&P Dow Jones Indices d'acheter, de vendre ou de détenir ledit titre et ne doit aucunement être considérée comme un conseil d'investissement.

S&P DOW JONES INDICES N'ACCORDE AUCUNE GARANTIE QUANT À L'ADEQUATION, L'EXACTITUDE, L'OPPORTUNITE ET/OU L'EXHAUSTIVITE DE L'INDICE OU DES DONNEES Y AFFERENTES OU DE TOUTE COMMUNICATION, Y COMPRIS MAIS SANS TOUTEFOIS S'Y LIMITER, D'UNE COMMUNICATION ECRITE OU ORALE (COMMUNICATION ELECTRONIQUE COMPRISE) AFFERENTES À L'INDICE. S&P DOW JONES INDICES NE POURRA PAS ETRE TENU POUR RESPONSABLE DE TOUT DOMMAGE OU PERTE CAUSE PAR UNE ERREUR, UNE OMISSION OU UN RETARD. S&P DOW JONES INDICES N'ACCORDE AUCUNE GARANTIE EXPRESSE OU IMPLICITE, ET REJETTE EXPRESSEMENT TOUTE GARANTIE RELATIVE À LA QUALITE MARCHANDE, AU CARACTERE APPROPRIE À UNE UTILISATION, UN OBJECTIF PARTICULIER OU AUX RESULTATS QUE FIDELITY, LES PROPRIETAIRES DU COMPARTIMENT OU TOUTE AUTRE PERSONNE OU ENTITE SOUHAITENT OBTENIR DE L'UTILISATION DE L'INDICE OU DES DONNEES Y AFFERENTES. SANS PREJUDICE DE CE QUI PRECEDE, S&P DOW JONES INDICES NE PEUT EN AUCUN CAS ETRE RESPONSABLES DE DOMMAGES INDIRECTS, SPECIAUX, ACCESSOIRES, PUNITIFS OU CONSECUTIFS, Y COMPRIS MAIS SANS TOUTEFOIS S'Y LIMITER, TOUT MANQUE À GAGNER, TOUTE PERTE LIEE AUX OPERATIONS, TOUTE PERTE DE TEMPS OU TOUTE PERTE DE CLIENTELE, MEME S'IL A ETE INFORME DE LA POSSIBILITE DE TELS DOMMAGES, QUE CE SOIT EN VERTU DE LA THEORIE DE LA RESPONSABILITE CONTRACTUELLE, DELICTUELLE OU SANS FAUTE OU AUTRE. AUCUN BENEFICIAIRE TIERS N'A PRIS PART AUX CONTRATS OU AUX ACCORDS ENTRE S&P DOW JONES INDICES ET FIDELITY, AUTRE QUE LES CONCEDANTS DE LICENCES PAR S&P DOW JONES INDICES.



Fidelity, Fidelity International, le logo Fidelity International et le symbole **F** sont des marques de FIL Limited